

Directeur : Jacques Fauvet

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 228 m.
 Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique,
 17 fr.; Canada, \$ 1,10; Côte-d'Ivoire, 25,5 F CFA;
 Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; U.S.A., 35 p.
 Irlande, 50 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 rls.
 Italie 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 17 fr.
 Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,
 35 esc.; Soudan, 225 F CFA; Suède, 3,75 kr.
 Suisse, 1,20 fr.; U.S.A., 25 ct.; Yougoslavie, 38 din.

Tarif des abonnements page 26
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4307-23 PARIS
Télex Paris n° 658372
TE : 345 73 23

Les Neuf et le Japon

● La C.E.E. propose à Tokyo une négociation

● Les syndicats sont divisés à l'égard des propositions du patronat

JOE MULHOLLAND.
(Ties in suite page 5.)

Il est encore bien tôt pour mesurer si ce nouveau plan à quelque chance de répondre aux espoirs qu'avaient suscités chez les modérés des deux camps tant l'annonce de sa préparation que la rencontre, en mal d'arriver à Londres, entre Mme Thatcher et le premier ministre de la République d'Irlande, Mr Haughey, qui se fait lui aussi de la solution, et qui confie une des priorités de son mandat. Les nouvelles propositions britanniques ont été accueillies avec un certain scepticisme à Belfast comme à Dublin. Elles n'ont pas pour autant été jactées d'emblée inacceptables, ce qui est déjà, dans le climat passional qui entoure cette affaire depuis

● **Le rapport de la Cour des comptes
DES ABUS DANS LA GESTION DES HOPITAUX.**

(Page 26.)

● **Le R.P.R. et l'élection présidentielle**
UN AVERTISSEMENT DE M. BERNARD PONS
AUX MINISTRES GAULLISTES. (Page 10.)

● Le rapport de la Cour des comptes DES ABUS DANS LA GESTION DES HOPITAUX.

(Page 26.)

par ANDRÉ FONTAINE

par ANDRÉ FONTAINE

le déclin, dont on relève tant de signes, est-il inévitable ? Ou bien l'Amérique qu'on a vue tant de fois, dans le passé, faire face à de fantastiques déris, va-t-elle une fois de plus étonner le monde ? C'est la question des questions. On ne prétend pas y répondre ici, sauf à faire remarquer que l'histoire séculaire de l'Amérique, plus que les empires, par voie de conséquence, s'est de plus en plus rapidement : il y a un quart de siècle, on s'interrogeait dans les mêmes termes sur l'empire britannique. La notion

Le diagnostic est moins assuré pour ce qui concerne la suite :

AU JOUR LE JOUR

Si d'Iran nous avons appris qu'une nouvelle fois des femmes jugées coupables d'adultère avaient été jetées sur la place publique, en revanche il a fallu, chez nous, le procès de Grenoble pour que nous découvrions que des proxénètes, afin de briser la résistance de prostituées, les flagellaient avec des ceinturons, brûlaient leurs seins avec des claquettes ou même

BARBARIE

marquaient leur visage au fer rouge.

Mais si nous nous interrogeons pour savoir comment en Iran des mœurs aussi barbares et sauvages peuvent encore exister de nos jours, nous estimons qu'il ne s'agit, chez nous, que des actes d'un milieu isolé, qui ne nous empêchent nullement de vivre dans un pays pleinement démocratique.

MICHEL CASTE

(Lire la suite page 2)

Bernard Chapuis

L'amour du temps

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26



"Chapuis, amoureux du temps perdu, nous raconte une histoire en trempant la macédoine de Marcel dans le scotch de Fitzgerald (...). Il a su faire passer dans ce roman sensuel et mélancolique la chanson douce-amère des éternels départs. L'encens dont il se sert ; sept le poivre, l'huile de fleur et le goudron".

GENEVIEVE DORMANN
Le Quotidien de Paris

SEUIL

globale

● Les constructeurs automobiles européens s'inquiètent des exportations nippones

Une nouvelle stratégie commerciale de la Communauté européenne à l'égard du Japon, avec peut-être, en prime, un projet d'accord d'auto-limitation portant sur les exportations nipponnes d'appareils et de tubes de télévision en couleurs, telle est la proposition que la Commission de Bruxelles va probablement faire aux représentants membres de la C.E.E. dans les prochains jours. Les ministres des Affaires étrangères des Neuf pourraient avoir un premier échange de vues sur ce dossier lors de leur réunion du

22 juillet. De leur côté, les constructeurs automobiles européens, dans une lettre adressée le 2 juillet au vicomte Davignon, commissaire européen à l'industrie, s'inquiètent de la forte progression des exportations nippones. Ils estiment que la Commission de Bruxelles et les Neuf devraient s'en inquiéter. Un accord d'auto-limitation des exportations d'automobiles japonaises à destination des Etats-Unis est également envisagé pour les constructeurs

nirpona.

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne proposant une nouvelle stratégie commerciale à l'égard du Japon, considère qu'il est grand temps de réagir. La politique de pression exercée depuis quatre ou cinq ans par les Neuf à l'égard du Japon, pour qu'il ouvre davantage son marché aux produits européens et dans une moindre mesure à celui de ses exportateurs, n'a pas donné, tant s'en faut, les résultats espérés. Les dernières statistiques des douanes sont explicites : le Japon a vu passer le mois de 1980 : le déficit commercial de la Communauté s'en est accru. Le Japon a augmenté d'environ 50 % son rapport à la même période de 1979. On peut se demander si une année un déficit total de l'ordre

Les Etats-Unis se montrent eux plus efficaces que la C.E.E. : ils sont parvenus à partiellement rééquilibrer leurs échanges avec le Japon.

PHILIPPE LEMAITRE

(Lire la suite page 31.)

Djibouti : naissance d'une nation

La République de Djibouti vient de fêter le troisième anniversaire de son accession à l'indépendance. Dans une série de deux articles, notre envoyé spécial, Philippe Decrema, qui vient d'effectuer un séjour dans l'ancien Territoire français des Afars et des Issas, fait le point de la situation politique, économique et sociale dans cet Etat de la Corne orientale de l'Afrique.

(LINE PAGE 7.)

OUVERTURE DU CENTRE INTERNATIONAL DU VITRAIL

Le bleu de Chartres

Le Centre international du vitrail de Chartres a été inauguré le 2 juillet par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Chartres était, le 2 juillet, fourmillante de forces de l'ordre, pour protéger le visiteur attendu peut-être, plus sûrement pour en souligner l'importance d'un trait bleu souligné de rouge aux épaules. A travers ce bleu, se glissaient, rayons noirs; les jaquettes plombées des musiciens attendus pour le concert du soir, les robes de couleurs des invités de

sobres. Toutes les fenêtres étaient ouvertes, parce qu'il faisait beau et pour assister à la fête, sauf celles de la cathédrale bien qu'elle fussent à l'honneur. Bref, on honorait le vitrail.

Le premier salon du vitrail, qu'inauguré le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing ne méritait pas seul ce déploiement : ce déplacement fastueux et glorieux pour la ville.

FRÉDÉRIC EDELMAN

(Lire la suite page 23.)

Le Monde

idées

LES ÉTATS-UNIS ET NOUS

4 juillet : Indépendance Day. Les États-Unis célèbrent le 204^e anniversaire de leur naissance. C'est l'occasion pour Jean Daridan de déplorer l'« opacité » dans laquelle baignent, selon lui, les relations franco-américaines, tandis que Jean-Claude Barreau montre « ce qui ne fonctionne pas bien » outre-Atlantique. Quant à André Fontaine, il rappelle que c'est sur le plan culturel finalement que se situe le vrai triomphe des États-Unis, triomphe qui comporte un risque évident d'uniformisation.

(Suite de la première page.)

La révolution bolchevique a eu une préoccupation comparable, elle qui a donné naissance au seul système étatique vierge de toute référence géographique : Union des républiques socialistes soviétiques. Il n'est pas dit d'où, alors que les États-Unis sont d'Amérique. Quand elle a été fondée, en 1922, il n'y avait pas longtemps que Lénine s'était écrit, devant le huitième congrès de son parti : « Nous devons naître la République internationale des soviets... » Mais la patrie soviétique, ouverte à tous ces prolétaires auxquels Marx avait montré qu'ils n'avaient pas de patrie, n'en était pas moins, à la différence de l'américaine, née de l'immigration, une patrie comme les autres, née de la transmission par les générations successives. Et qui plus est, exposée aux caprices d'une nature impitoyable, largement ouverte aux invasions, privée six mois par an de tout accès aux mers libres, faite enfin d'une infinité de peuples, de races, de langues, de

religions, de coutumes, parfaitement hétérogènes, rassemblés sous le sceptre des usages non par la vertu des idées, certes, mais par celle du knout. Face à cette patrie idéologique qui, loin de « faire du pays une race », comme elle l'aurait voulu, avait hérité de toutes les servitudes de la géographie et de l'histoire, avec la compensation de ces atouts formidables que sont l'espace, le nombre, les ressources naturelles et la force des idées simples, les États-Unis disposaient d'atouts égaux, sans connaître les mêmes servitudes. Non seulement ils avaient accès à la mer, mais elle leur a conféré

jusqu'à l'avènement, en 1957, de l'ère spatiale, une totale impunité militaire. Le quasi-génocide des Indiens a mis à leur disposition la « table rase » sur laquelle bâtir, en concert avec l'hétérogénéité soviétique, la société la plus homogène du monde, puis, que les nouveaux arrivants, immigrants blancs comme esclaves noirs, devaient accepter le même modèle culturel hérité de la Grande-Bretagne protestante. Et c'est ainsi que la langue de Shakespeare est devenue, au prix de quelques notables mutations, celle du melting pot, du creuset où se fondent les apports venus de la terre entière.

La langue la plus universelle

Ce que furent, chacun à son époque, le grec, le latin, le français, et qu'aucun espéranto ou volapük n'a jamais pu devenir, l'anglais l'est aujourd'hui : la langue la plus universelle, la plus vivante, la mieux adaptée aux besoins du moment. Il en va

ainsi, certes, parce que les États-Unis sont, et de beaucoup, le pays le plus puissant, le plus « développé » du monde. Mais aussi parce que l'anglais est la langue de la seule nation qui résulte d'une fusion de nations. Et même d'une double fusion, puisqu'il y a, à côté des États-Unis, le Commonwealth. La langue type d'une culture supranationale, parce que beaucoup moins occupée de se conserver que de se projeter dans l'espace et dans l'avenir.

Le résultat, c'est que la seule langue qui ouvre aux voyageurs les portes de toute la planète, de Pékin à Mexico, de Nalrohi à Leningrad, c'est l'anglais. Que M. Giscard d'Estaing utilise cette langue pour communiquer aussi bien avec le chancelier Schmidt qu'avec M. Gromyko. Qu'il se tienne tous les jours en France des « séminaires » où l'on ne parle qu'anglais. Que la liste s'allonge sans cesse des métiers qu'il est impossible d'exercer si on ne sait pas l'anglais. Qu'une étude de l'université d'Orsay, citée par *l'Économiste*, fait apparaître que parmi six cent quinze articles récemment publiés par cent quatre-vingt-seize enseignants et chercheurs français, cent quarante-deux seulement, soit 33 %, l'ont été dans notre langue. On pourrait poursuivre indéfiniment.

Mais la langue n'est qu'un véhicule, parmi d'autres. Le modèle culturel américain a progressé bien au-delà de la langue anglaise. Et de ce point de vue, pour reprendre le titre de l'excellent livre de Jacques Thibaut (1), il n'y a pas que la France qui soit « colonisée ». Station vivant, le Coca-Cola était devenu comme le symbole même de l'impérialisme, et un jeune homme qui se serait risqué, à Prague, à Varsovie ou à Moscou, à porter des jeans se serait retrouvé en prison. Aujourd'hui, la fille de Staline est citoyenne américaine, le « Coke » et le « Pepsi » sont produits dans les pays de l'Est — et en Chine — sous licence américaine, les jeans sont soit importés massivement des États-Unis, soit fabriqués sur place, également sous licence. Un magazine américain a pu illustrer un reportage sur la Mongolie de la photo d'un gaulard au visage plat et aux yeux bridés tout fier de son tee-shirt marqué à l'enseigne de l'université d'Oklahoma.

Il faut avoir entendu, à Moscou, un *aparatchik* poser en an-

glais la question : « Connaissez-vous mon ami David ? » (Rockefeller), pour se rendre compte de la fascination que les États-Unis exercent sur des Soviétiques. Ne provient-elle pas en partie de la croyance commune aux deux systèmes que la production est la clé du bonheur, et que l'U.R.S.S. est encore loin, de ce point de vue, d'égaliser les performances américaines ?

Le fait est que c'est sur le plan culturel que l'U.R.S.S., malgré toutes les admonestations de M. Bonsoir sur le thème de la lutte idéologique, se défend le mieux contre l'impérialisme américain. Elle risque d'en payer les conséquences le jour où les satellites déserteront sur les écrans de la TV, d'un pôle à l'autre, les images *made in U.S.A.* « Grâce au cinéma », avait déjà noté Upton Sinclair en 1917, *le monde s'unifie, c'est-à-dire qu'il s'américanise*. Que dirait-il aujourd'hui ? Or l'important, dans sa remarque, c'est le rapport qu'il établit entre les deux termes d'unification et d'américanisation, et qui est justifié dans la mesure où le seul modèle culturel universel existant malgré les critiques qu'appelle son application, est l'américain.

L'évolution technique, et notamment celle des moyens de communication et de stockage des informations, comme le caractère planétaire des besoins de l'humanité, et donc des moyens d'y faire face, poussent à cette unification. Ne serait-il pas dès lors plus sage de se résigner à l'inévitable, de ne plus parler qu'anglais, et de réserver à une minorité d'érudits l'étude de langues condamnées comme le français, l'allemand, le russe, l'espagnol ou l'arabe, comme l'histoire de peuples dont le crime principal serait d'être restés trop petits dans un monde trop grand ? Il y a des gens pour le dire. D'autres, bien plus nombreux, pour le penser ou s'y résigner inconsciemment.

De toutes les voies qui mènent à la fourmière organisée et au

1984 que nous a prédit George Orwell, celle-là n'est pas la moins improbable. Ne l'emprunteront-ils pas, ces peuples qui seraient oubliés que toutes les richesses de l'humanité, la diversité n'est pas la moindre et que c'est elle qui a engendré le fleuron dont elle a lieu d'être le plus fier : le fabuleux kaléidoscope de la culture universelle.

Tout espoir cependant n'est pas perdu. Partout sur la terre, et notamment dans le tiers-monde, des peuples sont en lutte pour retrouver leur identité laminée par les impérialismes culturels ; c'est celle d'abord que signifie, à travers plus d'un exode, le réveil de l'Islam. La francophonie exprime, de Québec à Dakar et à Beyrouth, la volonté d'une culture consciente elle aussi de sa valeur universelle. Chaque visite de Juan Carlos de l'autre côté de l'Atlantique témoigne de la vitalité de la Hispanidad. Le mouvement régionaliste atteste malgré ses naïvetés et ses aberrations la force de la résistance aux mille et une formes du jacobinisme.

C'est au demeurant un Américain, Alvin Toffler, qui, dans un ouvrage à succès (2), annonce que la « troisième vague » de l'histoire humaine, après la révolution agricole et la société industrielle sera celle d'un monde « post-impérialiste », reconstruit à partir de sa base grâce à des milliers d'expériences décentralisées prenant justement en compte toutes ces racines, toutes ces différences, tous ces attachements que menace de mettre en cause le courant uniformisateur et centralisateur. Sincère y faudrait-il, comme il le dit lui-même, une « formidable pression de bas en haut ».

Est-il trop tard pour s'y mettre et sauver le droit à la différence ?

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Jacques Thibaut, *La France colonisée*, Flammarion.
(2) Alvin Toffler, *La Troisième vague*, Denoel.

Sortir de l'équivoque

par JEAN DARIDAN (*)

LES relations franco-américaines se poursuivent depuis quelques mois dans une sorte d'opacité ; c'est là un élément nouveau dans l'histoire de rapports qui ont cependant, depuis deux siècles, connu autant de tensions que de moments d'harmonie. Sans remonter bien haut, la IV^e République, amie sincère et reconnaissante de Washington, a eu des heures difficiles avec notre alliée américaine. Les dirigeants de l'époque, alors même qu'ils ne réussissaient pas à convaincre leur partenaire de la validité d'arguments parfois fragiles, n'en soutenaient pas moins, en effet, leurs points de vue sans faiblir. Une seule fois, à ma connaissance, ils abandonnèrent le dialogue par lassitude, alors qu'ils essayaient, au début de 1955, de détourner les États-Unis d'un engagement au Vietnam. Pour le malheur des Américains et, en définitive, pour le nôtre, ils renoncèrent devant l'obstination de Washington : il s'agissait pour eux de ne pas approfondir davantage le fossé qu'avait creusé entre les deux pays le refus de la Communauté européenne de défense par la France.

Toujours est-il que, à travers ces heures, le capital de sympathie américaine lentement reconstitué par la IV^e République après 1945 ne fut pas dissipé. Il demeura intact jusqu'à la fin de 1962 quand, de par-

te essentielle, l'Amérique devint une donnée quasi passive de notre politique. « Puisque nous ne pouvons plus rassembler la France contre l'Allemagne, il faudra la rassembler contre les États-Unis », aurait déclaré de Gaulle en 1945 à l'un de ses anciens commissaires d'Alger.

L'Amérique devait contribuer à la grandeur française en tant que cible. Au dialogue, le général substitua dès qu'il le put des déclarations dans la plus significative fut la revendication de notre « indépendance » envers Washington. Depuis 1963, cette liberté retrouvée allié, la France le sentiment anti-américain ; celui-ci contribue d'une façon appréciable à notre prestige au sein d'un tiers-monde et d'un quart-monde qui ne tolèrent ni les interventions ni la puissance, pour le nôtre, la puissance, pour l'Amérique, en incarnant tout à tour ses initiatives et ses hésitations.

De son côté, Washington se demande ce que nous voulons et quels mobiles nous inspirent réellement. On y devine mal les desseins profonds de la France, et aussi ceux de l'Allemagne. L'intérêt nous commande de sortir de cet équivoque et de tenir à Washington un langage susceptible d'être entendu. Or nous paraissions avoir oublié des réalités qui étaient familières aux hommes de la IV^e République. Ils savaient qu'un gouvernement américain se montre rarement insensible aux arguments fondés et réitérés d'un partenaire ; encore faut-il que celui-ci soit tenu pour un véritable ami, et que ses propos correspondent chez lui à des convictions solides. Ce sont des qualités que les États-Unis reconnaissent volontiers au gouvernement britannique. Nous devons aussi nous rappeler que l'Amérique tergiverse longtemps, mais qu'elle peut aussi trancher un problème presque sans délai.

Trop d'Américains ont dans les veines du sang de ces pionniers dont la violence et l'entraide conditionnaient la survie, pour que leur pays ne fasse pas front devant une menace mortelle. Si les États-Unis se sentent un jour menacés dans leurs valeurs vives ou dans des intérêts essentiels, ils feront la guerre. Ne nous illusionnons pas là-dessus.

L'autre tendance proclame sa fidélité à l'alliance atlantique tout en travaillant contre vents et marées à perpétuer, sinon à ressusciter, la

situation des démocraties devient chaque jour plus précaire. Céderont-elles indéfiniment sans résistance ? Continuerons-nous de courir inutilement l'U.R.S.S. ? Pouvons-nous attendre davantage pour retrouver un langage commun avec notre principale alliée ? La procrastination risque d'aggraver la menace bien plutôt que de la réduire. Comme l'a observé André Fontaine, il n'est pas impossible que la Chine renonce un jour à s'appuyer sur une Amérique affaiblie, sur une alliance atlantique divisée, sur une Europe effilée. Sommes-nous assurés que l'antagonisme russo-chinois, même s'il est stérile, doit s'éterniser ?

En France, on discerne pourtant dans la majorité deux courants dont les vues rencontrent souvent celles de l'Union soviétique. L'un d'eux préconise la fabrication de dix nouveaux sous-marins nucléaires (en combien de temps ?) et l'abandon de la conscription. Il refuse la « neutralisme volé ». Le veut-il ouvert ? Ses tenants entendent « garder les mains libres » — libres de faire quoi ? Notre pays ne peut, en effet, être menacé que d'un seul côté. Si cette menace se matérialise, les néo-neutralistes nous croient-ils capables d'y parer seuls ? Jugent-ils possible la « sanctuarisation » du territoire national ? Croient-ils vraiment à la valeur dissuasive de notre force nucléaire ? Pensent-ils qu'il peut y avoir, dans ce domaine, une parité dans l'inégalité écrasante des moyens ? S'il en était ainsi, pourquoi les Russes, qui disposaient de la parité dans l'inégalité en 1960, n'ont-ils pas eu de cesse qu'ils n'aient atteint ou dépassé le niveau d'armement atomique des Américains ?

L'autre tendance proclame sa fidélité à l'alliance atlantique tout en travaillant contre vents et marées à perpétuer, sinon à ressusciter, la situation des démocraties devient chaque jour plus précaire. Céderont-elles indéfiniment sans résistance ? Continuerons-nous de courir inutilement l'U.R.S.S. ? Pouvons-nous attendre davantage pour retrouver un langage commun avec notre principale alliée ? La procrastination risque d'aggraver la menace bien plutôt que de la réduire. Comme l'a observé André Fontaine, il n'est pas impossible que la Chine renonce un jour à s'appuyer sur une Amérique affaiblie, sur une alliance atlantique divisée, sur une Europe effilée. Sommes-nous assurés que l'antagonisme russo-chinois, même s'il est stérile, doit s'éterniser ?

L'« ultime précaution »

Personne, aujourd'hui, ne se prive de faire parler le général, que tant de gens déclarent continuer. Cet exercice n'est sans danger qu'au seul plan de la rhétorique. Ceux qui s'y livrent paraissent en tout cas oublier que de Gaulle ne commença de houpiller l'Amérique qu'une fois la puissance atomique française mise en route, et après la conclusion de la guerre d'Algérie. Il pouvait s'estimer d'autant plus libre de ses gestes que la paix lui semblait alors assurée. Mais il s'était comporté différemment de 1955 à 1962, tant qu'un conflit général lui parut possible — témoin son engagement sans équivoque aux côtés des États-Unis lors de l'érection du mur de Berlin et dans l'affaire de Cuba. La sympathie qu'il manifesta ensuite de façon appuyée à l'U.R.S.S., engendrant détente, entente et coopération, ne l'illuminait pas du reste sur la possibilité d'un danger venant de l'Est. En eût-il été autrement qu'il n'aurait pas maintenu en 1968 la France dans l'alliance atlantique — l'« ultime précaution » rap-

pelée dans les *Mémoires d'espoir*. Quand il travaillait à se débarrasser d'un allié encombrant tout en neutralisant un partenaire redoutable, de Gaulle agissait comme les fondateurs du non-alignement, Tito ou Nehru, sans risques excessifs, à l'abri des carapaces arc-boutées de deux géants dont les poids respectifs s'équilibraient. La détente, « phase aimable de l'expansionnisme soviétique », pour reprendre les termes du général Galiotti, n'a cependant profité aux Occidentaux que dans le domaine économique. Sur le plan politique, les Russes ont progressé si bien que la détente a engendré la volonté de défense de l'Europe de l'Ouest : les carapaces des deux Grands ne sont plus tout à fait équilibrées. Après l'invasion soigneusement préparée de l'Afghanistan et avec la désagrégation de l'Iran, la

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction
secrétariat médical

Soyez une vraie secrétaire,
vous deviendrez
une véritable collaboratrice !

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83 (lignes groupées)
Métro : Liège - Europe - St-Lazare

Un pays qui ne fonctionne pas bien

par JEAN-CLAUDE BARREAU (*)

LAURE des années 80, la plupart des modèles de société se sont révélés être ce qu'ils étaient : des dupes. Personne, sauf Georges Marchais, ne croit plus que l'U.R.S.S. soit la patrie du socialisme et les récits de voyage en Chine ne font plus recette.

Cet effondrement général serait salutaire (les mythes peuvent se révéler meurtriers) s'il ne faisait égarer sans partage le modèle américain. Car, paradoxalement, lui seul n'est pas critiqué. Alors qu'il y avait quand même des analyses lucides par exemple de la Chine au temps de la splendeur maoïste, aujourd'hui le modèle américain s'impose, à haute dose de la sous-culture U.S. De l'extrême droite à l'extrême gauche, on ne le discute pas, sans parler évidemment du giscardisme, qui, dans la ligne d'un de ses précurseurs, Jean-Jacques Servan-Schreiber, n'a qu'une seule idée, une seule politique, relever le « défi américain » et faire de la France une Amérique sur-Seine. Or le modèle américain n'est pas imitable. Bien plus, il n'est pas enviable.

Les États-Unis sont un pays qui ne fonctionne pas bien. En énonçant cette proposition, j'ai conscience de provoquer un blaspème, tellement la classe dirigeante française est persuadée du contraire. Or, à côté de quelques réussites toujours citées en exemple, comme la puissance de contre-pouvoir de la presse, la beauté des rythmes musicaux, la force de certains films, on peut constater ce mauvais fonctionnement de la société américaine dans de nombreux domaines.

Financier : ce pays exporte son inflation chez les autres. Économique : l'efficacité des géants américains de l'industrie est discutable, elle n'est acquise qu'en vertu de la position dominante de la puissance militaire, et les Européens ou les Japonais font mieux pour moins cher, même dans les techniques de pointe, tout au moins quand ils ne baissent pas les bras. Arrière

et l'Airbus sont là pour nous le rappeler.

Scientifique : la recherche américaine ne marcherait pas si bien sans l'énorme racket des « cerveaux » du monde entier, achetés à coups de dollars. La loi du profit permet mal l'investissement à très long terme, et une institution comme le C.N.R.S. est sans équivalence là-bas. C'est peut-être pour cette raison que le pouvoir giscardien compte tant de hâte à la démanteler.

Culturel, eh oui ! Les visiteurs ne voient que la côte est et la Californie. À part ces deux oasis, les États-Unis sont un immense désert culturel. Le niveau de culture de la population du Middle West est incroyablement bas, même dans des villes aussi peuplées que Lyon. Il serait impossible, par exemple, de trouver dans un pays pourtant quatre fois plus peuplé que le nôtre, un million de lecteurs pour un journal du niveau du *Monde*.

Convivial : la violence de la société américaine est presque sans équivalent. Paris, la nuit, est un paradis à côté de Manhattan.

Écologique : les États-Unis sont le pays par excellence du gaspillage fou.

Politique : selon les termes de Jacques Thibaut, ils ont mis au point « le système de colonialisme le plus insidieux qui ait jamais existé ».

En résumé, cet État est fondamentalement vampirique. Il se développe comme le cancer du monde. Bien sûr, si l'on raisonne en géopolitique, sur le plan de l'équilibre des forces, il est heureux qu'il existe pour contrer l'impérialisme russe (qui fonctionne encore moins bien et à plus grand prix, notons-le au passage). Bien sûr, contrairement à ce qu'on nous dit, nous ne sommes pas en danger de nous expatrier à New-York plutôt qu'à Moscou, mais ce n'est pas une raison pour ne pas dénoncer l'impérialisme et ne pas essayer de créer, en France, en Europe, un modèle original et non mensonger.

(*) Directeur d'édition, membre du P.S.

502 من الأصل

DIPLOMATIE

AU SOMMET DE L'O.U.A. A FREETOWN

Le président du Mozambique et le premier ministre du Maroc se sont violemment affrontés à propos du Sahara occidental

De notre envoyé spécial

Freetown. — Dans la capitale sierra-léonaise, au cours de la deuxième journée, mercredi 3 juillet, des travaux de conférence ont été menés, pour la première fois, par le président du Mozambique, M. Bissau, et le premier ministre du Maroc, M. Makhach, à propos du Sahara occidental. Déclenchant le langage enrobé propre aux séances publiques, M. Bissau a déclaré que le Sahara occidental n'est pas un pays arabe, mais qu'il est un pays africain, et qu'il appartient à l'Afrique. M. Makhach, premier ministre marocain, ont eu une rude passe d'armes.

Sous les applaudissements des parlements du Front Polisario, M. Makhach a engagé le ser. « Nous assistons, a-t-il lancé, à l'insurrection et à l'occupation du Sahara par le Maroc, ce qui constitue une situation coloniale typique, en conflit avec la charte de notre organisation. Nous sommes les témoins d'une tentative de colonisation d'un peuple par un Etat qui n'est libre lui-même, mais n'hésite pas aujourd'hui à recourir à une guerre d'extermination... »

Après avoir loué le « grand courage » dont a fait preuve la Mauritanie en se retirant de la guerre, M. Makhach a invité « une fois de plus le Maroc à agir en accord avec les principes de l'O.U.A. et à reconnaître le peuple sahraoui ». « Si, a-t-il ajouté, nous faisons preuve d'indulgence envers un colonisateur pour la simple raison qu'il appartient à l'Afrique, nous risquons alors d'être confrontés à une demande d'adhésion à l'O.U.A. par l'Afrique du Sud... »

Evitant la menace agitée par les Marocains d'un retrait de l'O.U.A., son cas a été discuté en son sein la République sahraouie, M. Makhach a poursuivi : « C'est une insupportable expression d'arrogance et de mépris envers l'Organisation. D'ailleurs, qu'envisage-t-elle ? Notre devoir est d'accueillir la R.A.S.D. afin de lui donner la place qui lui revient de droit... »

Le premier ministre marocain, invoquant le droit de réponse, a riposté sur le même ton : « Monsieur le décolonisateur, a-t-il lancé avec ironie, vous entretenez des relations hostiles avec l'Afrique du Sud et dans les domaines culturels, économiques et

techniques ». Se réservant une réplique ultérieure, quant au fond du problème sahraoui, M. Bissau a ajouté : « Le Maroc mène une lutte de libération nationale avec le soutien d'un peuple ennemi contre les intérêts expansionnistes, hégémoniques et égoïstes d'un pays voisin », allusion évidente au rôle de l'Algérie dans le conflit.

Vingt-quatre Etats reconnaissent la République sahraouie

M. Bissau fut, à son tour, vivement applaudi par une partie de l'auditoire. « C'est un langage ferme qui est le bienvenu », commentait un peu plus tard dans les couloirs le délégué d'un pays « modéré ». Il n'empêche que l'annonce ultérieure, par M. Bissau, que le Maroc n'est pas reconnu officiellement par la R.A.S.D., quoique prévisible, constituait un nouveau coup dur pour Rabat. Vingt-quatre Etats membres de l'O.U.A. — sur un total de cinquante — reconnaissent désormais la République sahraouie.

Au cours d'un discours ponctué d'applaudissements, M. Makhach a évoqué les termes mêmes du conflit du Sahara. « Notre frère, le roi Hassan du Maroc, a-t-il déclaré, est sûrement le dernier homme à avoir besoin d'une leçon sur les commandements d'Allah. Si la loi islamique permet à un homme d'avoir quatre femmes, elle lui interdit de prendre celle d'un autre. Pareillement, on ne peut saisir le chameau d'un autre ni la terre d'un autre... » Le premier ministre du Maroc a-t-il lancé un appel aux frères marocains pour qu'ils respectent les principes de justice et de moralité, cessent leur agression, mettent leur volonté d'extension, prennent en considération les aspirations du peuple sahraoui et l'ingérence de l'Afrique en retirant leurs troupes de leur propre territoire et acceptent la coexistence pacifique avec leurs frères du Sahara. « La fermeté conciliatrice de M. Makhach trahissait l'apostrophe de son ami Samora Machel. Différence de tempéra-

ment sans doute, mais peut-être aussi de maturité politique. « Nous devons faire de ce sommet celui de la libération de la Namibie », a déclaré d'autre part M. Makhach en dénonçant l'hypocrisie des Occidentaux qui retiennent d'énormes profits de la situation prévalant dans ce territoire. M. Makhach a proposé qu'en cas d'échec du plan des Nations unies, l'O.U.A. adopte « des mesures d'urgence au lieu des quelques dollars offerts par le comité de libération ». Il a reproché à

Seize chefs d'Etat

Seize chefs d'Etat représentent personnellement leur pays aux assises de Freetown : MM. Mathieu Kérékou (Bénin), Ahmadou Ahidjo (Cameroun), Daouda Jawara (Gambie), Hilla Hilmi (Ghana), Sekou Touré (Guinée), Didier Ratsiraka (Madagascar), Moussa Traoré (Mali), Khouna Ould Haïdalla (Mauritanie), Samora Machel (Mozambique), Shehu Shagari (Nigeria), Juvenal Habyarimana (Rwanda), Leopold Sedar Senghor (Sénégal), Siaka Stevens (Sierra Leone), Julius Nyerere (Tanzanie), Goukouni Oueddei (Tchad) et Kenneth Kaunda (Zambie).

Huit chefs de gouvernement représentent leur pays : MM. Salim Ben Ali (Comores), Barkat Gourat Djibouti, Josep Borrell (Venezuela), commissaire d'Etat de Guinée-Bissau, Joseph Combo (Haute-Volta), Machel Bissau (Mozambique), Daniel Di Niro (Soudan), Robert Mugabe (Zimbabwe) et Sir Seeboagur Rangelom (Maurice).

Un vice-président conduit la délégation de son pays, M. Floriano Maye El Mangue (premier vice-président du Guinée-Equatoriale).

Les autres pays sont représentés au niveau ministériel.

L'O.U.A. se tiendra. « Les résolutions prises, a-t-il dit, ne peuvent assurer aux peuples d'Afrique du Sud et de Namibie leur liberté. Le Zimbabwe propose qu'un programme concret pour une action de soutien soit élaboré au cours de ce sommet. »

Tandis que le président du gouvernement d'union nationale transitoire du Tchad (GUNT), M. Goukouni Oueddei, arrivait, mercredi à Freetown, M. Abdel Salam Triki, ministre libyen des affaires étrangères, lançait une vive attaque contre la France et l'Egypte. Dans un style qui lui est familier, le représentant de Tripoli, tout en constatant que la France avait quitté le Tchad, l'accusa de vouloir y revenir avec ses soldats sous le drapeau de l'O.N.U. « Il a essayé », dit-il, « de questionner la possibilité d'accepter l'idée giscardienne du « triptyque ». Si l'estiment favorable à la coopération arabo-africaine, il en a exclu aussitôt la France, puissance impérialiste qui veut exploiter les ressources arabes sur le sol africain. »

S'agissant du dialogue arabo-africain, il a mis à l'index l'Egypte car sa « présence égyptienne à celle d'Israël ». Son homologue égyptien, M. Boutros Ghali, a riposté en dénonçant l'« excitation berlusconienne » du délégué libyen. « L'Afrique, a-t-il dit, a honte de ses aventures. Vous exportez une subversion pernicieuse et permanente qui est la cause de l'instabilité en Afrique et toute l'Afrique centrale. Vos visions, vos hallucinations, vos idéologies primaires et primitives n'ont pas la moindre chance d'être prises en compte par les pays africains. L'Afrique est trop sage pour être séduite par vos chimères. Vous donnez du contenu à une image déformée et caricaturale qui ne correspond ni à l'Arabie, ni à l'Afrique, ni aux hommes. » Ces aimables échanges ont eu lieu à huis clos. Quelques heures plus tôt, M. Kérékou, secrétaire général de l'O.U.A., avait constaté, désabusé, à propos du Tchad : « Un pays se meurt devant nous. Il est en passe d'être détruit et l'intransigeance conçue de l'impérialisme ne peut que le détruire. » Mais au terme de la deuxième journée du sommet de Freetown, le ton, chez certains, n'était ni à la conciliation ni à l'apaisement.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

ASIE

Afghanistan

« Les mouvements de résistance mènent une guerre de libération nationale » déclare M. Jean François-Poncet

« Les mouvements de résistance afghans mènent une guerre de libération nationale », a déclaré, le mercredi 3 juillet, pour la première fois, M. Jean François-Poncet devant la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Le ministre des affaires étrangères a confirmé que les mouvements de résistance afghans ne disposaient pas d'armes modernes, ajoutant : « C'est fait largement justice aux allégations d'ingérence extérieure. » Evoquant le retrait d'Afghanistan de certaines unités soviétiques, le ministre a dit qu'il s'agissait d'un fait nouveau constituant un pas dans la bonne direction, mais qu'il était encore trop tôt pour tenter d'en déduire une interprétation à long terme. « Pour être significatif, le retrait devrait être définitif et suivi de nouveaux retraits conduisant à l'évacuation générale », a-t-il déclaré. « L'absence de coopération soviétique ne s'est pas accompagnée jusqu'ici de modification de la position de Moscou », indique le communiqué de la commission.

M. Poincaré a justifié la France réaffirmée dans un long article que l'U.R.S.S. n'accepterait aucune forme de règlement politique du problème afghan qui ne confierait pas au pouvoir l'administration de Kaboul. L'article publié à l'issue de la visite du chancelier ouest-allemand, M. Schmidt, rejette les appels à un retrait complet des forces soviétiques tant que ne cessent pas les « activités subversives » contre l'Afghanistan.

A Washington, le président Carter a rendu hommage « combattants de la liberté » qui, a-t-il dit, méritent l'admiration du monde entier. A Pékin, le Quotidien du peuple accuse Moscou d'avoir annoncé un retrait partiel de ses troupes qui constitue la « trahison » de la Chine. L'organe du P.C. chinois écrit qu'il devient de plus en plus évident qu'en se tirant à l'écart, Moscou se livre à une agression.

Les milieux de résistants au Pakistan déclarent qu'un préfet du district de Nijrah, dans la province de Parwan, s'est révolté contre le gouvernement central la semaine dernière et a remis d'importantes quantités d'armes et de munitions aux moudjahedins. D'autre part, l'envoyé spécial de l'Humanité en Afghanistan, Jacques Couderc, s'est rendu dans la vallée du Kunar, où, écrit-il (numéro du 3 juillet), « rien ne ressemble à un génocide, à un massacre de toute une population, comme l'a prétendu l'ensemble de la presse française ». Des familles ou des tribus réfugiées au Pakistan sont retournées dans leurs villages. « C'est l'annonce d'un changement », lui a dit le gouverneur local, qui a précisé que « l'armée afghane a repris le contrôle des vallées du Kunar et du Pech ». Le journaliste rapporte, d'autre part, des témoignages sur les « crimes » commis par les « rebelles », notamment les destructions d'écoles.

Le ministère français de l'Intérieur a refusé, mercredi 3 juillet, d'accorder l'asile politique à quatre réfugiés afghans, qui attendaient depuis samedi à Orly, qu'il soit statué sur leur sort.

Le gouvernement d'Islamabad a décidé de fermer les bureaux de presse et d'information de l'U.R.S.S. à Karachi et ceux de son mensuel bilingue (anglais et ourdou) Tulin, a annoncé, le mercredi 3 juillet, l'ambassade soviétique à Islamabad. Le correspondant de l'agence Tass à Karachi avait été prié de quitter le pays il y a quelques mois. — (A.F.P.)

ERRATUM. — Dans le Monde du 2 juillet, il était écrit que la conférence de solidarité avec le peuple afghan convoquée par l'Organisation de solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique (O.S.P.A.) s'est achevée le 29 juin à Moscou. C'est à Kaboul qu'il fallait lire.

Cambodge

« Si nous n'y prenons garde, le Vietnam va consolider son emprise sur notre pays »

nous déclare M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer

M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) et ancien premier ministre sous le régime du prince Sihanouk, qui séjourne habituellement à la frontière khméro-thaïlandaise, se trouve actuellement à Paris, pour des raisons de santé. Il devait tenir une conférence de presse jeudi 3 juillet, à Paris. Auparavant, il nous a déclaré, au cours d'un entretien : « Le monde ne nous prend pas au sérieux à cause de notre division. » M. Son Sann espère toutefois que le F.N.L.P.K. deviendra « un jour l'alternative valable à la place des Khmers rouges et du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. Il est satisfait de l'évolution récente des pays de l'ASEAN qui n'ont pas cédé aux avances du Vietnam, qui « veut pousser les Khmers hors du Cambodge » et affirmer ceux qui restent dans leur pays. Bien que paraisse enlever le soutien de la Chine, il est en désaccord avec la stratégie de Pékin, qui appuie les Khmers rouges et préconise une « guerre d'usure » contre le Vietnam : « Les forces souffriront, mais nous en profiterons ! ». Il lance un appel à « tous ceux qui sont intéressés à contraindre les Vietnamiens » pour qu'ils n'aident pas seulement les Khmers rouges, mais les nationalistes.

L'ancien premier ministre ne cache pas son antipathie pour les Khmers rouges et a démenti avoir rencontré leur chef, M. Kieu Samphan, comme il avait été dit à Bangkok. Il se prononce, toutefois, en faveur de la résolution adoptée par les Nations unies en novembre demandant l'autodétermination du Cambodge et confirmant, en fait, la légitimité du régime khmer rouge, « Les

Khmers rouges ont déjà fait le mal, nous a-t-il dit : ils sont déjà condamnés ; le peuple n'en veut plus et ils ne survivront pas à des élections. Le Vietnam, si nous n'y prenons pas garde, va consolider son emprise sur notre pays et nous perdrons notre indépendance. » — P. de B.

M. Hua Guofeng se rendra à Tokyo pour assister, le 9 juillet, au service funèbre à la mémoire de l'ancien premier ministre japonais, Masayoshi Ohira, a-t-on annoncé à Pékin jeudi 3 juillet.

Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a déclaré que l'on ignorait encore si le premier ministre aurait des entretiens avec le président Jimmy Carter, qui assistera également au service, et qu'il n'a encore jamais rencontré. — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Israël

L'armée de l'air a pris livraison des quatre premiers avions F-16 fournis par les États-Unis

De notre correspondant

Jérusalem. — Au cours d'une brève cérémonie, au cours de laquelle l'expression consacrée par la censure militaire, l'armée de l'air a pris livraison, le mercredi 3 juillet, des quatre premiers appareils F-16 fournis par les États-Unis. Ces avions de combat construits par la société General Dynamics ont fait le voyage sans encombre après ravitaillement en vol. Il s'agit des premiers exemplaires parmi les 75 commandés, dont 32 devraient être livrés d'ici à la fin de l'année. Depuis le mois de janvier, des pilotes israéliens ont commencé à s'entraîner sur ce type d'appareil aux États-Unis. La fourniture de ces avions avait été avancée de deux ans environ, à cause de l'annulation de commandes israéliennes après la chute du chah.

Le monoracteur F-16, appareil polyvalent, a été commandé à près de 1400 exemplaires par l'armée de l'air américaine. En Europe, lors du « marché du siècle », il a été préféré aux Mirage F-1 français par la Belgique, le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas et commence à équiper les forces aériennes de ce pays. En Israël, il vient s'ajouter aux bi-réacteurs F-4 déjà en service depuis trois ans, pour constituer le fer de lance de l'armée de l'air israélienne pour les deux prochaines décennies (selon l'Institut d'études stratégiques de Londres, Israël disposera à la fin des livraisons en cours de 48 F-16). Avec ces deux appareils à très haute performance, capables de rivaliser avec les meilleurs engins produits par l'Union soviétique, et même de les surpasser, Israël est, après les États-Unis, considéré par les experts américains comme le pays le mieux doté du bloc occidental.

Mais ce privilège ne suffit pas à satisfaire Israël, dont les dirigeants ont récemment multiplié les protestations contre l'acheminement des avions par le canal des armes américaines. M. Itzhak Shamir, ont vivement dénoncé les

derniers projets du gouvernement de Washington, notamment celui de livrer quarante F-16 à l'Égypte, dont le potentiel militaire doit être considérablement renforcé dans tous les domaines au cours des prochaines années grâce aux États-Unis. En dépit du traité de paix, le gouvernement de Jérusalem continue de s'inquiéter de ce rééquipement de l'armée égyptienne.

D'autre part, les dirigeants israéliens, qui avaient déjà manifesté leur colère en 1978 après la décision prise par les États-Unis de livrer des F-15 à l'Arabie Saoudite, mettent en garde maintenant Washington contre de nouvelles demandes faites par le Ryad. L'armée de l'air israélienne réclame, en effet, des équipements supplémentaires pour ses F-15, destinés à accroître leur rayon d'action et leur puissance de feu. Jérusalem rappelle que Washington, en 1978, avait promis à Israël que ces équipements ne seraient pas livrés. Enfin, après la dernière visite du roi Hussein aux États-Unis, il est question à Washington de livrer des chasseurs M-60 à la Jordanie. Là encore, les Israéliens ont dénoncé ce projet.

La cérémonie de mercredi pour la réception des F-16 n'a donné lieu à aucun incident. Il faut rappeler qu'à la fin de 1976 la livraison des premiers F-15 à Israël avait indirectement provoqué la chute du gouvernement de M. Itzhak Rabin. Car les avions étaient arrivés trop tard le vendredi soir et les officiers israéliens avaient dû entreprendre les règles du repos sabbatique, ce que les députés religieux ultra-orthodoxes n'avaient pas admis, au point de mettre fin à toute alliance avec le parti travailliste.

FRANCIS CORNU.

M. Menachem Begin, premier ministre israélien, sera contraint à un repos d'au moins cinq semaines après sa crise cardiaque de lundi, a affirmé, mardi, son médecin privé, le professeur Marion Gottesman. — (A.F.P.)

Jordanie

Mort du premier ministre, M. Abdel Hamid Charaf

Un adversaire des accords de Camp David

De notre correspondant

Le premier ministre jordanien, le charif Abdel Hamid Charaf, est mort ce jeudi 3 juillet à l'âge de 54 ans, la suite d'une crise cardiaque. Il était âgé de quarante et un ans et était à la tête du gouvernement depuis le 19 décembre dernier.

Beirut. — Avec M. Abdel Hamid Charaf, le roi Hussein de Jordanie perd un homme de confiance et un ami personnel. Bien que cette disparition n'affecte pas les assises de son régime, M. Charaf, dont la capacité et les qualités humaines étaient appréciées, ne sera pas remplacé au poste de premier ministre, notamment en ce qui concerne les relations avec les Palestiniens. On estime que le souverain jordanien aura recours à une nouvelle personnalité plutôt que de puiser dans le réservoir de ses anciens premiers ministres : MM. Zeid Riyad, Bahjat Talhouk, Moudar Badran, et qu'il recherchera un homme susceptible, comme M. Charaf, de favoriser son actuelle politique d'ouverture contrôlée envers l'O.L.P. et les Palestiniens.

Fils de l'émir de Tré et gouverneur de Médine, né à Baqda en 1929, ce son père avait suivi le roi Fayçal 1^{er} d'Irak, ayant vécu son enfance à Istanbul puis à Amman au gré des fortunes de sa famille, et sa jeunesse à Beyrouth, où il avait été étudiant à l'université américaine. M. Abdel Hamid Charaf a eu, à la fin des années 50, de nombreuses démissions avec les autorités jordanienne en raison de ses idées nationalistes arabes et de ses sympathies nationalistes de l'époque. Il quitte alors Amman pour trois ans. A son retour en 1961, il met une seconde fois sa candidature et rejoint les cadres du régime dont il s'affirme graduellement comme un serviteur certes loyal, mais néanmoins non conformiste. Il occupe alors des postes de responsabilité aux affaires étrangères et à la radio avant de devenir en 1964 adjoint au chef du cabi-

net royal, puis ministre de la culture et de l'information de 1965 à 1967.

Après la défaite arabe de juin 1967, le roi Hussein lui confie le poste crucial d'ambassadeur à Washington et en 1972 celui de délégué permanent aux Nations unies, qu'il occupe jusqu'en 1976. Il vit ainsi près de dix ans aux États-Unis. Lorsque le roi Hussein le rappelle à Amman le 13 juillet 1976, c'est pour le charger du poste-clé dans le régime jordanien, celui de chef du cabinet royal. Depuis, son droit du souverain et son principal conseiller, il est un des principaux inspirateurs du refus de la Jordanie de joindre au processus des accords de Camp David et du traité de paix égypto-israélien, ce qui ne signifierait pas pour autant que sa disposition pourrait influencer la politique jordanienne dans le sens souhaité par les États-Unis. Le roi Hussein est en effet aussi convaincu que l'émir M. Charaf que son pays n'a rien à y gagner.

M. Abdel Hamid Charaf était parvenu, bien que non Palestien d'origine, et grâce à son passé de nationaliste arabe, à être considéré comme un interlocuteur valable par l'O.L.P.

LUCIEN GEORGE.

PRESERVEZ VOTRE DOS FRAGILE

avec «PIRELLX PIRELLI» le sommier à lattes de bois articulé qui soutient particulièrement la colonne vertébrale et procure une relaxation totale.

PIRELLI a prévu des matelas en latex spécialement conçus pour ce genre de sommier.

RECOMMANDÉ PAR LE CORPS MÉDICAL

CAPELOU

Service adresse de vente : 57 Av. de la République - PARIS XI

DISTRIBUTEUR : Métro Parmentier Tél : 357.46.25

(Publicité)

GROS STOCK DE MOQUETTES NEUVES A SOLDER D'URGENCE : PRIX D'ÉTÉ !

Grandes marques dégriffées. Exemples de prix t.t.c./m2 :

Revetements plastiques....	12,35 F
Moquette murale.....	17,85 F
Velours synthétique.....	29,00 F
Laine sur mousse en 2 m.....	45,00 F
Pure laine.....	61,00 F

5 % de remise supplémentaire sur présentation de cette annonce.

RECUPERAS

5 et 6, rue R.-Salengro

KEROLIN-BICETER, T. 636-81-12

300 m. mètres et périphérique

Porte d'Orléans

OUVERT EN AOUT

سكنا من الأصل

ASIE

Afghanistan

« Les mouvements de résistance et une guerre de libération nationale »
 d'Adnan M. Jean-François-Poncet

Le 25 juin 1980, le peuple afghan a célébré le 35^e anniversaire de la prise de pouvoir par les moudjahidines. Cette date est importante car elle marque le début de la lutte armée contre le régime communiste instauré par le P.D.A. (Parti démocratique d'Afghanistan) en 1978. Les moudjahidines, composés de combattants de tous âges et de toutes régions, ont mené une lutte acharnée pour libérer leur pays. Leur succès est dû à leur détermination, à leur connaissance du terrain et à leur soutien populaire. Le régime communiste, soutenu par l'Union soviétique, a tenté de réprimer la résistance, mais il a échoué. La guerre continue, et les moudjahidines restent fidèles à leur objectif de libération nationale.

Cambodge

« nous n'y prenons garde. Le Vietnam consolide son emprise sur notre pays »
 d'Adnan M. Son-Sann, président du Front populaire de libération du peuple khmère

Le Front populaire de libération du peuple khmère (F.L.P.P.) a déclaré que le Vietnam continue de consolider son emprise sur le Cambodge. Le régime communiste du Vietnam, soutenu par l'Union soviétique, a envahi le Cambodge en 1978 et a instauré le régime des Khmers rouges. Le F.L.P.P. a mené une lutte armée pour libérer le pays. Il a déclaré que le Vietnam ne respecte pas les traités de paix et qu'il continue de violer la souveraineté du Cambodge. Le F.L.P.P. appelle à une intervention internationale pour mettre fin à l'occupation vietnamite.

Corée du Sud

VINGT-SEPT ANS APRÈS L'ARMISTICE

Le traumatisme provoqué par la guerre et la division du pays alimente encore de nombreuses œuvres littéraires

par ROGER LEVERRIER (*)

A peine libéré du joug de l'occupation japonaise, le 15 août 1945, le peuple coréen, sans avoir même eu le temps de jouir de l'indépendance retrouvée, apprenait que les grandes puissances, à l'instar de la France, avaient pris la décision de scinder le pays en deux afin de satisfaire leurs intérêts. Pourtant, malgré les désordres et les oppositions, ce peuple ne se résignait pas et tentait de trouver une solution susceptible de mener à la réconciliation quand, le 25 juin 1950, éclata une guerre fratricide qui devait durer trois ans.

La guerre la plus meurtrière de l'histoire de la péninsule : une séparation devenue encore plus irréductible, dix millions de personnes appartenant à des familles cassées en deux et dispersées par le 38^e parallèle : pour le peuple coréen, déjà en proie à un sentiment de frustration et à une sorte de rancœur dix fois séculaire, l'épreuve était plus grande que ne saurait l'imaginer l'étranger.

La coupure du territoire et la guerre ont marqué ce peuple et tous les aspects de sa vie. Cette réalité continue à se refléter dans la littérature, tout particulièrement dans le roman.

De nombreuses œuvres, publiées depuis 1960, traitent la question : souvenirs des horreurs de la guerre, réflexions sur les destructions, les bouleversements sociaux et humains, expression des déchirements éprouvés par cette communauté. Nombre d'écrivains, qui ont fui le Nord à la recherche de la liberté, ont écrit des œuvres parfois très belles pour exprimer leur souffrance, leur nostalgie, leur désespoir, leur déception au regard de la vie qui leur était réservée dans le Sud.

Si la guerre est terminée depuis vingt-sept ans, la séparation demeure, les plaies ne sont nullement guéries. Dans des centaines d'œuvres qui traitent la question, la plupart des personnages souffrent d'un complexe comparable à celui dont est affligé l'individu amputé de l'un de ses membres. La guerre de Corée reste un événement indélébile dans l'histoire mentale de chaque habitant et lui donne une opacité différente de celle des autres hommes. Le contraste ne serait-il pas anormal ? Beaucoup d'entre nous ont bien oublié la seconde guerre mondiale, dira-t-on. La question est totalement différente : la division, par un 38^e parallèle, du pays est à l'origine d'une vie anormale et étriquée, d'une infirmité dont le peuple coréen voit de moins en moins comment il pourrait guérir.

La prise de conscience d'un événement historique varie avec le recul et avec les générations qui l'observent. Au cours des années 50, la grande majorité des auteurs

traient plus ou moins directement de la guerre, des réfugiés, des familles brisées, des frères obligés de s'embrasser, des sacrifices imposés à un peuple pour la défense d'idéologies qui, de part et d'autre, ne sont aucunement les mêmes. Les œuvres de l'époque nous disent, parfois avec éloquence, le désespoir du peuple devant les destructions, les ruines, la mort, l'écrasement des valeurs traditionnelles.

En raison de la coupure en deux du pays et de la guerre, la littérature de ces années peut être considérée comme le cri d'un peuple qui se débat au bord du gouffre : un pas de plus, tout est fini ; il ne reste plus rien, sinon la chute dans le néant.

Dans les *Descendants de Cohn*, Kwang Sun-won, l'un des meilleurs écrivains coréens, fait dire à son héros : « Peut-être vraiment exister des choses pareilles ? Pour un bouleversement du monde, cette fois, c'en est un : et personne ne sera jamais capable d'exprimer toutes ces horreurs. En tout cas, il nous est donné de voir des choses jamais vues. » Au travers du drame coréen, l'auteur semble assister à la chute, à la déchéance et à la ruine de tout un monde, d'un la profondeur du désespoir qu'il exprime.

Dans les *Arbres sur la falaise*, le héros s'écrit : « Dans cette guerre, est-il resté ne serait-ce qu'un jeune qui, d'une façon ou d'une autre, n'ait été couvert de plaies ? »

Un autre écrivain, Son Chang-sop, décrit « une humanité restée vivante par pur hasard », une humanité laissée pour compte par le jeu du destin. La seule certitude qui lui reste, c'est « la certitude de mourir un jour », la désespoir distillé par une vie déformée, déformée par une vision de signification. Les personnages préfèrent de l'extérieur, ce sont des malades, des tuberculeux, des

boiteux, des épileptiques, des défilés, des infirmes de toutes sortes. Autant de symboles d'une humanité condamnée à vivre une vie bancale, privée de valeur. Ces individus qui se donnent la mort, qui disparaissent, séparés, abandonnés, refusent un monde insensé.

Un peu plus tard, la littérature a procédé à une approche différente de la réalité. La plupart des écrivains de ce groupe sont plus jeunes. Ils ont été marqués par la guerre ; ils y ont participé. Ils ont connu les horreurs et le carnage. Pour eux, cette guerre a été avant tout la négation de la dignité humaine parce que le peuple coréen a été trahi. La guerre de Corée a été la guerre des autres, pour laquelle le peuple coréen a été sacrifié.

Auteur représentatif de ce courant, Ha Kum-chan choisit ses personnages parmi les gens du peuple, de la campagne, des pères qui ont perdu leurs fils, des veuves, des orphelins, des êtres qui vivent dans leur chair ce drame existentiel.

Deux générations d'épreuves ont été mises en scène sur le champ de bataille, où il a été trahi par les Japonais, et son fils, qui a perdu une jambe pour défendre le capitalisme américain. L'auteur montre à la fois l'épreuve infligée au peuple coréen et les efforts désespérés de ce peuple infirme qui, malgré tout, refuse de mourir.

A partir des années 60, les écrivains prennent davantage de recul. Il y a moins de passion dans les œuvres. Un vent de liberté, apparu à la suite de la révolution des étudiants au printemps de 1960, fait apparaître aussi une nouvelle liberté d'expression. On s'écrit, en particulier, avec la *Place*, de Choe In-hun, à une sorte de recherche idéologique. Cette approche aboutit à une vive critique à l'égard du Sud comme du Nord.

La nouvelle génération et les traditions

Dans le Sud, « il n'y a plus que des individus : le peuple n'existe pas. Si chacun vit dans une abondance cachée, la Place est morte. Dans le secret, chacun se débrouille pour vivre à l'aise, selon sa situation sociale, comme la journée qui, toujours, trouve quelque chose à mourir. Mais, sur la place, il n'y a personne. Une

fois terminés les pillages et les escroqueries nécessaires pour vivre, la place se vide ».

Incapable de supporter cette réalité, le héros passe au Nord : il cherche un autre climat pour s'épanouir, mais la déception est grande. « Le parti exige de moi que je ne vive pas. J'ai compris : le maître, ce n'est pas moi, mais

CARNET MONDAIN
 Mais qui a tué Monsieur le comte de la Bédoyère ?
 ACTUEL

ECONOMIE
 J'ai trafiqué les émeraudes en Colombie.
 ACTUEL

ASIE DU SUD-EST :
 En Australie, je suis devenue le rêve d'un lézard.
 ACTUEL

SOLDES annuels
 des prix des prix des prix !

TAPIS
 de CHINE et ORIENT véritables
 Les Lisses de France
 PARIS 8 - 98 bd Haussmann
 522 88 25
 VELIZY-2
 magasin 135 - 946 28 36

DIPLOMATIE :
 En Ouganda, si tu as un fusil, tu manges.
 ACTUEL

POSEZ-VOUS DIRECTEMENT AU SUD...

PARIS → FIGARI Sud-Corse
 1h45 en jet.

AIR ALPES

Vol quotidien
 Ligne Paris → Figari du 28/06/80 au 28/09/80.
 Renseignements et réservations à votre agence de voyages ou à AIR ALPES : 266.57.40.

LENTILLES DE CONTACT

Le 1^{er} fabricant mondial lance des nouvelles lentilles souples. Un progrès fantastique : encore plus minces et plus perméables à l'oxygène. Tolérance inégalable. Reportez avec vos lentilles le jour même.

Pour tous les sports 596⁰

Adoption par spécialistes : 200 F. Reportez de vos lentilles : 100 F.

Don pour un essai totalement gratuit de lentilles souples à votre vue, pendant une semaine. Coût : 400 F. Offre valable jusqu'au 31/07/80.

Laboratoire OSMO 21 rue de Valenciennes Paris (75) 563.55.09

ENVIRONNEMENT :
 Je vis dans une bouteille de lait et j'aime ça.
 ACTUEL

SOCIÉTÉ :
 Une surbourn à Pékin.
 ACTUEL

Les vacances: le temps et le bonheur de lire six grands livres français

Le bonheur déchiré...
BERNARD CLAVEL
Marie Bon Pain

Prix des Libraires 1980
CLAUDE MICHELET
Des grives aux loups

Carrément joyeux!
PHILIPPE CLAY
Mes Universités

Prix des Maisons de la Presse 1980
PHILIPPE LAMOUR
Le cadran solaire

Ce diable de Français nommé La Tulipe...
BENJAMIN ROCHEFORT
Le feu au cœur

Le tour de France d'un gastronome
JEAN FERNIOT
Carnet de croûte

Robert Laffont

EUROPE

Pologne

Des mouvements de grève sont signalés après l'augmentation du prix de la viande

Vienne. — D'importantes grèves ont éclaté mardi 1^{er} et mercredi 2 juillet dans les villes polonaises d'Ursus et de Tczew. Elles ont été provoquées, selon les animateurs du K.O.R., le principal groupe oppositional du pays — par une forte augmentation des prix de la viande vendue directement aux ouvriers sur les lieux de travail.

Mercredi soir, la télévision de Varsovie a implicitement confirmé l'existence de cette tension sociale en s'étendant longuement « pour répandre aux préoccupations des téléspectateurs » sur les problèmes de distribution de viande. Tout indique donc que les auto-riétés se sont décidées à affronter l'un des tout premiers problèmes politiques et économiques de la Pologne: celui des prix alimentaires.

Les ventes directes en usine permettent aux autorités d'assurer un ravitaillement minimum et contrôlé dans les concentrations industrielles les plus sensibles. Contrairement à ceux que pratiquent les magasins de détail (lorsqu'ils sont approvisionnés), les prix de ce réseau parallèle étaient restés jusqu'à maintenant stables. Ils auraient été alignés mardi sur ceux des magasins dits « commerciaux », dont le nombre s'est considérablement accru ces trois dernières années, qui offrent, moyennant une surtaxe de 50 à 100 %, une marchandise plus fournie et mieux sélectionnée.

Les autorités semblent toutefois s'être laissées une certaine marge de manœuvre pour pouvoir tenir compte avec souplesse des réactions de la population. Elles avaient déjà dû, par deux fois, en 1970 et en 1976 annuler des trains de hausse en raison d'émeutes ouvrières.

L'augmentation dont se plaignent les grévistes est de 60 % et elle a suscité aux usines de tracteurs d'Ursus — qui avaient été l'un des hauts lieux de la révolte ouvrière de 1976 — une certaine tournante, avec des débrayages d'une demi-heure à trois heures suivant les ateliers; 40 % des effectifs ont suivi le mouvement, qui était encore en cours mercredi soir.

Selon les informations qui nous ont été données par le K.O.R., une réunion a eu lieu entre la direction et des représentants des grévistes. Trois revendications ont été avancées: l'introduction de l'échelle mobile des salaires; une augmentation de 10 % pour les équipes de nuit; et un relèvement du salaire horaire de 0,5 zloty (1) à 1,50 zloty pour les ouvriers travaillant à des tâches pénibles.

La direction se serait engagée à ce qu'il n'y ait pas de représailles et aurait, en demandant le retour au calme, promis une nouvelle renouveau le 9 juillet pour réconcilier les deux dernières revendications qui n'auraient pas été jugées inacceptables.

De notre correspondant en Europe centrale

avancées: l'introduction de l'échelle mobile des salaires; une augmentation de 10 % pour les équipes de nuit; et un relèvement du salaire horaire de 0,5 zloty (1) à 1,50 zloty pour les ouvriers travaillant à des tâches pénibles.

La direction se serait engagée à ce qu'il n'y ait pas de représailles et aurait, en demandant le retour au calme, promis une nouvelle renouveau le 9 juillet pour réconcilier les deux dernières revendications qui n'auraient pas été jugées inacceptables.

Ces derniers mois déjà, sauf pour les bas morceaux, les prix de la viande dans les magasins normaux avaient été considérablement relevés, soit directement, soit par la disparition des étalages desquels les plus demandés que l'on ne trouve plus que dans les magasins commerciaux.

Ces problèmes latents, depuis dix ans, en raison des événements

(1) Un franc = 7 zlotys.

de 1970 et de 1976 font, depuis trois mois, l'objet d'une campagne de presse permanente qui souligne que les subventions d'Etat aux prix favorisent, en définitive, ceux qui consomment le plus — les plus riches — aux dépens des plus pauvres — ceux qui consomment le moins. Selon une étude publiée récemment par l'organe du comité central *Trybuna Ludu*, leur montant pour la viande et le fourrage s'est multiplié par huit entre 1970 et aujourd'hui, atteignant, en 1979, la somme de 91,4 milliards de zlotys.

La chose est d'autant plus préoccupante que, étant donné le déficit chronique de sa production agricole, la Pologne est obligée de recourir à des importations massives de fourrage. *Trybuna Ludu* a noté que chaque Polonais a consommé en moyenne l'année dernière 27 kilos de viande « achetée à l'étranger » puisque produite grâce à des achats en devises.

Pour un pays débiteur de plus de 18 milliards de dollars et qui vient de décider de nouvelles coupes sombres dans ses importations et une réduction de ses objectifs de croissance (*le Monde* du 27 juin), cette situation est plus que jamais intenable. Et compliquée aussi, dans la mesure où les autorités doivent prendre en compte à la fois un climat social explosif et le fait qu'un accroissement des salaires augmenterait la demande, déjà bien supérieure à l'offre, et aggraverait tout un réseau de pénuries.

C'est cette situation bien connue depuis longtemps qui fait dire à l'Eglise et aux groupes oppositionalistes que la Pologne ne peut se sortir de ses difficultés sans un dialogue réel entre le pouvoir et la population.

L'opposition, pour sa part, a encouragé mardi l'un de ses membres, M. Kozłowski, serrurier et militant du K.O.R., condamné à dix-neuf mois de prison ferme pour « entrave à l'action des représentants de l'ordre ».

Le parti de M. Giersek est donc d'envergure. Qu'il débouche sur une crise sociale ou au contraire sur un relèvement des prix, sans incident grave, il marquera de toutes manières profondément le cours de la politique polonaise.

BERNARD GUETTA.

Irlande du Nord

Voir Belfast et mourir

Belfast. — Il y a la « question irlandaise », les plans et contre-plans de Londres et de Dublin, la position des partis et des Eglises, les commentaires savants et pessimistes des journaux et, les communiqués laconiques de l'IRA et de l'armée britannique — et puis il y a Belfast, ses habitants et la vie qu'ils y mènent. Le choc que l'on éprouve en découvrant ou en retrouvant la capitale de l'Ulster, on n'ose guère en parler, le plus souvent: crainte de paraître naïf, impressionnable, de verser dans la sensiblerie, ou, peut-être, tout simplement, d'enfoncer une porte ouverte. N'y a-t-il pas plus d'une décennie que les hostilités ont commencé en Irlande du Nord ?

Mais les portes, justement, y sont fermées — comme est oubliée, ailleurs, cette guerre qui n'en est pas vraiment une. Faute de la déchéance et soient profondes pour que la principale ville de cette terre d'accueil par excellence, soit devenue en si peu d'années une juxtaposition de ghettos où passent un certain jour, tout visage inconnu, a priori (et non sans raison parfois, hélas), est suspect.

La méfiance commence dès l'aéroport où l'on embarque pour Belfast. Il faut vraiment faire un effort d'imagination pour se dire que l'on va monter à bord d'un appareil des lignes intérieures britanniques. Tous les bagages sont minutieusement fouillés un par un par des policiers consciencieux et naïves, et il n'est pas question de conserver avec soi dans l'avion la plus modeste serviette, le plus petit sac. Un livre, à la rigueur, mais l'on s'assurera qu'il ne dissimule rien entre ses pages.

A l'arrivée, si l'on franchit la sortie de l'aéroport de Belfast, la présence militaire britannique ne se laisse pas ignorer: en gilet pare-balles et le pistolet mitrailleur à la hanche, des soldats fouillent les voitures postées de contrôle installées dans les deux sens sur la route qui relie le terrain d'aviation à la ville. Il n'est jusqu'au gardien, lui aussi consciencieux, lui aussi naïf, du parking de l'hôtel, qui ne fouille à son tour la voiture de location du visiteur avant de le laisser entrer.

Vaut-on aller faire un tour en ville ? Mieux vaut laisser sa voiture où on

De notre envoyé spécial

a réussi à la faire stationner. Dès que l'on entre dans les quartiers du centre, en effet, il n'est plus possible d'abandonner son véhicule sans surveillance. Toute voiture arrêtée le long d'un trottoir sans qu'une personne au moins reste à l'intérieur est aussitôt repérée et emportée avec force précautions par les démineurs de la police: l'IRA a commis naguère trop d'attentats avec des voitures piégées pour que l'on puisse encore en prendre le risque. De sorte qu'à l'heure des courses dans les magasins les principales artères de Belfast offrent un spectacle singulier: dans chaque voiture arrêtée, absolument dans chacune d'entre elles, il reste quelqu'un, une voisine que l'on a emmenée à cette fin, et à charge de ravanche, un volant qui ne va pas à l'école ce jour-là.

Contrôles et patrouilles

Au demeurant, il n'est pas question de s'approcher en voiture des grands magasins: toute circulation est interdite alentour, sauf pour les bus et les taxis, fouillés aux aires à l'entrée de cette zone contrôlée que l'on retrouve au centre de la plupart des agglomérations de l'Ulster. Les piétons eux-mêmes doivent montrer patte blanche. Ou, du moins, faire la preuve qu'ils ne transportent sur eux ni armes, ni explosifs. Leur identité, elle, n'est pas demandée. Le centre est ainsi entouré d'un mur que seuls quelques postes de contrôle permettent de franchir. Depuis son édification, il n'y a plus guère d'attentats « aveugles » dans les grands magasins. « C'est pour votre propre sécurité, n'est-ce pas. » Oui. Ce n'est pas le mur de Berlin, bien sûr, mais enfin ce coquet dispositif n'embellit pas précisément le centre de Belfast. En outre, il ferme en fait le centre, et les gens qui y passent le jour, le soir, le week-end, passent à sept heures du matin, il faut passer la nuit dehors, ou dedans.

De toute façon, on ne se promène guère dans le centre après la fermeture des magasins et des bureaux. Les rares passants pressent le pas. De loin en loin, on distingue la double silhouette de policiers. Dans tous les pays du monde, ils ont la réputation d'être ennuyeux. Ici, c'est une nécessité impérative: l'un regarde devant, l'autre derrière, en marchant le plus souvent à reculons.

Un épiciers s'apprête à fermer sa boutique. Autrement dit, à l'heure,

par-dessus le grillage anti-grenades qui protège sa devanture, un second rideau de fer. Un écriteau, derrière sa porte, annonce qu'« on ne sert que les clients connus ». Un peu plus loin, à défaut de restaurants (difficiles à trouver en dehors des grands hôtels), un vrai pub irlandais, qui a l'air plein d'une foule animée. Mais celle-ci se tait instantanément à l'entrée du visiteur, tout heureux pour une fois de son accent français qui détend aussitôt l'atmosphère. C'est que les pubs aussi sont spécialisés par confession religieuse et qu'une soi-disant catholique ne saurait s'étancher à un comptoir protestant.

Retour par les rues désertes. De loin en loin, une maison calcinée par un incendie ou éventrée par une bombe, des slogans peints sur les murs, des affiches, viennent rappeler à qui en oublierait encore que, pour être oubliée, la guerre que les nationalistes irlandais mènent contre les Britanniques — et les unionistes intégristes contre l'IRA — n'est pas une guerre pour rire. C'est, bien plutôt, une guerre pour pleurer, Comblan y a-t-il, derrière ces façades sinistres, d'irlandais en deuil, et d'irlandaises plus encore ? Combien de chagrins et de larmes, combien aussi de petits Roméo et Juliette du pauvre, qui ne pourront transgresser l'interdit parce que les Capulets sont catholiques et les Montagues protestants ou l'inverse ?

Une patrouille britannique passe, armes et lampes braquées sur les façades, avec les inévitables gilets pare-balles qui constituent la dernière mode vestimentaire de Belfast. Un taxi enfin, dont le chauffeur a envie de parler: « Avouez que vous vous attendiez à pire ! On dit beaucoup de choses sur nous, mais vous voyez bien que la vie continue ici. Ça pose quelques problèmes, mais on se débrouille, il faut bien... A Londonderry, oui, là c'est dur. Mais ici, non, pas vraiment. »

Ainsi va la vie à Belfast, jour après jour, nuit après nuit, depuis plus de dix ans, même hors de toute période de tension particulière, de toute vague d'attentats. La vie, et parfois — dans le fracas d'une explosion qui n'intéresse déjà plus personne, ou d'une rafale — la mort.

BERNARD BRIGOLEUX.

● A Belfast, une fusillade a fait un mort dans la nuit de mardi à mercredi. La police a tiré sur deux hommes en fuite. L'homme tué avait fait partie d'un commando de l'IRA chargé d'une expédition punitive. — (A.F.P.)

Turquie

M. Demirel a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale

De notre correspondant

Ankara. — M. Demirel, finalement, l'emporte: l'Assemblée nationale lui a voté la confiance le 3 juillet, par 227 voix contre 214, grâce à une nouvelle volte-face de M. Erbakan, chef du Parti du salut national. Après avoir négocié pendant plusieurs jours une neutralité de constituer une coalition avec M. Ecevit, le professeur Erbakan a apporté au gouvernement les 22 voix qui lui manquaient. Ne dépassant que de 205 bulletins, M. Bulent Ecevit dépendait en effet de l'appui du Parti du salut national, outre de quelques indépendants, pour faire aboutir sa motion de censure.

Il aurait même suffi de l'abstention des amis de M. Erbakan pour pousser M. Demirel à la démission. Le premier ministre avait en effet annoncé avant le vote qu'il s'en irait si le nombre des bulletins négatifs dépassait celui des blancs en sa faveur, c'est-à-dire sans qu'il soit besoin pour l'opposition de réunir la majorité constitutionnelle requise de 226 voix.

La lassitude de l'opinion

M. Erbakan est certes réputé pour ses retournements de veste (*le Monde* du 18 juin), et ses entretiens des derniers jours avaient montré qu'il possédait des conditions exorbitantes pour collaborer au renversement de M. Demirel: rien de moins que la conduite du cabinet dit de « solution nationale ». Sa tactique semblait double: la présidence d'un gouvernement de transition minoritaire ouvert au parti de la justice comme au parti républicain, aurait accru la légitimité du parti du salut national comme formation pro-islamique, en lui donnant les atouts électoraux de plusieurs ministères-clés. Il aurait, d'autre part, tenté de séduire une partie de l'électorat du parti de la justice, mais le prix à payer aurait été de se voir accusé d'avoir facilité le retour au pouvoir du parti républicain.

Quelques heures avant le scrutin, M. Erbakan annonçait publiquement ses conditions: ou le P.R.P. acceptait qu'il forme le cabinet de coalition, ou bien il renouvellerait la confiance à M. Demirel, quoique « à contre-cœur ». A cela, les amis de M. Ecevit opposaient une combinaison tripartite: P.R.P., P.S.N. et indépendants, dirigés par M. Senturk, sénateur indépendant nommé par le

chef de l'Etat, ancien gouverneur d'Istanbul. Il semblait clair qu'un cabinet Erbakan aurait soulevé un tollé dans la base du parti républicain et dans l'armée.

Bien que M. Ecevit ait déclaré que le vote avait eu le mérite de clarifier les positions des partis, nombreux étaient ceux qui, à la veille du scrutin, même parmi ses amis, critiquaient son empressement à vouloir faire tomber le gouvernement sans avoir les atouts d'une politique de rechange bien déterminée.

L'opinion, quant à elle, est extrêmement lassée de la « politique de tension permanente » pratiquée par les principaux protagonistes alors que, outre le blocage de l'élection présidentielle, le Parlement turc se révèle également incapable de légiférer depuis plusieurs mois. « Et bientôt les sanctions parlementaires », ironisent-ils.

Or, en raison des incidents sanglants entre les membres des sectes de sunnites et alaouites et des groupes terroristes, l'intervention de sortir est maintenue depuis plusieurs jours à Sivas (Anatolie centrale). De même le calme est loin de revenir à Corum où de affrontements semblables ont fait au cours de ces dernières semaines plus d'une vingtaine de victimes. Le couvre-feu y a été également décrété depuis mercredi 3 juillet à la suite d'incidents qui ont fait treize morts et onze blessés au cours de la nuit de mardi à mercredi.

Enfin les autorités turques sont impuissantes à enrayer dans les prisons les évasions spectaculaires de détenus politiques.

Au milieu de ce désarroi, des personnalités hostiles à tout remède autoritaire, tel le sénateur Tokat dans les colonnes de *Hurriyet*, continuent à réclamer une « grande coalition » entre le parti républicain et le Parti de la justice. L'armée et les milieux d'affaires, tout comme une grande partie de l'électorat urbain, sont en faveur de cette solution qui n'a cependant, à l'heure actuelle, que peu de chances de se concrétiser, en raison des rivalités des dirigeants des deux formations. En tout cas, le Parti de la justice de M. Demirel demeure fidèle à sa stratégie consistant à provoquer des élections anticipées. Selon lui, c'est la seule solution démocratique pour en finir avec la fragilité gouvernementale.

ARTUN URSAL.

Grande-Bretagne

Un mouvement des droits civiques pourrait être créé pour la défense des minorités raciales

De notre correspondant

Londres. — Va-t-on assister, en Grande-Bretagne, à la création d'un mouvement des droits civiques pour les Asiatiques de couleur, comparable à celui qui fut constitué en faveur des Noirs américains ? C'est en tout cas ce que souhaitent les membres d'un groupe modeste, n'est-ce pas, mais qui se désolidarise du mouvement de lutte des organisations ouvrières, adopte la mentalité d'assaut, ou se cantonne dans des outrances verbales. Certains délégués ont, en effet, parlé de « reprendre les droits que les Blancs nous ont volés ». D'autres ont demandé une représentation spéciale des gens de couleur au Parlement, analogue à celle dont les Indiens disposent dans la nouvelle Assemblée du Zimbabwe. D'autres encore ont insisté pour que les minorités ou les représentants des minorités ethniques jouent un rôle plus important dans le fonctionnement des services de santé, les transports, et surtout la police. Mais les délégués ont aussi insisté sur la nécessité de plus durs dans leur condamnation d'une loi datant de 1824 qui permet l'arrestation préventive de suspects. Cette loi avait été conçue pour prévenir les crimes commis alors par les bandes des anciens soldats de Wellington, démobilisés et sans ressources, qui terrorisaient le pays. Néanmoins, en 1977, on a observé que 44 % des jeunes arrêtés en vertu de ce texte appartenaient aux minorités raciales.

Extrémistes et modérés sont également d'accord pour protester contre les rafles opérées par la police toujours à la recherche d'immigrants en situation irrégulière. La police, bien entendu, dément catégoriquement les faits qu'on lui reproche, et elle s'oppose à l'abandon trop rapide de la loi sur les suspects. Les organisations modérées de défense des minorités insistent cependant pour une abolition rapide d'un texte qui, à leur avis, entretient l'animosité raciale. Ce point de vue est partagé par une majorité au Parlement, et même le *Daily Mail* (droite du parti conservateur) réclame l'abolition d'un texte qui, écrit-il, « a fait entrer le haine dans les relations inter-raciales ».

Déjà en proie à de sérieuses difficultés économiques et sociales, la Grande-Bretagne va devoir, en plus, rechercher rapidement des remèdes au malaise racial naissant.

HENRI PIERRE.

modérés, qui n'ont pas participé à la conférence. S'exprimant par l'intermédiaire de plusieurs journaux, ils estiment qu'un mouvement des droits civiques qui s'isolait des autres organisations blanches favoriserait l'harmonie raciale et le jeu des raciales.

Aucun progrès, disent les groupes modérés, n'est possible si la communauté se désolidarise du mouvement de lutte des organisations ouvrières, adopte la mentalité d'assaut, ou se cantonne dans des outrances verbales. Certains délégués ont, en effet, parlé de « reprendre les droits que les Blancs nous ont volés ». D'autres ont demandé une représentation spéciale des gens de couleur au Parlement, analogue à celle dont les Indiens disposent dans la nouvelle Assemblée du Zimbabwe. D'autres encore ont insisté pour que les minorités ou les représentants des minorités ethniques jouent un rôle plus important dans le fonctionnement des services de santé, les transports, et surtout la police. Mais les délégués ont aussi insisté sur la nécessité de plus durs dans leur condamnation d'une loi datant de 1824 qui permet l'arrestation préventive de suspects. Cette loi avait été conçue pour prévenir les crimes commis alors par les bandes des anciens soldats de Wellington, démobilisés et sans ressources, qui terrorisaient le pays. Néanmoins, en 1977, on a observé que 44 % des jeunes arrêtés en vertu de ce texte appartenaient aux minorités raciales.

Extrémistes et modérés sont également d'accord pour protester contre les rafles opérées par la police toujours à la recherche d'immigrants en situation irrégulière. La police, bien entendu, dément catégoriquement les faits qu'on lui reproche, et elle s'oppose à l'abandon trop rapide de la loi sur les suspects. Les organisations modérées de défense des minorités insistent cependant pour une abolition rapide d'un texte qui, à leur avis, entretient l'animosité raciale. Ce point de vue est partagé par une majorité au Parlement, et même le *Daily Mail* (droite du parti conservateur) réclame l'abolition d'un texte qui, écrit-il, « a fait entrer le haine dans les relations inter-raciales ».

Déjà en proie à de sérieuses difficultés économiques et sociales, la Grande-Bretagne va devoir, en plus, rechercher rapidement des remèdes au malaise racial naissant.

HENRI PIERRE.

Un plan pour l'Ulster

(Suite de la première page.)

Mais M. Paisley ne consent pas à l'essai de persuader le premier ministre britannique qu'il fallait abroger le droit de veto de fait donné à la population unioniste contre toute modification du statut constitutionnel de la province. Pour M. Haughey, cette assurance renforce l'intransigeance des hommes politiques loyalistes. Mme Thatcher n'a, de toute évidence, pas cédé à sa demande.

En dépit des efforts récents du premier ministre irlandais pour « courtiser » les hommes politiques unionistes, il demeure pour eux le leader d'une formation nationaliste pour laquelle il a peu de respect et beaucoup de méfiance. La publication, le mois dernier, dans le mensuel dublois *Magill*, de nouvelles révélations sur la crise gouvernementale de 1970 (qui vit le renvoi de M. Haughey et d'un autre ministre sur l'accusation d'avoir tenté d'importer des armes pour l'IRA) n'a pas contribué à atténuer cette appréhension des unionistes.

Dublin commence à avoir d'autres priorités aussi pressantes que le problème de l'Irlande du Nord. Avec un taux d'inflation qui dépasse de nouveau 30 % et le chômage qui pourrait être de l'ordre de 11 % à la fin de l'année, l'Irlande se trouve à l'heure de l'« affrontement » d'une période assez dure, ce qui laisse présager qu'aux élections législatives, dans un ou deux ans, les préoccupations des électeurs seront plutôt de nature économique.

JOE MULHOLLAND.

Un plan pour l'Ulster

Londres, au mois de mai, il a essayé de persuader le premier ministre britannique qu'il fallait abroger le droit de veto de fait donné à la population unioniste contre toute modification du statut constitutionnel de la province. Pour M. Haughey, cette assurance renforce l'intransigeance des hommes politiques loyalistes. Mme Thatcher n'a, de toute évidence, pas cédé à sa demande.

En dépit des efforts récents du premier ministre irlandais pour « courtiser » les hommes politiques unionistes, il demeure pour eux le leader d'une formation nationaliste pour laquelle il a peu de respect et beaucoup de méfiance. La publication, le mois dernier, dans le mensuel dublois *Magill*, de nouvelles révélations sur la crise gouvernementale de 1970 (qui vit le renvoi de M. Haughey et d'un autre ministre sur l'accusation d'avoir tenté d'importer des armes pour l'IRA) n'a pas contribué à atténuer cette appréhension des unionistes.

Dublin commence à avoir d'autres priorités aussi pressantes que le problème de l'Irlande du Nord. Avec un taux d'inflation qui dépasse de nouveau 30 % et le chômage qui pourrait être de l'ordre de 11 % à la fin de l'année, l'Irlande se trouve à l'heure de l'« affrontement » d'une période assez dure, ce qui laisse présager qu'aux élections législatives, dans un ou deux ans, les préoccupations des électeurs seront plutôt de nature économique.

JOE MULHOLLAND.

Le Monde
doctes et documents

Numéro
de juillet-août-septembre

LES REFUGIES

**LA DIVISION
INTERNATIONALE
DU TRAVAIL**

Le numéro : 2,50 F
Abonnement un an
(dix numéros) : 25 F

هكذا من الأصل

AFRIQUE

DJIBOUTI : naissance d'une nation

I. — Le poids de la France
De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Djibouti. — « Djibouti ne sera pas le Tchad. Nous ne voulons à aucun prix de la guerre civile ici », dit un jeune cadre djiboutien qui refuse de répondre à une question, estimée indiscrète, sur son origine ethnique. « Il n'y a plus ici ni Afar, ni Issa, ajoute-t-il. Nous sommes désormais tous Djiboutiens, résolus à oublier ce qui pourrait nous diviser et donc à nous unir. »

Trois années après la proclamation de l'indépendance de l'ancien Territoire des Afars et des Issas, cette volonté de « détribalisation » des rapports entre citoyens belligères les dépouille, paraît à peu près générale parmi les élites. Ces dernières estiment généralement que, en dépit de ses origines issues, M. Hassan Gouled Apthoum, qui est chef de l'Etat depuis juin 1977, a précisément jusqu'à présent tourné le dos à la tentation du tribalisme.

Son ancien rival politique, ancien chef du gouvernement local, M. Ali Aref, exclusivement préoccupé de la gestion de ses affaires et de son patrimoine immobilier, affirme à qui veut l'entendre : « Hassan Gouled est l'homme du juste milieu. Tout Djiboutien peut se reconnaître en lui. Dans la mesure où il s'agit de la même chose entre tous, c'est l'homme qu'il faut pour présider aux destinées de ce pays... »

Entré dans l'arène politique il y a plus de trente ans, aujourd'hui septuagénaire, M. Hassan Gouled, que ses compatriotes appellent avec un sentiment de respect « le Vieux », entend conserver une audience nationale. C'est pourquoi il a nommé premier ministre M. Barkhad Gourel, un ancien élu du Parlement français d'origine afar. Le deuxième communisme racial doit ainsi, pense-t-il, se sentir sécurisé. Sur les quinze membres que compte le cabinet, huit sont d'origine issa-afar, six afar, un gadabouli (autre rameau du grand ensemble tribal somali) et un arabe.

« La question ethnique n'a de réalité que dans la mesure où certains hommes politiques espèrent encore l'utiliser à leur profit », dit M. Ali Aref. Il ajoute : « Moi-même, avant l'indépendance, le potentiel de solides alliances électorales en pays afar. Mais je ne pense pas que, s'il y avait aujourd'hui des élections et que, il est clair que M. Gouled, dans la mesure où il s'agit de la même chose entre tous, c'est l'homme qu'il faut pour présider aux destinées de ce pays... »

Entre Addis-Abeba et Mogadiscio

Cette évolution est d'autant plus importante que, pendant de longues années, certains ont voulu identifier les intérêts des Afars à ceux de l'Ethiopie et ceux des Issas aux intérêts de la Somalie. Cela constituait une menace de déstabilisation d'autant plus grande pour Djibouti qu'un climat d'effervescence était entretenu à partir des deux puissances voisines. Le mouvement de renouveau, animé par les Afars du sud-ouest de l'Aoussa contre le régime d'Addis-Abeba, créait une zone de discordance à la frontière septentrionale ; cette révolte s'accompagnait d'attaques contre les garnisons afar. Aujourd'hui, au sein de l'Etat, on ne peut pas donner des idées belligères à certains Afars qui veulent le rôle d'une « Grande Dénatée », au sein de laquelle pourraient s'unir les Afars d'Ethiopie et de Djibouti.

Actuellement, les relations entre le gouvernement djiboutien et la junte éthiopienne sont au beau fixe. M. Moumin Bahdon Farah, ministre des affaires étrangères et de la coopération, s'est rendu en mai en visite à Addis-Abeba et y a rencontré des interlocuteurs compréhensifs. Convaincu que les Ethiopiens avaient raison d'exagérer l'irréductibilité afar pour éventuellement l'utiliser à leur profit, il a passé divers accords de coopération qui devraient être utiles au jeune Etat djiboutien.

On constate, en revanche, un refroidissement dans les relations avec Mogadiscio. La République somalienne a laissé vacant pendant plus de huit mois son poste d'ambassadeur à Djibouti, et ce n'est que le 21 mai que son ambassadeur a été officiellement installé. On éprouve de part et d'autre quelque désempolement. Au moment de la proclamation d'une indépendance pour laquelle ils avaient énergiquement combattu, les Somaliens espéraient bien que Djibouti rejoindrait « la patrie somalienne ». Or, il est clair que M. Gouled, à l'instar de son père, n'envisage son avenir à l'extérieur du cadre territorial qui est le sien.

Un membre de l'équipe gouvernementale, qui souhaite garder l'anonymat, nous explique : « La Somalie n'a jamais admis notre indépendance. Ses dirigeants, qui avaient milité en faveur de notre décolonisation, escomptaient bien que Djibouti tomberait comme un fruit mûr dans le panier de la victoire. Mais, c'est tout le contraire qui s'est passé. Cette chute qu'ils ont essayé d'écarter, une politique anti-Afars de la part de l'équipe au pouvoir qu'ils estimaient pro-Issa. Si la Somalie avait été plus réaliste, pensent-ils, plus aisément pu absorber un Etat devenu Issa et donc prêt à se laisser intégrer comme une petite tribu somalienne. Mais l'affrontement n'a pas eu lieu... »

Querelles ethniques ou rivalités de personnes ?

C'est un peu ce point de vue que, avec quelques nuances, développe M. Ahmed Dini, ancien premier ministre, démissionnaire dès décembre 1977 parce qu'en désaccord avec la politique du chef de l'Etat qu'il estimait « estime encore ». Ancien compagnon de route de M. Hassan Gouled, notamment au sein de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), M. Dini, qui paraissait devoir devenir le principal collaborateur de M. Gouled, a rapidement rompu avec lui. Comme M. Abdallah Kamil qui lui succéda pendant quelques mois au poste de premier ministre, M. Dini s'entendait dans une attitude d'opposition combative. Venu en France à plusieurs reprises, il a cherché à sensibiliser l'opinion, dénonçant les méthodes du gouvernement djiboutien qu'il estime contraire aux intérêts du pays.

« Nous menons, Abdallah Kamil et moi-même, ainsi que quelques autres députés, une opposition vigoureuse au sein même du Parlement, par souci d'efficacité », nous dit M. Ahmed Dini, qui laisse entendre que sa liberté d'action ne pourrait bien être que provisoire. Puis, rejetant catégoriquement l'idée selon laquelle le président de la République djiboutienne s'efforce de gouverner en faveur de tous, sans aucune discrimination, il affirme : « Au moment de l'indépendance, 52 % des effectifs de l'armée étaient d'origine afar. Aujourd'hui, ils sont 22 %. Aucun commandement important n'est exercé par un Afar... Seul un gendarme est nominalement commandant, sans aucun pouvoir. L'armée djiboutienne est tribale et son rôle est de servir l'Etat, à sa mission. En effet, elle est essentiellement chargée de contrôler et de réprimer éventuellement le pays. Elle n'est que le bras armé de la République (2) qui commande les cercles du nord du pays ».

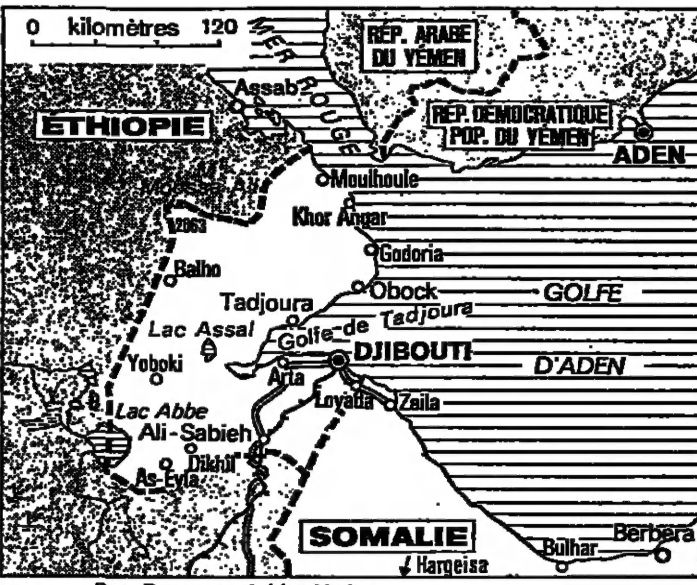
« L'opposition ne réside pas dans les querelles systématiques de l'armée... » Les partisans de M. Hassan Gouled rétorquent que l'opposition de M. Dini et de ses amis n'est pas une opposition politique, mais procède de simples rivalités de personnes. Ils ajoutent que le Rassemblement populaire pour le progrès (R.P.P.), parti gouvernemental, créé en mars 1979 à Djibouti, destiné à remplacer l'ancienne L.P.A.I., compte parmi ses dignitaires MM. Ahmed Dini et Abdallah Kamil. Tout en admettant que jusqu'à avril 1978 diverses actions violentes — attentats ou rapt — pouvaient témoigner de la persistance d'un certain mécontentement, ils insistent sur le fait que « ces actions ont été absolument calmées depuis plus d'un an ».

Le chef de l'Etat est plus catégorique : « L'opposition ne réside pas dans l'opposition de toutes les portefeuilles ministérielles. Elle fait campagne contre nous à l'étranger pour déstabiliser le régime et empêcher Djibouti d'obtenir des crédits dans les pays amis... » Il insiste sur le fait que, dans le cadre du Parlement, ceux qui ne partagent pas ses vues peuvent s'exprimer en toute liberté et il indique que tous ses adversaires politiques circulent librement dans le pays ou à l'étranger, demandant à ce propos : « Considérez-vous beaucoup d'autres Etats africains où il en soit de même ? »

Pour sa part, M. Hassan Gouled attend beaucoup du monde extérieur, notamment des pays arabes et de la France. Avant d'adhérer dès septembre 1977 à la Ligue arabe, le jeune République, qui entretenait depuis fort longtemps des liens étroits avec la péninsule arabique, s'est presque naturellement tournée vers l'Arabie Saoudite et le Yémen du Nord.

« Les dirigeants du Yémen ont les faveurs, mais ne donnent rien », dit sans nuance un expert, qui omet qu'après avoir ouvert divers crédits, dont le montant global dépasse 65 millions de dollars, les Saoudiens sont les deuxièmes bailleurs de fonds du pays après les Français. En revanche, beaucoup d'Européens croient déceler dans cette coopération une conquête culturelle de l'Islam, les Saoudiens envoyant des instituteurs, des Corans, des livres en arabe et diffusant ainsi activement la langue et la pensée arabes.

Depuis quelques mois, l'Irak et la Libye ont fait leur apparition sur la scène djiboutienne. M. Hassan Gouled puis M. Barkhad Gourel se sont rendus cette année à Bagdad. Les Trakien ont



L'ancien Territoire français des Afars et des Issas (ancienne Côte française des Somalis) devenu indépendant le 27 juin 1977 sous le nom de République de Djibouti, couvre 22 800 kilomètres carrés, et sa population est estimée à 220 000 à 230 000 habitants, en majorité nomades.

accordé diverses aides aux Djiboutiens pour lutter contre les conséquences de la sécheresse, participer au capital de la Banque nationale de développement, s'inscrivent à un projet de création d'une cimenterie à Ali-Sabieh, ont fait don d'un Mystère-20 au président. Au début du mois, ils ont transporté à Djibouti, pour le compte de la Libye, vingt blindés soviétiques.

C'est surtout par ce don fait à l'armée de terre djiboutienne, précédé de celui de deux vedettes à la marine, que le colonel Kadhaïf s'est signalé ici. Mais ces deux manifestations de la présence des Etats-Unis ont fait souffler un vent de panique dans les ambassades occidentales. Il est vrai que, excepté la France, ancienne puissance tutélaire, l'Occident n'a pas véritablement participé à la construction de l'Etat. Les Etats-Unis se contentent d'envoyer des crédits annuels d'une quarantaine de millions de dollars, dont la moitié en aide alimentaire.

La République fédérale d'Allemagne n'a pas véritablement participé, fournissant au concours du génie rural, aidant à l'investissement des ressources hydrauliques du territoire. Quant à la Communauté économique européenne, elle a dépensé depuis trois ans près de 80 millions de francs djibouti (3) dont une partie pour l'aide aux réfugiés venus d'Ethiopie et aux sinistrés victimes de la sécheresse ; elle participera à la construction de la zone Djibouti-Hargeisa (en Somalie), dont elle a financé les études, et au projet de modernisation du chemin de fer reliant Djibouti à Addis-Abeba.

L'atmosphère de « complotisme » permanente qui règne chez une partie des extrémistes, aggravée par l'hermétisme qui prévaut dans le petit monde des militaires, répété sur lui-même, ne facilite guère la recherche d'une solution. Du moins peut-on officiellement savoir qu'en 1979 l'aide publique française a atteint 275 millions de francs, contre 250 millions en 1978 et 18 millions en 1977, année de l'indépendance.

« Nous sommes aujourd'hui un Etat et nos relations se limitent à la France officielle », nous dit M. Gouled, qui, lorsqu'il était dans l'opposition, entretenait d'excellents rapports avec le parti socialiste, ajoutant : « Lorsque nous étions nous-mêmes des opposants, nous étions très différents. Aujourd'hui, il faut reconnaître que, dans l'entourage immédiat du président de la République, on indique à ce sujet : « La gauche française nous a fait défaut lors de la difficile période qui a suivi l'indépendance. Nos amis ne nous ont pas compris, s'obstinant à nous proposer une idéologie de remplacement, ne respectant pas celle-ci ne coïncidait pas avec leurs propres desseins ».

Le gouvernement français participe largement à l'équilibre du budget djiboutien. Le budget injecte annuellement 20 milliards de francs djibouti sous une forme ou sous une autre, et la moitié du budget est financée par les impôts levés sur les commerçants, l'armée et les commerçants, affirme un conseiller technique européen, qui se refuse à fournir toute précision quantitative, notamment sur la ventilation des diverses dépenses françaises.

Un Larzac sans contestataires

« Attention ! manœuvres à tir réel au-dessus du lac Assal », indique la tour de contrôle de Djibouti à l'avion de l'agro-club qui survole le golfe de Tadjoura. Ces quelques mots, qui incitent le pilote à changer de cap pour atterrir à l'aéroport international d'Amboulé, donnent une idée de la place importante occupée par l'armée française et des facilités dont elle y dispose.

Le désert de sable, de sel et de lave de la République djiboutienne constitue un champ de manœuvres d'un intérêt sans égal. Les forces terrestres et aériennes françaises peuvent s'y déployer sans aucune contrainte, ayant trouvé un Larzac sans contestataires.

Très impopulaire avant l'indépendance, à l'époque de la lutte nationale, l'armée française bénéficie d'une bonne image au sein de la population. Les partisans du régime actuel disent : « L'armée est devenue parce qu'elle ne se mêle pas de nos affaires internes, et elle reste la bienvenue aussi longtemps qu'elle ne s'en mêle pas... » Les opposants considèrent cette pré-

sence étrangère très rassurante, estimant quelle dissuade l'armée djiboutienne de toute forme d'action trop ouvertement répressive. M. Ahmed Dini nous dit : « Les Afars préfèrent la légion étrangère, dont les hommes donnent des soins aux nomades et abreuvent les troupeaux, aux soldats djiboutiens, qui se comportent trop souvent dans les camps comme en pays conquis... »

C'est sans doute ce qui explique que, trois ans après l'indépendance, les rues de Djibouti ressemblent à celles de l'empire, quelle que soit la garnison du midi de la France d'entre les deux guerres. « C'est l'armée française qui nous fait vivre », dit un commerçant djiboutien. On comprend tout le bien-fondé de cette affirmation lorsqu'on constate que, sur un volume de 12 250 tonnes représenté en 1977 la totalité des exportations djiboutiennes, plus de 10 %, soit 1 647 tonnes, étaient constituées par des effets personnels, cantines et bagages divers appartenant à des expatriés et ramené en France...

Prochain article :
ESPIONS ET CONTRAINTES ÉCONOMIQUES

(1) Afar et Danakil ou Danakil sont synonymes.
(2) Équivalents actuels des anciens commandements de cercle.
(3) 1 franc djibouti = 20 francs.

JUSTICE:
Actuel m'a condamné à 200 heures de télé.

TEMOIGNAGE:
Le ciel est sur la terre.

MINOLTA XG-9:1470F

CE PRIX N'EST PAS NOTRE SEUL ARGUMENT.

Chez Images vous êtes considéré. Nous avons le temps de vous écouter. Alors asseyez-vous ! Dites-nous vos vœux en photo, le budget dont vous disposez. Les vendeurs d'Images, photographes eux-mêmes, savent écouter aussi bien les professionnels que les amateurs débutants. Ils sauront définir avec vous l'appareil le mieux adapté à vos besoins. Et vous en faire une démonstration détaillée.

Tous les grands systèmes immédiatement disponibles. Images dispose en stock permanent de toutes les grandes marques avec leurs optiques et leurs accessoires d'origine.

Profitez des prix "discount" les plus actuels. Pour un appareil simple comme pour un modèle très perfectionné.

MINOLTA XG-9 (obj. f/1.7/50 mm) Automatique, débrayable sur les vitesses. Viseur 12 lignes. Moteur de la lentille par 2 cellules CDS. Vitesses de 1 sec. au 1/1000. Mémorisation.

Images vous assure des prix "discount" au cours du jour (boîtiers, objectifs, accessoires).

Vendez-nous votre ancien matériel. Images reprend votre ancien équipement. Au meilleur cours. En déduction d'un nouvel achat ou du versement comptant pour un achat à crédit.

Payez en douceur. Chez Images, de nombreuses facilités de paiement: Carte Bleue, Comptoir Permanent, Leasing (sans apport personnel) et Crédit sur mesure.

Tenez-nous au courant. Chez Images tous les photographes nous sont fidèles... jusqu'aux développements et tirages dont ils apprécient la qualité. Il est vrai que vos progrès nous intéressent.

images

31, rue Saint-Augustin - 75002 Paris (entre l'Opéra et la Bourse)
Métro 4-Septembre
24, rue Saint-Augustin - 75002 Paris (matériel cinéma, labo)
Tél.: 742.42.42

SANTÉ:
10 000 rhinos tués par l'érotisme chinois.

EQUIPEMENT:
Arrêtez de nous brouiller l'écoute!

MAURICE SCHUMANN

de l'Académie française

Un certain 18 juin

"Maurice Schumann réussit là sa première œuvre d'historien."
"LE MONDE"

"Il est indispensable de lire ce livre et impossible de n'en point tirer une grande leçon."
"LE NOUVEL OBSERVATEUR"

"Nous sommes bien en train de vivre le 18 juin 1940, rien que lui, mais à l'échelle de la planète. C'est là une entreprise entièrement neuve."
MARCEL JULIAN
"LE FIGARO"

Plon

Prochain article :
ESPIONS ET CONTRAINTES ÉCONOMIQUES

est et mourir

Gère envoyé spécial

Le Monde

LES REFUGIES

LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le Monde

LES REFUGIES

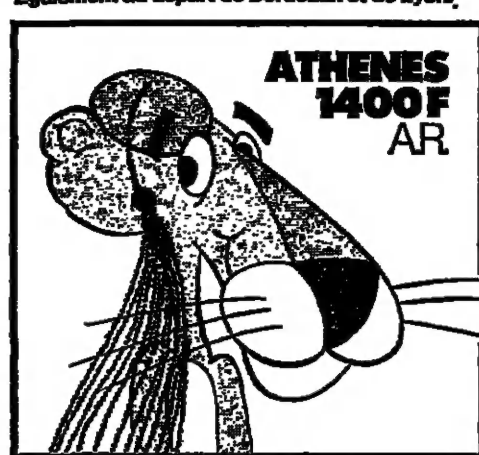
LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL



ANTILLES
3060F AR.



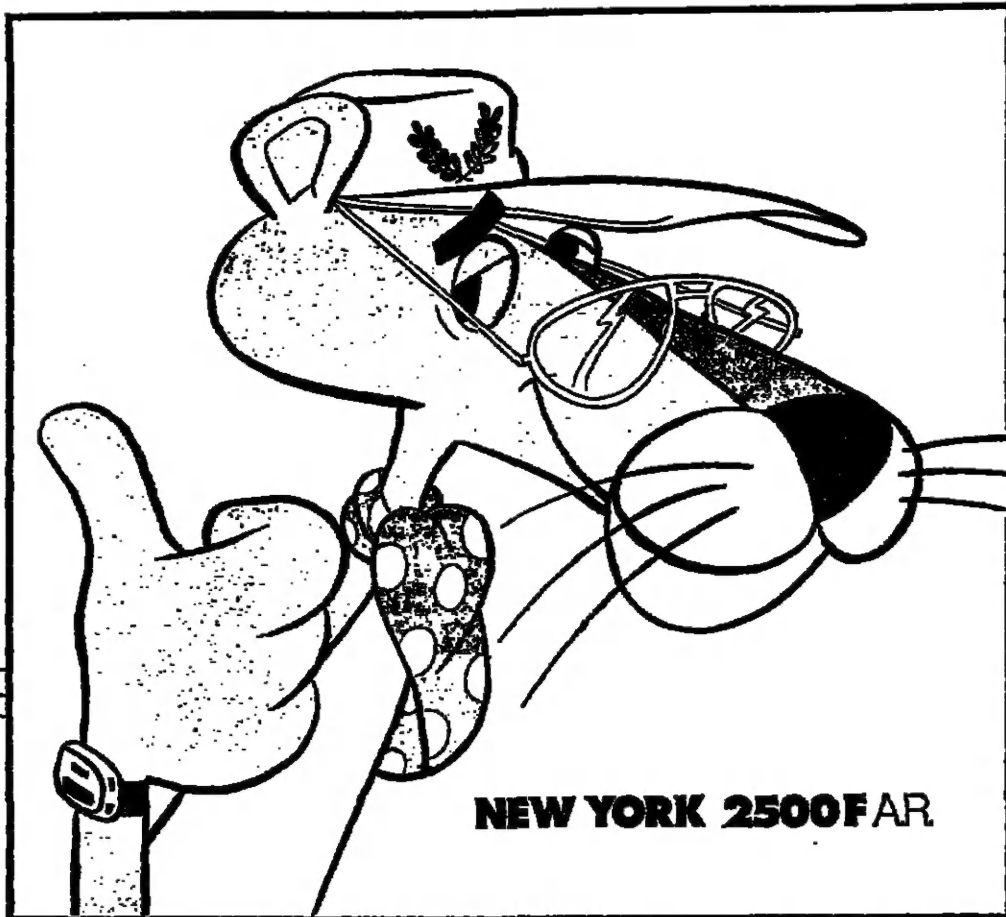
MONTREAL
2500F AR.



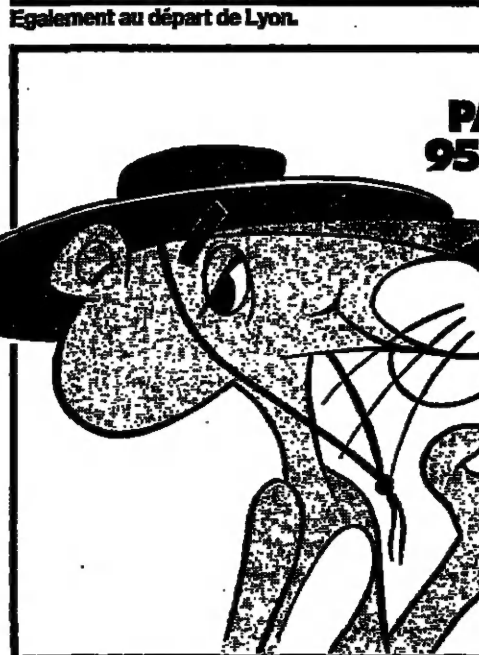
ATHENES
1400F AR.



GUYANE
3705F AR.



NEW YORK 2500F AR.



PALMA
950F AR.

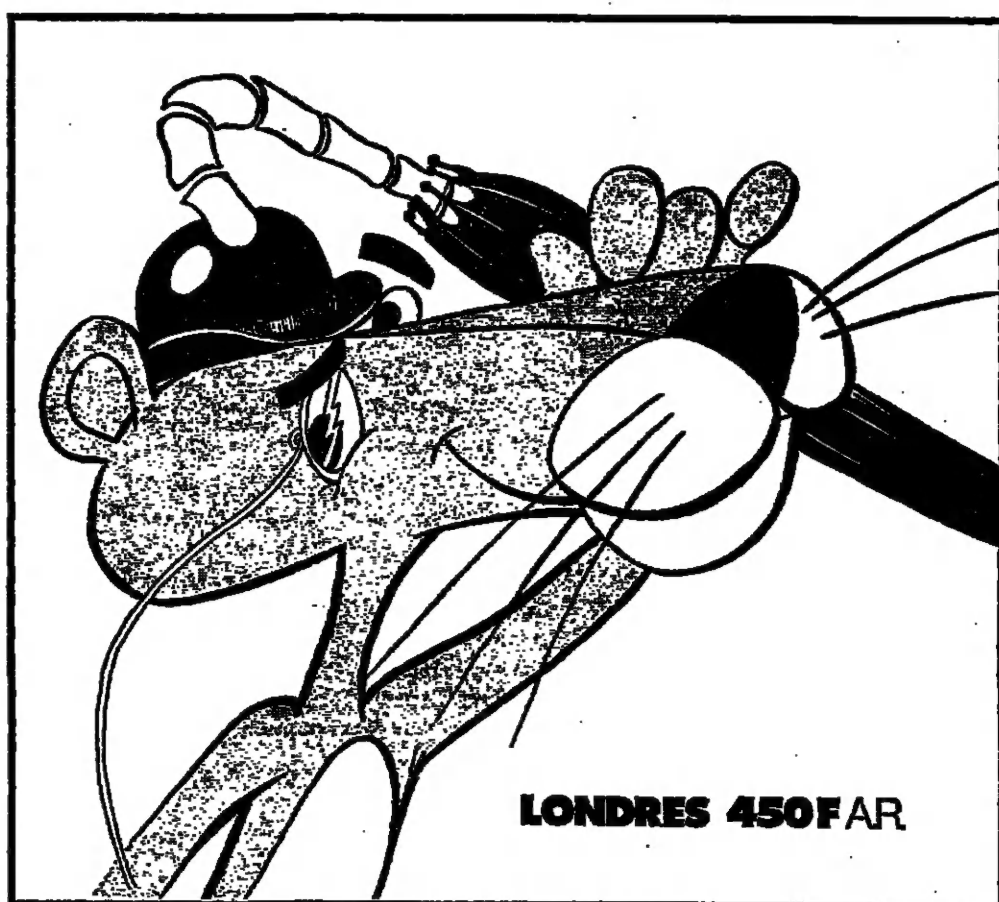
**DES PRIX
CHARTERS SUR
VOLS REGULIERS
AU DEPART DE
PARIS.**



NICE
680F AR.



REUNION
4530F AR.



LONDRES 450F AR.



TEL-AVIV 2150F AR.



CORSE
780F AR.



AIR FRANCE
vacances

MO HANA COHEN

Ces bas tarifs proposés malgré la hausse du prix du carburant s'expliquent par une diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié. Pour tous renseignements sur les périodes et conditions d'application de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre Agent de voyages.

Prix valables en juillet et en août à l'exception de Montréal et New York: + 250 F du 23 juillet au 11 août. Vente et transport soumis à des conditions particulières.

هكذا من الأصل

brillamment
vôtre.

LE VOYAGE DE JEAN-PAUL II AU BRÉSIL

Jean-Paul II lance un avertissement aux riches : 'Seule a une raison d'être la société socialement juste' Le sermon sur la favela

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. — Paul VI avait offert sa tiare aux pauvres en 1969 (1). Jean-Paul II aura donné son anneau (2) un matin brumeux et lourd, aux plus pauvres des favelas de Rio-de-Janeiro. Et ce fut plus qu'un geste spontané : un symbole. Et cela restera mieux qu'un long discours : un encouragement concret à l'action de l'Eglise brésilienne.

Favela Vidigal. Un de ces cent bidonvilles de Rio officiellement reconnus par-delà les difficultés de la génération spontanée. Le cachement-on ? Cette visite du pape à Vidigal, la presse ne l'a suivie que par ouï-dire. Six journalistes chargés de raconter à six cents autres. Sécurité oblige. Et cette fois, cette seule fois, pas de télévision. Impossibilité technique peut-être, obligation de discrétion, sûrement.

Non, la favela Vidigal on ne l'a pas vue, et pourtant on peut la raconter comme si on y avait été. Le mensonge n'est pas bien gros. De toute manière « on y est » partout à Rio, au Rio des favelas, des bidonvilles accrochées au flanc des tertres peels où l'on n'a pas, ou pas encore, construit. Des cités sans eau, sans électricité, sans égout, qui cachent parfois sous des surnoms poétiques : Babyfona, la Campagne, la Morna bleue, des réalités qui le sont moins. Favelas des favelados, cinq cent mille « habitants », peut-être un peu plus, peut-être un peu moins, la statistique est fluctuante. Cinq cent mille cariocas victimes du mirage côtier ou de la simple nécessité de trouver un endroit où se poser. Cela, télévision ou pas, ne passe pas inaperçu.

La samba de la misère

Il est vrai que cette visite avait été un peu préparée par la création d'un accès goudronné et d'un escalier et par la construction d'une chapelle. « Mais, dit Mgr Sales, la bidonville est où il a toujours été. » C'est vrai. A 8 h. 15, Jean-Paul II arrivait au pied de Vidigal. Pour y être accueilli en musique, par une samba, la samba de la misère qui danse, une samba écrite par les favelados. Le pape, la tête légèrement penchée vers le traducteur, a écouté le refrain : « Se Sainteté Jean-Paul II est venu bénir le travail local d'une classe sociale mais qui a beaucoup lutté. Les habitants de la favela lui souhaitent beaucoup de paix et beaucoup d'amour. » Puis il a souri et, lentement, a commencé la montée vers la chapelle par une nouvelle large comme un corridor. De baraque en baraque, les femmes lui lançaient des pétales de fleurs. Lui embrassait et bénissait les gar-

Favela Vidigal : un bidonville comme un reproche ou une insulte à la richesse insolente des quartiers immédiatement voisins. Ici, c'est Leblon, là, Gavia, deux des endroits privilégiés et riches. Le Rio sud, le Rio refuge de la bonne bourgeoisie, le Rio des plages préservées depuis que Copacabana s'est encanalisée avec la venue massive des belles multatras, de la jeunesse des bidonvilles qui vient y chercher une revanche ensolée.

Favela Vidigal, quinze mille habitants. Une vaine gênera. Il était prévu de « dévaler » Vidigal. Le gouverneur de l'Etat, M. Chagas Freitas, six heures avant l'arrivée du pape, signalait solennellement au palais Joachim, siège de l'archevêché de Rio, un décret classant les terrains en zone d'intérêt public. C'était le premier pas vers une appropriation des terres par les déshérités. Heureuse initiative qui permettait à l'archevêque de Rio, le cardinal Eugenio Sales, de dire dans un communiqué : « Il y a des gens qui veulent transformer le sens de cette visite du pape. Ceux-là mêmes qui ont accusé la pastorale de l'Eglise de Rio de conservatisme. Mais c'est ici que le pape restera le plus longtemps. Ici on fait un travail révolutionnaire, mais dans un autre sens orienté par l'Evangile. » Toute cette déclaration, « en réponse aux critiques formulées à cause de la préparation du bidonville pour recevoir la visite de Jean-Paul II. »

ments échappés à un vigilant service d'ordre. Ensuite, il y eut la visite de cette chapelle. Pauvre chapelle de bidonville avec ses structures de bois et son toit de fibrociment.

Jean-Paul II consacra la chapelle et son autel dédié à saint François d'Assise. Puis il parla longuement aux habitants de la favela dotée temporairement de l'électricité pour les besoins de la sonorisation. Et ce fut comme le Sermon sur la Montagne, le sermon sur la favela Vidigal : « Quand Jésus monta sur la mon-

tagne... » (1) Bienheureux vous les pauvres et il y a ici beaucoup de pauvres. Et l'Eglise en terre brésilienne veut être l'Eglise des pauvres. Elle souhaite que dans ce grand pays se réalise la première Eucharistie du Sermon sur la Montagne. La foule applaudissait et applaudira plus encore quand le pape rappellera la parole du Christ : « Pensant à ceux qui sont riches, formés à Dieu et aux hommes, sans mépris, le Christ ne dit-il pas dans un autre passage : « Malheur à vous. » (...) Que cette vérité les inquiète, quelle soit pour eux un avertissement et un défi. (...) »

« Jean de Dieu »

Le pape a encore déclaré que l'Eglise « lutte avec l'épée de la parole » et que, bien des fois, elle menace. Mais, a-t-il averti, « dans cette lutte évangélique, l'Eglise des pauvres ne veut pas servir des fins politiques immédiates ni les luttes pour le pouvoir et, en même temps, elle cherche avec grande attention, à ce que ses paroles et actions ne soient pas utilisées pour de telles fins ». S'adressant ensuite indirectement aux riches, Jean-Paul II a poursuivi : « L'Eglise des pauvres parle donc ainsi : faites tout, vous particulièrement qui avez le pouvoir de décision, vous dont dépend la situation du monde, faites tout pour que la vie de chaque homme de votre pays devienne plus humaine, plus digne de l'homme. Faites tout pour que disparaissent, au moins progressivement, cet abîme qui sépare les excès des riches, pau nombrux, des grandes toiles de pauvres, de ceux qui vivent dans la misère. Faites tout pour que cet abîme n'augmente pas mais diminue (...) pour que la distribution injuste des biens cesse le pas à une distribution plus juste. Faites-le en considération pour chaque homme qui est votre prochain et votre concitoyen. Faites-le en considération du bien commun. Faites-le en considération de vous-même. Seule a une raison d'être la société socialement juste qui s'efforce d'être toujours plus juste... »

Dès le premier jour, à Brasília, les évêques brésiliens avaient défini le voyage du pape en ces termes : « Un voyage pastoral, évangélique. » Termes parfaitement exacts. Par cette lecture brésilienne de l'Evangile et par ce geste, le don de l'anneau, Jean-Paul II a fait de ce court pèlerinage en banlieue de misère un temps fort de ce voyage. Un temps qui, d'une certaine manière, a rejeté au second plan tout le reste de la journée : la longue cérémonie dans la cathédrale de Rio où, devant plus de trois cent cinquante évêques du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM) et des milliers de prêtres et de religieuses, Jean-Paul II allait reprendre les points essentiels du document de Puebla. Ensuite, la courte ascension dans un petit funiculaire rouge vers le Corcovado et la bénédiction de la ville sous l'immense Cristo Redemptor, repêlé de frais, qui protège Rio. Et même, l'extraordinaire cérémonie d'ordination de soixante-quatorze prêtres brésiliens, dans le stade Maracanã. Deux cent cinquante mille personnes et, au centre du terrain, un pape. On imagine ce que cela peut être à Rio.

Dans ce stade, le plus grand de tous, le plus chaud, rond comme un ballon, avec ses tribunes en anneaux, dans cette marmitte bouillante, la toute des catholiques de Rio a fait ses adieux au pape. Et, derrière les buts restés en place, sur le grand tableau de marque lumineux, on a vu s'inscrire le score : un portrait électronique de Jean-Paul II et ces simples mots : « Vive Jean de Dieu ! »

PIERRE GEORGES.

Le pape invite les évêques à « évangéliser la politique »

Dans son discours aux évêques du CELAM (Conseil épiscopal latino-américain), Jean-Paul II a clairement défini, le mercredi 2 juillet, à Rio-de-Janeiro, le rôle « prophétique » de l'Eglise dans le domaine politique. Si les laïcs doivent militer dans les partis politiques, les évêques et les prêtres, en revanche, doivent rester libres de tels engagements pour pouvoir « évangéliser la politique ».

Mais avant tout, face à l'injustice, le « service prophétique » de l'Eglise consiste à dénoncer. « Ainsi, a déclaré le pape, lorsque dans l'exercice de sa propre mission, elle sent le devoir de dénoncer, l'Eglise se conforme aux exigences de l'Evangile et de l'être humain sans servir les intérêts de systèmes économiques ou politiques ou des idéologies en conflit. Au-dessus des groupes ou des classes sociales, elle dénonce l'incitation à toute forme de vio-

lence, le terrorisme, la répression, les luttes de classes, les guerres avec toutes leurs horreurs (...). »

L'Eglise, comme le démontre l'histoire, a été en Amérique latine la plus vigoureuse facteur d'unité et de rencontre entre les peuples. Continuons donc, chers pasteurs, à donner toute notre contribution à la cause de la justice, à celle d'une intégration latino-américaine bien comprise, comme un service plein d'espérance à l'unité. Et dans cette tâche, élevez parfois votre voix critique, surtout dans un sens collectif du bien commun. Que vos paroles continuent d'être dirigées par une rigoureuse objectivité et le sens du juste moment afin que, dans le respect dû aux instances légitimes, la voix de l'Eglise interpelle les consciences, protège les personnes et leurs libertés, réclame les interventions qui s'imposent. »

Engagement et violence

Le discours prononcé le 2 juillet, à Rio-de-Janeiro, par Jean-Paul II devant les évêques brésiliens, a été une grande répercussion sur la politique intérieure brésilienne : la politique lat, en effet, son plein entre le régime militaire et les secteurs les plus avancés de l'épiscopat concernant les limites de l'action sociale de l'Eglise.

Chacun ne retiendra, sans doute, du discours du pape que la partie qui lui convient le mieux. Le cardinal Paulo Evaristo Arns avait-il, comme l'avait affirmé le président Piquetredo, incité les métallurgistes de São Paulo à la grève, en avril dernier, allant ainsi à l'encontre de l'orientation définie maintes fois par Jean-Paul II ? S'il fallait en croire le régime militaire, seul l'appui « logistique » donné par l'Eglise aux grévistes leur a permis de prolonger leur mouvement pendant quarante jours, malgré la violente répression dont ils ont été victimes.

Cet argument est rejeté avec véhémence par Mgr Arns et ses évêques coadjuteurs. Pour eux, l'Eglise n'a aucun moment tenté d'influencer les grévistes.

pour qu'ils prennent une décision dans un sens ou dans l'autre. Elle leur a donné les conditions matérielles, qui leur étaient refusées, pour qu'ils puissent se prononcer en toute liberté. L'appui matériel qui est reproché à l'Eglise ne visait à rien d'autre qu'à permettre la réalisation de droits formellement reconnus par les textes légaux.

Justice mais sans violence : ce thème développé par Jean-Paul II n'est pas nouveau dans un sous-continent où la théologie de la libération a montré que l'Eglise ne pouvait se taire plus longtemps sur la violence institutionnalisée « que constitue le maintien par la force de structures sociales injustes. Mais la doctrine, dans ce domaine, de Jean-Paul II paraît parfois bien difficile à appliquer dans un pays comme le Brésil. Comment, comme le demande le pape, « laisser aux laïcs les postes qui leur reviennent » surtout lorsqu'il s'agit de limiter et au fond de l'Amérique ou du sud du Nord-Est, le prêtre est bien souvent le seul recours de celui qui est victime d'une injustice ?

THIERRY MALINIAC.

A travers le monde

Kenya

● LA FÉRIÉ DE MAÏS, aliment de base de la population, crée des tensions politiques au Kenya. Le Standard, un des deux quotidiens kenyans, a demandé, mercredi 2 juillet, la démission de M. Jeremiah Nyagah, ministre de l'agriculture, et mis en cause M. Mwai Kibaki, vice-président et ministre des finances. — (A.F.P.)

Niger

● LE PRÉSIDENT SEYNI KOUNTCHE, chef de l'Etat nigérien, a regagné Niamey, mercredi 2 juillet, au terme d'une tournée de dix jours au Proche-Orient, qui l'a conduit successivement en Irak, à Bahreïn, en Syrie, au Koweït et en Arabie Saoudite. Plusieurs accords de coopération technique, culturelle et commerciale ont été signés entre le Niger et ces pays. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● M. SEAN MACBRIDE, Prix Nobel et Prix Lénine de la paix, a affirmé, mercredi 2 juillet, que des navires scandinaves avaient livré récemment des armes à l'Afrique du Sud. Il s'agit de navires norvégiens et suédois, qui ont changé de nom en cours de chemin, a-t-il dit au cours d'une conférence de presse, tenue mercredi à Genève. — (A.F.P.)

Union soviétique

● L'AMBASSADEUR D'UNION SOVIÉTIQUE A ROME, M. Oboznenko, cinquante-quatre ans, est décédé dans la nuit de mardi à mercredi 2 juillet, à la suite d'une « crise cardiaque » pendant son sommeil, annonce un communiqué officiel de l'ambassade. M. Oboznenko était un diplomate de carrière. Il avait occupé, à plusieurs reprises, des postes de responsabilité aux Etats-Unis et en France (ministre conseiller à Paris entre 1967 et 1973). A Rome, le diplomate soviétique avait succédé, il y a quatre mois, à M. Nikita Rhykov, qui avait représenté son pays à Rome pendant quinze ans.

Zimbabwe

● MILLE CINQ CENT CINQUANTE-HUIT ZIMBABWÉENS ont quitté leur pays en mal contre mille deux cent soixante-dix-huit en avril, selon des statistiques officielles, publiées récemment à Salisbury. La grande majorité de ces émigrants sont des Blancs. — (Reuters).

Conditions spéciales jusqu'au 15 Juillet 1980.

Brillamment vôtre.

(Pour 1208 F* par mois)

CITROËN CX DIESEL**

Location avec promesse de vente sous réserve d'acceptation du dossier, plus carte grise. Conditions offertes notamment par CLV-SOVAC. Offre valable jusqu'au 15 Juillet 1980 pour des véhicules année modèle 1980, suivant disponibilité.

* Arrondi au franc supérieur. — ** Modèle Super.

Pris clés en main (TVA 10%)	1 ^{er} loyer à la livraison	Loyer constant sur 47 mois	Valeur de rachat en fin de contrat
61 000 F	18 300 F	1 287,80 F	12 300 F

Coté total, option d'achat comprise, au bout de 4 ans: 87 264,60 F

ECORLAN
LOCATION LONGUE DURÉE

Dans tout le réseau Citroën

CITROËN et TOTAL

Vous avez dit BILLARD ?

Peut-être n'avez-vous pas vraiment dit billard, mais seulement pensé billard... et vous avez pensé plaisir, détente, amitié, tapis vert, prestige, mais vous avez supposé encombrement, accroc, prix élevé.

Ne savez-vous pas que PHILIPPE MALIGE avait une solution à toutes les questions que vous vous posez et qu'il les résolvait dans une luxueuse brochure en couleurs.

Dans cette brochure, vous apprendrez que le tapis n'est plus un problème, qu'un billard peut se transformer en table, en bureau ou en ping-pong, et ne coûte pas le prix que vous imaginez.

Vous y trouverez, dans une gamme de billards contemporains ou traditionnels, le modèle qui s'adapte à votre maison ou à votre appartement et à vos goûts personnels.

Envoyez vite le bon ci-dessous à PHILIPPE MALIGE, 8, rue Jamin, 75016 PARIS, tél. 524 52 10.

OUI, j'ai dit BILLARD

et je souhaite recevoir très rapidement, gratuitement et sans aucun engagement votre brochure en couleurs. LM 7

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

PHILIPPE MALIGE

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Michel Rocard réaffirme qu'il souhaite être le candidat socialiste en 1981

M. Michel Rocard, qui était mercredi soir 2 juillet l'invité de l'émission de France-Inter « Face au public », a surtout voulu rappeler qu'il est candidat à la candidature présidentielle en vue de l'élection présidentielle de 1981. La stratégie d'empêchement réciproque mise en œuvre par les deux candidats potentiels et crédibles du P.S. au scrutin de 1981 — MM. François Mitterrand et Michel Rocard — conduit l'un et l'autre à « faire comme si » ils étaient déjà candidats. Ce fut le cas de M. Mitterrand le 24 juin dernier, lors d'une conférence de presse. M. Rocard a fait de même mercredi.

La volonté du premier secrétaire du P.S. de reconquérir l'opinion a sans doute conduit le député des Yvelines à affirmer une détermination plus grande que jamais et à se comporter comme s'il était acquis, dès maintenant, que M. Mitterrand ne serait pas lui-même candidat. Aussi a-t-il multiplié les formules les plus nettes, telle que celle-ci : « Je m'apprête, si l'en ai la charge, à mener le combat électorale ».

A l'instar de M. Mitterrand et l'actualité, il a centré son intervention sur les questions de défense et de politique internationale, mettant à profit son récent séjour aux États-Unis : « Il n'est pas admissible qu'un candidat à la prési-

dence n'ait pas le monde dans la tête ».

M. Rocard a également rappelé que la victoire d'un candidat socialiste passe par l'unité du P.S. « Le candidat d'un demi-parti, n'est-il affirmé, serait voué à l'échec ». Ce constat était d'ailleurs assorti d'une mise en garde à l'adresse de ceux qui, au sein de la direction du P.S., ne consentaient à la candidature du député des Yvelines qu'à la condition de le « ligoter ».

Or M. Rocard n'entend pas être « l'esclave ou le sujet » d'un parti. Il est clair qu'il n'a pas manqué de souligner que ses propres idées « passent de mieux en mieux » au sein du P.S. et qu'ainsi il s'y sent de plus en plus à l'aise. Il est vrai que MM. Mitterrand et Rocard tiennent désormais, à l'égard du P.C. notamment, le même discours : tous deux misent sur le réflexe électoral de l'électorat communiste au second tour du scrutin et considèrent que le P.S. doit s'affirmer de manière autonome par rapport aux communistes. Mais en soulignant ce rapprochement, M. Rocard entendait surtout suggérer qu'il serait, pour défendre une telle ligne, le plus efficace.

Il reste que la partie est, pour lui, loin d'être gagnée. Il avait réaffirmé, le 20 juin dernier, à Antenne 2, qu'il ne serait pas candidat contre M. Mitterrand. Cette attitude a pour avantage de donner crédit

à sa volonté de préserver l'unité du P.S. Mais elle présente l'inconvénient, pour lui, de valoriser le premier secrétaire qui est assis placé à l'entend lui-même se situer, c'est-à-dire au-dessus de la mêlée.

Outre cet atout, M. Mitterrand peut également et paradoxalement tirer profit du fait que l'attitude de l'Élysée semble évoluer : après avoir longtemps considéré que M. Mitterrand était le candidat le plus dangereux, on paraît admettre, au tour du chef de l'État, qu'une candidature du député des Yvelines aurait plus de conséquences néfastes sur l'électorat de la majorité. Ainsi s'explique sans doute que la présidence de la République paraisse vouloir conforter M. Mitterrand dans un rôle de chef de file de l'opposition, en rendant publique par exemple l'autorisation donnée à des experts militaires d'informer le premier secrétaire de la mise au point des « armes nouvelles ».

« Le Monde » du 2 juillet.

Il n'empêche. Fort de sa seule conviction, M. Rocard a donné rendez-vous à « l'automne », à ceux qui espèrent un changement dans ce pays. « En affirmant que l'hypothèse d'une réélection de M. Giscard d'Estaing n'est pas une hypothèse à laquelle « il entend se tenir ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Bernard Pons adresse un avertissement aux membres du gouvernement qui appartiennent au mouvement gaulliste

Première réaction officielle du R.P.R. à la candidature de M. Debré : M. Bernard Pons, secrétaire général du mouvement gaulliste, a assuré dans une déclaration à l'A.F.P., jeudi 3 juillet, qu'il s'agit d'une « initiative personnelle » dont le R.P.R., pour le moment, n'a pas à se préoccuper. Cette prise de position n'empêche pas le R.P.R. de s'occuper de la candidature du député de la Réunion, d'envisager ses conséquences et surtout d'écarter que celle-ci ne tienne entraver l'éventualité — qui n'est toujours pas confirmée — d'une candidature de M. Jacques Chirac.

Dans cette dernière perspective, le R.P.R. entend souligner sa différence par rapport à la politique officielle que défendra notamment le président de la République sortant. C'est pourquoi M. Pons affirme avec force que son mouvement propose de « changer de cap », reprenant ainsi — peut-être involontairement — un slogan utilisé par les communistes avant la signature du programme commun de 1972. Les dirigeants gaullistes veulent, en tout cas, accentuer leur originalité. Le feraient-ils s'ils devaient se contenter d'être représentés dans la compétition présidentielle par M. Michel Debré et si M. Chirac, qui a déjà pris des positions plus critiques que celles du groupe parlementaire R.P.R., ne devait pas être candidat ?

M. Pons profite de cette occasion pour adresser un avertissement aux membres du gouvernement appartenant au R.P.R. (actuellement, six ministres et cinq secrétaires d'État) et leur dire que, à partir du moment où M. Valéry Giscard d'Estaing sera ouvertement candidat, ils devront se considérer comme déliés de la règle de la solidarité gouvernementale et se soumettre au choix qu'aura, éventuellement, fait le parti auquel ils appartiennent en faveur d'un autre candidat. Faute de cela, précise M. Pons, les membres du gouvernement « s'excluseraient d'eux-mêmes » du R.P.R. Malgré certaines demandes présentées naguère par des fédérations du mouvement, jamais le R.P.R. n'aurait envisagé une telle mesure. Depuis avril 1978, les membres du mouvement ne peuvent plus appartenir aux instances dirigeantes du mouvement — bien qu'ils soient parfois invités, mais ils en sont toujours adhérents. M. Pons franchit donc dans la menace un degré supplémentaire, et lorsqu'il évoque « toutes les conséquences que cela comporte », cela peut se comprendre notamment comme un refus d'investiture lors des prochaines élections législatives. Si M. Pons formule ces mises en garde près de dix mois avant que s'ouvre la campagne officielle, et donc avant que M. Giscard d'Estaing se déclare publiquement candidat, c'est qu'il vise avant tout les membres du R.P.R. qui siègent au gouvernement : à ce moment-là, son rappel s'adresse ainsi à ceux de ses « amis » politiques qui pourraient être tentés d'entrer dans le gouvernement Barre IV s'il est élu — selon certaines rumeurs naturelles non confirmées — que le président de la République pourrait accepter prochainement la démission du premier ministre pour le renommer aussitôt à la tête d'une équipe renouée comptant notamment de nouveaux membres issus du R.P.R.

ANDRÉ PASSERON.

M. Bernard Pons a déclaré notamment à la presse : « Si le président de la République sortant décidait de se représenter, le jour où il annoncerait sa candidature, il devrait être considéré comme délié de la règle de la solidarité gouvernementale. Il ne pourrait alors continuer à siéger au gouvernement — comme un candidat parmi les autres ».

Dans ces conditions, les ministres ne pourraient plus se référer au principe de la solidarité gouvernementale à l'égard du président, puisque, si celui-ci est élu, les bases du fonctionnement de nos institutions, elle s'effondreraient. Mais, si le président devient candidat, les ministres, élus locaux et autres personnalités membres de notre mouvement auront à se conformer à la décision prise par le R.P.R. après délibération par les instances du mouvement. Naturellement, celles et ceux qui feraient un autre choix s'excluraient d'eux-mêmes du R.P.R. et les conséquences que cela comporte ».

Le secrétaire général du R.P.R., jugeant la politique économique du gouvernement, a estimé : « Des « comités d'appel » à la candidature de Jacques Chirac » ont été constitués, mercredi 2 juillet, dans plusieurs fédérations départementales du R.P.R. C'est le cas dans la Nièvre, le Pas-de-Calais, la Marne, la Seine-Maritime et les Bouches-du-Rhône.

Le Mouvement pour le socialisme par la participation (gaulliste de gauche), que préside M. Pierre Billotte, ancien député R.P.R., annonce qu'il « soutiendra le candidat de gauche » et se rapproche de plus en plus de la pensée du général, notamment quant au rôle de l'homme dans la société. Il ajoute : « C'est le cas de Jacques Chirac ».

M. Léo Hamon, ancien ministre, président d'Initiative républicaine et socialiste, groupe-ment qui participe au comité de liaison des mouvements gaullistes, nous a déclaré : « Les thèmes évoqués par Michel Debré trouvent naturellement une résonance profonde chez tous les gaullistes. Je dirai davantage : quel Français, soucieux de l'avenir de son pays, pourrait demeurer insensible aux problèmes ainsi énoncés ? ».

Le « Collège pour une société de participation », club gaulliste que préside M. Daniel Richard, estime que la candidature de M. Michel Debré donnera à la campagne présidentielle la dimension qui doit être la sienne et conduira les autres candidats à accepter le débat d'idées. C.S.P., 12, rue de Tournon, 75006 Paris.

PRECISION. — Dans l'article « Un contre-feu se met en place au sein du R.P.R. », paru en dernière page du Monde du 3 juillet (première édition), il fallait lire à propos de la création de comités d'appel à une candidature de M. Chirac : « Il est de même à Nancy et l'initiative de M. Roland Moine ».

Interrogé sur la situation qui prévaut au Proche-Orient, M. Michel Rocard estime que les positions de M. Begin « sont un blocage à la paix » et que « le vrai blocage » réside surtout dans « les implantations de colonies juives en terres arabes occupées ».

En ce qui concerne la construction par la France de l'arme nucléaire, M. Rocard précise : « Un pays de la taille de l'importance de la France, situé dans le continent le plus essentiel pour le dispositif stratégique, ne peut pas ne pas chercher à être maître des armements les plus modernes. Par conséquent, mettre en recherche, en développement, la bombe à neutron, d'accord. Le parti socialiste la dit, donc d'accord. Le déploiement, la décision sera prise en 1982-1983. Je pense qu'il n'y a pas lieu techniquement d'interroger sur cette décision avant. Je dis pour ma part que cette décision n'aurait de sens que dans une nouvelle réflexion de tout le dispositif de la France ».

Interrogé sur le point de savoir « s'il appartiendrait au bouton » nucléaire en cas de menace grave pour le pays, M. Rocard répond : « Quiconque exerce les fonctions de président de la République, quiconque y prétend à l'impératif devoir de répondre oui : la discussion n'existe que dans le cadre d'une détermination politique ».

Il ajoute : « Ce que l'on doit dire, c'est que la doctrine militaire de la France reste celle de la dissuasion, que des circonstances se sont produites dans le monde : nature des conflits prévisibles, nature des armements, prolifération nucléaire, qui peuvent nous amener à reculer ou à orienter différemment notre doctrine de défense. Pour faire face à cette éventuelle réorientation qui interviendrait dans quelques années, nous nous préparons techniquement à disposer, si nécessaire, de nouveaux armements, dont la bombe à neutron. Pas plus. Mais il serait de la dernière gravité

Vers l'armée de métier ?

Évoquant ensuite les missions de défense de la France et la question du service national, le député des Yvelines estime que la France « a besoin de forces d'intervention puissantes et de nature professionnelle ». Il indique : « Je suis des ceux qui considèrent qu'il faut réduire le problème éventuel de l'armée de métier. Je ne vous dis pas que je suis pour, je dis que l'armée de métier est un des problèmes qu'il faut envisager dans la relecture de toute notre doctrine de défense. Personne ne peut parler plus nettement en ce moment. Nous sommes dans la période où nous prenons conscience que la dissuasion ne suffit plus. Mais je n'écarterai pas, pour ma part, l'idée d'une solution à travers l'armée de métier ».

En ce qui concerne l'Afghanistan, M. Rocard affirme « qu'il n'est pas acceptable » que le président de la République « baptise rébellion la défense du peuple afghan ».

Il ajoute : « Une rébellion, c'est une révolte contre l'autorité légitime. Telle est la définition de l'autorité légitime en Afghanistan n'est pas légitime. Il y a une résistance nationale. (...) La reconnaissance comme telle, c'est déjà reconnaître sa légitimité en tant que résistance et c'est permettre, à ce moment-là, que des associations, des mouvements de volontaires viennent l'appuyer. Car nous plaçons nous-mêmes qu'il s'agit d'une solution politique du problème afghan, mais il n'y aura pas de solution politique si la résistance est déléguée. Par conséquent, que des puissances publiques de la taille de la France la reconnaissent comme légitime, ce sera déjà le début de formes d'appui. Mais les- quelles il s'agit plutôt de volon-

taire et d'interventions de nature privée que du jeu des puissances publiques ».

M. Rocard conclut sur ce sujet en plaçant pour une « évacuation complète » de ce pays par les forces soviétiques, ainsi que pour une reconnaissance du droit du peuple afghan à l'indépendance et au non-alignement. Il juge « peu sérieux » d'attribuer à la rencontre de Varsovie, entre MM. Brejnev et Giscard d'Estaing, le trait d'union de soldats soviétiques affirmant que : « Personne n'a la certitude que, pendant qu'une division soviétique fait mouvement par une vallée, le Sud sera le Nord, pour honorer M. le président de la République d'une information donnée au bon moment. Il n'y a pas dans les vallées voisines des mouvements de sens inverses ».

La colère populaire

Brossant ensuite un tableau délavé de la situation économique et sociale de la France, M. Rocard estime que « tout cela appelle une réponse, une colère populaire bien légitime ». Il note que cette « aspiration au changement » se traduit, lors des élections partielles, par une attitude du bon moment. Il n'y a pas dans les vallées voisines des mouvements de sens inverses ».

En ce qui concerne le voyage qu'il a effectué en Israël, M. Rocard indique qu'il n'est pas admissible, il ne serait pas concevable qu'un candidat à la présidence n'ait été le monde dans la tête. Il affirme qu'il n'est pas question « que le candidat proposé par le P.S. » à un scrutin semblant plus large puisse être élu comme élu, l'esclavage ou le sujet d'un parti ».

M. Rocard conclut : « Un monde nouveau commence. Les Français jugeront sur la capacité des candidats à répondre à la situation radicalement nouvelle ». Je pense que les solutions socialistes comportant une certaine planification sont capables de répondre à cette situation. Aujourd'hui, nous avons pas beaucoup parlé de politique économique et sociale et nous l'aurons dit. Mais ce sera pour la rentrée. Je voudrais, à cet égard, donner un rendez-vous à tous ceux qui espèrent un changement dans ce pays à l'automne ou, prochainement, ces options seront présentées ».

LE VOTE JUIF

M. Olivier Guichard : il y a bien des façons d'être français.

M. Olivier Guichard, député R.P.R. de Loire-Atlantique, ancien ministre, publie dans le dernier numéro de l'hebdomadaire « l'Espresso », un éditorial sur le « vote juif », dans lequel il écrit notamment : « Admettons qu'un « vote juif » puisse se constituer autour de la défense des intérêts d'Israël. Est-on bien sûr que cela serait la manière la plus efficace de les défendre ? Je ne le crois pas. La vie et la survie de cette nation concernent tous les Français. Si elle ne devait apparaître que comme la préoccupation particulière d'une partie d'entre eux, cette préoccupation risquerait fort de devenir rapidement leur exclusivité. (...) Je ne suis pas de ceux qui récusent le droit des juifs à se sentir, à se vouloir, et même à s'affirmer publiquement plus directement, plus intimement concernés par Israël que les autres Français. Mais ils seraient grand tort de s'imaginer être les seuls à être concernés, et de ne pas compter que sur la « voix juive » pour leur faire entendre la voix d'Israël. (...) Il y a bien des façons d'être Français. Il ne faut pas imposer ce choix au nom d'une sorte d'absolutisme et pour une assimilation condamnerait-elle les juifs à se priver d'origine ? Il ne faut pas non plus l'imposer au nom d'un exclusivisme qui enfermerait les Français irradés dans la seule dimension d'origine ».

M. David de Rothschild : « LA SOCIÉTÉ JUIVE NE SE SENT PAS COMPLEXÉE EN FRANCE »

M. David de Rothschild, membre du conseil d'administration de l'Agence juive, directeur du Fonds social juif unifié (F.S.J.U.), dont la famille, et lui-même, avaient été mis en cause par les dirigeants du mouvement Renouveau juif à l'occasion des Deux heures pour Israël, a été interrogé par l'Agence télégraphique juive, et a déclaré notamment au sujet de ces incidents et de la question du « vote juif » (Bulletin du 2 juillet de l'A.T.J.) : « Lorsque nous ne pouvons pas des barillements dans la rue, nous ne menaçons pas le gouvernement de notre vote pour obtenir des changements de politique : d'ailleurs nous accusons de complaisance ou de complaisance ».

J'ai expliqué aux Israéliens la nature profonde de l'environnement français, la différence sociologique et historique entre la France et les États-Unis, le quel changeait radicalement leur de notre pays. J'ai expliqué que le vote juif, quel que soit son importance, ne modifierait pas la politique du gouvernement, mais que celle-ci pouvait évoluer par une sensibilisation intelligente, constante sur un ensemble de thèmes et à divers niveaux. (...) La société juive ne se sent pas complexée en France et participe pleinement à la vie de la cité ».

Sur TF 1

4 mai 1947 : le départ des ministres communistes

Le programme annonçait une émission de Jean Fernel. Il aurait dû préciser : « Texte de Vincent Auriol ». C'est, en effet, à travers la vision et les carnets du premier président de la IV^e République que Jean Fernel a conçu son téléfilm. Honnêtement, l'auteur a reconnu cette paternité dans le débat qui a suivi. Il n'en demeure pas moins que la relation de cette « première crise de la IV^e République » racontée et illustrée sous l'unique dictée d'un unique témoin, certes privilégié, restait entachée de trop de subjectivité pour combler notre attente.

Vincent Auriol a joué un tel rôle dans ces événements qu'on eût au moins aimé entendre le récit d'un autre acteur capital, celui, par exemple, du ministre des affaires étrangères de l'époque, M. Georges Bidault. Son témoignage aurait probablement conféré au film l'éclairage international qui n'est que brièvement évoqué, l'accent étant mis sur les affaires intérieures, les révoltes aux frontières de l'Empire (Indochine, Madagascar) et la crise économique (salaires, prix, grèves).

L'aspect mondial de la crise française sera ensuite discuté

par les trois historiens qui participent au débat : MM. Jean Bruhat, René Rémon et Jean-Noël Jeanneney. Mais l'importance même qu'ils attachent au discours du président Truman (le 12 mars) et à l'échec de la conférence de Moscou souligne la gravité de la rupture qui vient de se produire et qui marque les débuts de la « guerre froide ». Le gouvernement français, il est vrai, en eût-il conscience à l'époque ?

Maurice Thorez déclarait alors : « Très vite nous revenons au gouvernement, plus nombreux encore. » Et Paul Ramadier, président du Conseil qui évita les ministres communistes, écrivait à Jean-Raymond Tournoux, dix ans après les événements : « La rupture avec les communistes se présentait comme un simple évènement de politique intérieure ».

L'émission de Jean Fernel, utile pour l'enseignement du jeune Français, contribuera aussi à les convaincre de la myopie de certains hommes politiques.

A. G.

سكوا من الأصل

L'information de M. Mitterrand sur la bombe à neutrons

Le Parlement a été tenu à l'écart

remarque le P.C.

M. René Vasse, député communiste des Ardennes, a protesté, mercredi 3 juillet, au nom des parlementaires communistes membres de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, contre le fait que M. François Mitterrand ait été seul informé, à la demande du président de la République, des données techniques relatives à l'arme nucléaire. « Au-delà de la menace politique et diplomatique qui réside de la dérogation par le consensus sur l'arme nucléaire », M. Vasse s'indigne du « mépris avec lequel le président de la République traite le Parlement ».

« Malgré nos demandes renouvelées, note-t-il, l'Assemblée nationale et la commission de la défense n'ont pas eu à débattre ni à se prononcer sur l'arme à neutrons. (...) Ces autoritarismes intolérables à l'égard de la représentation nationale se doublent d'une volonté de dénier notre

peuple puisque les parlementaires communistes seraient considérés comme indignes d'accéder à la connaissance de toutes les informations militaires. »

« LA LETTRE DE LA NATION » du cirque.

Pour sa part, la Lettre de la Nation ne voit pas d'objection à ce qu'un responsable de l'opposition soit tenu informé des problèmes éventuels, tels ceux de la défense, mais elle demande : « Pourquoi le premier secrétaire du parti socialiste et pas le secrétaire général du P.C. ni celui du R.P.R. ? (...) Il existe dans notre régime parlementaire pour l'organe du R.P.R. une commission de la défense à l'Assemblée nationale et au Sénat. Toutes les formations politiques y sont représentées et elles ont constitutionnellement droit à une information complète sur les problèmes de leur compétence. Si François Mitterrand n'est pas membre de cette commission, Charles Hernu (député socialiste du Rhône, spécialiste des problèmes de défense au P.S.) est parfaitement placé pour l'informer. Alors, que veut dire ce cirque, si ce n'est qu'une fois de plus, le rôle constitutionnel du Parlement est passé pour profits et pertes ? »

LE P.C. DÉNONCE L'ATTITUDE « AUTORITAIRE » DU GOUVERNEMENT A L'ÉGARD DE L'ASSEMBLÉE

An terme de la session parlementaire de printemps, les députés communistes ont protesté, lundi 30 juin, contre l'attitude « de plus en plus autoritaire » du gouvernement à l'égard de l'Assemblée. Le gouvernement et sa majorité, a déclaré M. Robert Ballanger, député de Seine-Saint-Denis, président du groupe communiste, « se sont refusés à la discussion des problèmes qui sont au cœur des préoccupations des Français ».

UNE MISE AU POINT DE M. SALINI

L'Humanité publie, jeudi 3 juillet, une mise au point de M. Laurent Salini, ancien chef du service politique de ce quotidien, qui fait référence à un article publié par Le Monde (1.10.79), écrit par M. Salini, rapporteur du rapport de la mission d'enquête de la commission de la défense nationale, démissionnaire, et à des déclarations de la ligne générale du parti. Ce rapprochement est, pour moi, inacceptable.

M. Salini indique qu'il a pris sa retraite « pour des raisons personnelles » et qu'il est « entièrement solidaire de la politique et de l'action que le parti a définies dans ses vingt-cinq ans et vingt-trois congrès ». « Cette solidarité », ajoute-t-il, « s'exprime par ma collaboration régulière aux Cahiers du communiste, par mon activité dans les organisations du parti auxquelles j'appartiens, ainsi que par d'autres travaux nécessaires au parti ».

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, le mercredi 3 juillet, au palais de l'Élysée. Au terme de la séance, le communiqué officiel suivant a été rendu public.

● **L'AUGMENTATION DU SMIC**
Le ministre du travail et de la participation a présenté au conseil des ministres le compte rendu de la réunion du 27 juin 1980 de la Commission supérieure des conventions collectives et des avis formulés par les partenaires sociaux sur le relèvement du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) au 1^{er} juillet 1980.

Le SMIC a été fixé à 14 700 francs en 1980, le pouvoir d'achat du SMIC augmentant ainsi de 1,4 %, soit plus rapidement que celui du salaire horaire moyen.

Lors de cette réunion, un groupe de travail a été créé, avec la participation des partenaires sociaux, en vue d'étudier de nouveaux moyens pour assurer la revalorisation pédagogique des salaires.

Le conseil des ministres a décidé, dans cette perspective, qu'une priorité serait donnée au développement des crèches familiales, à l'accroissement du nombre et à l'amélioration de la formation des assistantes maternelles agréées, ainsi qu'à l'encouragement des nombreuses initiatives prises par les associations d'entraide.

● **LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES**

Le conseil des ministres a examiné le rapport pour 1980 de la commission interministérielle chargée d'examiner les missions de la Cour des comptes. Le rapport de la commission des missions permet de s'assurer, par un examen repéré chaque année, que les observations de la Cour des comptes sont effectivement suivies d'effets pratiques dans les meilleurs délais. Il traite de trente-sept affaires et comporte plus de deux cents recommandations.

Les résultats constatés en 1980 confirment l'évolution favorable enregistrée au cours des dernières années. Soixante-neuf recommandations, dont dix-huit plus que l'année dernière, ont été appliquées. Pour les deux tiers des questions traitées, les problèmes soulevés par la Cour des comptes ont été réglés ou les solutions sont en cours.

● **LA GARDE DES ENFANTS**

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale et le ministre délégué chargé de la famille et de la jeunesse ont présenté une session de travail sur la garde des jeunes enfants.

L'accueil des enfants dans les crèches collectives et familiales, qui assurent les enfants en matière d'assistance maternelle salariée, est rapidement développé puisque le nombre de places offertes est passé de soixante-neuf mille en 1976

LA CRISE DES NOUVELLES-HÉBRIDES

Les émissaires de Londres et de Paris s'efforcent de favoriser un compromis politique

Les deux membres de la mission franco-britannique chargés de négocier un compromis politique qui puisse permettre de dénouer la crise des Nouvelles-Hébrides, MM. Jean Arribaud et Alan Donald, ont pu, mercredi 2 juillet, deux échanges de vues avec le premier ministre néo-hébridais, M. Walter Lini, pasteur anglais, président du parti anglophone majoritaire. Celui-ci n'était pas venu les accueillir à leur arrivée, lundi, à l'aéroport de Port-Vila, afin de montrer la volonté de son gouvernement de résister aux pressions de Londres et Paris. Ces deux entretiens ont été qualifiés de « très bons » par le porte-parole du premier ministre, MM. Arribaud et Donald ont été rejoints, mercredi, par deux spécialistes de droit constitutionnel, MM. Yash Gai et Armand Lizep.

A quatre semaines de la date officiellement retenue — le mercredi 30 juillet — pour la proclamation de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides, les deux puissances de tutelle du condominium s'efforcent d'éviter le pire en cherchant à rétablir le dialogue entre le courant anglophone, qui défend le pouvoir absolu et les dirigeants de l'opposition francophone, dont les partisans contrôlent depuis cinq semaines l'île d'Espiritu-Santo et contestent ouvertement l'autorité du gouvernement de M. Walter Lini dans les îles de Tanna, Malakof et Aoba.

Les chances de succès de la mission conjointe envoyée à Port-Vila par Londres et Paris dépendent essentiellement du degré de cohésion des deux gouvernements. Les entretiens avec MM. Paul Djojoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, et Peter Balker, ministre adjoint au Foreign Office, ont eu le 19 juin à Paris puis le 25 juin à Londres ont mis en terme, semble-t-il, au différend diplomatique qu'avait suscité l'envoi à Port-Vila des deux cents militaires du 4^e Régiment de Marines.

Si les négociations en cours à Port-Vila confirment ce retour à une entente plus cordiale, un compromis n'est pas à exclure bien que la marge de manœuvre des deux puissances de tutelle soit aujourd'hui très étroite dans la mesure où les deux parties mélanésiennes concernées font preuve d'intransigeance. Tandis que les dirigeants du Vanuatu-Paty, qui assument seuls toutes les responsabilités gouvernementales fondent, à juste titre, leur légitimité sur le succès de leur formation aux élections législatives de novembre 1979 — à l'issue de laquelle celle-ci avait recueilli 62 % des suffrages exprimés —, les séparatistes d'Espiritu-Santo et leurs alliés modérés francophones des autres îles ne manquent pas d'insister pour dénoncer la mise en place d'un régime de plus en plus totalitaire. La communauté francophone se sent d'autant plus menacée dans son avenir que M. Walter Lini a déjà publié une liste de citoyens « autochtones » devenus « indésirables » aux Nouvelles-Hébrides. Les colons français, qui redoutent tout d'être expulsés, sont devenus jusqu'au-boutistes.

● **LA SESSION PARLEMENTAIRE**
Le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, a fait une communication sur le déroulement de la session de printemps. Au cours de cette session, plus de quarante textes ont été adoptés, dont dix textes d'origine parlementaire.

Parmi les principaux projets de loi qui ont été adoptés, il convient de noter :

- Dans le domaine social : Les formations professionnelles alternées, l'assurance-voyage, la situation des familles nombreuses, l'accès des universitaires à l'enseignement supérieur, la profession d'infirmier.
- Dans le domaine agricole : La loi d'orientation agricole, l'application du Code du travail en agriculture.
- Dans le domaine administratif et juridique : Les attributions en matière administrative, le recensement des tribunaux administratifs, la distribution des collections publiques.
- Dans le domaine de l'environnement : L'Agence pour la qualité de l'air et la lutte contre les pollutions atmosphériques.
- Dans le domaine industriel : Les économies d'énergie et les utilisations de la chaleur, les matières nucléaires.

Le Parlement a également autorisé la ratification de quinze conventions, dont celle de Lomé, entre les Etats membres de la Communauté économique européenne et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ainsi que de deux pactes internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels, et aux droits civils, politiques et d'une convention portant création d'une agence spatiale européenne.

Parmi les propositions émanant des parlementaires, il convient de noter : la proposition de loi relative à la protection sociale des Français de l'étranger, les conditions d'éligibilité des présidents d'université.

En outre, des débats de politique générale ont également été organisés à l'Assemblée nationale et au Sénat sur la politique étrangère ; à l'Assemblée nationale sur la recherche et les développements et les relations d'outre-mer.

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte, au conseil des ministres, de l'entretien qu'il a eu ce matin avec le ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne, qui a informé M. François-Poncet de la tenue des conversations qui viennent de se tenir à Moscou entre le chancelier Schmidt et M. Brejnev.

Le gouvernement a marqué son appréciation de l'initiative prise par la République fédérale d'Allemagne d'informer immédiatement le gouvernement français du contenu de ses entretiens avec le chancelier et le ministre des affaires étrangères.

● **Trois propositions**
Selon le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, un compromis demeure néanmoins possible si la majorité et l'opposition se rallient aux trois propositions que la mission conjointe doit présenter à tous les intéressés : l'adoption d'un projet de loi de régionalisation — prévu à l'article 81, alinéa 2, de la Constitution votée en septembre dernier — qui accorde une représentation équitable aux représentants des partis francophones d'Espiritu-Santo et attribue aux différentes îles un statut d'autonomie administrative ; l'élaboration d'une loi foncière donnant des garanties aux colons d'origine européenne ; la définition, par le gouvernement, d'un régime éducatif qui préserve, avec le soutien financier de la France, l'avenir de la francophonie dans l'archipel.

Dans l'entourage de M. Djojoud, on se montre relativement optimiste quant à l'éventualité d'un accord sur ces bases, du moins entre le gouvernement néo-hébridais et les partisans d'Espiritu-Santo. La publication, mercredi, du rapport officiel d'enquête sur la situation de l'île, n'est pas de nature à apaiser les esprits. L'auteur du rapport, M. Mac Kay, procureur général, qui a fait office de juge d'instruction, en vertu d'une réglementation très particulière, a souligné les responsabilités des francophones locaux dans le déclenchement des incidents et estime, en effet, qu'il est difficile de déterminer qui a pu tuer Alexis Yolou, victime de deux balles de calibre 22 et d'une décharge de taser de choc, alors qu'il était lui-même sans arme.

Le rapport ne met pas en cause le ministre néo-hébridais des affaires sociales, M. Willie Korise, qui, selon des témoignages accablants, aurait donné l'ordre d'ouvrir le feu sur les

LE GOUVERNEMENT ACCORDE UN CRÉDIT SUPPLÉMENTAIRE DE 7 MILLIONS DE FRANCS POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MARTINIQUE

M. Paul Djojoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a informé les représentants des deux assemblées martiniquaises, MM. Emile Maurice (R.P.R.), président du conseil général, et Camille Petit (R.P.R.), député, président du conseil régional, que le gouvernement a décidé de consacrer, en 1980, un crédit supplémentaire de 7 millions de F au développement économique de leur département.

Afin de relancer la production sucrière en Martinique, le premier ministre a accepté que 3 470 000 F soient affectés au financement d'un programme de plantation et d'aides aux équipements. Le programme actuel de diversification de la production agricole, qui vise à accroître les récoltes de légumes et de fruits, bénéficie d'une rallonge budgétaire de 850 000 F.

En outre, la S.A.F.R.E. (Société d'aménagement foncier et d'équipement rural) verra son capital augmenter de 400 000 F, afin de faciliter l'installation de jeunes agriculteurs.

D'autres mesures concernent les infrastructures économiques du département. C'est ainsi que les études engagées pour la réalisation de la zone industrielle du port de Port-de-France bénéficieront d'un crédit supplémentaire de 700 000 francs. Il s'agit de doter Port-de-France de terrains équipés pour les promoteurs industriels et commerciaux.

Un crédit de 1 880 000 francs sera également consacré à l'aménagement de la rivière Monsieur et à l'amélioration de la desserte portuaire. Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM souligne que ces décisions résultent d'un acte de concertation entre le gouvernement et les élus locaux, mais représente aussi un acte de confiance dans l'avenir de ce département profondément francophone.

LES COMMUNISTES RÉAFFIRMENT LE « DROIT A L'AUTODÉTERMINATION » DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Des délégations des postes communistes français, guadeloupéens, martiniquais et réunionnais se sont rencontrées mardi 1^{er} juillet à Paris. A l'issue de cette réunion, les quatre formations ont réaffirmé « le droit inaliénable de ces peuples (des DOM) à choisir librement leur statut, à décider de leur avenir ».

Le P.C.P. a appelé pour que les peuples des DOM voient respecté leur droit inaliénable à l'autodétermination. Avec eux, il lutte pour créer les conditions démocratiques permettant le libre exercice de ce droit », déclare le communiqué commun.

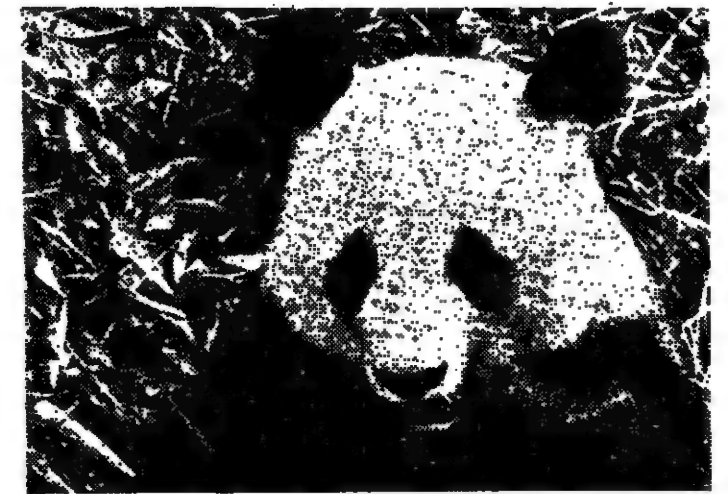
« Les partis communistes guadeloupéen, martiniquais et réunionnais déterminent en toute indépendance leur propre politique, en fonction des conditions propres à chacun de leur pays. » C'est sur cette base que chacun de ces partis propose à son peuple un statut politique qui mette un terme à la situation de domination coloniale et permette le développement économique, le progrès social et l'épanouissement culturel dans la liberté vers le socialisme.

Les quatre parties estiment que « l'existence même de ces peuples dans un avenir proche est menacée par la politique d'émigration intensive des jeunes combinée avec la baisse brutale de la natalité. Ce danger est aggravé par l'immigration croissante destinée à modifier la composition de la population ».

« L'arbitraire, les discriminations, la violation des droits de l'homme et la répression brutale deviennent de plus en plus la règle dans ces colonies », ajoutent-ils.

Aidez le W.W.F. à sauver la vie.

Sauvegarder les milieux naturels, sauver les espèces animales et végétales, c'est assurer l'avenir de l'homme.



part national du Mercantour, de zones protégées en Lorraine et en Bretagne, au sauvagement des phoques, à la protection de l'ours brun des Pyrénées, des castors, etc.

Le W.W.F. a également contribué à réintroduire des espèces disparues de notre pays : lynx, loutre, etc.

Le W.W.F. a besoin de vous.

Il reste cependant beaucoup à faire : 1.088 espèces au moins de vertébrés sont menacées de disparition, ainsi qu'un nombre encore plus grand d'invertébrés ou de plantes. Pour informer le public, éduquer la jeunesse, financer un nombre croissant de programmes de conservation en France, pour continuer l'action du W.W.F. International dans le monde, le W.W.F. France a besoin de chacun de vous, si modeste que soit votre apport.

Pour nous rejoindre, pour participer aux actions du W.W.F., il vous suffit de découper ce bon.

Adhérez au W.W.F. France.

Je désire participer directement à la sauvegarde de notre patrimoine naturel.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse (en majuscules) : _____

Code Postal : _____

déclare adhérer à l'Association Française du Fonds Mondial pour la Nature, W.W.F. France et verse la somme de :

(1) 30 F junior (14)

(2) 50 F Adhèrent (14-4)

(3) 80 F (14-1) Bénévoles (30)

(4) Joint un chèque daté à l'ordre du W.W.F. France.

Signature : _____

(1) Rayer la section inutile.

(2) Coller le coupon correspond.

W.W.F. 14, rue de la Cure, 75016 Paris.

Aujourd'hui, l'homme a besoin d'être sauvé malgré lui. Il faut arrêter la destruction accélérée de l'environnement et des équilibres naturels qui préservent la vie sur terre. C'est une question de survie. Le World Wildlife Fund (Fonds Mondial pour la Nature) a été créé à cette fin.

Qu'est-ce que le W.W.F. ?

C'est la seule fondation privée de conservation de la nature à caractère international et apolitique. Elle agit sur les 5 continents, dans des pays aussi différents que les USA, la Chine, le Kenya, la Suisse, la France, etc. Son symbole, le grand panda de Chine, une des espèces les plus menacées témoigne bien de l'esprit et des objectifs du W.W.F. :

- 1) faire prendre conscience à l'opinion publique des menaces réelles existantes.
- 2) Etudier les dangers qui pèsent sur chaque espèce animale et végétale, les modes d'action propres à les combattre efficacement.
- 3) Collecter les fonds nécessaires au financement des projets de conservation des milieux de notre planète. Susciter l'adhésion morale et financière des gouvernements, des

sociétés privées et des particuliers concernés.

Les réalisations du W.W.F. Depuis sa création, le W.W.F. a collecté et réparti plus de 200 millions de francs sur quelques 2.000 projets de par le monde. Il a réussi à sauvegarder l'extinction des espèces aux spectacles de la tigre de l'Inde et de l'Indonésie, le rhinocéros de Java, l'antilope oryx d'Afrique, l'orang-outan de Sumatra et bien d'autres encore.

L'apport du W.W.F. a également permis la création de plus de 200 parcs nationaux et réserves destinées à conserver, dans leur intégrité, des écosystèmes naturels.

En collaboration étroite avec les Nations-Unies et l'I.U.C.N. (Organisation Scientifique du W.W.F.), le W.W.F. a lancé en 1980 une Stratégie Mondiale de la Conservation pour que les ressources naturelles éternellement renouvelables puissent assurer le maintien du bien-être et le progrès de l'humanité.

En France, le W.W.F. a déjà contribué à un grand nombre de réalisations : achat de 12.000 hectares pour agrandir la réserve de Camargue, participation à la création du

Annexe gendarmement réalisée par : Ogilvy & Mather France conception - Imagines composition - Dahinden Litvack - R.R.J. photographes - Espace offert par Le Monde

La candidature Delors

René Delors, député de la Seine-Saint-Denis, a été élu député communiste de la Seine-Saint-Denis, le 30 juin dernier. Il a été élu député communiste de la Seine-Saint-Denis, le 30 juin dernier. Il a été élu député communiste de la Seine-Saint-Denis, le 30 juin dernier.

LES DIRIGEANTS POLITIQUES DE M. GUYARD D'ESTRÈS

M. Guyard d'Estrès, député communiste de la Seine-Saint-Denis, a été élu député communiste de la Seine-Saint-Denis, le 30 juin dernier. Il a été élu député communiste de la Seine-Saint-Denis, le 30 juin dernier. Il a été élu député communiste de la Seine-Saint-Denis, le 30 juin dernier.

LE PROCÈS DE LA PROSTITUTION

AUX ASSISES DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DANS LE QUARTIER DE LA GOUTTE-D'OR A PARIS

La dime

Entre deux passages, Lucien Bosté (Maurin), Léopold Toussaint (Côte-d'Or), Paul Toussaint (Nouvelle-Calédonie) et Judo Cistat (la Réunion) faisaient des plaisanteries. C'est en haut de l'escalier qu'ils avaient choisi de se poster, le dos appuyé contre le mur, juste avant le couloir sombre qui mène aux chambres.

En s'approchant, cependant, on ne leur trouvait plus du tout l'air nonchalant. Leur sourire était même très menaçant. Quand un couple parvenait aux dernières marches, les quatre hommes tendaient ensemble la main, en un geste explicite.

La prostitution, même rue de la Goutte-d'Or, à Paris, même dans cet immeuble légal, est un véritable drame. La fille n'avait plus qu'à s'incliner et à payer. Sinon son client, échaudé par la menace muette, risquait de s'en retourner à la rue.

Pas vraiment des proxénètes, ces petits mafins, mais plutôt d'ingénieurs racketteurs. Ils faisaient verser un droit de passage à une vingtaine de prostituées indépendantes, celles justement qui exercent leur métier sans la protection d'un souteneur, et qui emmenaient leurs clients dans cet immeuble abandonné, un ancien hôtel de passe, fermé par la police. La dime avait d'abord été fixée à 150 F par jour et par jeune femme, puis les besoins de ces messieurs avaient augmenté.

Les prostituées, la plupart d'origine africaine ou magarabine, se sont réfugiées. Elles ont d'abord choisi d'entrer en force, avec deux ou trois clients qui ne répugnaient pas à la bagarre. Puis elles ont appelé « police secours ». Comme les quatre hommes de l'escalier persécutaient, elles sont allées dénoncer et porter plainte, le 24 juin, auprès des policiers de la sixième brigade territoriale.

Le procès des proxénètes de Grenoble a-t-il redonné aux filles le courage de résister à la loi de l'homme (le Monde du 25 juin) ? A ces « Jules casse-croûte », comme on les appelle, qui se taillent de belles retraites avec les reines de jeunes femmes soumises à leurs coups, leurs lames de rasoir ou simplement leurs menaces ? Le proxénétisme reste encore une affaire de « beaux mecs », habiles à semer la peur, et à persuader les prostituées que leur métier, sans « protection », demeure dangereux.

Mais, il arrive aussi, de plus en plus souvent, que ces jeunes femmes se libèrent du joug. Ainsi, les vingt prostituées de la rue de la Goutte-d'Or étaient-elles parvenues, après des années d'« abâtardissement » sous contrôle et de dépendance, à gagner — parfois à racheter — leur indépendance. Libres de leurs gains, elles n'allaient tout de même pas, disant-elles, retomber à la merci du premier racketteur venu. — Ph. G.

POINT DE VUE

L'Etat protège les « protecteurs »

par GEORGES RICHARD-MOLARD (*)

AMNESTY International, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), la Ligue des droits de l'homme, alertent sans cesse l'opinion publique contre l'usage « légalisé » de la torture dans les cinq continents. Ils font bien et doivent poursuivre sans relâche leurs actions.

Ce dont, en revanche, à peu près personne ne parle, c'est de la torture en France. Sans éveiller de nombreux cas qui ne seraient pas prouvés, je veux parler ici strictement des tortures subies par les prostituées françaises et étrangères en France. Les mass media font largement état des procès de Grenoble, avec Nadia et ses amies d'infirmités, courageuses dénonciatrices entre toutes de leurs tortionnaires. Il faut qu'il existe des juges d'instruction, des avocats, des présidents de tribunal aussi intrépides — car leur sécurité est réellement en jeu — à Lyon, Marseille, Lille ou Strasbourg qu'à Grenoble. Je ne parle volontairement pas de la sécurité à venir des prostituées, ni même de celle des témoins ! Malheureusement, les « notables » de nos Eglises, de nos partis politiques ou de nos syndicats, paraissent se désintéresser intégralement de ces problèmes dramatiques au profit des questions intérieures sans intérêt ou de la prochaine élection présidentielle !

C'est là une trahison majeure pour l'Eglise, de l'Evangile de celui qui « aime les prostituées », et, pour les partis et les syndicats, un mépris des droits élémentaires de l'homme et de la femme.

(*) Président de la Biennale.

CORRESPONDANCE

Les « caprices » des V.R.P.

Nous avons reçu de M. Marc Riebel, représentant à Musillac (Morbihan), une lettre dont nous extrayons le passage suivant : « Dans la page 35 de mon journal préféré, daté du 13 juin, je lis, sous la plume de James Sarasin, au sujet de la prostitution grenobloise : «... c'est le fragile troussard de dévotion humaine attend par n'importe quel temps de satisfaction de quelques rumeurs ou V.R.P. de passage... ».

Diable ! Quelle schématisation... Voici donc enfin désignée, en deux coups de cuillère à pot, la clientèle attirée du plus vil métier du monde. On est rical, bien sûr, et cela venant d'un autre journal que le vôtre qui nous a habitués à plus de mesure et de précisions dans ses enquêtes et ses commentaires.

Dans le cas présent, il paraît évident que la prostitution ne saurait attirer ni les ouvriers, ni les commerçants, pas plus que les étudiants, enseignants, gens de robe, militaires, gendarmes, venus, divorcés, célibataires, mariés, paysans, artisans, etc. Et j'en passe, vous vous en doutez bien.

Pu importe les jugements des procès de Grenoble ! Je souhaite, certes, que les proxénètes accusés soient condamnés aussi sévèrement que le permet la loi. Car il s'agit, à mes yeux, l'image maximale de la possession méprisante de la femme par nos sociétés masculines. Je voudrais surtout qu'il se trouve d'autres hommes aussi décidés que M. Paul Weissbuch, le juge d'instruction de Grenoble, pour mettre au ban de la nation les proxénètes de tout niveau. Car le proxénétisme n'est pas seulement l'affaire de quelques halo-grenoblois. Il s'agit d'un trafic national et international avec, souvent, une clientèle composée de cadres de la nation, de gens de haut rang, bénéficiaires et complices de plus honnêtes des trafics. Mais ! le rapport sur la prostitution demandé par le président de la République en personne en 1975 à un magistrat, M. Guy Pinot, a été réduit de moitié par des gens très haut placés, et, finalement, mis à la corbeille à papier (!). Les proxénètes, protecteurs et maîtres de tout niveau, ont encore de beaux jours financiers devant eux, puisque l'Etat lui-même, par personne interposée, allie ou consigne discrètement, les « protégés ».

Quant aux prostituées — toujours et sans exception non volontaires, — nos filles, nos sœurs, parfois nos épouses, toujours contraintes à des relations d'« amour véritable » absolument barri, elles n'ont qu'à subir la loi du « milieu » jusqu'à se laisser brûler les seins avec des cigarettes, à subir la cravache jusqu'au sang, à se laisser enfoncer un manche à balai dans le vagin ou à subir d'autres tortures employées par la Gestapo. Cela pour procurer toujours davantage d'argent à leur proxénète — jusqu'à 3 000 F par jour — en n'en conservant que le centième pour leurs robes ou parures de too.

J'ose espérer que cet article, trop court pour un sujet infiniment long, aura quelque écho au moins auprès de ceux qui prêchent chaque dimanche : « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés ». Quant à ceux qui se disent « incroyants », qu'ils se réfèrent à la déclaration universelle des droits de l'homme. Cela devrait certainement leur suffire pour agir.

(1) N.D.L.R. : Le Monde du 26 mars 1976 a publié les précédents passages du rapport Pinot.

« Deux hommes qui obligent une jeune fille âgée de vingt ans à se prostituer dans des fermes de la région de Valence (Drôme) ont été arrêtés, mercredi 3 juillet, à la suite d'une plainte déposée par un habitant de la région. Les deux hommes, âgés de quarante-quatre ans, d'origine algérienne, avaient gravement brûlé Zora Faddoul parce que celle-ci avait tenté de s'enfuir d'un établissement agricole où elle venait, sous la contrainte, de se prostituer.

Le crime de quatre « déboussolés »

De notre envoyé spécial

Nantes. — La malchance, c'est de s'être retrouvés tous avec la même enfance : des mères mortes, des pères ivrognes, des maritres, des sœurs qui se suicident et des frères — témoins d'espérance — emportés par le mal en bas âge. Et de s'être réunis tous les cinq dans un appartement de Nantes, au mois d'avril 1977, pour en tuer un sixième, au malheur acharné tout aussi calculé. Et que rien ni personne, à ce moment-là, ne les ait arrêtés pour leur remettre les idées et le cœur en place. Ils comparaisaient devant la cour d'assises de la Loire-Atlantique, présidée par M. Edouard Aubry, jusqu'au 4 juillet.

Le 26 avril 1977, André Thépaut, vingt-six ans, Alain Allémant, vingt-quatre ans, Ali Merakchi, vingt-trois ans, et Jacqueline, vingt-deux ans, décident de se débarrasser de Marc Frévolet, vingt-quatre ans, le gendre. Thépaut lui reprochait de l'avoir « donné aux flics » après un vol qu'ils avaient commis ensemble et d'avoir « discrédité ses camarades en leur faisant des mauvaises réputations ». Il était surtout jaloux : Liliane partageait sa vie entre Frévolet et lui. Le « rival » est donc emmené, tremblant de peur, chez les Merakchi. Les cinq complices se réunissent dans la salle de bains et s'accrochent sur le lieu de l'exécution. « Tu n'as pas un couteau ? », demande Thépaut à Jacqueline. Thépaut, qui présente le danger, tente de s'échapper, mais se blesse en cassant un carreau. Il est rattrapé. Les femmes le paient de multiples coups de couteau. Mais les trois hommes le conduisent à Saint-Brevin-les-Pins dans un blockhaus du mur de l'Atlantique. On lui lie les mains. On lui donne une dernière cigarette. Puis André Thépaut arrache l'homme d'essence. « Vous n'avez pas le droit ! », crie Frévolet. Quelques jours plus tard, des enfants découvrent le cadavre calciné. Le médecin légiste indique que « le sang de la victime recouvert de l'hydrocarbure ». Frévolet a été brûlé vif.

Deux mois plus tard, André Thépaut a été condamné à la prison à vie pour ce crime. Les autres, entrés-temps, la vie quotidienne avait repris. Le groupe des amis, une fois éliminé l'important, assurait sa subsistance par de multiples vols et larcins : « des vins fins » dans des caves, des victuailles dans des supermarchés, du matériel électro-acoustique dans une école secondaire et, à Saint-Brevin, le corps de Frévolet. Tous les détails de la mort de Frévolet. Horribles, cruels, inhumains.

Et pourtant, les accusés semblaient être rentrés dans l'anonymat, comme s'ils avaient rejoint leurs semblables des milliers de délinquants. On oublie le crime ignominieux, on parle de « dévotion formelle », de « dévotion » ou de « pitié ». Ils ne font pas même les yeux ronds. Ils n'entendent pas : ça vient de la société en paix où il est interdit de brûler un homme vivant.

CHRISTIAN COLOMBANI.

Faits et jugements

Incendies de forêts en Ardèche et en Corse.

Vingt-cinq incendies criminels ont été détruits, depuis dimanche 26 juin, 25 hectares de pins en Ardèche dans les régions de Valgorgue, de Sablières et du hameau d'Albion. Les incendies ont été causés par des tiges de paille ou de foin. Tous sont désormais maîtrisés, indique la sécurité civile du département. La végétation, exceptionnellement verte cette année, ayant retardé la propagation du feu.

Quatre jeunes gens, qui ont avoué avoir allumé ces incendies ont été arrêtés, mercredi soir 2 juillet, ont annoncé ce jeudi matin 3 juillet, les gendarmes de Joyeuse (Ardèche). Il s'agit d'Alex Vidal, dix-huit ans, Gérard Jallet, vingt et un ans, Jean-Marc Lopez, dix-huit ans et d'un mineur de dix-sept ans. Trois d'entre eux, anciens pupilles de l'Assistance publique, placés dans des familles de la région, ont expliqué qu'ils avaient voulu « se venger de leur famille adoptive ».

Dans le cas Corce, mercredi 2 juillet, une soixantaine d'hectares de maquis, entre Luri et Cagnolas (Haute-Corse) ont été détruits par le feu, allumé par le vent. Des avions Canadair ont dû intervenir.

« M. Roux relaxé. — L'un des avocats du Larzac, M. François Roux, du barreau de Montpellier (Hérault), qui était poursuivi par le conseil de l'ordre pour démarchage de clientèle (le Monde du 20 juin), a été relaxé. Il était accusé d'avoir envoyé à l'un de ses clients une lettre de caractère privé, mais invitant à une réunion de la commission de l'ordre. M. Roux a reçu un avertissement, peine minimale en matière disciplinaire.

« Albert Leyris condamné pour escroquerie. — Albert Leyris, l'homme qui en décembre 1976 avait permis d'arrêter les assassins de Jean de Broglie, a été condamné mardi 1er juillet par le 12e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris à un an d'emprisonnement avec sursis, cinq ans de mise à l'épreuve et 4 000 F d'amende pour escroquerie. Il lui était reproché d'avoir, en vendant une voiture qui ne lui appartenait pas, touchant au nom de véhicules appartenant à un obéissant de 18 000 F. Inculpé le 27 janvier 1977 dans l'affaire de Broglie, Albert Leyris a bénéficié d'un non-lieu le 21 mars dernier.

LES POURSUITES CONTRE LE BULLETIN

« AVIS DE RECHERCHE »

Une parole insoumise

Avis de recherche, « quinze-madame », d'information des insoumis, n'a pas de chance. En moins d'un an, ce petit bulletin, qui paraît sur seize pages et dans lequel on trouve tout sur l'insoumission, y compris des « nouvelles du front », entendez les inculpations, arrestations et libérations d'insoumis, a fait l'objet de trois plaintes du ministre de la défense, M. Yvon Bourges. Successivement, M. Claude Grélier, juge d'instruction au tribunal de Paris, a donné ordre, les 4 décembre, 15 avril et 3 mai, trois Informations contre X, en vertu de l'article L. 129 du code du service national. Ce dernier prévoit notamment : « Quiconque, par quelque moyen que ce soit, provoque à l'insoumission, que cette provocation ait été ou non suivie d'effet, est puni par la loi d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 200 F à 700 000 F. »

Les apprentis journalistes d'Avis de recherche n'ont qu'à bien se tenir ! Au mois d'avril, leur boîte aux lettres a été placée sous scellés. En vertu d'une réquisition adressée aux P.T.T., le courrier destiné aux « quinze-madame » arrive désormais — via le nouveau en chef — sur le bureau du magistrat instructeur. La Fédération

anarchiste (F.A.) et le Groupe révolutionnaire insoumis (GRIT) font état de nombreux interrogatoires de témoins pour identifier et arrêter les rédacteurs de ce journal.

De fait, les gendarmes, commission rogatoire en poche, ne chôment pas. Le 24 juin, ils sont « descendus » en trio à la librairie La Gryffe, librairie libertaire lyonnaise. Là, ils ont « interrogé le salarié de l'Association sur les liens entre ce journal et la librairie, sur sa vente et sa diffusion ». En vain, semble-t-il, mais les informations judiciaires courent toujours.

Depuis ces embarras de justice, Avis de recherche — qui a lancé il y a quelques mois une campagne contre M. Charles Barbeau, directeur de la gendarmerie et de la justice militaire — est « en cavale ». C'est dire si ce bulletin, animé par le Groupe de soutien aux insoumis (G.S.I.) et le GRIT, est plus que jamais clandestin (le Monde Dimanche du 29 juin).

Avis de recherche est cependant tenu : il paraît toujours. Le 28 juin, des militants l'ont vendu à la criée à Paris, gare Montparnasse, et au Centre Beauport. Les « brigades kiki » n'en peuvent mais, qui aimeraient bien faire taire, définitivement, cette parole insoumise. — L. G.

LE MAIRE D'UNE COMMUNE DE L'OISE

VEUT FAIRE CONNAITRE LE STATUT D'OBJECTEUR

De notre correspondant

Beauvais. — Le conseil municipal de Chamilly (Oise) a décidé de faire figurer dans les documents remis aux jeunes appelés venus se faire recenser à la mairie un exemplaire du statut d'objecteur de conscience. Selon le maire, M. Bernard Godet (P.C.), « nul n'est censé ignorer la loi, et il entre dans le rôle des maires de la faire connaître ».

Le statut des objecteurs de conscience prévoit la sanction de

toute propagande autour de cette possibilité offerte aux appelés de refuser le service national pour des raisons morales, religieuses ou philosophiques. En dépit de cette restriction, la décision du conseil municipal a été votée à l'unanimité de ses vingt-trois membres (treize conseillers P.C.F. et dix P.S.). Faute d'avoir reçu copie du statut, le conseil du 27 juin, l'autorité préfectorale se refuse à tout commentaire. — M.L.

DIX DES ONZE MILITANTS DE LA FANE MIS EN LIBERTÉ

Dix des onze militants de la Fédération d'action nationale européenne (F.A.N.E.) et du Mouvement national révolutionnaire (M.N.R.) appréhendés mardi 1er juillet par les inspecteurs de la brigade criminelle de la police judiciaire ont été remis en liberté (le Monde du 2 juillet). Le onzième trouvé en possession d'un faux cachet administratif a été déféré au parquet de Versailles, lieu de sa résidence. Ces onze membres de mouvements d'extrême droite avaient été arrêtés sur commission rogatoire de M. Guy Joly, juge d'instruction chargé de l'information judiciaire concernant plusieurs attentats commis à Paris (le Monde du 25 juillet).

Dans un entretien au Matin de Paris du 3 juillet, M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a déclaré, au sujet des groupements d'extrême droite, qu'il « a plusieurs reprises, fait rappeler aux services de police dont il a la charge qu'ils devaient, dans le respect des lois, rechercher les coupables et les défrayer au jugement des tribunaux, sans discrimination aucune et avec une égale détermination... ».

Le loi de 1936 soumet la dissolution de telle ou telle organisation à des règles précises, et j'ai demandé de procéder à une étude toute particulière sur le cas d'un mouvement dont l'existence est spécialement odieuse dans la mesure où il se livre à l'apologie du régime nazi, et n'hésite pas à reprendre certaines de ses méthodes... »

« M. Michel Collinot, porte-parole du Front national (extrême droite), a déclaré mercredi 2 juillet : « L'ère des provocations est terminée. Les groupements nationaux comme le F.A.N.E. jouent un rôle provocateur et, pour l'extrême droite, font le pendant des autonomes et autres groupes terroristes pour l'extrême gauche. Certains de leurs membres, qui sont impliqués dans des délits de droit commun, jouissent d'une impunité totale à l'égard de la justice... ».

« RECTIFICATION. — Nous avons écrit, dans Le Monde du 25 juin, le monument aux fusillés de Villeneuve-les-Corbières, le 23 juin une charge d'explosion à Châtillon (Rhône). Le monument se trouve en fait sur le territoire de la commune voisine, à Chazay-d'Azergues.

هكذا من الأصل

Le Monde

jours d'été

A BICYCLETTE

L'HEXAGONE EN DIAGONALE

par JEAN-MARC THÉOLLEYRE

« Ondées passagères »

Sur sa bicyclette, Jean-Marc Théolleyre a traversé la Champagne. Difficile d'oublier qu'il en a été longtemps étranger entre 1914 et 1918, et les noms des villages traversés, Tahure, Suippes ou Mourmelon, ont des relents de guerre qui restent innommables, bien que, aujourd'hui, Belges, Français du Nord ou Allemands, qui prennent, eux aussi, la nationale 77, n'y voient rien de plus qu'une étape vers le Midi (voir « le Monde » depuis le 1^{er} juillet). Mais, faisant son chemin, notre cycliste traverse aussi ce que les météorologistes appellent avec un bel optimisme les « ondées passagères ».

La pluie ne badine jamais avec le cycliste. Il n'y a pas à tergiverser quand elle est là : ou bien la refuser, capituler en rase campagne sans fierté, ou bien monter fermement et stoïquement, qu'au bout du chemin il offrira à sa figure l'état de serpillière peut-être, à l'étape, faire son petit effet. L'ennui, c'est que, dans l'affaire, il n'y a pas à compter seulement avec la pluie. L'enfer, c'est les autres, le déluge aussi. Car ils s'en fichent bien, les autres, du cycliste sous la pluie, tous ceux qui vont, comme si de rien n'était, le croiser, le dépasser, le frôler, enfermés dans leurs boîtes, la carrosserie bien tirée sur les yeux comme une visière de casquette ou un capuchon de moine.

Les ascètes du cent-cent dix vont droit devant, approchant de l'arrière dans le bourdonnement maillé de leurs chevaux-vapeurs, sans dévier d'un pouce. Sûrs de leur trajectoire, assurés de leur force, ils bondissent et passent dans un claquement de fouet, bien au garde à vous devant leur compteur kilométrique, le regard fixé à cent pas. Assurés de leur place sur l'asphalte, ils vaporisent à tout

va des geyers d'eau, de boue, de vent dont ils n'ont — c'est sûr — jamais mesuré les effets redoutables et redoutés du cycliste, roseau à peine pensant, bien près de rompre et certain pour le moins de plier.

Car maintenant, au bout d'un quart d'heure, la route est une piscine. Pluie passagère ou pas, la pédale relève de la navigation. La pluie c'est la pluie, la pluie tout court, bien drue, bien froide, bien organisée. Il y a celle que l'on reçoit crispante sur le nylon de l'imperméable et qui ne serait rien. Il y a l'autre, qui n'est plus pluie, mais eau, douche, bain. Les boyaux la renvoient du sol en douces giclées continues. Elle s'installe, elle a une prédilection pour les pieds. Petit à petit, elle progresse, gagne en hauteur, insidieusement, trempant les jambes, puis les reins, puis le dos. Cela peut, avec un peu de vigueur, s'apparenter au sauna. C'est le moment critique, celui où tout cycliste, un jour ou l'autre, a juré, sacré qu'on ne l'y reprendrait plus, qu'il en a sa cloaque, s'est demandé ce qu'il était bien venu fiche là sur cette selle aussi hostile qu'un banc de nage de galérien. (Le même discours, et tout aussi hypocrite, peut se tenir au reste dans l'ascension d'un col qui n'en finit plus.)

Et puis, sérieusement, est-ce avec ce genre de sensations et d'émois qu'on peut nourrir un « papier » pour « le Monde » ? Par ce temps de chien, où donc peut-être bien être, la France à vélo qu'on s'est donné pour mission de découvrir ? Elle se cale, elle fait visage de bois. Les villages sont des déserts de froidure. Même les vaches ou pré ne vous regardent plus. Les toits dégoutinent d'eau. La route elle-même n'a plus rien à dire qui ne montre que ses taches d'huiles mordantes et traînées. Même ses bas-côtés si riches de vie ignorée, de botanique dédaignée, ont les désespérances d'une noyade accomplie, avec pour seule



Eric de Vlaeminck sept fois champion du monde de cyclo-cross. (Photo Presse-Sport, tirée du livre le Vélo, de Jean Dury. Ed. Denoël. 140 F environ.)

géographie les rigoles qu'installe cette pluie parmi les gravillons, les sables drainés, les déjections, projetées par les 15 tonnes qui eux aussi vont leur chemin, bâches claquant dans le vent de leur élan, dans le bouillonnement de leur vitesse, dans l'urgence professionnelle de l'horaire.

Les moines s'engourdissent sur le cintre qu'il faut pourtant tenir ferme, sur les poignées de freins. La pointille blanc du bas-côté, voilà le plan assigné au vélo. C'est la règle du jeu. C'est là qu'il lui faut se tenir, qu'on le tolère. Défense de rêver, de fofir, de musarder. Se dire que l'on n'existe pas, voilà le commandement majeur un jour de pluie sur une nationale. Petite reine, tu n'existes pas. Petite reine... comme disait Zazie. Un seul droit : celui de se tenir à carreau. Les journées nationales de la bicyclette, ça va pour une journée et pour l'illusion. La réalité cycliste au quotidien, c'est celle d'un pauvre diable condamné à cheminer sous des cataractes avec la frousse aux trousses. Il doit savoir qu'il est un gêneur pour ces conducteurs qui le happent sans un regard et, il peut en être convaincu, sans un mot. A moins qu'on le tienne pour un inconscient,

ou pour un original. C'est-à-dire un fou. Le curieux, c'est que de tels sentiments habitent aussi les passagers de ces voitures qui, pourtant, transportent des vélos sur leur toit, qu'en principe ceux-ci doivent utiliser. Sans doute ne mélangent-ils pas les genres et ne montent-ils sur ces machines qu'à condition qu'il n'y ait pas de vent, pas de pluie, pas de côtes, pas de descentes. Autant dire alors, et tout s'éclaircit, qu'ils ne transportent pas comme ils le croient des vélos mais simplement des bicyclettes. A quoi ne va-t-on pas penser en moulinant sous la pluie ? Et à quoi pense cet hôtelier à qui est venu demander vivre et couvert un personnage boueux, moite, dégoulinant mais finalement très satisfait de sa journée ? « Soit temps pour rouler, hein ? » C'est égal, des clients comme ça, il n'en voudrait pas tous les jours. Ils seraient bien capables de demander à monter aussi le vélo dans la chambre.

Demain :
A BAZZOGNES
POUR UN TOMBEAU

Page suivante :

JEUX • MÉTÉO
INFORMATIONS-SERVICES

TUBORG. LA BIÈRE DU SOIR.

HOTELS DELAPASSE & ASSOCIÉS

SUE - H&M CORNEL

S POURSUITES CONTRE LE BULLEIN
« AVIS DE RECHERCHE »

Une parole insoumise

Le 1^{er} juillet, à 10 heures, un homme d'environ 40 ans, portant une casquette et une veste, a été vu dans les environs de la gare de Paris-Montparnasse. Il était accompagné d'un chien de race. L'homme a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare, et a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare. L'homme a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare, et a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare. L'homme a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare, et a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare.

LE MONDE D'UNE COMMUNE DE L'OECE
FAIRE CONNAÎTRE LE STATUT D'OBJECTEUR

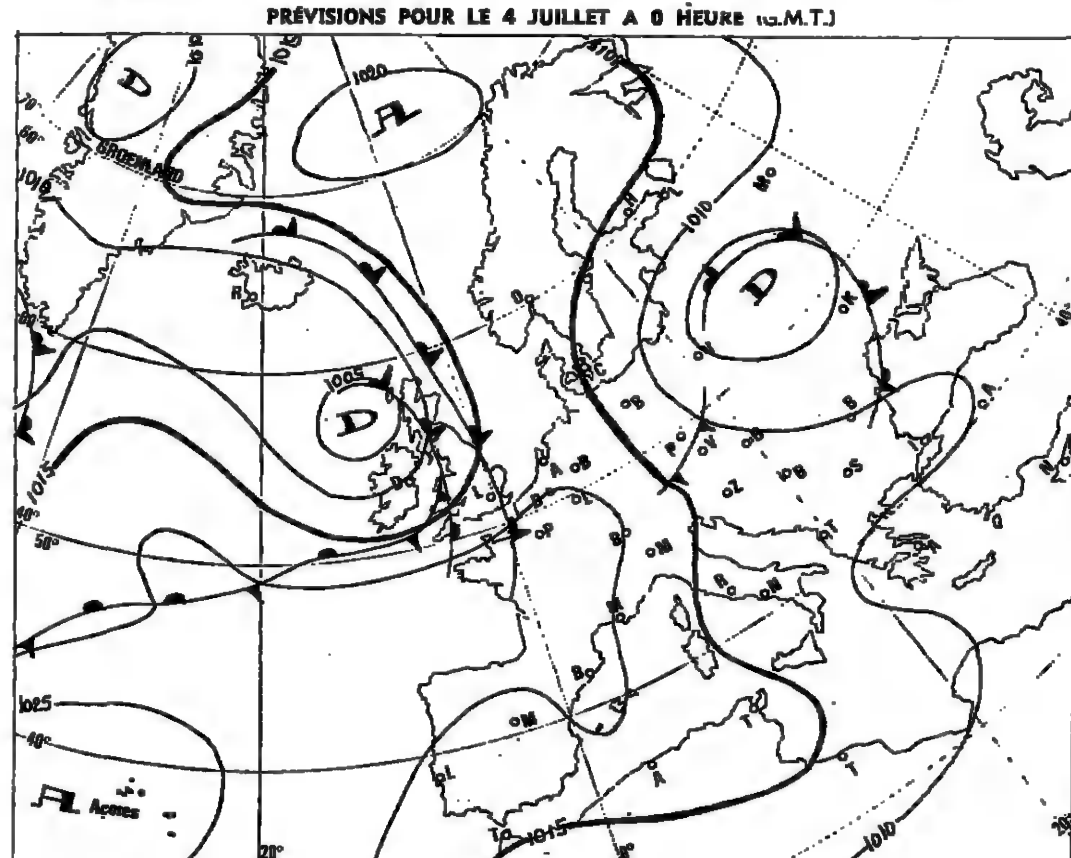
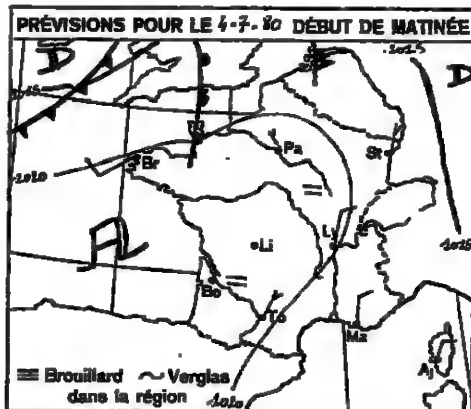
De notre correspondant
Le 1^{er} juillet, à 10 heures, un homme d'environ 40 ans, portant une casquette et une veste, a été vu dans les environs de la gare de Paris-Montparnasse. Il était accompagné d'un chien de race. L'homme a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare, et a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare. L'homme a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare, et a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare.

DES DES ONI NANT
DE LA FAME

Le 1^{er} juillet, à 10 heures, un homme d'environ 40 ans, portant une casquette et une veste, a été vu dans les environs de la gare de Paris-Montparnasse. Il était accompagné d'un chien de race. L'homme a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare, et a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare. L'homme a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare, et a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare. L'homme a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare, et a été vu à plusieurs reprises dans les environs de la gare.

JOURS D'ÉTÉ

MÉTÉO



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 3 juillet à 0 heure et le vendredi 4 juillet à 24 heures :

Le champ de pression se renforce sur l'Europe occidentale et les perturbations atlantiques circuleront à des latitudes progressivement plus septentrionales. Elles s'écarteront surtout des îles Britanniques, ne touchant que légèrement la France.

Vendredi 4 juillet, le temps sera généralement beau, malgré des brumes matinales plus nombreuses du Bassin parisien à l'Aquitaine. Les nuages seront toutefois plus abondants près des côtes de la Manche et de la mer du Nord, ainsi que le soir près des frontières du Nord-Est. Les vents faibliront dans le Midi et les températures seront en hausse sensible dans la journée.

Le jeudi 3 juillet, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était de 1021,1 millibars, soit 785,9 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 juillet, le second, le minimum de la nuit du 2 au 3) : Ajaccio, 22 et 11 degrés; Biarritz, 18 et 11; Bordeaux, 19 et 9; Bourges, 17 et 8; Brest, 17 et 7; Caen, 18 et 9; Cherbourg, 18 et 10; Clermont-Ferrand, 19 et 12; Dijon, 16 et 9; Grenoble, 18 et 10; Lille, 15 et 12; Lyon, 18 et 12; Marseille, 22 et 15; Nancy, 15 et 11; Nantes, 19 et 10; Nice, 23 et 15; Paris-Fontainebleau, 18 et 9; Pau, 20 et 12; Perpignan, 24 et 15; Rennes, 20 et 7; Strasbourg, 14 et 12; Toulouse, 19 et 9; Toulouse, 21 et 11; Poitiers-Poitou, 22 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 18 degrés; Amsterdam, 18 et 13; Athènes, 29 et 21; Berlin, 19 et 13; Bonn, 18 et 12; Bruxelles, 16 et 12; La Caire, 37 et 26; Les Canaries, 28 et 21; Madrid, 33 et 18; Moscou, 22 et 13; New York, 29 et 21; Palma-de-Majorque, 26 et 15; Rome, 23 et 15; Stockholm, 21 et 10; Téhéran, 37 et 33.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

XUEC

Anacyclo-palindromique

SOLUTION DU PROBLÈME N° 2

Horizontalement

1. étape (Spate); Servan (épave blanc du midi de la France; s'écrir aussi servant) (Navres). — II. Or (RO (heros)). E: (Tei); Ali (Ha (les Has habitent le bassin du Zimbabwé)). — III. Notes (Seton); Oe (Co); AV (ave) (Va (par exemple, dans l'espérance, on a bien, ça il)). — IV. Serpa (serper, ou serper, c'est lever l'ancre à force de bras ou au moyen de palans) (après); Ave (Era). — V. SL (aisselle) (LSI; Lavi; Leval). — VI. Es (Se); Elam (Néle); Si (is (cf. Is-sur-Tille)). — VII. Tes (Set); Ra (AR (sare)). — VIII. Ale (Ete); Sarah (Hares); IR (Ri (le ri valait: environ (sic) 3 927 m, dit le Grand Larousse encyclopédique)). — IX. Pils (Isidore Pils (1813-1875) est, entre autres, l'auteur du fameux tableau Rouget de l'île chantant pour la première fois la Marseillaise chez Dietrich) (Sip); Na (An). — X. ESI (SE); la (être « in ») (NI); Lapon (Nopé) (traquette est le nom donné à la tige, aplatie et charnue, du nopal, plante appartenant au genre opuntia)). — XI. En (Ne); EP (épée) (Pé (cf. Saint-Pé-de-Bigorre et Saint-Pé-de-Léren entre autres)). — XII. Laz (Sai (affluent du Don; 803 km)); Lara (Aral) (lac ou mer d'Aral, en U.R.S.S.)). — XIII. Inini (Inini); On (No); Gag (Gag). — XIV. Rader (Rader); Nè (En). — XV. En (Ne); Seiner (pêcher à la seine ou senne; Verbe transitif ou intransitif) (Renis).

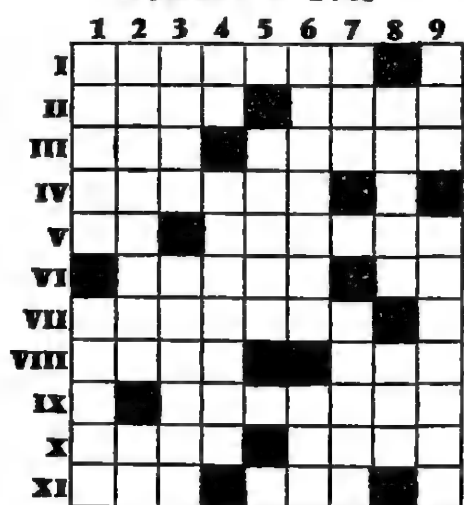
Verticalement

1. Bon (Noé); Retape (Epater); Cère (Erie). — 2. Trop (Port); Selim (Niles); Na (An (cf. Mémoires de Vidocq, 1823: un petit père noir de quatre ans = un broc de 4 litres de vin)). — 3. Sel (Les); Etide (Edile). — 4. Esse (Esse); Nanar (Nanan). — 5. Selles (on nomme selle, chez le iombrie, le groupe d'anneaux produisant le mucus) (Selles (de sa selle dépend l'assise — l'assiette — du cavalier)); Sir (Ris). — 6. Anne (Enna; ville la plus élevée de la Sicile). — 7. Stop (Pots (offrir un pot, être invité à un pot)); Mura (Arum); Plots (Stolp (nom allemand de la ville polonaise de Slupsk)). — 8. Cal (Lae (cf. Lamartine)); An (NA (Enna; Anguste Enna, compositeur danois auteur de ballets et d'opéras, 1860-1939)). — 9. As (SA (= section d'assaut, formation paramilitaire nazie)); Air (Ete); Li (Li (cf. « Il pleut »)). — 10. Va (V); Avir (Riva) (UP (huppée) (Pu); AG (lég) (Ga (cf. gag)). — 11. Alava (Arava); Al (l'al est un mammifère de l'ordre des édentés) (I.A. = in agro, « dans le champ »); Ane (E.N.A. (= Ecole nationale d'administration)). — 12. Nivela (Altein); Rengager (Regagner).

JEAN-PIERRE COLIGNON.

Mots croisés

PROBLÈME N° 2705



HORIZONTALEMENT

1. Prix d'une leçon. — II. Fut enlevée par Héracles; Levas le pied. — III. Est une attitude très entreprenante; Boite aux lettres. — IV. Sont généralement toutes rouges quand elles ont reçu un coup de bâton. — V. Fin de verbe; Fut massacré par les Huns avec de nombreuses compagnes. — VI. Où l'on peut donc respirer; Arme (épée). — VII. Nom qu'on peut donner à un homme. — VIII. Endroit où l'on peut taper; Nom de frère. — IX. Utilisé pour ceux qui veulent commander. — X. Entourent un pôle; Peuvent orner des corniches. — XI. Légumineuses; Peut facilement être collé.

VERTICALEMENT

1. Nom qu'on peut, à la rigueur, donner à une fillette; Ce que voulait un Espagnol. — 2. Endroit où l'on peut choisir des pompoms; Vieilles villes. — 3. Roi de Norvège; Les adjoints par exemple. — 4. Pronom; Qui ne concernent donc pas ce qui est cité. — 5. Invoquée par de vieux agriculteurs. — 6. Comme des matières précieuses; Porte une charge électrique. — 7. Roulé; Répond tout de suite quand il est bon. — 8. Endroit où l'on pourrait passer la nuit; Surface. — 9. Baie du Japon; Point à la ligne.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 2704

Horizontalement

1. Douleurs. — II. Envoies. — III. Née; Cri. — IV. Tragédie. — V. Etna. — VI. Mûrier; An. — VII. Us; Froid. — VIII. Le; Figures. — IX. Monel. — X. Taon. — XI. Ali; Ra; OK.

Verticalement

1. Dent; Mulet. — 2. Ondreux; Al. — 3. Uvea; Moi. — 4. L6; Griffon. — 5. Eude; Erin. — 6. Ut; Dérégère. — 7. Béat; Iule. — 8. Sérénade; L6. — 9. Staan; Souk. — 10. Ali; Ra; OK.

GUY BROUTY.

Rétromanie

BAGAGES A L'ANCIENNE

Partir... plier bagage. Encore faut-il avoir les valises. Dans ce domaine, la brocante offre des ressources inattendues, mais intéressantes, où les cuirs, d'une douceur sensuelle, évoquent des luxes périmés.

Annette de Castro est une des rares spécialistes des bagages anciens. Installée depuis sept ans dans la boutique Elysées, la Boutique 324, au premier étage de la galerie Point-Show, n'est guère plus grande que la cabine des Marx Brothers, où se dressent jusqu'au plafond de hautes valises gigognes qui supportent des malles énormes, vaches, vachettes, box, maroquin, parchemin croco du poney de porc traitant leurs cuirs luisants, parés de clous d'or et de serrures de cuivre. Pour les prix, cela va de 850 francs pour le grand tour-tout en toile et cuir (avec randes de cuivre) à 5 000 francs pour la gigantesque malle de

cabine transatlantique, un véritable trésor de l'histoire, des cuirs et des brocantes.

Certains collectionneurs de valises — ça existe — recherchent des marques prestigieuses qui, d'une façon plus ou moins durable, ont associé leur nom à des bagages de rêve; Hermès, Cartier, Morabito, Kirby-Bird, Old England, Dupont (avant les briques) et l'inévitable Louis Vuitton dont le monogramme continu à faire le tour du monde.

Une grande valise en croco (80 x 40 cm) coûte de 1 600 à 2 500 F, moins chère qu'une valise en aluminium dernier cri. Une petite valise en peau de porc doublée de cuir rouge est à 1 000 F. Une jolie malle garnie de flacons de toilette — comme on en offrait jadis en cadeau de mariage — vaut de 1 500 à 2 500 F selon la qualité et la fraîcheur. Les boîtes à bijoux ou les « Vanity-cases » en maroquin sont dans les mêmes prix.

Aux puces de Saint-Ouen, pour peu que vos regards les fassent surgir des étagères, vous découvrirez toutes sortes de bagages anciens.

Les bagages Louis Vuitton, dont les initiales LV sont visibles sur les fermetures, sont les plus cotés. Mais les Kallier en box-calf, les Goyard en toile à crochets et ceux de cuivre, ou les Moynat en osier couvert de moleskine, sont également appréciés. Il faut compter de 1 500 à 3 000 F pour une belle valise des années 30 en bon état, à peine plus pour les valises africaines en croco lustré. On trouve encore des grandes valises anonymes à randes de lattes en bois à partir de 800 F. Les malles-cabines pliantes à plus de 3 000 F, pour peu qu'elles portent encore les étiquettes multicolores de croisières ou long cours.

Tout spécialiste des valises bagages anciens mérite une honorable mention: au Marché Varnaison (allée 7, stand 154), coiffes et valises bien remises en état à partir de 800 F, au Marché Paul-Bert (allée 6, stand 232), de la malle de cabine. Enfin, aux environs du carrefour des rues Paul-Bert et Jules-Valles, M. Bernard, le sacochier en bandoulière, protège ses cuirs soignés sous un grand parasol (le samedi, en face du café

le Baryon, le lundi, un peu plus loin). Les bagages à main n'ont plus de secret pour lui: « Voici une mallette, dit-il, en montrant une trousse au ventre ovale, c'était la valise préférée des commis voyageurs. Quant à la « square-mouth », c'est une valise à base rectangulaire — appelée aussi « gladstone bag » — qui ouvre tout grand sa gueule car elle se rabat sur une monture de cuivre. Les uns ou les autres valent de 300 à 500 F.

Au hasard des trottoirs, des rues et des allées, dans l'impénétrable labyrinthe des puces, on peut trouver ça et là d'autres bagages d'occasion dont les prix se discutent selon l'état. Sous la couverture du marché Serpente, l'un des plus hauts malle américaine, bonifiée à 2 200 F et un coffre en cuir clouté du dix-huitième siècle à 5 300 francs.

GERSAINT.

FOIRES ET SALONS D'ANTIQUITES ET DE BROCANTE (B)

Maguy-en-Vaux (A), 4-6 juillet, Bergues (A-B), 4-6 juillet. Pont-Saint-Espirit (B), 4-6 juillet. Amboules (Grange de Neugny - A-B), 7-14 juillet. Touques (B), 10-11 juillet. Prunoy (par Charny, Yonne), les antiquaires au château, 10-21 juillet. Les Isambert (B), 10-11 juillet. Méroux (B), 12-15 juillet. Mitrains (B), 12-14 juillet. Toulon (B), 12-14 juillet. Etapes (A-B), 12-20 juillet. Apt (A-B), 21-22 juillet.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 3 juillet 1980 :

● Autorisant la ratification de la convention portant création d'une agence spatiale européenne, faite à Paris le 30 mai 1975.

● Portant modification du statut du Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA).

● Prorogeant le mandat des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon.

UN DÉCRET

● Fixant le montant de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

UN ARRÊTÉ

● Fixant les taux et les conditions d'application, aux boissons alcooliques importées par des voyageurs ou contenues dans les petits envois adressés à des particuliers, de la taxe forfaitaire prévue à l'article 285 du code des douanes.

DES LISTES

● D'admissibilité au cycle préparatoire aux concours internes d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

Paris en visites

VENDREDI 4 JUILLET

● Saint-Germain-en-Laye, 15 h, sortie R.E.R., face entrée du château, Mme Bachelier.
● Le parc Monceau, 15 h, métro Monceau, Mme Huiot.
● Montparnasse, 15 h, métro Edgar-Quinot, Mme Oswald.
● La manufacture des Gobelins, 15 h, 42, avenue des Gobelins, Mme Pataut.
● Le Marais Illuminé, 21 h, 30, métro Saint-Paul, Mme Oswald (Collection nationale des monuments historiques).
● Hôtel de Launay, 15 h, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).
● Collège des Bernardins, 15 h, parvis de Saint-Julien-le-Pauvre (Omnibus de l'histoire et d'art).
● Le Marais, 15 h, devant l'église Saint-Paul-Saint-Louis (Mme Hager).
● Le Palais de Justice, 15 h, métro Cité (Mme Hager).
● Le cœur du Louvre et Saint-Germain-l'Auxerrois, 15 h, cour Carrée (M. de La Roche).
● Le Marais, 21 h, métro Saint-Paul (Lutèce Visites).

Conférences

20 h, 15, 27, rue Oppert, M. G. Pichon: « L'œuvre épigraphique avec expérience »; M. M. Jodin: « Voyages » (GRACQ).

loterie nationale									
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER, TOUTS CUMULÉS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS									
TRANCHE DE JUILLET DES SIGNES DU ZODIAC									
TERMINAL	FINALES	SOMMES	SOMMES	SOMMES	SOMMES	SOMMES	SOMMES	SOMMES	SOMMES
NUMÉRO	NUMÉRO	ZODIAC	ZODIAC	ZODIAC	ZODIAC	ZODIAC	ZODIAC	ZODIAC	ZODIAC
1	2 238	capricorne	7 000	7	2 238	taureau	10 000	10 000	10 000
	9 451	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	9 581	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	17 551	scorpion	3 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
2	208	scorpion	7 000	8	2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	2 372	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	2 812	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	11 282	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
3	811	scorpion	7 000	9	2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	811	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	28 423	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
4	54	scorpion	7 000	10	2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	828	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	2 816	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	1 885	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	1 285	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	28 085	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	18 815	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
5	2 478	scorpion	7 000	11	2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	7 288	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	2 246	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
	18 326	scorpion	7 000		2 238	scorpion	10 000	10 000	10 000
PROCHAINES TRANCHES LE 9 JUILLET 1980									
LA TRANCHE DU VELO à BALAKOFF (Précédente)									
L'ARLEQUIN DE JULES ET PAUL (Précédente)									
LOTTO									
Tirage N° 27									
5 32 34 36 40 47									
PROCHAIN TIRAGE LE 9 JUILLET 1980 VALIDATION JUSQU'AU 4 JUILLET 1980									

هكذا من الأصل

ANAC

Anacyclo-
palindromique

SOLUTION DU PROBLEME



Le Monde DES LIVRES

Les laconismes de Guillevic

● L'art de s'esquiver
en riant.

D'ÉPIQUE, sans images ni métaphores abusives, le comportement des objets et des phénomènes comme s'ils étaient le reflet psychique de l'homme; sans en déduire le moindre didactisme, une sorte d'accord idéal entre le monde et le subconscient; établir les lois de la fable venue au secours de l'histoire, mais toujours tenue en respect: telles sont quelques-unes des constantes dans l'univers de Guillevic, qui met à son service une écriture on ne peut plus dépouillée, afin que l'observation apparaisse comme une évidence à sonorité presque populaire.

Le malentendu
universel

Autres, plus lapidaire et plus laconique que jamais, ne se veut point différent, malgré les apparences: des schémas, des dérivées, de courts dialogues. A première vue, on dirait de Guillevic, sinon mineur, du moins qui accepterait de passer pour relativement enjoué, tout de clins d'œil, malicieux, même facile. C'est une illusion: à son point le plus nu dans l'ellipse, Guillevic est merveilleusement lui-même, au milieu de ses astucieux, comme si la gravité lui imposait de se moquer à la fois d'elle-même et de lui. Mais toute la richesse — presque immette, si l'on veut — de sa manière d'être perçue en ses maigres syllabes.

Dire: « J'ai un cheval dans la poche / Et d'ailleurs c'est une gaffe », ne traduit pas seulement la volonté de plaisir, mais aussi le malentendu universel

des apparences. Dire également: « Il s'enfuit, ce clocher. — Non. Comment tu sais? — Il tombe », c'est nier toute notion de réel et prêter, plus que jamais, aux choses des sentiments qui nous aident à revaloriser les nôtres, devenus suspects. Dire encore: « Ça va? — Ça va. — Toi, ça va? — Ça va sans moi », c'est ramener l'absurde à une formule essentielle. Dire enfin: « A tire d'ailes. — Ça se dit. — Tu pratiques? — Comme si c'est subtiliser l'air et deux mille ans d'illusions et ouvrir des horizons à partir de quelques mots.

« J'invoque le sacré »

Guillevic a ce pouvoir-là, presque en riant, presque en esquissant:

« Suppose
Que le ciel de la plaine
Soit jaloux de nous deux
Et que je le demande
Envers lui de sourire
Qu'il attende de la terre
Depuis les origines.

Suppose
Que nos cœurs se mettent
A hurler tous ensemble
Et que je le demande
De les faire se battre
Et de chanter victoires
Avec le serviteur.

Comment Guillevic en est-il arrivé-là, c'est-à-dire à donner à tout rapport avec les objets un air de légende? C'est la question à laquelle répond, un livre d'entretiens, *Vivre en poésie*. Le poète y retrace les étapes successives de sa carrière. Modeste fils de gendarme breton, élevé en Alsace, fonctionnaire, écrivain qui mit un certain temps à s'imposer, ami d'écrivains célèbres, communiste convaincu au point



(Dessin de Jérôme OLIVIER.)

d'accepter dans son écriture même les règles du jdanovisme, enfin libéré et grand poète qui ne doit rien à personne: c'est cet itinéraire original et sans ostentation qu'il nous invite à découvrir, avec une simplicité et une bonhomie bien rares chez nos prophètes de la plume.

Il dit très banalement, donc très profondément: « La poésie est ce qui permet de tenir. » Avec plus de gravité il ajoute: « *Vivre tout événement quotidien dans les coordonnées de l'éternité,*

c'est pour moi la poésie. » Ses contradictions, comme ses naïvetés, il les avoue avec une pointe de douleur: « En tant que matérialiste, j'invoque le sacré. Pour moi, le poète doit aider les autres à vivre le sacré dans la vie quotidienne. » On n'a aucune peine à aimer Guillevic, le poète et l'homme.

ALAIN BOSQUET.

AUTRES, de Guillevic. Gallimard, 215 pages. Environ 45 F.
* VIVRE EN POÉSIE, entretiens avec Guillevic. Stock, 282 pages. Environ 55 F.

Le pouvoir et la prison

● Michel Foucault
contesté par des histo-
riens.

VOILÀ un livre stimulant, qui confronte l'historien et le philosophe, l'homme du concret et l'homme des concepts, le travailleur des archives et l'architecte des idées. Il tourne tout entier autour de *Surveiller et punir: naissance de la prison* (1975), où Michel Foucault a continué l'entreprise commencée dans *L'Histoire de la folie à l'âge classique* (1961) et *La Naissance de la clinique* (1963).

On connaît la thèse fondamentale que développent ces ouvrages: l'asile, l'hôpital, la prison seraient trois aspects d'une gigantesque machine de dressage et de conditionnement dont les écoles, les casernes, les usines et les bureaux constituent d'autres formes. Par tous ces moyens d'enfermement, la bourgeoisie rationaliste tend à créer une société qui discipline les corps, les esprits et les consciences pour garantir un ordre efficace et une production profitable, tout en les faisant échapper aux idéologies religieuses. Le règne de la raison se confondrait donc plus ou moins avec une organisation quasi mécanique où le « pouvoir de normalisation » engendrerait la « formation du savoir », les deux se renforçant mutuellement.

Quelques peintres
redoutables

La première partie de l'impossible Prison oppose Foucault à quelques disciples de Chlo, d'abord dans un combat singulier avec Jacques Léonard à travers leurs articles de 1978, ensuite dans un débat inédit avec deux membres de la Société d'histoire de la Révolution de 1948. La seconde reproduit une série d'études sur

le système pénitentiaire français au dix-neuvième siècle, suscitées par les thèmes de *Surveiller et punir* (1).

Derrière cette construction d'apparence hétéroclite, on découvre une profonde unité. Les questions sont bien posées dans le duel entre le critique et l'auteur, vivement mené, avec des flouris moins mouchetés que le feraient croire des habiletés de style et une courtisane souriante qui dissimulent quelques points redoutables.

On regrettera que l'échange à trois ait été réduit à un dialogue où le philosophe à forte identité se voit opposé un historien abstrait qui masque tous les autres interlocuteurs. On aurait l'impression d'un accusé devant des jurés d'autrefois si le premier ne manifestait un dynamisme dont leur anonymat prive les seconds. Les faibles pour s'arracher à deviner qui pose les questions les plus embarrassantes, de Michelle Perrot qui présente l'ensemble de l'ouvrage, de Maurice Agulhon qui le conclut, ou de leurs compagnons qui ont écrit l'un ou l'autre chapitre.

Telle quelle, cette table ronde éclaire la pensée de Michel Foucault et le problème des modèles en histoire. Quand on lui reproche de produire quelque chose dans le genre du « type idéal » de Max Weber, « qui paralyse et rend muet quand on veut rendre compte de la réalité », l'auteur de *Surveiller et punir* répond qu'il tente seulement de mettre bout à bout des programmes, des technologies, des dispositifs, en essayant de voir le jeu et le développement de réalités diverses qui s'articulent les unes aux autres.

De cette articulation, il trace un schéma remarquable, constitué par « un polygone ou plutôt un polyèdre d'intelligibilité ».

MAURICE DUVERGER.

(Lire la suite page 21.)

(1) Études publiées dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 10 à 2 de 1977 (épisodes).

Jean Lahougue métamorphose Agatha Christie

● Une mystérieuse
affaire... de style.

Eh bien! non: il le confie en toute candeur et modestie, ou en toute malice, son abécédairiste portatif ne lui rien de moins que l'œuvre complète d'Agatha Christie. On retombe aussitôt sur ses pieds puisque dans la seconde descente de la rue, côté rue Monge, Agatha occupe une place privilégiée. Il faudra bien éclaircir un jour pourquoi, depuis sa disparition surtout, la vieille dame aux quatre-vingts romans s'est mise à tracer, exciter, parfois obséder écrivains et critiques. Mais jamais encore démonstration si éclatante n'avait été donnée de ce passage d'un spectre.

Le narrateur de Jean Lahougue écrit pour laisser une trace et même la publier. Narrateur quelque peu proustien qui commence un chapitre par: « Longtemps la lecture de ces pages... » et poursuit: « Autrefois je souffrais de sentir s'effriter sous mes doigts les pierres que j'avais ou se glacer les vitres. » Plus d'une fois, il nous tend le double miroir révélateur, écriture-mémoire, et s'y regarde: « Dès lors, je commençais à jouter de tout, incapable de déborder ce que j'avais vécu de ce que j'avais écrit, les mots s'affirmant en fil des semaines plus consciemment que les souvenirs... »

YVES FLORENNE.

(Lire la suite page 18.)

Les mystères
de l'Opéra et le
flamboiemment
des passions...
PIERRE-JEAN REMY
PANDORA
ROMAN

« Décidément, il faut se rendre à l'évidence, Pierre-Jean Remy est notre grand feuilletoniste contemporain... Tous les livres qu'il écrit pour Albin Michel sont des réussites, mieux que cela même. »
Françoise Kératrec'h / Le Matin

Albin Michel

« Trente Mille Jours », de Maurice Genevoix

Bienheureuse appartenance

J'IGNORE si c'est cela qu'on appelle la psychosomatique, mais on ne me retirera pas de l'idée que l'existence sourit à ceux qui savent l'aimer. Si Maurice Genevoix, à quatre-vingt-dix ans, se porte comme un charme et continue de donner des fruits chaque saison, c'est qu'il entretient avec la nature des liens exceptionnels. Rester sur ces liens, comme y invite *Trente Mille Jours*, ce n'est pas seulement méditer un cas de bien-vivre presque unique dans le siècle; c'est en prendre de la graine.

Première marque de santé: alors que la plupart des auteurs croient bon de couronner leur œuvre par des réflexions générales sur l'époque, Genevoix s'en garde bien. Il lui coûte sans doute, plus qu'il ne l'avoue, de ne pas s'étendre un peu sur le rôle des événements atroces de 1914 dans le pacifisme de 1940, ou sur le relâchement actuel de l'enseignement littéraire. Mais l'écrivain avisé voit bien que ces débats d'idées exposent aux lieux communs, et le forestier de grand flair qu'ils nuisent aux livres comme, aux arbres, les boules de gui. Avec Maeterlinck, il tient que « la simple vie des êtres contient des vérités mille fois plus profondes que toutes celles que peuvent concevoir nos plus hautes pensées ».

La vie a beau être longue et pleine, sa mémoire bricole, l'auteur ne prétend pas, après s'être déjà raconté comme il l'a fait, ne livrer que de l'insédit. C'est de la petite enfance, il me semble, qu'il ramène aujourd'hui le plus de souvenirs nouveaux. Plongée précieuse, quand on sait à quel point la richesse des sensations futures, et des destins eux-mêmes, dépend de ce premier ensemencement; ne dit-on pas qu'il douze ans « tout est joué »? On goûtera en particulier le pèlerinage au « magasin » de l'Onclé, avec ses produits, ses odeurs et ses besoins d'un autre siècle. On retrouvera avec douceur les souvenirs, moins neufs, de pêche aux ablettes ou aux chevesnes, de courses dans les bois, yeux et narines grands ouverts. Revoici le lycée d'avant 1910, dont uniformes, tambour et discipline faisaient une antichambre de l'armée; voici la garnison à Bordeaux, dont l'insouciance rappelle les *Gaietés de l'escadron*...

Pas pour longtemps! À vingt ans, survient pour le jeune normalien fou de vie et d'amitié, le « temps ignominieux » où le devoir commande de tuer ou d'être tué. Sur cette période qui a ouvert dans sa vie une « coupure béante »,

Par Bertrand Poirot-Delpech

et nourrit la première partie de son œuvre, Maurice Genevoix reprend des anecdotes connues: le bouton de capote qui lui a sauvé la vie en détournant une balle; l'étoile entrevue du fond de l'ambulance qui l'évacue, l'épaula gauche en charpie; le capitaine qui s'indigne qu'une section ne compte que vingt et un morts, quand les autres en alignent vingt-six; l'agonisant qui murmure: « Oh! la la, valse lente! »; l'autre blessé dont le regard, avant de se voiler à jamais, montre au narrateur le chemin qui lui évitait la mort.

On connaissait ces scènes par *Ceux de 14* et, plus récemment, par *La Mort de près*. Mais on comprend que l'auteur n'imaginerait pas de recenser ses souvenirs essentiels sans au moins mentionner ceux-là, entre tous sacrés. Et l'environnement où il les replace aujourd'hui approfondit leur signification.

La fraternité qu'il a ressentie dès le baptême du feu et devant les manifestations de solidarité instinctives, l'ancien combattant continuera de l'éprouver et de le servir dans son métier même d'écrivain, comme dans ses amitiés littéraires. Devant Louis Barthou ou le maréchal Juin, il ne pourra oublier qu'ils ont subi des blessures comparables à la sienne.

Mais, en réalité, le don de camarade lui est venu bien avant les tranchées. Dès l'école, l'excellent élève se double d'un casse-cou et d'un fameux copain. La chance veut, par la suite, qu'il ne rencontre pas de ces maîtres écrasants qui vous laissent, à vie, des besoins de prosternement. De la commune à l'Académie, Maurice Genevoix cherche dans l'autre des similitudes, des différences, avec la même curiosité qu'enfant, à l'air d'un des bestioles. D'où, peut-être, cet éternel écart de Genevoix dont il ignore l'origine!

Le « privilège de la vieillesse », disait Hugo, c'est d'avoir, outre son âge, « tous les âges ». L'auteur nous fait profiter à plein de ce privilège. En zigzaguant à travers les trente mille jours de sa vie comédée, on finit par s'interroger moins aux souvenirs eux-mêmes qu'au mécanisme de leur surgissement. On s'émerveille avec lui que le tissu serré de la mémoire tremble tout entier, si tôt qu'en on effleure une maille. On l'approuve de se comparer à un veneur de lui-même arpètant la forêt de son passé et déblayant ses propres traces. Comme pour Proust, la réalité ne lui paraît se former que dans la mémoire.

On le croit sans peine lorsqu'il précise que ce retour sur soi n'entraîne chez lui ni regret ni nostalgie. Cela se sent à une jouissance de l'instant présent, manifestement inébranlable. Pas une heure, dit-il, qui n'ait été pour lui une « révélation », une « ferveur ». Et le bonheur de ces instants se prolonge dans la recherche des mots les plus adéquats pour les restituer. Une fois encore, les citations coupées de la nature et condamnées à des conversations de plus en plus frustes prendront, à lire Maurice Genevoix, une leçon de vocabulaire, moins savant qu'ajusté: belle occasion de deviner ce que signifient les « mouilles » d'un fleuve, les « douilles » d'un fût, les « mbrisses » du chat.

TRENTE MILLE JOURS ne serait jamais qu'une plongée de plus dans le passé d'un grand écrivain, qu'une jolie leçon de choses et de mots, si ne courait tout au long du livre, hors de tout intellectualisme et loin de toute impudence mais centrale, lancinante, la question qui explique la regain de succès de Maurice Genevoix, notamment auprès des jeunes: au-delà de sa sensibilité écologique en avance de trois quarts de siècle, qu'est-ce qui le rend si apaisé, dans ces temps de tourment? Qu'est-ce qui l'insère si parfaitement dans son milieu: nature, bêtes ou gens?

Cette harmonie préexistait au bonheur d'avoir survécu à la boucherie de 1914, et le dépasse. C'est le plaisir viscéral de se raccorder sans cesse à autre chose que soi: une convivence intime avec l'abbaye ferrée ou la maison retrouvée, comme avec l'ennemi ou l'ami; une accentuation accrétée de l'autre le plus différent; la recherche de n'importe quel contact, quel que soit, même, un *il y a* auquel l'écroul, d'un naturel pourtant froussard, se laisse prendre aussitôt; un consentement si jubilant à la variété de la création, à l'espace, à la coulée du temps, que l'auteur n'a plus qu'à « valser », ce qui veut dire, dans sa langue choisie, suivre le fil de l'eau, les fantaisies du destin.

Tout notre malheur vient de ce que nous avons perdu le sens de ce qui nous relie, au frère d'armes comme à la couvée d'hirondelles.

La culture occidentale a trop sacrifié l'individu, trop suspecté le groupe et le corps. Elle a trop débordé nos rapports avec l'espèce et la durée à des constructions de la raison, à des traites sur Dieu et l'au-delà, à des efforts mortels.

À la solitude anxiieuse qu'entraîne, Maurice Genevoix, pourtant nourri de cette culture, oppose par la seule force de sa complexion et de son éducation campagnarde, une sorte de communion tranquille à l'orientale. Puise sa sagesse faire des envieux! Car enfin: heureux celui qui se sent dans le monde comme un animal au cœur de la forêt complice! Bienheureux, sainte, appartenance!

* TRENTE MILLE JOURS, de Maurice Genevoix, Le Seuil, 380 pages. Environ 47 F.

Julia Kristeva

Pouvoirs de l'horreur

Essai sur l'abjection

Julia Kristeva, l'une des figures les plus fascinantes de notre temps. Son dernier livre lui vient de toutes ses dimensions mêlées, à qui la voix de la psychanalyste donne une force renouvelée. *Le Matin*

"Voici un livre noir, insupportable, scandaleux et qu'il faudrait par conséquent, une fois n'est pas coutume, mettre entre toutes les mains... Un parcours qui est un modèle de rigueur, de savoir, d'érudition". *Bernard-Henri Lévy*

"Enfin un vrai livre, de ceux dont on sort jubillant, fourbu, modifié. Rarement les sciences humaines ont été si bien employées à éclairer la littérature et la littérature à éclairer nos ténèbres. Par l'ampleur de son information et de son intelligence Julia Kristeva domine de haut les critiques universitaires apparus depuis dix ans. *Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde*

"Parlant de l'abject, Kristeva trouve un ton d'une élégance rare et apparaît d'emblée comme l'héritière d'une des grandes leçons de Barthes : ne pas craindre de faire jouer dans la rigueur théorique une effective dimension de séduction. *Guy Scarpetta / Le Nouvel Observateur*

256 pages - Collection Tel Quel dirigée par Philippe Sollers



SEUIL

La sélection d'été de l'Académie Goncourt

L'Académie Goncourt vient de déterminer une première sélection de dix-neuf titres qu'elle recommande aux lecteurs, aux libraires et à la critique. Cette sélection d'été sera suivie, en septembre, d'un dernier choix en vue de l'attribution du prix Goncourt.

La liste des livres recommandés pour l'été est la suivante : *Une affaire intime* de Max Gallo (R. Laffont); *Belle fièvre* de Danièle Rosadol (J.-Cl. Lattès); *Blackbird* de Tony Cartano (Bouchet-Chastel); *La Conquête du fleuve* de Clément Lepetit (Seuil); *Contretemps* de Didier Martin (Gallimard); *Dieu regarde et se tait* d'Annie Saumont (Gallimard); *L'Enfant du Mont-Salvet* d'Henri Bonnier (Albin Michel); *Une forêt soumise* d'Elvire de Brissac (Grasset); *Fort Sagane* de Louis Gardiel (Seuil); *Le Jolo souffrance* de Zoo Oidenbourg (Gallimard); *La Leçon d'anatomie* de Vladimir Volkoff (Julliard); *Age d'homme* de Courqueno de Paula Constant (Gallimard); *Une passion en Bavière* de Jean Gaudon (Grasset); *Une passion ingénu* de Robert André (Gallimard); *Le Pays sous l'écorce* de Jacques Lacarrière (Seuil); *Un cœur tout neuf* de Claude Mauriac (Grasset); *Pour le portrait d'un roi* de Jean-Marie Fontenay (Grasset); *Le Testament d'un poète juif assassiné* d'Elie Wiesel (Seuil); *Usage de la parole* de Nathalie Sarraute (Gallimard).

Flaubert à Manchester

"Si l'on forgeait à Birmingham ou à Manchester des machines à raconter ou à analyser en bon anglais les fonctionnements de toutes les choses, elles fonctionneraient absolument comme M. Flaubert." Ce propos, acide, de Barbey d'Aurevilly aurait pu servir d'exergue au colloque international organisé fin mai à l'initiative de M. Michael Wetherill et de Bernard Jean par l'université de Manchester et la délégation culturelle française, puisque ce fut « la dimension du texte » qui retint les participants. Soit encore Flaubert, ouvrier parvenu de la prose et subtil technicien du roman.

On mit en évidence les effets de structure : des systèmes de signes, des séries thématiques organisant Madame Bovary ou l'Education sentimentale, tissant comme un récit profond sous l'agencement narratif. Et ce dernier ménage des incertitudes, des discordances, des lacunes qui laissent en suspens le désir de savoir. La description flaubertienne procède bien souvent par décomposition, fragmentation, mais aussi par

la vie littéraire

excès : il s'agit moins de mimer que de « miner l'univers ». L'œuvre de Flaubert paraît ainsi rélever, à ces degrés divers, de la même entreprise de « démolition » calculée que le *Dictionnaire des idées reçues* : elle laisse incertaine la saisie d'un sens déterminé, d'un bon sens, et recèle une inquiétante puissance d'ironie. Son recours, masqué, à la « philosophie » sadienne, est bien l'une de ses dimensions encore mal reconnues. *ANNE HERSHBERG-PIERROT.*

Une correspondance inconnue de Rilke

Encore une correspondance inconnue de Rilke, la poétesse russe Marina Zwetajewa. Ils échangèrent, sans s'être jamais vus, six lettres passionnées entre mai et septembre 1926. Rilke mourut en décembre. Entre eux, deux hommes, Leonid Pasternak, le sculpteur que Rilke avait connu en 1899 au cours d'un voyage en Russie, et son fils, Boris, jeune poète alors en pleine ascension. Boris Pasternak, très après de la poétesse, qu'il ne connaissait d'ailleurs qu'en 1955, fait figure de tiers exclus entre elle et Rilke. Au total, entre ces personnages, quarante-huit lettres, en partie perdues puis récemment retrouvées. Après une publication partielle en russe, l'édition complète sort en première mondiale, en langue italienne, aux Editori Riuniti (Rome), retraduites de l'allemand et du russe, sous le titre *Il Settimo sogno* (le Septième Rêve). Espérons qu'une édition française sera donnée de ce document aussi important sur les derniers mois de Rilke que sur la jeunesse de Boris Pasternak et sur Marina Zwetajewa, solitaire, tout à fait digne en poésie de l'un et de l'autre. — J. N.

Le forum de la dissidence

Les Occidentaux ont tendance à regrouper en un ensemble indistinct « les dissidents » — comme si ceux-ci n'avaient pas suffisamment goûté aux délices du parti unique. En fait, les divisions sont profondes au sein de cette nébuleuse, la dissidence. D'où le projet de la revue *Continents*, éditée par Gallimard, qui se propose d'être un forum, un lieu de débats publics et contradictoires entre ces différentes tendances. Mais cette fonction ne peut être seulement à usage interne, et c'est pourquoi il existe une édition française qui devrait bénéficier de l'intérêt de tous ceux pour qui la dissidence ne se réduit pas à Soljenitsyne, et qui souhaitent avoir sur la réalité soviétique divers témoignages.

Dans le numéro 6, qui se termine sur un

appel à la démocratie, on peut lire des points de vue autorisés sur les Jeux olympiques ou le phénomène concentrationnaire, ainsi que des textes littéraires qui reflètent chacun à leur manière le monde du socialisme réel et du « mensonge déconcertant ». Enfin, le lecteur français ne peut manquer de se sentir concerné par les réactions d'André Sakharov sur l'énergie nucléaire. Le célèbre dissident paraît très loin des thèmes de nos écologistes. Pour lui, le développement du nucléaire est un impératif pour l'Occident, s'il ne veut pas tomber sous la dépendance de l'Union soviétique, en passe de contrôler les principales ressources énergétiques de la planète. *F. G.*

Week-end Audiberti à Marseille

Marcel Maréchal, le directeur du Nouveau Théâtre national de Marseille, est lié à Audiberti par une commune passion pour l'insouciance des mots et quelques rôles écrits par celui-ci comme sur mesure pour celui-là. Rien d'étonnant, donc, qu'il ait organisé récemment, conjointement avec la revue *Sud* (qui publiait, pour la circonstance, un numéro spécial Audiberti), un week-end consacré à l'auteur du *Cavalier seul*.

Chacun chercha, à sa manière, à faire entendre la « petite musique » d'Audiberti. Les comédiens par la voix et le geste. Les poètes et les universitaires par l'analyse. Sous la petite musique en question, une poétique et une rhématique à la fois secrètes et complexes. Un moment de grâce : Gabriel Monnet redécouvrait des textes qu'on lui avait demandés de lire ininterrompu. La poésie, soudain, avait l'air de naître.

Une excursion du côté du cinéma contribua à rappeler le génie romanesque d'Audiberti : Jacques Barlatte présenta avec humour le film qu'il réalisa d'après la *Poupée*. Vingt ans après, l'ubuesque pochade semble rejointe (voire dépassée) par la réalité ! Enfin, bien sûr, le théâtre. Maréchal et Monnet se remémorèrent leur rencontre avec Audiberti. Avec un dramaturge, mais surtout avec un langage. Intervinrent également des metteurs en scène de la nouvelle génération, des comédiens, des scénographes. Tous s'accordèrent à replacer l'œuvre audibertienne par rapport à l'une des problématiques majeures du théâtre actuel, la relation de la parole et du plateau. De fait, dans son foisonnement, dans sa « glorie », le verbe audibertien tend au comédien, au metteur en scène, de redoutables embûches.

JEAN-JACQUES ROUBINE.

en bref

RENCONTRES « CROISIERES »

A CERGY. — Afin de faciliter la rencontre d'intellectuels venus d'horizons divers et intéressés par des problèmes différents, le Centre culturel international de Cergy, outre ses colloques habituels, inaugure, du 4 au 14 août, une formule nouvelle, imitant les séances de deux manifestations distinctes. Il espère ainsi permettre aux participants venus pour l'un, soit d'assister à quelques séances de l'autre, soit d'en rencontrer, hors séance, certains participants. Les deux thèmes « Littérature québécoise d'aujourd'hui : situations et formes » et « Pour une théorie matérialiste du texte » (à partir du travail de Jean Ricardou) seront les sujets de cette expérience de rencontres croisées. (Renseignements : C.C.I.C., 8820 Cergy-la-Salle, tél. : (33) 46-91-68.)

« X A-T-IL UNE NOUVELLE HISTOIRE ? », telle est l'interrogation à laquelle un colloque, organisé par l'Institut collégial européen, donnera ses réponses du 18 au 23 juillet, à Loches, avec le concours d'historiens français, anglais, suisses et allemands groupés autour d'Emmanuel Le Roy Ladurie. (Renseignements : secrétariat de l'I.C.E., Logis des Montains, 37000 Loches.)

« SAINT-JOHN PERSE ET LES ETATS-UNIS » est le thème d'un colloque international organisé par le Centre Saint-John Perse de l'université de Provence du jeudi 3 au dimanche 6 juillet. Sur ce thème est présentée aussi une exposition dans les locaux de la Fondation Saint-John Perse à l'Hôtel-de-Ville d'Als-en-Provence, inaugurée le 4 juillet, jour de l'indépendance Day, elle sera ouverte au public à partir du 7 juillet, sauf samedi et dimanche. (Renseignements : Hôtel de Ville, 13810 Als-en-Provence, tél. : (43) 23-11-61.)

« UNE FOIRE AUX LIVRES » se déroulera les 19 et 20 juillet dans la cité médiévale bourguignonne de Flavigny-sur-Ognon. Au cours de cette foire, sont prévus un débat sur le thème : « Que nous fait-on lire ? », une exposition sur la fabrication d'un livre et un concert de musique ancienne. (Renseignements : Flavigny-animation, 21130 Flavigny-sur-Ognon, tél. : 96-32-18.)

« PHILIPPE CUVAIL » est présenté dans le dernier livre d'or de la science-fiction (Presses Pocket). Cette anthologie, préfacée par André Ruellan, contient des contes et des nouvelles de P. Cuvail ainsi qu'une bibliographie de l'auteur de « Cette chère humanité ».

« LE SEJOUR DU PAYS EN FRANCE », un mois à peine après sa fin, fait déjà l'objet de deux ouvrages. Le livre de poche,

sous le titre « Voyage en France », publie le texte intégral des discours et messages du chef de l'Eglise catholique. Chez Flammarion, le message et les images de la visite papale sont réunis dans un album, « Jean-Paul II en France », avec un texte de R.-L. Bruckberger.

« LA QUATRIÈME TOME DU JOURNAL D'HERNÉ », la Cabane dans la neige, qui couvre les années 1945 à 1948, est publiée chez Christian Bourgois. Sont publiés en même temps chez le même éditeur, « Chasses subtiles » et « Visite à Godeholm ». Ces trois livres sont traduits de l'allemand par Henri Piard.

« FRANCIS LACASSIN et CHERIEUX BOURGOIS dirigent une nouvelle collection, à l'Odéon générale d'éditions, intitulée « Les maîtres de l'étrange et de la peur ». Représentant un exergue une formule de médecine, ils publient des textes dans lesquels, à du binaire au merveilleux, la transition

est insensible et le lecteur se trouve en plein fantastique avant qu'il se soit aperçu que le monde est loin derrière lui. Ils proposent des maîtres de l'étrange et de la peur du Japon, de Lafcadio Hearn, « Histoire d'un mort racontée par lui-même », d'Alexandre Dumas, « Voyages dans le cristal », de George Sand, et « Francine d'Ivoire » et d'Ivresse », de Jean Lorrain. F. Lacassin a écrit une préface et a révisé une bibliographie pour chaque ouvrage.

« LE FRIX 1980 DE L'ACADEMIE MAILLARD / FONDATION YVES-BOCHER », doté de 15 000 F, a été décerné au poète Yves de Baysse pour l'ensemble de son œuvre, et particulièrement pour son recueil « Inscrire », paru aux Editions Grasset.

« A PROPOS DES « ANIS DE FIERRE LOUÏS », dont nous avons parlé dans « le Monde » du 30 mai, une erreur s'est glissée dans la rédaction de l'adresse

de l'association. Le courrier doit être adressé à M. Bertrand Mathis, 13, cours Kennedy, 35000 Rennes.

« DANS LA SÉLECTION D'OUVRAGES POUR L'ÉTÉ, que « le Monde des Livres » du 27 juin a publiée, nous avons omis de citer parmi les livres de nos collaborateurs, le recueil de chroniques de Jean Taillonnage, dans sa série « la Vie aux champs », intitulée « le Bestiaire de la Terre, du ciel et des eaux » paru aux Editions Mazarine.

Vient de paraître

Récit
PIERRE SCHURER : *Le Pélole*. — Racontée avec la collaboration de Jean Noll, l'épopée d'un physicien tchèque qui vint de traverser la Méditerranée en pirogue pour rejoindre sa bien-aimée. (Presses de la Cité, 189 p.)

Histoire littéraire
COLLECTIF : *Général de Nerval*. — Des textes de Nerval particulièrement en relation avec la correspondance, les essais de vingt-cinq écrivains et chercheurs sur l'auteur des *Filles de feu*, ont été réunis, dans ce cahier, sous la direction de Jean Richer. (L'Harmattan, 435 p.)

Essai
CATHERINE THOMAS : *Pasham de Fanoon*. — A partir de l'analyse d'un roman en hindi, la découverte de la face cachée de l'empire britannique, dont les thèmes les plus traditionnels se mêlent, paradoxalement, l'acculturation subie au contact de l'Occident. (Editions de la Maison des sciences de l'homme, 155 p.)

Documents
ALAIN GUERIN : *Les Gens de la C.I.A.* — Avec la collaboration de Jacques Vatin, A. Guérin fait le point sur les méthodes et les objectifs de la trop fameuse agence de renseignement américaine. (Editions sociales, 392 p.)

DANIEL BILALIAN : *Le Camp de la grotte d'Enl*. — Le récit des « actions de dévouement » des nazis en camp de représailles de Ravensbrück, en Pologne, durant la seconde guerre mondiale. (Presses de la Cité, 213 p.)

ROGER CANAC : *For des origines*. — Ce livre sur la minéralogie nous entraîne à la découverte des cristaux des Alpes occidentales. La partie géologique est particulièrement riche en anecdotes sur les « rivalités d'hiver » d'Auguste d'Albi. (Denoël, coll. « Gesteon Références », 320 p.)

festival

Poetry International 80 à Rotterdam

LIÈRE des poèmes dans un parc devant une foule évaluée à plus de huit mille personnes, voilà une chose qui n'est pas courante, surtout en Europe, où l'on a de plus en plus confiné la poésie dans le confidentiel. Et pourtant, depuis dix ans, chaque printemps, la ville de Rotterdam fête des poètes venus du monde entier. Poetry International, animée par une équipe d'écrivains hollandais comme Marin Mooij, Van Der Stuy, Hans Keller, a réuni cette année, du 18 au 21 juin, une trentaine d'auteurs originaires de vingt pays. Tous les soirs, entre quatre cents et cinq cents personnes sont venues au centre culturel Doelen écouter les poètes lire leurs textes dans leur propre langue. Une traduction en néerlandais, préparée et travaillée bien à l'avance, suivait ou précédait la lecture.

Le principe de Poetry International est de favoriser la rencontre et la confrontation d'écritures et de langues différentes. Chaque année, un poète est choisi par une équipe pour être traduit au cours du Festival dans toutes les langues représentées. Tomas Venclova, écrivain lituanien dissident, vivant aux Etats-Unis depuis 1977 (sans sa famille empêchée de quitter l'U.R.S.S.), fut « le poète » de Poetry International 80.

Le Festival intervient aussi pour rappeler que des voix sont étouffées. En collaboration avec le Pen Club International, il distingue un poète — en prison ou en exil — par un prix, destiné non seulement à aider matériellement sa famille (20 000 F), mais aussi à attirer l'attention sur son sort. L'année dernière, le prix fut décerné au Marocain Abdellatif Laabi — toujours incarcéré. Cette année, c'est le poète de la Corée du Sud, Kim Chi Ha, qui a obtenu le prix. Arrêté en 1975, il a été condamné à vingt ans de prison pour atteinte à la sécurité de l'Etat.

Il faut noter, enfin, que le Festival s'est passé dans une ambiance très détendue et amicale. La poésie — par-delà la langue et l'inspiration — est un lieu et un moment d'intense complicité.

TAHAR BEN JELLOUN.

critiques

Qui est Marcel Arland ?

● Ses peintres répondent pour lui.

MATEUR passionné, Marcel Arland se décide à son tour à parler peinture, ou plus exactement à rassembler, ordonner, compléter les textes que lui ont inspirés, depuis plus de trente ans, et cette année encore, ses rencontres avec l'art plastique. Soixante peintres au moins : le beau musée imaginaire.

Cette « promenade » n'apprend rien aux initiés, sinon qu'il est Marcel Arland (c'est l'essentiel) et le titre même de son livre. Dans l'histoire de la peinture (1), il ne laisse aucun doute sur son propos. C'est l'histoire de rencontres fraternelles, et néanmoins ludiques, avec « ses » peintres, narrés dans le langage d'un écrivain et non d'un théoricien.

Sa prose limpide et chaleureuse n'a rien à voir avec le vocabulaire des spécialistes. Il suit en cela l'exemple de ses pairs qui se sont révélés à travers leurs admirations : un Jean Paulhan les intégrant à sa méthode, un Francis Ponge à sa poésie, un Jean Grenier à sa quête philosophique, et il ne sont pas les seuls. On ne parle pas des poètes et de leurs intuitions divinatoires, encore que Marcel Arland, aux prises avec Georges de La Tour, illumine soudain son analyse par la projection d'une citation fulgurante de René Char. Décidément l'écriture fait bon ménage avec la peinture.

Chez les artisans du verbe, un tel amour se fonde sur une connaissance approfondie. Ce n'est pas en touriste qu'Arland a parcouru les expositions, visité les musées et autres hauts lieux, fréquenté les ateliers. La peinture, il la sent, il la vit. Il l'interroge. Il la fait sienne. Rien d'étonnant qu'il suive la pente de ses affinités : du même coup elles permettent de le définir.

Sa « réflexion » lui renvoie sa propre image. Il va d'instinct vers ceux qui satisfont son goût de la clarté, de l'équilibre, son besoin d'une « conciliation de l'homme et de son monde », son classicisme en un mot, un classicisme qui, on va le voir, n'a pas peur de se dépasser.

Ses deux : d'abord la figure hantée de Piero della Francesca, qui le « ramène par sa précision, sa délicatesse et son inépuisable transparence » (Arland s'y retrouve), et, dans le panthéon français, où il se confie de préférence, Poussin et sa « noble campagne », ou « subtile printemps », ou « cette eau profonde et toute la science de cet art se trouvent confondues dans l'innocence du chant » ; Georges de La Tour, dont l'œuvre « ne

relate pas, elle célèbre » ; et en face de Claude Gellée, Arland reconnaît ses racines : « Je me sentais Lorrain et tout fier de l'être ». Dis-moi qui tu hantes...

Ceux qu'il hante... (ils sont légion), ce sont plus particulièrement Matisse, « qui a décliné le royaume de la grâce pour entrer dans celui de l'éclat et de la brûlure », Bonnard, qu'il rapproche de Corot « par la tendresse et la patience, le regard subtil et la complicité du cœur » ; Braque, « parfait accord de la main, du cœur et de l'intelligence » ; Villon, dont « la sensibilité qui peut paraître exotique (...) peut aller jusqu'à lyrisme, jusqu'à fétichisme » ; et les promesses de Tintoret, « une délicate harmonie vers la Terre promise » ; et Upac et sa « recherche d'une écriture profonde à travers l'homme et la nature ».

L'intelligence et le cœur

Mais son polythéisme ne se contente pas des divinités de sa parodie. Comme Gide, les extrêmes le touchent et l'on voit Arland, qui sait saluer les génies paroxystiques, placer très haut Van Gogh, Soutine, Rouault et, dans un autre registre, Paul Klee, dont l'art « si apaisé » est aussi « l'un des arts les plus sensibles ». Et puis, quelle que soit leur stature, s'avance la cohorte de ceux qu'il englobe dans son amour, même avec des réticences, et qu'il soumet parfois à une sorte de manie de la bifurcation, qu'on n'est pas obligé de partager — pas davantage, que certains des ses enthousiasmes. C'est son affaire après tout. On cherche l'homme, non le critique d'art.

Il ne veut pas être dupe et nouveau trait spécifique de son esprit scrupuleux, il s'impose pour ainsi dire une relecture des œuvres qui l'ont ému ou intéressé, dans un conflit, qui ne s'achève pas toujours sur un accord, entre l'intelligence, dont il a l'air de se défier, et le cœur : ce mot, il n'en est pas avare. « Oï en sommes-nous accablés », demande-t-il en réexaminant tel peintre sous un nouvel éclairage, ou dans une nouvelle phase de son évolution. En réalité, la question devrait plutôt s'énoncer : « Oï en suis-je... »

De cette confrontation, où sont notamment recommandés : Claude Monet, revu cette année et auquel il est reproché de ne s'être tenu qu'à ses apparences, en dépit de leur splendeur, ou Debuffet, ou Atlan, Picasso, à l'inverse d'un Rouault ou d'un Van Gogh, ne sort pas indemne. Arland l'avait magnifié naguère plus d'une fois et trouvé pour lui cette formule : « Son génie est une longue impatience ». En 1968 encore il glorifiait « le singulier élan d'un démiurge qui nous convie aux fêtes de sa création ». Eh bien, après la dernière exposition du Grand Palais, s'il persiste à applaudir le « phénomène Picasso » (et ses extraordinaires dessins et gravures), il rectifie le tir : « Mais, émis, il n'arrive rarement de l'être. Et je dois avouer que maintes œuvres, dans cette exposition, m'ont paru froides et sans nécessité ». Arland, le conteur, ne s'en laisse pas conter.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* L'Arrière, Lescot, éditeur, 9, rue Ampère, 324 pages, 50 francs 50.

(1) La réédition matérielle de l'ouvrage souffre, hélas ! de légères imperfections : par exemple, des coquilles dans les noms propres, l'annonce d'une introductive étude sur Poussin et l'attribution à Claude de la *Méduse* de Saint-Pierre de Piero della Francesca.

Autour de Picasso

● L'histoire d'une amitié.

TOUTES les années d'amitié sont trop courtes. Ici, deux couples vivent les dernières années de leur somptueuse et précieuse réunion. Dans leurs rencontres, l'improvisation perpétuelle du bonheur est une simple et générale création — plus brillante encore peut-être que toute œuvre faite pour les musées (et Dieu sait, si chez eux, ce genre de créations n'a pas manqué !). On peut, à la rigueur, lire avec une tendresse fraternelle l'histoire des soirées, des palabres, des sempiternelles discussions sur l'art, de ces amoureux, en oubliant, pour lire, qu'il s'agit tout de même Picasso et Jacqueline, Pignon et Hélène Parmelin. S'ils étaient des gens obscurs, leur histoire d'amitié n'en serait pas moins sublime.

Quand l'histoire commence, Picasso est né depuis déjà très longtemps. Le grand âge n'est pas pour lui une maladie. Il n'est pas, comme se le demandent les étrangers qui n'ont pas le bonheur de l'approcher, « diminué ». Il ne « diminue » jamais.

Raconté par Hélène Parmelin avec une tendresse sans atténuation, les merveilleuses années, douloureuses à force d'être réelles, l'histoire de l'amour chez tous trois, et peut-être surtout chez Jacqueline, personnage d'une grandeur tragique, qui sait veiller sur Picasso

sans jamais lui donner le sentiment insupportable de le « ménager ». On ne « ménage » pas un homme qui travaille comme un forcené, qui s'amuse comme un fou, qui s'intéresse à tout et veut tout savoir. Picasso n'est pas un homme qu'on envoie au lit quand il se fait tard. Et c'est cela qui est magnifique dans ce livre plein de joie et de douleur : l'intelligent respect des trois amis les plus proches du peintre, dont la vitalité les épuise parfois, et dont l'éveil prodigieux est une fête.

On l'écoute, on dispute avec lui, on l'informe (Hélène assiste sur le bord de son lit lui donne les nouvelles de Paris dès qu'elle arrive, et l'insatiable curiosité de son interlocuteur la tient ja de longues heures). On conspire aussi — il le faut bien, — quand les journaux en quête de sensationnel annoncent périodiquement qu'il est à l'hôpital de la mort. Il n'est pas bon, dans ce livre, le rôle des journaux à sensation. En dépit de toutes les précautions, Picasso a vent parfois de ces nouvelles. Une fois, au téléphone, il répondra : « C'est la mort qui vous répond ».

Les mots de Picasso foisonnent dans ce livre — recueillis avec merveilleusement par Hélène Parmelin, dont Picasso disait : « Pignon, c'est mon peintre, mais Hélène, c'est mon frère ».

JOSANNE DURANTEAU.
* VOYAGE EN PICASSO, éd. L'Arrière, Lescot, 235 pages, 50 francs 50.

Michel Leiris face à Bacon

MICHEL LEIRIS a toujours abordé les peintres en écrivain et non en historien d'art. Il ne s'est pas contenté de les replacer dans un contexte panoramique, ou de les classer par affinité. Il a préféré analyser ses propres réactions à leur présence : à tout le savoir de la culture, il a ainsi pu donner une dimension volontairement subjective. Cette méthode, qui est aussi celle de Jean Paulhan ou de Marcel Arland, a l'avantage des méandres et des charmes psychologiques, comme si le peintre considéré servait en quelque sorte d'occasion à l'écrivain de se surprendre à travers lui.

Les quelques chroniques recueillies dans le livre *Au verso des images* participent de cette manière d'interrogation : le peintre devient un excitateur, grâce à qui l'écrivain s'interroge sur lui-même, non d'ailleurs sans rendre un insignifiant service au peintre : au bout de l'interrogation, c'est finalement du peintre qu'il s'agit. Ainsi la subjectivité admise conduit-elle à une objectivité plus subtile. Michel Leiris n'érige pas cette

attitude en système. Il peut parler — ici en particulier — de Giacometti ou de Matisse, sans nécessairement se dissocier d'eux. Au contraire, lorsqu'il aborde Picasso, et plus particulièrement Francis Bacon, il descend au fond de soi. On retrouve alors, face à ce phénomène étrange et tout de défilé qu'est l'œuvre d'un peintre, un homme obligé de prendre acte de chacune de ses réactions. Cet homme-là, nous le connaissons : c'est le méticuleux auteur de *Billures* et de *Fourbis*, toujours à l'affût des moindres manifestations de la conscience ou du subconscient. Face à Bacon, Michel Leiris s'interroge : l'écriture dans les zones les plus intimes de son moi lui semble, en définitive, plus nécessaire que de parler de lui avec un minimum de distance. Bacon — ou Picasso — y perd en majesté ; il gagne en profondeur psychique.

A. B.
* AU VERSO DES IMAGES, de Michel Leiris, Vata Morgana, 118 pages, 15 francs de l'Université, 34000 Montpellier.

PRIX KLEBER HAEDENS 1980

«...devant tant de beauté, d'intelligence, d'humour et de vérité, l'infini chez soi est un des textes les plus importants écrits en français depuis longtemps...»

JACQUES DE DECKER / LE SOIR

dominique rolin

denoël

Sabine Paugam

VOUS LE CROIREZ COUPABLE

roman

«Les vraies questions que pose ce livre concernent le rôle de la police dans les affaires criminelles et plus encore la manière dont la justice est administrée. On lit d'une traite ce roman témoignage.» Max-Pol Fouchet, VSD

«Une réussite. Un beau tempérament d'écrivain.» Frédéric Dard

«... L'intrigue est habile et parfaitement menée. C'est un très bon roman, bien écrit, qui se lit d'une traite.»

Jean-Marie Rouart, Le Quotidien de Paris

«Je pense que Sabine Paugam obtiendra tout le succès dont je la crois coupable.» Roger Borniche

«On y croit. Tout y paraît vrai. Je me pose cependant une question : les avocats sont-ils tous aussi corrompus que Michel Gérard, les juges aussi lâches que Philippe Ansay ?» Pierre de Boisdeffre

En vente chez votre libraire

ÉDITIONS DE TRÉVISE

COLLECTION ÉTRANGES ÉTRANGERS

A. BENARD DE RUSSAILH

Journal de voyage en Californie à l'époque de la ruée vers l'or 1850-1852

présenté par Sylvie Chevaley
«Un véritable petit chef-d'œuvre» Histoire Magazine

J. B. BOSSU

Nouveaux voyages en Louisiane 1751-1768

présenté par Philippe Jacquin

Un jeune officier parmi les Indiens au temps de la Louisiane française

Contes de Ghzala

recueillis en Tunisie par Myriam Henri-Panotti

Du merveilleux au quotidien, l'univers coloré et savoureux d'une petite communauté juive de langue arabe

AUBIER

PAR L'AUTEUR DU SINGE NU

DESMOND MORRIS

la fête zoologique

Desmond Morris possède l'art magique de tout dire sur les animaux... en s'amusant !
Un grand savant livre sa vie, à travers une expérience naturaliste unique.
Un livre enrichissant pour vos vacances !

CALMANN-LÉVY

Jacques BERQUE

L'islam au défi

essai

Inutile de chercher un modèle européen à ces arabesques... On les dirait traduites d'un texte toujours à naître ; figures tremblantes des boutures à venir...

Bertrand Poirot-Delpech — Le Monde

Gallimard

ROBERT LITTELL

LE TRANSFUGE

«Un des meilleurs romans d'espionnage actuellement en circulation. Tout près de Graham Greene et de John le Carré.» GILLES LAMBERT «LE FIGARO»

«Robert Littell ne cesse de nous dire, en mêlant humour et désenchantement, que le jeu glacé des grandes puissances ne convient guère aux âmes sensibles et ne supporte pas les hérétiques.» BERNARD ALLIOT «LE MONDE»

PRESSES DE LA CITE

JÜNGER

JOURNAL

tome I :
jardins et routes (1939-1940)
tome II :
premier journal parisien (1941-1943)
tome III :
second journal parisien (1943-1945)
tome IV :
la cabane dans la vigne (1945-1948)



chez le même éditeur :
abeilles de verre
chasses subtiles
orages d'acier
héliopolis
graffiti/frontalières
voyage à godenholm

CHRISTIAN BOURGOIS ÉDITEUR

récits

Maurice Roche peintre de la mort

• Un livre des plus toniques.

S'il faut trouver un ancêtre à Maurice Roche, qui se réclamait pour *Macabré* de Guyot Marchant et de François Babelais, on se tournera du côté de Jean-Baptiste Chassignet dont le *Mépris de la vie* et la *Consolation de la mort*, recueil de quatre cent quarante-quatre sonnets, ne méritent pas d'être oubliés. Avec *Maladie mélodie*, « l'histoire d'une vie brève et d'une longue agonie », Roche rejoint en beauté les chanteurs du malheur de vivre, les contempteurs du divertissement. Il le fait dans un style sinistre et vif. Que sa méchante réputation d'illibéralité ni son entassement de références, surtout musicales, ne vous empêchent pas d'ouvrir un des livres les plus toniques qui soient. Certes, l'auteur réclame des esprits aussi débarbouillés que le sien, séduits par l'art du calembour, les allusions, les blagues, les reprises et les redites. Mais le jeu en vaut la chandelle : tout le reste est si ennuyeux et sans surprises !

Paradoxes et boutades

Maladie mélodie montre l'auteur en moribond, aux prises avec trois femmes, mère, amante, mort, et un tourmenteur, fils, prête ou médecin. C'est aussi une anthologie des prémonitions, souvenirs, apparitions qui font une drôle de musique dans la tête des mortels. On y rencontre, en rêve, Michel Leiris qui tient dans une vente de charité un stand de « mots de la fin ». On y mesure le temps qui reste à l'anne de la durée d'un match de rugby et de la fanatisme en soi-même. On y trouve un testament paradoxique et littéraire.

« A présent, on sait accommoder la mort selon différentes recettes, et de telle sorte que

personne n'en sache rien... » Roche s'insurge contre cet accommodement avec le néant, qui va de pair avec d'autres : les hommes oublient la maladie, la vieillesse. Il leur fait honte à coups de paradoxes et de boutades ; il leur tire gentiment l'oreille, ou leur hurle dedans qu'ils doivent se réveiller.

La jubilation qu'on ressent à le lire vient qu'il sait nous faire rire, et qu'il réussit ses effets (imitations, montages, glissements) avec la maîtrise d'un chirurgien. Il agace le nerf de la dent malade ; il vérifie les réflexes des lambins ; il titille les optimistes. Il faut reconnaître que c'est de la belle ouvrage.

Les morceaux d'anthologie ne manquent pas dans *Maladie mélodie* ; beaucoup mériteraient de devenir des classiques, comme les meilleures « entrées » de clowns. En quatre pages, où il confronte la retransmission du Grand Prix des nations et l'examen de quelques interprétations enregistrées de la *Sonate en si mineur pour piano* de Franz Liszt, Roche montre à la perfection de quoi sont faits les jeux et les plaisirs qui aident les humains à ne pas croire qu'ils sont déjà en train de mourir. Il réussit son coup parce que sa démonstration passe par l'oreille et par les yeux de son lecteur, son semblable et son témoin, venu lui aussi au chevet d'un individu qui sait terminer magnifiquement un roman (un rêve ?) : « J'étais en train de mourir, couché face à une grande baie vitrée où s'écrasait la pluie ; sur cette grande baie un immense essuie-glace effaçait — en un mouvement métrocinématique — en un jur et à mesure de l'eau qui ruisselait, ma mémoire, mes troubles, mes attentes, mes désirs... »

RAPHAËL SORIN.

★ *MALADIE MÉLODIE*, par Maurice Roche. Collection « Tel Quel », éditions du Seuil, 128 pages. Environ 45 F.

Jean Lahougue métamorphose Agatha Christie

(Suite de la page 15.)

Il fallait tout de suite vous faire entendre la musique de la *Comptine des Heigts*, vous donner le ton, pour que vous ne vous engagiez pas sur une fausse piste : nous sommes aux antipodes du roman policier. Et pourtant, nous sommes aussi dedans. Prenons nos références au plus haut : *Edipe* est aussi un roman policier. Pour ne pas quitter les hauteurs, avertissons encore que le mystère chatolais à travers Shakespeare : dans le discours du narrateur, des voix se glissent où nous reconnaissons Othello, Roméo, Macbeth ; il n'est pas jusqu'à la forêt de Birnam qui ne s'ébranle, comme vous le savez pour assiéger le château de Dunsinane, qui se nomme ici Charlien.

Le narrateur, donc, se voit présenter dans un étrange miroir ces personnages encore à venir (notez qu'ils seront dix, comme les petits degrés) par la souveraine de Charlien, autocrate au corps brisé, régnant de son fauteuil roulant, vraie machine de théâtre qui lui confère l'ubiquité. Elle conduit son jeune hôte d'une à l'autre de ces chambres, redécouvertes à neuf, dont elle vient de faire des allégories à l'image de chacun de ceux qui viendront les habiter : sous couleur de peindre les siens et d'illustrer leurs désirs, elle trace les signes menaçants de leurs brèves destinées.

Des crimes parfaits

Les personnages n'ont plus qu'à paraître quand le rideau se lève : sur la nuit de Noël, comme il se doit, et son pudding flamboyant ; et la mort masquée, qu'à frapper les dix cours que victimes et spectateurs attendent, fascinés. Elle frappe en prenant son temps, avec d'épouvantables raffinements, des inventions de génie, des cruautés, metteur en

scène infatigable qui comble, à la fois, l'attente et la déjoue.

Comment ôter son masque à ce créateur de crimes ? Ces « crimes qu'on dit parfaits » parce qu'ils ressemblent à ceux de Dieu. Le policier officiel s'y emploie avec une rigueur logique, capable de convaincre seulement un autre policier ou un juge. Le narrateur cherchera la vérité auprès de son bon maître dont la reconstruction scientifique l'éblouit sans le satisfaire. Alors, il s'illumine lui-même. Au point qu'il publie sa vérité dans la revue junguiste *Art and Psychics*, où il s'attirera une critique sévère. Trois ou quatre possibles, donc le lecteur peut bien s'ingénier à en trouver d'autres) de crédibilité croissante, mais dont aucun n'est sûr, pas même le dernier et le pire. Cet éternel suspense était bien le seul dénouement digne du livre et de l'auteur.

Le tulle des songes

D'autant plus incertains, ces possibles, que rien, peut-être, n'a d'existence ; que celui qui raconte est peut-être un autre : la voix, l'écho d'une antique servante chantonneuse de comptines. Tout devient tremblant, vacillant, illusoire comme le tulle des songes et des théâtres. Et justement, la fin est d'un théâtre d'ombres ou de marionnettes. Le narrateur est d'ailleurs accusé par son critique d'*Art and Psychics* de « détournement de réel ». C'est bien là le beau crime impuni, parfaitement machiné par l'auteur en personne.

Un défi tranquille

Celui-ci, parlant devant le rideau, n'avait pas craint de finir son annonce par un défi tranquille : « Le reste n'est plus qu'une mystérieuse affaire de style. » Il n'a pas peur non plus d'écrire « style » et non « écriture ». C'est que le style est autre chose et davantage : il embrasse, avec le texte, les architectures, les décors, les peintures que le texte imagine, et tout ce qu'il y a dans ce reste qui est tout.

En tout cas, style, ou écriture, ou musique, là réside l'art magique qui métamorphose les *Dix Petits Nègres* en cette *Comptine des Heigts*. Voilà le livre le plus merveilleusement inquiétant que j'ai lu depuis longtemps, et la plus précieuse des lectures.

Y. FLORENNE.

★ *COMPTINE DES HEIGTS*, de Jean Lahougue, Gallimard, 335 p. Environ 70 F.

Gérard MOULIN UBURSS
récit
La dérision pour s'attaquer à la sottise triomphante, en mêlant le Père Ubu et l'Oncle Leonid.
Nicole Zand - Le Monde
Gallimard

voici le N°5 revue trimestrielle d'histoire
HISTOIRE
N°5 LES NOSTALGIES DES FRANÇAIS
N°1 : Enseigner l'histoire
N°2 : Quatre France
N°3 : Les Juifs en France (numéro spécial)
N°4 : Les États-Unis
A paraître N°6 : La crise en Occident
Bon de commande à adresser à : L.P.C. Clémentine Huchette - 70 av. Victor-Hugo - 95500 Montmarteuil
M. _____ N° _____
Rue _____ Ville _____
☐ désire recevoir exemplaire 1^{er} du numéro de H-HISTOIRE, au prix de 37 F par exemplaire. Numéro spécial 45 F.
☐ désire s'abonner pour un an (4 numéros) de H-HISTOIRE. C'est la somme de 130 F par :
chèque bancaire à l'ordre de L.P.C. Date : _____
chèque postal à l'ordre de L.P.C. Signature : _____
C.C.P. 10606 657 800 T
mandat-lettre

L'ouvrage attendu sur le créateur de la
DYNASTIE DES FORSYTE
JOHN GALSWORTHY
l'homme, le romancier, le critique social.
par A. FRECHET
KLINCKSIECK
11, rue de Lille - 75007 Paris

S.O.S. MANUSCRITS
chaque personne est un livre qui s'ignore.
Des professionnels de l'écriture à votre service pour configurer, réviser ou rédiger le livre que vous portez en vous ou que vous déterminez dans vos tiroirs.
S.O.S. MANUSCRITS
11, rue Boyer-Barrot - 75014 PARIS, tél. 541-17-27

Faut-il interner les psychiatres ?
DR BARTHOLOMEÛS BIERENS DE HAAN
Dictionnaire critique de psychiatrie
Commencez-le à votre libraire
LE HAMEAU
15, rue Servandoni - 75006 Paris - 329.05.50

L'ascétisme de Bruno Gay Lussac
L'A démarche de Bruno Gay Lussac est assez singulière : une sorte de sécheresse ascétique, semble dépouiller, épurer ses récits jusqu'à l'osature. Dans ces terres brûlées de l'écriture, Gay Lussac trouve la forme qui convenait au climat de violence puritaine de ses précédents romans. Dans *L'Arbre isolé*, comme dans *L'Heure*, l'intrigue se réduit au déroulement inéluctable d'un drame que laissent soupçonner l'intensité des images et les lacunes du récit, mises en évidence par la typographie. Un décor austère (une terre isolée), des objets frustes (le grès, le jute, le bois), des rapports hiérarchisés (le « maître », l'ouvrier, la femme) : l'auteur n'en dit pas plus, mais suggère la précision des gestes, la violence muette, l'obsession de la blessure et de la « dévastation » qui conduit ces trois ombres vers l'accomplissement d'un sacrifice obscurément mystique.
« S'éveille l'expérience d'un autre temps. Grotesque aux sources pétrifiées. Il voudrait revenir sur ses pas. Effa le retient. Le mur se fend comme une lame [de feu, désignant les arbres] renversés. Les champs sont des fées. Et les nuages, en torrent, se pressent au goulot de l'aube. Le corps éclate. »
MONIQUE PETILLON.
★ *L'ARBRE ISOLÉ*, de Bruno Gay Lussac, Gallimard, 118 p. Environ 47 F.

مكتبة من الأصل

Jean Lahougue métamorphose Agatha Christie

lettres étrangères

Le bien et le mal chez Graham Greene

Le péché d'orgueil

C'est qui est remarquable chez Graham Greene, c'est la maîtrise de la narration et l'élégance de l'écriture, lui excellentement traduite par Robert Loutch.

L'histoire, elle-même n'est peut-être pas des plus plausibles. C'est une idée qu'il a eue un soir de Noël qu'il disait chez sa fille. Elle sent en effet plus les constructions de l'esprit que la prise directe. Elle en a les rigueurs d'abstraction, le dépolissage d'épave.

américaine, un acteur de cinéma, un divisionnaire, un conseiller fiscal, un joaillier de luxe, et, contre la promesse de fastueux cadeaux, leur inflige toutes sortes d'humiliations, au cours de soirées mémorables.

Le clou sera un dîner au terme duquel, ayant avisé chaque convive qu'un chèque de deux millions l'attendait, dans un paquet dissimulé au fond d'un bouquet de son, mais les ayant également prévenus qu'un des paquets contenait une charge de dynamite, il assiste, diabolique et narquois, à la lutte qui se livre

hommes, dans leur opposition, plus formelle que profonde. Mr. Jones, c'est le nom de l'Anglais, est le seul qui résiste aux entreprises de dégradation du docteur. Peut-être parce qu'il est pauvre. Mais le docteur tient à le rendre témoin de ses démonstrations. Peut-être parce que Mr. Jones représente l'autre face, cachée, de lui-même. La femme du docteur l'a trompé — ou a failli le faire — avec un petit employé qui aimait la musique, comme elle-même. Le docteur n'aimait pas la musique. Mais il aimait sans doute sa femme.

Toute l'explication de son comportement tient sans doute à ce sentiment d'humiliation qu'il ressent, lui, le riche, le puissant, le docteur, à se voir préférer un petit employé minable. Peut-être même ne s'était-il enrichi que pour déposer cet argent conquis aux pieds de son amour en une offrande minable, que pour se laisser au niveau de cet amour. Et alors, toute cette humiliation éprouvée, il la fait éprouver aux autres. Tout est argent qui a été la cause de cette humiliation, et de son malheur. Il le punit, à travers les autres, et s'en punit, à travers lui-même. Quand sa fille mourra, qui ressemblera tellement à sa mère, d'un accident de ski, il n'aura d'autre ressource que de se tuer.

Roman de l'ambition, roman de l'orgueil, roman de l'amour mal assumé pour l'avoir voulu assumer seul, et pour soi seul, le Docteur Fischer, de Genève, s'inscrit dans l'œuvre de Greene comme une fugue en mineur où se renouellent cependant les thèmes essentiels de l'auteur de la Puissance et de la Gloire et de la Saison des pluies : la brûlure profonde que provoquent les passions, les ravages qu'elles exercent sur les êtres d'exception et le mal qui, finalement, naît du bien.

PAUL MORELLE.

★ LE DOCTEUR FISCHER DE GENÈVE, de Graham Greene, Robert Loutch, 205 pages. Belfond 48 F.



(Dessin de Jean-Pierre GAGNAT.)

Parce qu'il a été — ou a cru être — trompé par sa femme, le docteur Fischer, de Genève, qui a fait fortune dans la découverte d'un quelconque superdétecteur, se prend à mépriser tous les hommes, et à les avilir. En particulier ceux dont la richesse est égale ou supérieure à la sienne. Il semble vouloir s'assurer que rien ne peut mettre un frein à son cupidité. Il en résulte quelques-uns autour de lui, parmi les plus notables : une milliardaire

en chacun entre l'esprit de lucre et l'instinct de survie. Celui-ci était évidemment vaincu au bénéfice de celui-là.

Après quoi, il se suicide. L'histoire est contée par un narrateur, Anglais quinquagénaire, traducteur dans une fabrique de chocolat, qui a épousé la fille du docteur, de trente ans sa cadette. (La mère, elle, s'est laissée mourir depuis longtemps.) Et, au fond, tout le roman tient dans la confrontation de ces deux

Doris Lessing : des Blancs chez les Noirs

Un recueil de nouvelles africaines

DANS les Nouvelles africaines, Doris Lessing monte et descend les gammes de l'incompréhension raciale, mais ce n'est pas encore le temps où Spartacus s'insurgera. Comme dans ses romans elle avance pas à pas, nous prend au filuet maille à maille, nous enseigne, nous enferme dans son monde. Le Carnet d'or nous fait partager la vie d'une femme traversée par les courants d'idées du premier demi-siècle, qui dévalaient, et parfois détraquaient, ses épaules, ses amours. Dans les Enfants de la violence, nous avons déjà vu les vastes velds d'Afrique et la lutte et l'effondrement intérieurs d'une société qui se croit dominante mais se sait menacée.

De ces Nouvelles, les plus achevées montrent l'incompréhension des Blancs entre eux, quand la couleur n'est plus la seule frontière. Entre Blanc ne suffit plus alors pour se faire admettre : il faut être Blanc d'une certaine façon. Un Afrikaner (d'origine hollandaise, né sur sol africain) est tenu à distance par les « British » d'origine, et parmi eux ceux qui sont nés sur le sol

royal regardent tous les autres du haut de leur mélancolique exil.

Mais les Anglais nés en Afrique se défendent. « Il y a si longtemps que nous vivons ensemble que nous nous connaissons trop bien », dit Kate, une adolescente, fille de fermier. A la Ferme du Vieux John, à 8 miles du voisin le plus proche, s'est installé un trio mystérieux. Les deux hommes élèvent des chevaux : ce n'est pas l'usage du coin. La femme, la belle Mrs. Lacey, décroche sa maison, taille ses robes sur le modèle des magazines américains. Elle élève son bébé sur programmes diététiques. Les familles à la fois puritaines et « bonne franchise » qui, depuis des générations, demeurent ici ne peuvent accepter ces hors-venues. Ils inventent que le petit ressemble non au mari, mais à l'autre. Que l'autre ait passé aux Etats-Unis toute l'année de la conception et de la naissance de l'enfant n'y change rien. On les exclut. On les contraindra au départ.

L'Herbe en juillet explore plus avant la solitude des British born. Ici deux frères, unis par un amour indéchiffrable, se sont exilés pour travailler ensemble et s'offrir ce luxe inaccessible : les grands espaces sous le soleil. Survient Julia, une Anglaise qui a

beaucoup vécu et n'en peut plus de son errance. Elle épouse Tom le stable alors qu'elle se sent complice de Kenneth le fantasme. Quand la guerre emmènera Tom vers le Vieux Continent, l'inévitable se produira mais au retour du guerrier le trio reprendra sa dérive. Ils sont une île dans le veld comme l'Angleterre en Europe. Mais un jour Kenneth décide de rompre le mariage, de se marier : voilà Julia déposée de sa royauté, de son privilège d'axe féminin unique. Elle contemple la photo de la fiancée et s'y retrouve : une outre-Anglaise de trente ans qui veut sortir de sa liberté.

Méfiance. Doris Lessing nous plonge dans l'étrange homme conscience de ces Blancs qui se veulent chez eux sur la terre des Noirs. Qu'ils remettent leurs valeurs en question et ils s'effondrent. Aussi demeurent-ils crispés sur leur monde irrespirable. A travers ces récits parfois naïfs et parfois subtils passent l'attente grandissante et la violence contenue dont on sent qu'un jour proche elle éclatera, que tous le savent et sentent les paupiers pour ne rien voir.

DOMINIQUE DESANTI.

★ NOUVELLES AFRICAINES, de Doris Lessing. Traduites de l'anglais par Marianne Véra. Albin Michel, 304 pages. Belfond 59 F.

LIRE EN ÉTÉ

Thérèse DE SAINT PHALLE LE MÉTRONOME

roman

Un beau roman tendre et passionné.
Christine Angelly

Une histoire d'aujourd'hui qui a le charme des histoires anciennes.
Pierre de Boisdeffre

Francis RYCK NOUS N'IRON PAS A VALPARAISO

roman

C'est l'univers des paumés qui virevoltent d'un bateau à l'autre, sur le port de Cannes. Les désirs de rêves et d'aventures avortés, les larcins menus, les kidnappings ratés, les désirs de meurtre inavoués. Tout cela est juste, prenant même.
Gilles Pudlowski

Gallimard

Miguel Otero Silva et l'épopée de Lope de Aguirre

MIGUEL OTERO SILVA, qui est l'un des plus nombreux et des plus formidables des écrivains du Venezuela d'aujourd'hui, nous donne, avec Lope de Aguirre, prince de la liberté, un roman torrentiel dont la beauté baroque est surprenante. C'est un livre de sang, de clameurs et de démesure.

Épopée d'un homme souvent contesté, énigmatique et pathétique tout à la fois, cet ouvrage est aussi une épopée de la langue : poème autant que roman, sorte de chanson de geste dans un décor luxuriant et luxueux où le soleil blesse et où la nuit appartient toute au domaine des morts. On sait à quel point la littérature sud-américaine est riche. Il nous manquait, en traduction française, ce chef-d'œuvre. Voilà qui est fait.

Au centre du livre de Miguel Otero Silva, il y a ce héros sombre et éclatant : Lope de Aguirre, parti de son Espagne natale pour l'aventure des Nouvelles Indes. C'est un homme petit et malingre, que des coups reçus dans les batailles rendent boiteux et borgne. A peine a-t-il le temps de se fixer au Pérou que la cavalcade reprend, qui va le conduire au rêve et à la conquête de l'Omagua et de l'Eldorado.

Les mirages de la contrée fabuleuse ne suffisent pas, cependant, à masquer l'injustice des envoyés du roi d'Espagne, non plus que les exactions dont se rendent coupables les conquistadors fidèles à la couronne. Lope de Aguirre, qui a une fille métisse, bascule totalement de l'Ancien Monde dans le Nouveau : il est l'homme du « père Amazone, océan doux et fugitif, dieu suprême des bois, le plus étalé de tous les fleuves de l'univers ».

Lope de Aguirre le soldat valeureux va devenir un renégat exemplaire. Il range son frein, accumule en lui les pièces du procès sanglant qui va se jouer aux rives de l'Amazone. Les grèves ? « Les corregidores, les juges, les alcaldes, tous les nantis se relayaient pour fouetter ma chair et rire de mes

plaintes, oui, les mêmes qui dépouillaient sans pitié les Indes (...), qui fabriquaient de faux testaments, mettaient le feu criminellement à des villages entiers, qui coupaient la nez et les mains des malheureux venus implorer justice, et les pêcheurs les plus écœurants sont bien les Frères... Les ministres de l'Eglise valent les envoyés du roi. Il reste une terre : la liberté des Amériques !

Pour Lope de Aguirre, cette terre est à Dieu et aux hommes libres. Dieu n'a pas voulu cette hécatombe dont sont victimes les hommes libres. Lope de Aguirre va entreprendre l'impossible conquête : affirmer l'indépendance de l'Amérique face aux prétentions des colonisateurs espagnols. Dès lors, il s'enfoncera dans l'implacable logique du pouvoir : il intrigue, dresse les uns contre les autres, profite des turberies pour tuer à son tour. Il élimine ceux qui ne sont pas dans le droit fil de son combat, mais aussi ceux-là qui risquaient un jour de trahir.

Un rêve nommé liberté...

On dira de lui qu'il fut un tyran sanguinaire. La grandeur du livre de Miguel Otero Silva est justement de ne pas trancher d'un si grave débat. Voilà Lope de Aguirre, dit Otero Silva ! Jugez-le, mais, auparavant, regardez-vous, interrogez vos obscures âmes ! Et, de ce fait, pour cet écrivain, qui est aussi un homme politique, c'est le langage (celui de son roman) qui devient le seul et le véritable tribunal.

Le livre de Miguel Otero Silva est double. Il y a d'abord l'histoire authentique de Lope de Aguirre et des épisodes qui accompagnèrent l'expédition amazonienne, tels qu'ils furent rapportés, par exemple, par Francisco Vazquez (1), ainsi que

(1) Francisco Vazquez : Relación verídica de tout ce qui arriva dans l'expédition de l'Omagua et de l'Eldorado. Traduit par Manolo Pancho. Ediciones Payart (1970).

toutes les anecdotes plus ou moins fidèlement transcrits qui tiennent l'étrange de cet événement. Mais, au-delà de l'histoire, il y a la grâce du romancier qui, par ses mots, conquiert et met au jour l'itinéraire spirituel de ce révolté : Lope de Aguirre ne voulait se justifier que devant Dieu, et devant le Pérou. C'est pourquoi il devint le fils de Dieu, ou, comme dit un film célèbre : « la colère de Dieu ». Mais il fut aussi l'homme d'un rêve : un rêve nommé liberté !

La route de Lope de Aguirre préfigure très exactement la route que suivra Simon Bolivar. Le discours du Libertador trouve ainsi des échos anticipés dans les paroles de Lope de Aguirre égaré l'Amérique à la domination espagnole. Ce qui fait de Lope de Aguirre un tyran, c'est sa haine des tyrans. Ce qui fait de lui un homme du désordre, c'est son amour d'un ordre vrai. La fidélité le transforme en rebelle. Son exigence en fait un comploteur. « Je suis Lope de Aguirre le Pérégrin ! Je suis la colère de Dieu ! Je suis le caudillo pulsant des Meritons Invincibles ! Je suis le prince de la liberté. » Mais cela, lorsqu'il le clame, il le clame vers les solitudes.

Et la solitude se reforme sur lui, avec les mains glacées de la mort. Il voudra mener le dernier combat avec ses fidèles. Mais le trahissent et, après avoir tué sa fille pour lui éviter le déshonneur, Lope de Aguirre mourra percé de dagues.

L'entreprise de Miguel Otero Silva est à ce point remarquable qu'aucun lecteur ne peut ni condamner ni absoudre Lope de Aguirre, mais que chacun est amené à réfléchir sur les mécanismes du pouvoir et sur la nature même de cette liberté qu'invoquait depuis les rives du fleuve Amazone cet aventurier boiteux et borgne.

HUBERT JUIN.

★ LOPE DE AGUIRRE, PRINCE DE LA LIBERTÉ, de Miguel Otero Silva. Traduit (remarquablement) par Guy Casaldal. Calmann-Lévy, 266 pages. Belfond 59 F.

MASTIE
DES
ORSYTE

LA WORTHY
Theodor
le romancier
enquêter
AFFRICHET

HECKSIECK

S.O.S.
MANUSCRITS
recherche manuscrits et
autres documents
manuscrits pour
manuscrits pour
manuscrits pour
manuscrits pour

Journal
critique
psychiatrie

CHAMLAU

Deux familles
corse hantées
par un même
paysage, une
terre commune.
Leurs archives,
leur mémoire,
leur Corse.
Deux siècles
d'Histoire
qui se lisent
comme un
roman.

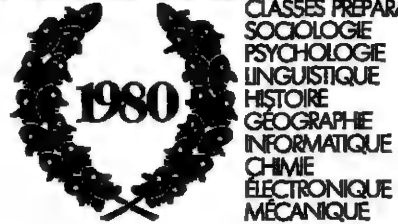


Bernard Raffalli
Jacqueline Sauvageot
Une vigne sur la mer
Deux siècles en Corse

GRASSET

Le Monde DE
L'EDUCATION

**LE PALMARES DES
UNIVERSITES ET
GRANDES ECOLES**



JOBS D'ETE: BIEN NEGOCIER SON CONTRAT
DES LIVRES D'ENFANTS LES METIERS DU DESIGN
POUR LES VACANCES

NUMERO DE JUILLET-AOÛT - EN VENTE PARTOUT 7 F

ABONNEZ-VOUS AVANT AUGMENTATION

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde de l'Education, il suffit de nous envoyer le bulletin ci-dessous. Vous ne paierez que 70 F pour onze numéros au lieu de 77 F, et vous recevrez, EN CADEAU, l'un des numéros déjà publiés.

RECEVEZ GRATUITEMENT

l'un des numéros suivants :

- ☐ « Histoire : la vérité sur la crise », n° 61, mai 1980.
- ☐ « Les jeunes et l'orientation », n° 60, avril 1980.
- ☐ « Le sport à l'école », n° 58, février 1980.
- ☐ « Quel enseignement dans dix ans ? », n° 57, janv. 1980.
- ☐ « Les jeux de société », n° 56, décembre 1979.
- ☐ « Les enfants et la publicité », n° 55, novembre 1979.
- ☐ « Apprendre les maths : le casse-tête », n° 54, oct. 1979.
- ☐ « Orientation : quel bac choisir ? », n° 50, mai 1979.

Vous pouvez, si vous le souhaitez, commander en plus de votre numéro-cadeau d'autres numéros. Il vous suffit d'ajouter à votre règlement la somme de 6 F par exemplaire demandé.

NOM
Prénom
Adresse

Je vous règle la somme de 70 F pour mon abonnement d'un an (onze numéros) au Monde de l'Education, et je reçois en cadeau l'un des numéros cochés ci-dessus.

Envoyer votre bulletin et votre règlement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du « Monde »), au « Monde de l'Education », serv. abonnem., 5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 08 - Tél. : 246-72-28

histoire

L'aristocratie contre la monarchie

● **Comment la Troisième République fut fondée.**

ENTRE les origines probables mystérieuses de Jeanne d'Arc, l'ennemi du Masque de fer, la singularité de Louis XVII au Temple, quelques secrets sans explications enveloppent d'une ombre impénétrable certaines coulisses de notre histoire. Quoiqu'il appartienne à un siècle moins lointain, plus apaisé, l'échec monarchique de 1878 déconcerte lui aussi par ses incohérences et ses paradoxes. Comment une Assemblée massivement royaliste put-elle donc se prendre pour établir, après quatre ans d'hésitations et de débats confus, la plus durable des nouvelles républiques ?

Sauver la bourgeoisie

Les discordes de la famille royale, celles de ses partisans divisés en légitimistes et orléanistes depuis 1830, l'effacement sentimental au drapeau blanc fleurdelysé du comte de Chambord, prétendant au trône, éclaircissent en principe l'événement. Incapable de s'entendre sur la forme et le fond d'une restauration immédiate, la majorité se serait résignée au maintien temporaire du régime qu'elle exérait, sans prévoir qu'une évolution progressive de l'électorat vers la gauche le fortifierait peu à peu malgré elle.

Une fois de plus, les politiciens auraient donc manqué l'objectif par impuissance à saisir l'esprit profond de leur époque. Un tel aveu n'a rien de si rare qu'il paraît invraisemblable. L'absurdité, aussi, à sa logique. Mais comment admettre l'incohérence totale entre un but et des résultats lorsqu'elle dépasse toute mesure ? Sous le décor trop visible, n'a-t-elle pas obéi à des forces obscures mal identifiées ?

Beaucoup d'historiens l'ont cru. Après eux, Emmanuel Beaulieu l'a écrit. L'aristocratie finit par le penser. Peu avant sa mort, il rouvrit le répertoire. Pour constater que, avant de soutenir la couronne, beaucoup des quatre cent cinquante parlementaires élus sous son patronage préféraient d'abord défendre la domination d'une bourgeoisie d'affaires sortie prodigieusement fortifiée de toutes les crises nationales depuis 1789. Or ses intérêts s'accroissaient mal, mais très mal, avec les intentions prêtées au petit-fils de Charles X.

Dans son lointain exil, Henri de Bourbon ne s'illusionnait nullement sur le sort qu'elle infligerait au prolétariat. Ses importants discours laissent prévoir qu'il tenterait d'améliorer la condition ouvrière et les circonstances l'amenaient sur le trône. Mal guéri, malgré la répression versatiles, des terreurs éprouvées pendant la Commune, les possédants souhaitaient-ils vraiment remettre le pouvoir à cet adepte du « socialisme fédéral », pour parler comme son contemporain Karl Marx ?

Au prince légitime suspect de tendresses pour le petit peuple, certains pouvaient préférer sans déchoir la démocratie fusillarde de ce bon M. Thiers. Dans ces conditions, la querelle autour du drapeau blanc ne présente-t-elle pas l'avantage d'interdire, sous prétexte d'archaïsme, un régime redouté par tout ce qu'il promettait de réparateur ? E. Beaulieu le soupçonne fortement. Maître d'une immense documentation, il tourne et retourne sous tous les angles l'incompréhensible hypothèse, jusqu'à ce qu'elle se durcisse comme une certitude.

Des manigances de Thiers aux lâchetés des opportunistes, cette « restauration manquée » suit pas à pas les revers, les incertitudes, les progrès de la formidable intrigue. Le comte de Chambord, seul, pouvait la déjouer. Mais les qualités indispensables dans une situation si dangereuse lui manquaient complètement. Mal-

gré une discrète sympathie pour sa cause et sa personne, l'auteur s'impatiente avec raison de son invraisemblable mollesse.

Fils posthume du duc de Berry, assassiné en 1820 par un fanatique, il gagna dès sa naissance l'aimable surnom d'« enfant du miracle ». La bénédiction céleste ne lui épargna malheureusement pas de suivre son grand-père, Charles X, en exil. Digne, religieux, bonhomme, il promena dès lors sa mélancoïe pendant une quarantaine d'années entre quelques manoirs de la vieille Europe, partageant ses loisirs entre les livres, la chasse et l'étude approfondie des problèmes sociaux.

En 1871, la chute du Second Empire lui ouvre soudainement le chemin de Paris. Dans des circonstances presque analogues, en 1814, son aïeul, le comte d'Artois, s'était jeté en Lorraine, bien qu'il ne passa point pour un fou de guerre. Rien n'empêche le petit-fils de recommencer l'aventure. Mais la combativité nécessaire à la conquête comme à la conservation du pouvoir ne bouillonne pas dans ses veines. En « deux générations, quelque chose de l'élémentaire énergie s'est perdue dans le sang royal. L'héritier s'avance vers la frontière d'Arras à Genève, et finalement s'installe dans une maison suisse. Mauvais débuts pour surprendre.

En vingt-huit mois, il ne séjourne finalement dans son royaume idéal qu'une quinzaine de jours. En deux fois ! Pendant chacun de ses passages, il traverse son pays comme une ombre, une nocturne représentation.

Les autres classes compteraient-elles si peu d'hommes dignes de sa considération ? Avec Berryer, l'avocat, avec Veuillot, le fils du tonnelier, le légitimisme a pourtant trouvé ses meilleurs champions hors de la noblesse. Le prince n'en tire pas vraiment de conséquences. Entre ses châteaux, sa fortune, ses chasses, la famille royale s'embourgeoise.

L'abandon par l'aristocratie de ses propres valeurs chevaleresques, d'ascendance au cours de cette période où les amis de M. Thiers s'achèvent son éviction du pouvoir. Il éclate dans cette Assemblée monarchiste de 1871 d'où la monarchie ne sortira pas. Paradoxalement, l'antique France féodale donne alors dans ses coulisses une ultime représentation. L'aristocratie grouille à la question comme dans la galerie des Glaces un siècle plus tôt.

Proches par leurs solidarités de propriétaires du monde de l'argent, les nobles élus de 1871 s'intéressent finalement moins à la couronne qu'à la conservation sociale, quel qu'en soit l'aspect constitutionnel. Le comte de Chambord ne rencontre auprès d'eux qu'incompréhension, réserve ou méfiance, sans parvenir néanmoins à s'en détacher complètement. Là sans doute fut son drame.

GILBERT COMTE.

★ LA RESTAURATION MANQUÉE, d'E. Beaulieu, à l'édition française. Savron 48 F.

Michel Poniatowski et les intrigues de cour

SOUS la III^e République, quel manuel scolaire ne brocardait pas les Bourbons « revenus dans les fourgons de l'étranger », d'après la légende. « sans avoir rien appris ni rien oublié » entre 1789 et 1814. Pour juger leurs aventures d'après notre expérience, imaginons qu'après vingt-quatre ans de révolutions et de guerres, l'ami-ral de Gaulle parvenu au pouvoir gouverne par la force des choses avec des Compagnons de la libération et des membres de la milice, de farouches communistes stalinistes et des giscardiens d'origine victorienne.

Malgré les bouleversements du dernier quart de siècle, nous concevons mal une réunion aussi baroque. Le vieux roi podagre Louis XVIII tomba dans un tel imbroglio lorsque, à son retour en France, il aperçut autour du trône les anciens chouans mêlés aux conventionnels républicains, les jacobins guillotineurs transformés en paisibles propriétaires cote à cote avec les intrépides généraux de la République vieillissant dans le maréchalat d'Empire. Talleyrand avec Fouché, Ney près du prince de Condé, cela ressemble un peu à un conseil des ministres ou Darnand aurait délibéré avec Maurice Thorez, sous l'arbitrage de Guy Mollet et l'œil du général Kœnig.

Parmi tous ces fantômes d'une puissante vitalité, le duc Louis-Philippe d'Orléans se tient à la rencontre de tous les intérêts. Prince du sang, presque prêt à la couronne par l'ordre de succession, il s'adapte fort aisément au monde nouveau par ses antécédents familiaux et ses idées personnelles.

Son père, le tristement

célèbre Philippe Egalité, vota la mort du roi, en 1793, comme Robespierre et Danton. Malgré son désaveu du forfait, Louis-Philippe en recueillit l'héritage moral auprès des libéraux. Sa belle conduite sous l'uniforme républicain, en 1792, lui valut en outre une popularité dans le petit peuple et parmi les soldats. Si la branche aînée des Bourbons venait à défaillir, n'incarnerait-il pas tout naturellement la transaction idéale entre les deux Frances ?

En Louis XVIII, frère du monarque décapité, il possède cependant un adversaire à sa taille. Différents, mais remarquables par l'astuce, la profondeur de pensée, les deux hommes réunissent dans leurs têtes les vertus politiques de la dynastie. « Son nom est un drapeau de menaces, son palais un point de ralliement. Il ne se remue pas, et cependant je m'aperçois qu'il chemine. écrit le premier du second. Cette activité sans mouvement m'intrigue. Comment s'y prendre pour empêcher de marcher un homme qui ne fait aucun pas ? »

Ancien ministre de l'intérieur, M. Michel Poniatowski possède une expérience intime des intrigues de cour. Elle lui sert à remonter l'échec de celle-ci du début à la fin, au cours d'un livre minutieux comme une enquête, intéressant, mais d'une bizarre sécheresse, comme si la flamme de ces temps romantiques ne pouvait ni relever son style ni embraser son cœur. — G. C.

★ LOUIS-PHILIPPE ET LOUIS XVIII, de Michel Poniatowski. Librairie académique Perrin, 541 pages. Environ 82 F.

Un historien pour l'an 2000

● **Et une biographie de Charles X.**

ERIC LE NABOUR a dix-neuf ans. Depuis 1978, il préparait dans l'obscurité une énorme biographie de Charles X. Il a dépouillé archives, journaux, Mémoires (cent vingt ou cent trente volumes), et maintenant, cependant, les Origines de la France contemporaine, de Taine, et l'Europe et la Révolution française, d'Albert Sorel, qui sont au centre du sujet. Mais passons.

Une élogieuse préface académique d'Alain Decaux assure qu'il a du talent, qu'il vit sous la lumière de l'histoire et qu'il nous offre là un « beau et bon livre ». C'est un impressionnant certificat de mérite. Et pourtant on s'interroge...

Par une citation de Tocqueville et une autre de Maurras, très soigneusement mises en exergue, Eric Le Nabour montre qu'il croit au rôle déterminant de certains individus dans les grandes crises. Rien de plus vrai. Son héros ne

se situe malheureusement pas dans la lignée des puissants démiurges. Sauf sa propre chute, il ne provoqua jamais rien d'important, mais décala trois fois de suite devant les forces adverses en 1789, en 1815 et en 1830, pour ne pas parler de sa défection vendéenne. Lamentable succession de fuites.

Faute d'idées générales, l'auteur n'explique pas très bien sa prédiction pour le frère de Louis XVI. Parmi les millions d'hommes qui vécurent cette époque particulièrement chavirante, un nouvel auteur aurait pu découvrir dix ou vingt cas plus intéressants que celui-ci.

L'étendue des connaissances d'Eric Le Nabour impressionne effectivement. Mais pourquoi, diable ! veut-il ranger l'illustre Lakadé parmi les sept démons libérés de la Bastille par le 14 juillet 1789, quand une intervention du baron de Breteuil le tira cinq ans plus tôt de Blois ? Le détail de cette affaire fameuse figure dans divers ouvrages.

Alain Decaux trouve du charme, de la fermeté au style de son prodige. Quelques lecteurs estimeront que, entre autres épisodes de la même plume, Eric Le Nabour raconte l'assassinat du duc d'Angoulême, en 1820, dans un français haletant pareil à celui des romans de gare.

La petite rumeur parisienne considère déjà le livre d'Eric Le Nabour comme un événement et assure qu'il retrouvera en histoire la précocité de François Sagan. Si ce gros, ce très gros devoir sur Charles X n'annonce pas un terrible échec de l'an 2000, l'auteur mettra peut-être sa remarquable puissance de travail au service d'une vraie création. Souhaitons-le lui de tout cœur. — G. C.

★ CHARLES X, LE DERNIER ROI, d'Eric Le Nabour, 3.-Cl. Lattès, 480 pages. Environ 65 F.

DERVY - LIVRES

JEAN TOURNIAC
LUMIERE D'ORIENT
Des chrétiens d'Asie... aux mystères évangéliques

PROPOS SUR RENÉ GUÉNON

Premier « contestataire » de notre temps, René Guénon dénonce au nom de la Tradition, les illusions du monde moderne, les confusions du traditionalisme et les séductions des faux prophètes.

6, rue de Savoie - 75006 Paris

pensez à lire

TONY CARTANO
Blackbird
roman

M. Cartano nous donne aujourd'hui un roman de haut vol. Un livre d'une extrême richesse... MAX FOL FOUCHET / V.S.D.

Buchet/chastel

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections



Adresser manuscrit et C.V. à la Perse Universelle 4 rue Chateaugay, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixes par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

pensez à lire

TONY CARTANO
Blackbird
roman

On repère avec émotion et amusement, les allusions à la jeunesse de Kafka, la Vienne du temps de Freud, le Berlin des cabarets, le Paris érotomane d'Henry Miller... BERTRAND PIRODT-DELPECH - LE MONDE

Buchet/chastel

مكتبة الأصل

Michel Poniatowski et les intrigues de cour

Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, a écrit un livre qui est une véritable plongée dans les coulisses du pouvoir. Il raconte les intrigues, les alliances, les trahisons, les succès et les échecs d'une carrière politique. Le livre est écrit avec une plume directe, sans fioritures, et donne une vision très intéressante de la vie politique française de ces dernières années.

Un historien pour l'an 2000

Il s'agit d'une biographie de Louis XIV, écrite par un historien de renom. Le livre explore la vie personnelle et politique du roi, ses ambitions, ses rêves, ses peurs. C'est une œuvre majeure qui apporte de nouvelles perspectives sur l'un des plus grands souverains de l'histoire de France.

Un livre qui explore la vie d'un homme, ses idées, ses actions. C'est une œuvre qui mérite d'être lue par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la politique.

Un livre qui explore la vie d'un homme, ses idées, ses actions. C'est une œuvre qui mérite d'être lue par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la politique.

société

La croisade d'Elizabeth Packard

Les premiers pas
d'une certaine liberté.

Elizabeth Packard était une femme vraiment imposante. Jugée en prison, elle a écrit un livre qui est une véritable plongée dans les coulisses du pouvoir. Il raconte les intrigues, les alliances, les trahisons, les succès et les échecs d'une carrière politique. Le livre est écrit avec une plume directe, sans fioritures, et donne une vision très intéressante de la vie politique française de ces dernières années.

Elizabeth Packard ne cessait de réclamer la justice, celle des hommes et celle de Dieu. Et, miraculeusement, elle l'obtint. En 1823, Lincoln proclama l'émancipation des esclaves et l'État d'Illinois légiféra des droits des femmes et des hommes. Dès lors, Elizabeth va engager un procès, au terme duquel elle sera reconnue saine d'esprit. Elle parviendra même à faire décréter par la législature de l'Illinois une loi pour la protection de la liberté individuelle, qui interdit l'internement dans une institution d'aliénés sans jugement préalable d'un jury.

Le pouvoir et la prison

(Suite de la page 15.)

Construit autour d'un événement singulier, ce polyèdre « dont le nombre de faces n'est pas défini à l'avance... ne peut jamais être considéré comme fini de plein droit ». À partir de la prison, on construit ainsi les pratiques pédagogiques, la formation des armées de métier, la philosophie empirique anglaise, la technique des armes à feu, les nouveaux procédés de division du travail. Mais la construction du polyèdre est-elle si spontanée que cela ? De la plupart de ses faces, ne pourrait-on dire : « Tu ne me cherchais pas si je ne m'étais pas trompé ? » Les idées préconçues sont bien difficiles à déloger du cœur de l'homme.

Deux « antipsychiatries » devraient dire, puisque le livre a été publié en 1973, en plein mouvement de contestation contre l'asile et que Basaglia, qui exerce aujourd'hui à Rome, passe pour avoir vidé l'hôpital psychiatrique de Trieste et permis la réinsertion sociale des prétendus « malades » qui l'occupaient. Pourtant, Basaglia ne nie pas l'existence de la folie, de la souffrance, de la difficulté de communiquer. Seulement, il considère que les psychiatres sont des « criminels de paix » ; et il s'efforce de rechercher par d'autres voies les causes de la « maladie mentale ».

Ces contestes sont, selon lui, d'ordre social. La lutte des classes produit des troubles psychologiques ; la psychiatrie n'est qu'un appareil répressif au service de la classe dominante. Robert Castel, de son côté, analyse les contradictions qui sont au cœur même de la psychiatrie, tandis que Michel Foucault voit dans celle-ci un avatar de la vieille technique médiévale de l'enfermement.

LA HAINE DE SOI

Les gens qui meurent tous les jours en Ouganda font cet aveu : « La haine me mange ». On rencontre aussi le malheur absolu dans les témoignages que Laurent Denon-Bollau a retrouvés à la bibliothèque de Sainte-Anne, et qu'il a publiés sous le beau titre de *Textes sans sépulture*. Ils furent écrits par des malades entre 1850 et 1880. La plupart de ces « patients » considéraient le corps qu'ils habitaient comme leur pire ennemi. « Je veux vous parler, dit l'un, de mon pauvre corps, qui est ma honte ». Un autre fait cette prière : « Coupez-moi ce doigt, cette épaule n'est pas à moi, il faut la couper, elle ne m'appartient pas ». Et quand il confie, avec une rare profondeur : « J'ai dû traîner quelque chose, est-ce l'histoire de ma vie », est informé par le médecin qu'il est mort.

La littérature encourage toutes les ambitions. Certains écrivent pour s'aimer. D'autres, plus modestes, pour se tolérer. Les « auteurs » qu'on découvre dans ce volume s'efforcent pour se détester un peu moins. Sans doute connaissent-ils le moment de répit quand leurs sentiments funestes nourrissent leur littérature, au lieu de les dévorer.

FRANÇOIS BOTT.

* *TEXTES SANS SEPULTURE*, édités et présentés par Laurent Denon-Bollau. Dessins de Silvia Madonnani. 146 pages, Inter-Éditions, 7, rue Sarrette, 75114 Paris.

Un affrontement

La deuxième partie du livre conduit à poser la question. Dans les *Études et recherches*, qui décrivent quelques aspects des prisons du dix-neuvième siècle, on voit que beaucoup de prisonniers placés dans le système du philosophe, mais que d'autres s'en échappaient. On a l'impression qu'en développant l'incarcération depuis 1791, le libéralisme poursuit des objectifs variés, sans aller très loin ni très vite. Toute une école philanthropique y voyait un moyen de guérir les condamnés, mais elle fut peu suivie.

Plus nette fut la volonté de remplacer par une simple privation de liberté le terrible régime des bagnes, auxquels auraient dû succéder les prisons. En fait, les deux coexistèrent longtemps. Et les peines qui aggravaient le corps des coupables ne dispa-

raient que lentement : le carcan en 1832, l'exposition publique en 1848, en même temps que l'usage du furet dans la marine et du rotin dans les colonies.

Dans une postface dense, Maurice Agulhon et Michel Foucault s'affrontent en combat singulier pour fixer les termes du désaccord. Accusé de mettre en cause le rationalisme, le second répond que le respect de celui-ci comme un idéal « ne doit jamais constituer un chantage pour empêcher l'analyse des rationalités réelles mises en œuvre ».

Le premier constate que les mêmes libéraux qui établissaient les prisons, les asiles d'aliénés et la discipline dans les lycées développaient l'élection dans les conseils municipaux, supprimaient les passeports intérieurs et accordaient au culte irrégulier l'égalité avec le Concordat. Il rappelle qu'à leurs yeux il y avait « la barrière, la fameuse barrière qui est censée séparer l'adulte de l'enfant, l'être normal du fou, l'honnête homme du délinquant, le responsable de l'assaut ». Il souligne aussi qu'on doit peut-être tendre aujourd'hui en deçà d'une telle barrière la pédagogie de la liberté que nos grands ancêtres plaçaient au-delà.

Il pose enfin le problème essentiel en critiquant la tendance à cette « extrapolation impressionniste » qui fait du système carcéral des régimes démocratiques la préfiguration, voire la préparation du contrôle général et absolu des sociétés totalitaires, lequel ressemble effectivement, lui, au Panoptique de Bentham, cette prison ronde où le gardien peut plonger son regard dans toutes les cellules en pivotant au sommet de la tour centrale.

Quelque chose exerce un pouvoir quelconque est naturellement porté à en abuser et le côté mécanique des pouvoirs modernes aggrave ces dangers. Cela rend légitime et féconde la remarquable entreprise de Michel Foucault, sans justifier qu'elle puisse conduire à oublier qu'une société sans pouvoirs serait dominée par la loi de la jungle, laquelle est pire que l'impossible Prison.

MAURICE DUVERGER.

INTROUVABLES

Nouvelle collection (250 titres). Réédition d'ouvrages épuisés de qualité. Chez les libraires ou chez l'éditeur. Catalogue gratuit sur demande.

Viennent de paraître :

(prix par correspondance)

DERMENGHEM, Les plus beaux textes arabes (140 F) — PIRANDELLO, On tourne (96 F) — SENANCOUR, Oberman (2 vol. - 132 F) — GOUNOD, Le Don Juan de Mozart (45 F) — STEVENSON, Voyage en canoë sur les rivières du Nord de la France et de la Belgique (46 F) — FES-COURT, La foi et les montagnes, Histoire vécue du chrisme (130 F) — LETTRES D'ABAILARD ET D'HÉLOÏSE, Introduction de Jules Michelet (74 F) — GOURMONT, Le latin mystique, du V^e au XII^e siècle (130 F) — BANYVILLE, Mes Souvenirs (96 F) — VAN BLANCK, Episodes de la Vie érotique (1780-1824) (54 F) — VAN BLANCK, Un thausmaturge au XVIII^e siècle : Martine de Pasquilly (96 F) — DERMENGHEM, Joseph de Maistre mystique (96 F) — MAISTRE, Joseph de Maistre, La Franc-Maçonnerie, Mémoire au Duc de Brunswick (48 F).

En juillet

FABRE, Souvenirs entomologiques (documentation sur demande - 11 vol. - 534 F).

Commandes :

EDITIONS D'ALOUJOURHUI 8320 PLAIN-DE-LA-TOUR (VAR) Envoi franco de port (48 h réception). Joindre le titre de paiement. (Ch. b. ou C.C.P. Marseille 6.396.05)

DARGAUD ÉDITEUR

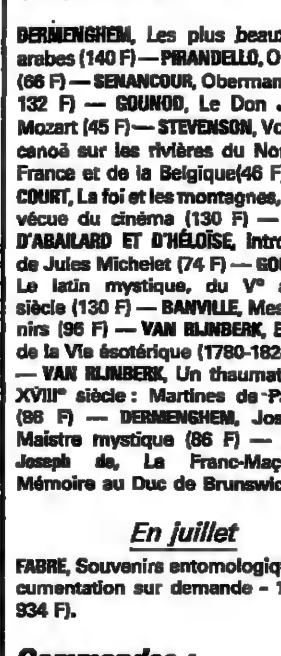
chez votre libraire

un humour... loin du troupeau.

le 5^e album du Génie des Alpes vient de paraître.

LES INTONDABLES

Le rire le plus neuf de la bande dessinée. L'humour absurde à son point culminant.



Le rire le plus neuf de la bande dessinée. L'humour absurde à son point culminant.

DARGAUD ÉDITEUR chez votre libraire

LIRE EN ÉTÉ

Catherine RIHOIT LES ABÎMES DU CŒUR

Comment ne pas prendre du plaisir à lire un livre qui est tout à la fois un roman de mœurs, un roman sentimental, un pastiche, un roman de cape et d'épée, le tout constituant un roman d'apprentissage, et qu'on peut lire au premier comme au second degré avec un égal contentement.

Pierre Démonet - Marie Claire

Elisabeth PLESSSEN MESSAGE A LA NOBLESSE

Son splendide roman raconte la traversée de l'Allemagne fédérale. C'est un entrelacs de deux thèmes : errance et paternité. Une grande pudeur de style, une ampleur naturelle, des changements de plans narratifs en font une œuvre de maturité, de distanciation et de musique.

Jacques-Pierre Amette - Le Point

Gallimard

De notre envoyé spécial

Tout se passe donc toujours comme si les policiers craignaient que les ravisseurs se manifestent.

Berlin. M. Manuel Maury-Larivière, porte-parole de la famille, tout en continuant d'assurer que celle-ci n'a reçu depuis le 28 juin aucune nouvelle de son fils, a pour l'heure, pour de l'enlèvement, aucun appel de ravisseurs, estime que la sentence n'est pas inquiétante. C'est sans doute cette tranquillité affrôlée qui porte les policiers à croire qu'un « contact » pourrait s'établir à leur insu et expliquer le défilé des dépêches contradictoires. Mais dans la mesure où celui-ci fut précédé de tous les signes qui empêchaient un effet de surprise, on imagine mal que les auteurs d'un rapt puissent prendre le risque de se manifester dans de telles conditions. — J.-M. Th.

Mais ce départ a posé des problèmes de préséance, dus au fait que les chefs d'état-major prirent à chacune des trois armées le premier rang, et qu'il fallait continuer à servir sous les ordres d'un successeur du général Mézière qui serait beaucoup plus jeune qu'eux et moins ancien en grade. Cette situation était intolérable en 1980, dans les armées françaises, une certaine importance : il est probable que le chef d'état-major de l'armée de terre, le général de Lamoignon, qui fut pendant une pièce d'essais, en 1980 et qui devient le chef militaire le plus ancien dans le rang le plus élevé, ait pu se formaliser de toute autre nomination.

JACQUES ISNARD.

[Né le 3 janvier 1921 à Paris, au 105 boulevard de Saint-Cyr, Claude Ventrone est entré dans l'armée en 1939, dans un bataillon d'infanterie avant d'être placé en congé d'armistice. Il a rejoint le 15 septembre 1943 par la Gestapo, il est déporté en décembre au camp de Buchenwald, puis libéré le 15 avril 1945. Il participe à la campagne d'Allemagne au titre de la mission française auprès du deuxième groupe d'armées américaines. En avril 1946, il participe à la libération de la zone soviétique. En 1952, il est au Secrétariat général de la défense nationale, un poste qu'il retrouve en 1954. Il est marié et a deux enfants, pendant quelques mois à la mission militaire française près du gouvernement royal thaï du Sud. Après l'École supérieure de guerre, il commande en 1959 le 38^e bataillon

De notre correspondant

Une expédition qui ne suffit pas à faire disparaître les victimes ont porté plainte contre X. « Pour savoir la vérité ». Qui ne suffit pas non plus à une commission d'enquête. Mais, à l'Assemblée nationale, début février, se composent de deux avocats, d'un médecin de militant du P.S., du P.S.U., de l'I.C.R., du Comité de lutte pour la vérité, de la Ligue des droits de l'homme. Mais suffisait-elle au général Barthélémy, commandant supérieur des troupes dans le Pacifique, lui-même accusé de crimes de guerre contre X, devant le tribunal des forces armées de Nouméa, dès le 16 janvier, même s'il a invoqué la *conception tragique* du rôle de l'armée, la *nécessité* d'un *engagement climatique exceptionnel*. Aujourd'hui la commission d'enquête s'interroge.

Après avoir examiné l'emploi du temps officiel des trois victimes dans les jours qui ont

Une demi-heure plus tard, commente la marche d'acoustique, le général Barthélémy, qui a été en fort dénivelé. Dans l'ascension, le radio de la 3^e compagnie ne cesse de diffuser les classiques « RAS ». Même quand trois sold-

C'est là que surgissent les questions de la commission d'enquête : « Pourquoi l'emploi du temps officiel n'a-t-il pas été respecté ? Pourquoi, au lieu de marcher, n'a-t-on été signalé pendant la marche ? Pourquoi n'avait-il pas de médecin au camp ? Pourquoi, vu leur état, les trois soldats n'ont-ils pas été évacués immédiatement à l'hôpital ? Pourquoi n'aurait-on pas prévu une dizaine d'ambulances ? Pourquoi n'aurait-on pas fait appel à des hélicoptères ? Pourquoi n'aurait-on pas utilisé les véhicules des officiers supérieurs ? ... » (Interim.)

Admissions aux grandes écoles

- [illegible]

Pagnard André, Panagot, Parces-
sua, Parcsys, Pastor, Pelicot, Pel-
lier Eric, Penhrlin, Perle du Sert,
Perrudiau, Peslerbe, Pezet, Pildjian
Ployart, Pochart, Pochet, Pornin
Porte Daniel, Poulain Françoise,
Poupot, Puydebat, Quero.
Radai, Ramsel, Ranoux, Rapinat,
Rebuffelle, Renaud Dominique, Re-
naud Xavier, Repoit, Rey Philippe,
Rey, Reydel, Rivet Sylvilène, Ri-
card Richard, Stéphane, Ri-
card Richard, Rivet Sylvain, Robert Phi-
lippe, Robert Stéphane, Roberts
Thierry, Roche Odile, Roger Chris-
tine, Rosolato, Rossignol Jean, Rou-
seau François, Rousselet Alain.

Les deux organisations se déclarent pour le maintien du baccalauréat et ne s'attaquent pas à la politique globale de l'éducation publique, selon M. Festré. BASC est une association de l'F.N.A.E.R., et les enseignants ne désespèrent pas de la société libérale française... la plus capable d'organisant leurs convergences, les deux associations ont émis le vœu d'appeler d'autres organisations d'enseignants à rejoindre leurs points de vue. Quant à la question d'une plus grande autonomie, le problème reste en suspens : à l'annonce d'une grève prévue prochaine, le secrétaire général de l'F.N.A.E.R. s'est montré le premier à se retirer.

En 1979, un diplôme d'études régionales sur Paris et l'Ile-de-France, correspondant à un semestre de l'enseignement du baccalauréat, a été créé. Il est très important sur l'histoire, la démographie, les parlers contemporains, la littérature, l'étude des structures urbaines, l'histoire de l'architecture, l'étude de la vie culturelle en Ile-de-France, etc. Ces cours, assurés par des enseignants de l'université de Paris, ont permis de développer de nouvelles disciplines, ont attiré des étudiants français et étrangers, des administrateurs locaux, des adultes, des jeunes, des personnes en formation permanente, catégories parmi lesquelles se sont révélés des étudiants intéressés et travaillant. Ce diplôme a été supprimé à la fin de la première année, car il était très encourageant, justifiait ainsi un enseignement qui n'exis-

On, en cette 3^e Année du primaire, les ministères des universités semble vouloir refuser de renouveler les crédits combien modestes affectés à cet enseignement. L'interruption de ce programme, l'absence de la part de l'Etat, à un manque de parole caractérisée envers les étudiants inscrits pour un cycle de 3 années, n'est pas seulement accompli, mais aussi en pure perte pour le même si une seconde année pouvait être assurée, le succès rencontré par ces initiatives, que l'expérience soit pourvue si qu'un nouvel enseignement de première année soit assuré en 1980-1981. Le coût total de cette 3^e année d'enseignement est de \$9 000 F.

75012 PARIS
Tél. 340.56.46

I.E.P.
Château des Bergeries
91010 BRAY

Cependant, avant que le satellite ne soit donné pour la mise en orbite du lanceur H-1A, il faut que le Japon ait pu démontrer qu'il est capable de lancer un satellite. Or, le Japon n'a jamais lancé de satellite. L'IA pourra mettre en orbite des satellites de 500 kilos.

Selon la commission, le coût d'un lanceur H-1A peut être estimé à quelque 14 milliards de yens (environ 280 millions de francs), et les travaux de recherche et développement se montent à 10 milliards de yens (200 millions de francs) et 151 milliards de yens (2,56 à 2,73 milliards de francs).

L'Agence spatiale japonaise a prévu de lancer un lanceur H-1A en 1992. Mais le lanceur H-1 qui n'est japonais que pour son deuxième étage, le premier et le troisième sont achetés à l'étranger. On le fera à partir de 1993.

En 1994, l'agence spatiale japonaise lancera son premier satellite géostationnaire japonais, Kiku-2 (Chrysanthème 2), qui pèsera 130 kilos. Une fois lancé, il sera placé en orbite à une altitude de 35 786 km. Sa capacité presque triplée, devra être essayée l'an prochain.

concours d'entrée
obligatoire: 3-4 septembre

un enseignement d'un style différent
pour la formation d'assistant(e) de direction
BTSS bilingue - trilingue

desire recevoir la brochure ESD ☐ EAD ☐
Diplôme Niveau

- un entraînement aux pratiques de la gestion sociale en tant que système de motivation, de dialogue et de concertation.

20, rue François-1^{er}, 75008 Paris

RADIO-TÉLÉVISION

CARNET

Jeudi 3 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

18 h **Regard sur le monde** : Actualités.
Un reportage de R. Saut.
19 h **Caméra au poing** : Au soleil du Karoo.
20 h **Émissions régionales**.
21 h **Le mouvement des radicaux de gauche**.
22 h **Journal**.
23 h **L'odyssée sous-marine** : Formes de mer.
Une émission de J.-Y. Courcier.
On retrouve encore des restes de sauterelles auvergnates. Ce film nous fait découvrir les fondements de deux cultures, dont l'une est le Saint-Pierre, à la suite de l'exploration de la montagne Pelée en Martinique, en 1902.
24 h **Comédie** : « Le Fosseur de Séville ».
Renaudie du spectacle présenté au Festival de Saint-Étienne en 1979. Mise en scène de Jacques Rosny, avec J.-P. Bourvier, M. Meyers, J. Lemaire, J.-P. Baud.
25 h **Tour de France**.
26 h **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

18 h **Révisé à 2**.
Le Fantôme de l'espace, Mlle Rose et Charlemagne, Sébastien et Diabolo, Dino Boy.
19 h **30 C'est la vie**.
20 h **Journal**.

18 h 30 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 **D'accord pas d'accord**.
19 h 30 **Émissions régionales**.
20 h **Journal**.
21 h 30 **Cinéma** : « Ah ! les belles bacchantes ». Film français de Jean Loupoué (1979), avec E. Dhéry, C. Smet, R. Buisson, L. de Fond, R. Leguay, R. Ochoa, J. Legras, J. Maillet.
Un commissaire de police, une démission délicate, un plombier et sa femme perturbent les répétitions d'une revue de music-hall.
22 h **Anna Proust**.
Un portrait d'artiste de la chanteuse polonaise. Des images d'archives par le réalisateur Rauli Sanga.
23 h **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 **Tribune libre**.
Les jeunes et la société : l'épanouissement par le sport.
19 h 10 **Journal**.
19 h 30 **Émissions régionales**.
20 h **40 Pour les jeunes**.
L'été auvergnate d'après Jules Verne : Sébastien de France : Trois enfants en Briançonnais.
21 h **Les Jeux**.

Vendredi 4 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h **Tennis à Wimbledon**.
13 h 30 **Le Grand Journal**.
14 h 30 **Série** : « La riche et le pauvre ». Réalisation de B. Sagal, avec P. Krauss, N. Nolle, S. Blakely, B. Bixby, E. Millard.
15 h 25 **Jeune patrouille**.
L'art de voyager intelligemment.
16 h 55 **Scoubidou**.
Le Mystère de l'île hantée.
17 h 25 **Croque vacances**.
Désolé, mais ! 17 h 30, Bricolage (17 h 35, Infos-nature ; 17 h 45, Momo et Ursula).
18 h **Documentaire** : Regardez sur le monde. Les Tourneurs du crépuscule.
19 h **Caméra au poing**.
Nos combats de la jungle.
20 h **Émissions régionales**.
21 h **Tour de France**.
22 h **Journal**.
23 h **Dramatique** : « Julien Fontanes, magistrat ».
Réalisation François Dupont-Midy, avec J. Morel, J. Serre, E. Dandry.
Sur le toit de la maison natale où il est né, un homme, un prisonnier, Serge Marquand, écrit ses mémoires. Julien Fontanes, chargé de l'affaire, se trouve face à deux vérités qui s'opposent.
24 h **Château de France** : Blois.
Série documentaire de J. Favier et J.-P. Chassagnon-Thomé.
25 h 45 **Journal** et cinq jours en Bourgogne.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 **ANTLOPE**.
12 h 10 **Spécial Tour de France**.
12 h 45 **Journal**.
13 h 35 **Série** : Ah ! quelle famille. L'Artiste.
14 h **Feuilleton** : La dynastie des Forsyte. Grande série de la BBC.
15 h 30 **Sport** : Tennis à Wimbledon.
16 h **Révisé à 2**.
Le Fantôme de l'espace, Mlle Rose et Charlemagne, Sébastien et Diabolo, Dino Boy.
17 h 30 **C'est la vie**.
18 h 30 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
19 h 30 **Émissions régionales**.
20 h 45 **Journal**.

20 h 30 **Série** : Whimmet.
L. De Sable et de sang, réal. Marcel Camus, avec P. Bric, E. Ranch, A. Bruneau.
21 h 35 **Apostrophes**.
Avec le temps : « Testament phonographique » (Léo Ferré), « Parole-moi de Louise » (Eugène Barthe), « La Bonne Bouche » (Jean Anglade), « Une poignée d'années » (Gaby Segal), « Toulon, le cri d'un enfant » (Pierre-Jean Hélian).
22 h 55 **Journal**.
23 h **Chéris** (histoire au présent) : « Allemagne, année zéro ». Film allemand de R. Rosenthal (1967), avec E. Moschka, L. Rittner, E. Pittschau, F. Kruger, E. Gubne (v.o. sous-titrée R.).
Les riches de Berlin, où les temps de la guerre tentent de survivre. Un garçon de douze ans, influencé par les théories sociales de son oncle, tente d'empêcher son père malade, qui était pour la famille une douce hantise.
24 h **Documentaire** : Regardez sur la situation de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest, après la chute du mur de Berlin. Un réalisateur qui se rendait des deux côtés.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 **Tribune libre**.
Les jeunes et l'expression artistique.
19 h 10 **Journal**.
19 h 30 **Émissions régionales**.
20 h **40 Pour les jeunes**.
L'été auvergnate d'après Jules Verne : Sébastien de France : Trois enfants en Briançonnais.
21 h **Les Jeux**.
22 h 30 **V 3** : Le nouveau vendredi : La croix de la Vierge.
Une émission de Jean-Marie Cavada et Michel Toulmond.
Le « mot de la semaine » : c'est le mot qui résume une semaine de brèves (de 2 à 2 heures).
« L'écriture de la semaine » : une œuvre littéraire ou artistique de la semaine.
« Les mots de la semaine » : les mots les plus utilisés de la semaine.
« Les mots de la semaine » : les mots les plus utilisés de la semaine.
21 h 30 **Dramatique** : « La Vierge d'Ille ». D'après P. Maréchal. Scénario : J.-J. Bernard et E. Sée. Avec P. Marthout, etc.
Invité par son oncle à venir admirer une très belle statue antique, celui-ci se rend compte que celle-ci est un étrange pot pourri de tous les styles. Une œuvre d'art ou une adaptation d'une des très belles nouvelles fantastiques de Prosper Mérimée.
22 h 25 **Journal**.
23 h 45 **Magazine** : Thalassa.

20 h 30 **Cinéma** (épisode C. Deneuvre) : « L'été ». Film italien de M. Perini (1971), avec C. Deneuvre, M. Mastroianni, C. Marchand, V. Stroff, F. Laperrouse, M. Piccoli (Rediffusion).
Un homme est seul avec son chien sur une île. Il recueille une jeune femme échappée d'un yacht. Elle est en train de se tuer, mais son chien et sa femme, sous une atmosphère morbide, Catherine Deneuve, dominent la distribution.

FRANCE - CULTURE

18 h 30, Feuilleton : « Martin Eden », d'après J. London.
19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : Les arctiques.
20 h, « Sidhartha », de V. Segalen, avec P. Constant, etc.
21 h 30, Nuits magiques : Peinture française.

FRANCE - MUSIQUE

20 h, « Météo à la mémoire de Lisszt » (Lisszt).
21 h, Festival de Vienne 1980 : « Divertissement » de M. 128 (Mozart) ; « Sonate pour cordes en ut » (Bach) ; « Symphonie » (Haydn) ; « Potpourri en si bémol » (Schubert) ; « Symphonie pour cordes en ut mineur » (Mendelssohn), par le Wiener Streichorchester.
22 h, Les Nuits d'été : Auvergne.

FRANCE - CULTURE

18 h 30, Matinales.
19 h 30, Les chemins de la connaissance : Le Moyen-Orient ancien (histoire) ; A 8 h 30, La demeure et la cité (l'habitat, l'urbanisme, le paysage).
20 h 30, Soirée au hasard.
21 h 30, Matinales des arts et du spectacle.
22 h 30, Les chemins de la connaissance : Le Moyen-Orient ancien (histoire) ; A 8 h 30, La demeure et la cité (l'habitat, l'urbanisme, le paysage).
23 h 30, Soirée au hasard.
24 h 30, Matinales des arts et du spectacle.

FRANCE - MUSIQUE

18 h 30, La musique aux champs : Œuvres de Ravel, Lalo, J. Strauss, Meyerbeer et Massenet.
19 h 30, L'intégrale pour orgue de Bach.
20 h 30, Un grand soliste chargé d'annoncer : Bela Bartok : 2 h 30, Récital : 2 h 30, Le défilé des doigts : L'intégrale de Liszt.
21 h 30, Un grand soliste chargé d'annoncer (suite) : 2 h 30, Récital : 2 h 30, Le défilé des doigts : L'intégrale de Liszt.
22 h 30, Concert : « Quatuor à cordes n° 3 » (Haydn) ; « Quatuor n° 4 » (Bartok) ; « Quatuor n° 5 » (Haydn) ; « Quatuor n° 6 » (Bartok), par le Nouveau Quatuor Hongrois.
23 h 30, Jam vivant estival : Le Quatuor de Art Taylor et le quatuor de Bill Hardman.
24 h 30, Un grand soliste chargé d'annoncer : Œuvres de Dohnanyi, Bartok, Scriabin et E. Elgar.
25 h 30, Concert : « Le Corsaire » (Berlioz) ; « Concerto pour violon » (Tchaikowski) ; « Concerto pour orchestre » (Bartok), par l'Orchestre national de France, dir. Charles Dutoit, avec Kyung Wha Chung, violon ; 19 h 30, Kiosque.
26 h 30, Concert : « Ouverture pour une fête académique » (Strauss) ; « Musique pour orchestre » (Rudi Stephan) ; « Symphonie n° 8 » (Tchaikowski), par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Sergi Celibidache.
27 h 30, Les Nuits d'été : Portraits par petites touches : « Sonate n° 7 en ré majeur » (Bach), avec P. Agnèsy ; 22 h 30, Vieilles chies : le Festival de Perpignan 1981 (reportage) ; 23 h 30, Grandes œuvres - Grande interprète (Haydn, Mozart).

Fiançailles

— M. André CHOUQUET et Mme. née Geneviève Schar.
M. Pierre-André DELABY et Mme. née Marie-Antoinette Cénat, ont la joie d'annoncer les fiançailles de leurs enfants.
Agnes et Christophe.
3 bis, rue Parmentier, 6, villa du Roule, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Mariages

— Toulon, Paris, Vernon.
Mme M. André, l'ingénieur général et Mme P. ANDREAU, Le docteur et Mme J. CORNETTE, sont heureux de faire part du mariage de
Christine et Michel.

— Le professeur et Mme Hugues MONOD sont heureux de faire part du mariage de leur fils
Alain.
Christine BOUTHER, le vendredi 4 juillet 1980, à Mort.

— Mme GENEVIEVE BENOIST, Le docteur ESCOFFIER-LAMBERT, sont heureux de faire part du mariage de leur fille
Stéphane et Isabelle, le 10 juillet 1980.

— Christine ANZIEU et Jérôme FREMMERIEU ont la joie d'annoncer qu'ils se sont mariés le 25 juin 1980, 17, rue des Cordeliers, 75013 Paris.

— François et Roger PRUVOST, Odile et Bernard TARDIEU, sont heureux de faire part du mariage de leur fille
Anne et Jean-Bernard, le 5 juillet 1980, à 18 heures, en l'église Saint-François-Xavier, à Paris.

Décès

— Mme Daniel BARGETON, née Janine Borgeau, son épouse, M. et Mme Klaus Hassenteufel, Bargeton, et Eric, ses enfants et petits-enfants, Les familles Parquet, Sorin, Verdier, Rami, Durand-Garnier, Fancher, sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M. Daniel BARGETON, professeur honoraire, à la faculté de médecine, membre de l'Institut, survenu le 25 juin, dans sa soixante-quatrième année.

— L'inhumation a eu lieu dans l'église Saint-André-de-Majence (Gard).
« Qu'ils se reposent de leur labeur, car leurs œuvres les suivent. »
Apo. 14, XIII.

Une commémoration réunira ses amis à une date qui sera précisée ultérieurement.
Ces avis tiennent lieu de faire-part.
Mme Daniel Bargeton, 124, quai Louis-Bleriot, 92161 Paris.
(Le Monde du 2 juillet).

— Nantes, Redon, Ville-d'Avray.
M. et Mme Georges Olivet et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Louis CHAUSSE.

Le deuil se réunira en l'église Saint-Pierre, le vendredi 4 juillet 1980, à 18 heures.
Funérailles Font-du-Cornet, à Nantes.
57, rue des Auvervays, 44000 Redon.
20, avenue des Océans, 92161 Ville-d'Avray.

— Nous apprenons le décès de M. Roger de VITTON de PEYRUE, ancien député du Morbihan, survenu le mercredi 2 juillet.

— Nous apprenons le décès de M. Roger de VITTON de PEYRUE, ancien député du Morbihan, survenu le mercredi 2 juillet. (M. le 15 mars 1923 à Kervadec (Morbihan), Roger de Vitton de Peyrue, agriculteur, avait été élu maire de Kervadec de 1929 à 1945. Candidat aux élections sénatoriales de 1945, il avait été élu à l'Assemblée nationale comme député R.D. de la 9^e circonscription du Morbihan (Lorient) de 1946 à 1953, date à laquelle il avait tenté, sans succès, de conserver son mandat législatif. Président, depuis 1945, de la coopérative agricole de la région de Lorient, son père avait fondé, il avait dirigé la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles.)

— Une pensée de souvenir affectueux est adressée à l'occasion du huitième anniversaire de la mort du docteur H. DESCOMPS.

— Une messe sera célébrée en l'église Notre-Dame des Victoires, place des Petits-Pères, Paris (2^e), le vendredi 4 juillet 1980, à 19 heures, à la mémoire du lieutenant Roger DEQUEDEDE, fusillé le 6 juillet 1921.

Claude FIEGTS, et du sergent Albert DOVECAR, fusillés le 7 juillet 1921.

— Une cérémonie aura lieu le samedi 5 juillet, à 10 h 30, sur la tombe du lieutenant Roger DEQUEDEDE, au cimetière des Gonards, à Versailles.

— Le 3 juillet 1979, Jean-Marie FIGAUD nous quittait. Une pensée toute particulière est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé et gardent son souvenir.

— Les œuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte, 4, avenue Marceau, 75001 Paris Cedex 8, lancent un appel pour l'aide aux enfants de l'Ouganda. C.C.F. 12 078 45 Paris.

— Sur terre, sur mer ou dans les airs, Je bois SCHWEPES, SCHWEPES « Indica Tonka » ou SCHWEPES Lemon.

Les repères de Montand

On a tout vu passer, jour après jour, sur nos écrans, le petit et le grand, l'ombre portée de la marche du temps. Notre mémoire est tapissée d'images. Mais ce n'est pas nous qui les avons choisies, contrairement à ce qu'on croit. Elles se sont inscrites de force dans notre inconscient. Si vous interrogez les gens autour de vous, vous verrez, ce sont toujours à peu près les mêmes qui ressortent : Einstein tirant la langue, les foules affolées, fouettées par les aboiements du Fôret, les amoncellements de cadavres derrière les barbelés hertisés de miradors, la fin des Lumières de la ville, etc.

Si l'on veut évoquer l'histoire de ces quarante dernières années en se promenant dans le musée imaginaire d'une série de personnalités, il faut tricher, forcément, sinon on s'arrêterait toujours devant la reproduction en couleur, qu'en noir et blanc, des mêmes événements-chose. Merovingien, sur Antoine 2, deux Montand et choisis une demi-douzaine d'images, points de repère, bornes kilométriques, poteaux indicateurs, lui permettant d'évoquer, en retour sur

ses pas, le cheminement de ses convictions politiques.
Nourri de cinéma américain, il a le courage — à présent il ne risque plus grand-chose — de rendre hommage à travers lui à cette œuvre d'apocryphe, à ce pays des libertés. Ce ne sont pas les mêmes pour tous, il le sait, il l'admet. Cependant, il n'hésite pas à reprendre à son compte la célèbre devise « Keep America strong », et il condamne sans distinction les totalitarismes, nazi et les autres d'abord, « socialiste » ensuite, qui ont dominé le vingtième siècle en Europe.

Chargé de lui lancer le réplique, Raymond Jean, un écrivain inscrit au P.C., s'est montré très conciliant. Il lui a donné raison à peu près sur toute la ligne. Il n'a tiqué vraiment que sur ce signe de compréhensible arithmétique. Staline = Hitler, il faut dire que, par moments, Montand apparaît de l'eau à son moulin à prière. A propos de la guerre du Vietnam en particulier. Comme il s'agit de la seule guerre coloniale à laquelle on ait assisté, comme si la guerre d'Indochine n'avait jamais eu

lieu. Parce qu'après, nous, il on a plus bagages, c'est pour avoir pris la pègre à Dien-Bien-Phu. Il faudrait peut-être le rappeler. Tandis que, fait unique dans les annales, c'est l'opinion publique qui a forcé Washington à rapatrier ses troupes. Alain Touraine, présent lui aussi, l'a souligné, le croit. A juste titre.

Sans compter une autre guerre assez récente et d'une assez rare atrocité, une guerre bien à nous et totalement oubliée par les autorités, avec notre complicité, soyons honnêtes. Sans oublier, oui, la guerre d'Algérie. On n'en a pas dit un mot à l'antenne. C'est révélateur, non ?

Conclusion de cette complainte de l'intellectuel frustré, floué, dont nous pourrions prendre au cœur le refrain : au tantisme des idéologies ont succédé le doute, l'interrogation, et les droits de l'homme prennent enfin le pas sur les impératifs des religions d'Etat.

CLAUDE SARRAUTE.

du 8 au 19 juillet

CONEDIE-FRANÇAISE

SHAKESPEARE

LA NUIT DES ROIS

mise en scène TERRY HANDS

Prix du Meilleur Spectacle saison 1976

Location: 296-10-20

MORTS VIVANTS

ADMETTEZ UN CRIME PARFAIT ?

5% DE RISQUE

JEAN POLLAULT

MÉDECINE

DÉNONÇANT LES ABUS ET LES GASPILLAGES

La Cour des comptes demande une réforme générale des conditions d'exercice de la médecine hospitalière

Nous poursuivons aujourd'hui l'analyse du rapport pour 1980 de la Cour des comptes commencée dans nos numéros datés 29-30 juin et 2 juillet.

Les dépenses hospitalières représentent plus de la moitié du budget de l'assu-

rance-maladie, dont l'ampleur et le taux de croissance accablent souvent chez les pouvoirs publics les graves préoccupations que l'on sait. Les frais de personnel entrent pour plus de 65 % dans ces dépenses hospitalières, et la Cour des comptes s'est penchée cette année sur le

statut, les rémunérations et le comportement de ce corps médical dont les services sont parfois lourds mais qui bénéficie aussi de privilèges ou de rentes de situation tenus par la Cour, et dans certains cas particulièrement flagrants, pour exorbitants.

La transformation profonde des hôpitaux depuis un demi-siècle, l'effort d'humanisation conduit durant ces dix dernières années, l'adoption de la loi hospitalière et la modification du statut des médecins par l'introduction d'une pratique à plein temps bénéficiant d'un traitement régulier, puis par l'adoption d'un statut du métier type pour les praticiens à temps partiel et pour les attachés, toutes ces évolutions ont donné à la carrière hospitalière un attrait indiscutable. Ce qui explique sans doute que l'effectif des praticiens hospitaliers se soit accru de 1970 à 1977 de 77 %, alors que le nombre des lits ne progressait dans le même temps que de 19 %.

C'est dans les hôpitaux universitaires que l'attrait de la carrière est le plus grand, dans la mesure où elle peut donner accès à la double appartenance et donc à la double rémunération, hospitalière et universitaire.

La Cour constate que les créations de postes sont à ce titre importantes, trop importantes, et qu'elles s'effectuent le plus souvent par la division de services existants, « opération qui peut dans certains cas être motivée par le souci d'améliorer le déroulement d'une carrière » (et non par l'intérêt public).

L'encadrement médical a connu dans les hôpitaux non universitaires un développement également très important, « alors qu'il n'était manifestement pas lié à celui du nombre de lits ».

Ainsi, la Cour relève que, à Salon-de-Provence, le nombre de

lits a augmenté de 1974 à 1978 de 45 %, alors que celui des praticiens a plus que doublé. Mieux encore, ce nombre a doublé aussi à l'hôpital de Versailles, dont le potentiel de lits est resté stable, et l'hôpital de Montluçon, qui a supprimé quarante lits en 1978, a néanmoins recruté quatre médecins supplémentaires.

La technique de ces recrutements est simple : il suffit de diviser des services existants en spécialités pour leur chercher ensuite un chef. On trouve ainsi au petit centre hospitalier d'Orléans un service de soins de lits de pédiatrie à temps partiel, de « capacité », et un autre de trois lits en neurologie.

A Blois, on compte un chef de service et un attaché pour un mini-service de stomatologie qui n'est occupé qu'à 14 % de sa capacité. L'ophtalmologie (dix lits) et l'oto-rhino-laryngologie (dix lits) comptent chacune deux praticiens à temps partiel et un attaché.

Epinal a divisé son service de chirurgie en deux unités de vingt-cinq lits chacune disposant chacune de deux praticiens à plein temps.

Certains hôpitaux ouvrent des services très spécialisés qui dépassent leurs besoins, et y mettent des malades dont l'état ne requiert pas les soins coûteux qu'ils sont destinés. D'ailleurs, si l'état des services est si mauvais, pourquoi ne pas les supprimer ?

Certains hôpitaux ouvrent des services très spécialisés qui dépassent leurs besoins, et y mettent des malades dont l'état ne requiert pas les soins coûteux qu'ils sont destinés. D'ailleurs, si l'état des services est si mauvais, pourquoi ne pas les supprimer ?

Le recrutement tous azimuts à la pléthore

La Cour aurait vu moins d'objection à la multiplication des postes à plein temps si celle-ci s'était accompagnée d'une réduction des effectifs médicaux à temps partiel. Il n'en est malheureusement rien, et les exemples de Carcassonne, La Roche-sur-Yon, Montluçon, Vichy, Epinal, Mont-de-Marsan montrent que le recrutement s'est fait tous azimuts, concernant aussi bien les attachés que les temps partiels. Ces pratiques conduisent à une pléthore médicale que déplore la Cour. Les quarante-deux lits de chirurgie du petit hôpital d'Orsay

occupent un chef de service à plein temps, trois chefs de service à temps partiel, un assistant à temps partiel et cinq attachés ; quant à la radiologie, elle dispose de trois praticiens à plein temps. A Tarbes, un service de médecine de trente-quatre lits compte six médecins hospitaliers et un maternité de Vire (trente-sept lits) est encadrée par quatre médecins à plein temps plus un attaché, celle qui servait jadis à la fonction publique y est donc extrêmement élevée, d'autant plus élevée d'ailleurs que son taux d'occupation est faible.

Surclassés, surpayés

Les rémunérations des médecins hospitaliers dépendent du classement du service (et de l'hôpital) dans lequel ils exercent ; lequel classement est décidé par les conseils d'administration hospitaliers sur des critères plutôt flous, en fonction de la dimension et du degré d'activité des services. A Versailles, les services d'ophtalmologie (six lits), d'oto-rhino-laryngologie (neuf lits) et de stomatologie (trois lits) ont tous été admis dans le premier groupe. Même faveur pour l'hôpital d'Arles, qui, en 1976, tous ces services passent dans ce groupe convoité.

La Cour rappelle à ce sujet que « les conseils d'administration des hôpitaux composés en majorité d'élus locaux et de médecins sont aussi responsables de la gestion des hôpitaux que les conséquences financières de leurs décisions n'affectent pas les budgets locaux mais pèsent essentiellement sur les régimes de sécurité sociale. Aucun élément risquant d'occultier la charge d'équipement et de fonctionnement des services ne devrait leur être indifférent ». Elle regrette que les préfets et les médecins inspecteurs régionaux de la santé ne soient pas plus vigilants et que l'administration centrale n'ait fourni à ce sujet ni réglementation

claire ni direction ferme (1). Une telle situation explique sans doute « l'importance des déficits qui se manifestent dans les établissements où les effectifs du corps médical paraissent dépasser ce qu'exigerait le niveau d'activité ». Déficit qu'alourdit encore le processus absurde du recouvrement des honoraires à l'acte et de constitution d'une « masse », celle qui servait jadis à la rémunération des praticiens à temps partiel. La gestion de ce système « périmé » est coûteuse, elle alourdit inutilement la tâche des administrations concernées et « rien ne la justifie plus, estime la Cour, dès lors que tous les praticiens reçoivent une rémunération forfaitaire, y compris les attachés ».

Ces derniers, qui sont vacataires, ont vu leur effectif progresser de façon accélérée. A ce point, qu'ils représentent en 1977 54,9 % du corps médical hospitalier.

A Paris, deux services de dermatologie de Saint-Louis comptent respectivement 33 et 23 attachés. Le service de pédiatrie de la Pitié-Salpêtrière en compte 25, et un service d'ophtalmologie de l'Hôtel-Dieu dont le chef n'exerce qu'à temps partiel dispose du concours de 50 attachés.

Les sinécures

Le principe du respect des situations acquises conduit parfois à maintenir d'avantage de grades et de rémunérations pour des praticiens dont les prestations sont, c'est le moins qu'on puisse dire, peu contraignantes. A Mantes-la-Jolie, par exemple, deux chefs de service, rémunérés chacun pour six demi-journées de travail par semaine, ont effectué à deux, en 1978, un nombre d'actes radiologiques correspondant à moins de la moitié de celui qui fait seul et en moyenne un radiologue à

plein temps. A Honfleur, pour deux médecins, ce nombre dépasse à peine le dixième de la norme. A Epinal, les spécialistes d'ophtalmologie et d'oto-rhino-laryngologie sont payés à mi-temps chacun pour des mini-services de cinq lits occupés respectivement à 9 et à 5 % de leurs capacités.

Toutefois à Epinal, deux radiologues adjoints ont été maintenus dans un service tenu déjà par trois confrères à temps plein. La complaisance des uns et la

Activité privée dans les services publics

Un tel laxisme a amené certains praticiens à multiplier leurs activités privées soit en clinique ouverte, soit dans le secteur privé réservé aux médecins à plein temps. Les redoublements de services de consultation privée, se faisant rémunérer par leurs clients au tarif de ville et ne versant à l'hôpital que 10 % des honoraires en principe perçus, et cela même lorsqu'ils utilisent du matériel radiologique, sont devenus de plus en plus fréquents.

Les praticiens exerçant à plein temps jouissent pour leur part du privilège de pouvoir recevoir à l'hôpital leur clientèle personnelle, selon des honoraires librement déterminés, et cela à raison de deux séances par semaine.

Les enquêteurs de la Cour ont été choqués par les abus constatés dans ce domaine qui suggèrent dans l'immédiat « une profonde réforme des conditions d'exercice de la médecine hospitalière » dont ils proposent carrément que « l'opportunité de sa suppression soit envisagée ».

A Verdun, le chirurgien et les deux gynécologues ont tellement de malades privés qu'ils ne peuvent pas exercer à l'hôpital.

A Chambéry, le nombre des consultations privées assurées par deux gynécologues est tel qu'il correspondrait à trois minutes par patiente si les horaires réglementaires étaient réellement respectés.

Certains praticiens font 400 consultations ou visites par an hors de l'hôpital ; un gynécologue parisien à plein temps a réalisé en 1977 hors de son hôpital près de 3 000 interventions.

Les redevances que doivent les médecins à l'hôpital pour les facilités fournies ne sont que très insuffisamment (ou pas du tout) réglées. Les redoublements après contrôles et enquêtes se sont élevés à près de 400 000 F en une seule année à l'Assistance publique de Marseille. Fort heureusement, de tels abus ne doivent pas être considérés comme généralisés, souligne la Cour, nombreux sont les praticiens qui utilisent modérément ou pas du tout les facilités qui leur sont accordées.

« Prévenir les abus »

Le fonctionnement des cliniques ouvertes et du secteur privé feront l'objet d'un décret en cours d'élaboration pour prévenir les abus. D'ores et déjà, précise la Cour, les contrôles effectués en ce domaine par l'Inspection générale des finances ont conduit à des redoublements concernant 10 unités de soins de la santé en France pour les seuls praticiens exerçant à plein temps dans les grands établissements. Le ministre annonce en conclu-

Le Tour de France cycliste

Thurau dans le collimateur

De notre envoyé spécial

Compiègne. — Après Bernard Hinault, un autre Français s'est illustré dans le Tour de France. Jean-Louis Gauthier a remporté, mercredi 3 juillet, la sixième étape Lille-Compiègne qui empruntait le parcours de Paris-Roubaix, en sens inverse. Sa performance apparaît d'autant plus remarquable qu'il a battu au sprint le Belge Verhulst et l'ancien champion du monde, Joris Knetschmann. Le Belge F. Verhulst a conservé le maillot jaune avec trois minutes vingt-huit secondes d'avance sur Hinault. Mais dans la caravane il est surtout question de l'Allemand Dietrich Thurau sur lequel pèsent de lourdes présomptions de dopage.

Malgré deux contrôles antidopage reconnus positifs à l'issue du Tour de Romandie et du championnat d'Allemagne, tout a été tenté dans la coulisse pour lui permettre de s'aligner au départ du Tour de France à Francfort, sur le chemin de la victoire. Trente-septième du classement général à 16 min. 36 sec. de Rudi F. Verhulst et à près d'un quart d'heure de Bernard Hinault, il n'a plus les honneurs du communiqué.

Wimbledon. — Le Centre Court de Wimbledon a été mercredi 2 juillet le théâtre d'un match féminin entre Martina Navratilova, vingt-deux ans, victorieuse à l'arraché de Billie-Jean King (trente-six ans), qui restera dans la légende, et que nous ne sommes pas près d'oublier. Cette rencontre de championnes fit palpiter non seulement la demi-finale féminine, gagnée par Evonne Cawley sur Tracy Austin, mais les quatre autres parties du simple messieurs qui furent toutes gagnées par Gene Mayer devant Fleming, Connors devant Priester, et Gottfried devant Navratilova.

Quand les deux jeunes pénétrèrent sur le court à midi, sous un soleil d'été bienvenu, elles représentèrent un débat interrompu par la pluie de la veille. Martina Navratilova avait remporté le premier set par 7-5 en glissant sur l'herbe mouillée, et non sans que Billie-Jean King, plus gênée qu'elle encore par les conditions météo, lui ait donné de la tablature. Mais ce n'était rien. Car les deux sets qui se disputèrent en ce jour furent suspendus tout ce que nous avions vu jusqu'alors dans le tournoi. D'entrée, Billie-Jean King se mit à jouer d'une manière extraordinaire.

Incapable de perdre un point — son adversaire n'en marquant que trois — elle signa cinq jeux en un clin d'œil. Service, retour, volée décisive ; tout filait comme dans un rêve, les lignes se faisaient fumer les lignes. Le temps de souffler à peine, elle servait le set qu'elle enlevait blanc, 6-1 et deuxième set pour King. Ce festival ne pouvait durer. Martina Navratilova est autre-ment coriace que Virginia Wade. Sous l'orage, elle avait gardé la grande cadence et ne faiblissait pas. Elle repartit donc à l'attaque au début du troisième set. Egaux à trois partout et menée 0-40 sur son service, elle gagna alors quatre échanges de toute beauté, où les deux adversaires au point se renvoyèrent la balle comme des rires de coqs de combat.

A ce moment, Martina n'en menait pas moins 5-4 et l'on craignait le pire pour celle qui se nomme elle-même *The Old Lady*, mais non. King tient tête et la volée qui repart, menant 6-5. Au tour de Martina, qui n'est pas en reste, de reprendre la balle. Mieux, elle compte trois balles de match sur le service de Billie-Jean King. Celle-ci, pour la première fois, céda à un geste d'humour : elle donna un coup de poing sur la balle qui l'a trahi. Ce serait mal la connaître que de croire qu'elle bascule les bras ; au contraire, elle égalise à 7 partout, grâce à des volées définitives. « Oh ! non », s'exclama Martina sur sa dernière réplique qu'elle a jugée bonne. Mais l'arbitre de chaise, interpellé par elle, reste de marbre : on ne plaisante pas, ici, avec les juges, et la foule qui ne cesse d'applaudir à tout ce qui se passe sur le court, trouve le spectacle de deux femmes, l'une si jeune et l'autre si expérimentée, si intéressant. Cependant, à 8-7, il n'y a pas de tie-break à la troisième manche — Navratilova possède à 0-40 trois balles de match.

L'instant d'après, le score est de 9-8 en sa faveur, soit deux nouvelles balles de match sur le service de King. Celle-ci, reprenant les balles les plus ris-

quées, égale encore. Avantage Navratilova : neuvième balle de match. La championne du monde, double triomphatrice de Wimbledon (1978 et 1979) paraît tout à fait sûre d'elle. Pourtant, elle dira après la rencontre qu'en cette minute décisive elle pouvait entendre les palpitations de son cœur. Sur ce King est montée à la volée mais cette fois c'est trop : elle est passée d'une manière fulgurante. Martina Navratilova bondit en l'air en signe de victoire et court vers sa glorieuse amie. Mais Billie-Jean King, qui vient de vivre les grisantes émotions qu'elle dit tant aimer, prend ses mal de nerfs ; elle est épuisée, elle a besoin de se reposer, elle s'en va s'isoler sous la chaise d'arbitre. Sa carrière est là pour la consoler — et son formidable « come back » défiant les ans.

OLIVIER MERLIN.

RESULTATS
SIMPLE MESSIEURS
Boutaines de finale. — Connors (E.-U.), 6-4, 6-7, 6-4, 6-7.
Quarts de finale. — Borg (Suède) 6-3, 6-4, 6-7, 6-3 ; Connors (E.-U.) 6-4, 7-5, 6-3 ; McEnroe (E.-U.) 6-3, 6-4, 6-7, 6-3.
SIMPLE DAMES
Quarts de finale. — Martina Navratilova (E.-U.), 7-5, 6-4, 10-8.
Demi-finale. — Evonne Cawley (E.-U.), 6-3, 6-4, 6-4.

JEUX OLYMPIQUES

DES ATHLÈTES FRANÇAIS ENVISAGENT DE MANIFESTER LEUR DÉSAPPROBATION A MOSCOU

Cent neuf athlètes, dont une vingtaine ont été sélectionnés pour les Jeux olympiques de Moscou, ont publié le communiqué suivant :

« Nous, soussignés, nous nous opposons à la participation des Jeux olympiques ayant lieu à Moscou, car ceux-ci sont pour nous une expérience unique et la participation d'un athlète à ces Jeux est une décision irréversible. »

« Nous refusons d'être des otages de la politique, des pions manipulés par les quatre ans, et nous n'entendons pas cautionner la campagne électorale de J. Carter. »

« Nous, sportifs et hommes, réclamons le droit élémentaire et universel de nous déterminer nous-mêmes. »

« Indignés, aussi bien par l'action intéressée entreprise par Carter que par l'interférence soviétique en Afghanistan et le non-respect des droits de l'homme en U.R.S.S., nous demandons à tous les hommes qui se rendront en U.R.S.S. de manifester sur place leur désapprobation. »

« Nous ne pouvons rester indifférents à la souffrance des hommes. »

L'un des signataires du communiqué, José María, détenteur du record de France du 800 mètres, a précisé que des manifestations publiques traduisant la désapprobation que leur inspire l'interférence soviétique en Afghanistan et le non-respect des droits de l'homme en U.R.S.S. n'étaient pas à exclure à Moscou pendant la durée des Jeux.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être l'APPELLEMENT que vous recherchez.

La Cour des Comptes, pour quoi faire ?

« La Cour des Comptes », par Jean Raynaud.

Vient de paraître : Que Sais-je ? n° 1876.



Le Monde

Service des Abonnements
2, rue du Louvre
75001 PARIS - CEDEX 09
G.C.P. Paris 4897-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
360 F 360 F 360 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
360 F 360 F 360 F

ÉTRANGERS
(par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
360 F 360 F 360 F

IL - SUISSE - TURQUIE
360 F 360 F 360 F

Par voie aérienne
2000 F sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (cette voie) sont priés de bien vouloir joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse, démission ou prolongation (à l'exception des abonnements à l'étranger) doivent être adressés à l'administration avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez nous adresser vos lettres, tous les jours, à l'adresse ci-dessus.

Le Monde

500 000 000

DE LA MÉDITERRANÉE

port de confort et de la rapidité

Une flotte renouvelée

La flotte de la Méditerranée est en pleine mutation. Les compagnies maritimes investissent massivement dans de nouveaux navires, plus rapides, plus confortables et plus adaptés aux besoins du marché méditerranéen. Cette renouveau de la flotte est le fruit de la coopération entre les armateurs et les pouvoirs publics, qui ont mis en place des programmes de financement et de soutien à l'industrie navale. Les nouveaux navires, équipés des dernières technologies, offrent une meilleure performance énergétique et une réduction des émissions polluantes, répondant ainsi aux exigences environnementales croissantes. Cette modernisation de la flotte est essentielle pour maintenir la compétitivité du transport maritime méditerranéen face à la concurrence internationale.

Logement et travaux publics

Les domaines dans lesquels une collaboration peut s'établir entre Alger et Marseille sont nombreux. Deux grands volets de coopération, administrative d'une part, économique et technique d'autre part, ont été définis. Une liste précise d'actions sera ultérieurement publiée. Les Algériens ont, en particulier, des besoins considérables en logements, puisqu'ils doivent en construire cent mille par an dans les cinq prochaines années, et deux cent mille dans les cinq années suivantes. Dans cette perspective, il est prévu une collaboration suivie.

ENVIRONNEMENT

LES CENTRALES NUCLÉAIRES ET L'EUROPE

Cattenom inquiète les Luxembourgeois

De notre correspondant

Bruxelles. — M. Pierre Werner, premier ministre luxembourgeois, a exprimé, le 2 juillet, à Bruxelles, ses préoccupations au sujet de la construction de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle) à M. Roy Jenkins, président de la Commission européenne, et à ses collègues du grand-duché de Luxembourg. La démarche du grand-duché intervient en lendemain du veto émis par Paris sur la « directive Seveso », qui prévoit la nécessité pour un État membre d'informer ses voisins des risques que présentent certaines activités industrielles (le Monde du 3 juillet). Le secteur nucléaire n'est pas précisément visé par la « directive Seveso », mais les pays du Benelux, en demandant son adoption, pensent non seulement aux industries chimiques mais aux mines de potasse d'Alsace, qui déversent leur sel dans le Rhin, et aux centrales françaises situées en amont de leurs villes. Déjà par leur assentiment à la construction de la centrale de Cattenom, les Français, ils demandent maintenant l'arbitrage de la C.E.E. Tel est le sens de la visite de M. Werner à la Commission. Le premier ministre luxembourgeois a expliqué à ses interlocuteurs que, sur les deux premiers réacteurs de Cattenom, son pays était parvenu à un accord avec les autorités françaises. Leur intention de doubler la capacité de la centrale à 10 kilomètres de la frontière luxembourgeoise remet tout en cause, a-t-il fait valoir.

M. Jenkins et Natali ont répondu que la Commission n'avait pas compétence pour intervenir. Ils ont suggéré à M. Werner, qui justement préside les travaux des Neuf depuis le 1^{er} juillet, de multiplier les efforts afin de faire aboutir la « directive Seveso ».

MARCEL SCOTTO.

LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DU « TANIU » : UNE DÉPENSE D'AU MOINS 300 MILLIONS

M. Ayman Achille-Fould, président de la mission interministérielle de la mer, estime que les élus bretons et les victimes de la marée noire du Taniu ont intérêt à constituer « un front commun face au Fonds international d'indemnisation ». Il s'adressait, à la préfecture maritime de Brest, aux élus locaux des Côtes-du-Nord, du Finistère et aux représentants de l'Association interprofessionnelle des victimes de la marée noire du Taniu.

Interrogé sur le coût de la dernière marée noire, M. Achille-Fould estime que la facture globale sera supérieure à 300 millions de francs. Dans les Côtes-du-Nord, une somme de 100 millions de francs a déjà été engagée par la préfecture de ce département pour la lutte contre la pollution.

Après avoir, M. Achille-Fould, accompagné du préfet maritime, avait visité le Witz-Queen, ce navire utilisé pour le pompage du fuel lourd (environ 10 000 tonnes) enfermé dans la partie avant du Taniu, au nord de l'île de Batz.

Quand la région sort des frontières

Marseille et Alger signent une convention « d'amitié et de collaboration »

De notre correspondant régional

Marseille. — Une importante délégation de la ville et de la wilaya d'Alger conduite par M. Khelifa Belaid, président du conseil populaire de la ville d'Alger, a fait une visite officielle de quatre jours, du 28 au 31 juin, à Marseille. Au terme de cette visite, M. Dafferre, député et maire de Marseille (P.S.), président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, et M. Belaid ont signé une convention d'amitié et de collaboration liant les deux villes et leurs régions.

Un comité paritaire composé d'élus et assisté de techniciens a, d'autre part, été installé en vue de réaliser un premier programme d'action en 1980 et 1981 dans les domaines administratif, économique, technique, culturel et social. Des semaines d'amitié seront aussi organisées dans les deux villes, à Marseille en mars 1981 et à Alger, au mois de mai suivant.

Le communiqué commun publié par les deux parties souligne le « caractère historique » de ces accords « qui ouvrent une nouvelle page dans les relations entre Alger et Marseille aujourd'hui fondées sur le respect mutuel et la fraternité ».

La visite de la délégation algérienne avait été préparée par une série de contacts entre les représentants des deux villes et par un voyage à Alger, en mars, d'une délégation marseillaise conduite par M. Dafferre. « Notre intention », explique le maire de Marseille, « était de créer entre la ville et la wilaya d'Alger, d'une part, Marseille et la région d'autre part, des liens d'un type nouveau. Nous étions partis de l'idée qu'Alger et Marseille se trouvent dans des situations comparables. Ce sont deux grandes villes de la Méditerranée, dont les rapports s'inscrivent dans la nature, l'histoire et la tradition, et qui ont des besoins complémentaires ».

entre les offices R.L.M. de Marseille et de la région et l'office de promotion et de gestion immobilières d'Alger, portant sur les problèmes de gestion, d'entretien et de réhabilitation. Les entreprises marseillaises de bâtiment et de travaux publics qui ont présenté des dossiers de participation auprès du ministère algérien de la construction et de l'habitat, se proposent aussi d'organiser des stages de formation professionnelle en faveur des jeunes travailleurs algériens. Des échanges d'expériences et de moyens sont par ailleurs envisagés dans les domaines de la distribution d'eau, de l'assainissement, de l'hydraulique agricole et des transports, avec le concours de la Société des eaux de Marseille, de la Société du canal de Provence, de la Régie des transports marseillais et de la Société du métro de Marseille.

Dans le secteur social et socio-éducatif, le principe de « journées d'information » à Marseille a été retenu pour favoriser une meilleure connaissance réciproque des deux communautés. Sur le plan culturel, enfin, des échanges auront lieu entre les écoles des beaux-arts des deux villes, et une exposition des trésors des musées d'Alger pourrait être programmée à Marseille.

Au-delà du jumelage

La démarche de M. Dafferre a obtenu l'assentiment implicite du gouvernement français même si, à certains égards, elle paraît violer les dispositions de la loi de 1972 limitant les prérogatives des établissements publics régionaux en matière de coopération avec des régions frontalières ou des États étrangers.

M. Dafferre fait remarquer qu'il a agi autant comme maire de Marseille que comme président du conseil régional. « Or, rien n'interdit l'établissement de relations entre villes étrangères. La différence est, en l'occurrence, que nous sommes allés beaucoup plus loin qu'un simple jumelage, dans lequel il est rare d'engager des actions concrètes. Nous souhaitons donner à nos rapports un caractère exemplaire pour qu'ils puissent avoir des répercussions positives sur la politique nationale et l'entente entre les deux pays ».

GUY PORTE.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'OFFICE FONCIER DU GARD VEUT CONTRÔLER L'EXPLOITATION DE L'ARRIÈRE-PAYS

De notre correspondant

Montpellier. — Sensible aux difficultés soulevées par la spéculation foncière, la cherté des terrains, la disparition des domaines agricoles au profit d'opérations immobilières, le conseil général de l'Hérault a voulu se doter de moyens pour réagir et créer des éléments de référence sans vouloir se substituer à la politique nationale. Il a créé un office foncier selon la loi de 1901, au sein duquel peut intervenir la SAFER, le conservatoire du littoral, la chambre d'agriculture, les syndicats, etc.

L'ensemble du département a été placé en péril sensible, cette procédure permettant de percevoir la « taxe verte » (taxe départementale d'espaces verts) dont on attend plus de 8 millions de francs en 1980.

L'action envisagée — la première en France du genre, semble-t-il — a trois volets : le littoral, en complément de l'action du conservatoire, les zones péri-urbaines d'où l'urbanisation, malgré les POS, reste sauvage ; l'arrière-pays, qui est la zone la

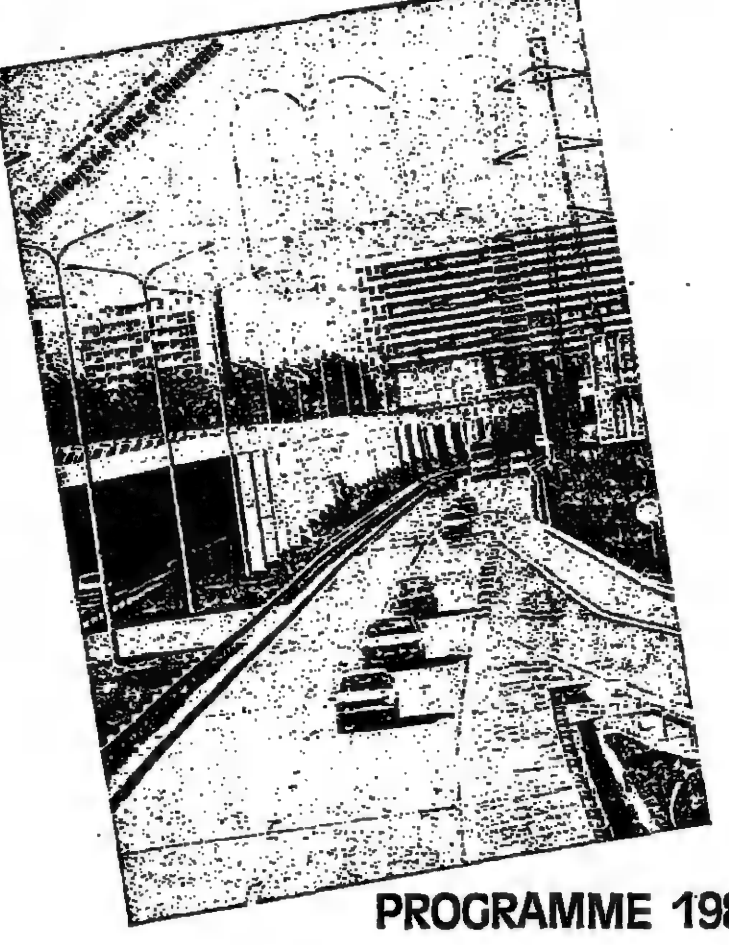
moins peuplée et la plus riche en possibilités d'aménagement. On y trouve de vastes domaines, que se sont souvent appropriés des étrangers, sur lesquels, avec les communes et la SAFER, il doit être possible de délimiter des espaces à affecter au tourisme léger ou à louer à des éleveurs de bétail qui ne peuvent actuellement avec la montée des prix prendre une location.

L'office, qui, éventuellement, pourra se transformer en société d'économie mixte, cherchera aussi à aider les communes qui désirent acquérir des réserves foncières.

Pour le président du conseil général, M. Gérard Saumade, P.S., la forme juridique de l'office évoluera en fonction de son expérience. « Nos interventions, dit-il aussi, doivent être très étudiées, car en limitant l'offre nous pourrions contribuer à créer ce que nous voulons éviter, c'est-à-dire la montée des prix. Mais ce que nous voulons c'est avoir un moyen pour agir efficacement et trouver une formule pratique pour exercer un droit de préemption. » — R. B.



Revue mensuelle des Ingénieurs des Ponts et Chaussées



PROGRAMME 1981

Au sommaire PROGRAMME 1980

- Moût-septembre HYDRAULIQUE
- Octobre METROS DE PROVINCE
- Novembre NUCLEAIRE
- Décembre ROUTES

- Janvier MOBILIER URBAIN
- Février INDUSTRIE CHIMIQUE ET BIO-CHIMIE
- Mars ECONOMIES D'ENERGIE DANS LE BATIMENT
- Avril L'AMENAGEMENT DU TEMPS
- Mai INDUSTRIE AUTOMOBILE

- Juin - Juillet LE PATRIMOINE (S.N.C.F., E.D.F., COLLECTIVITES LOCALES etc.)
- Moût - Septembre LES GRANDS FLEUVES
- Octobre L'EMPLOI DANS LE B.T.P.
- Novembre LES MARCHES DE L'ETAT EN MATIERE DE T.P.
- Décembre ROUTES

Régisseur exclusif de la publicité : OFERSOP

Responsable : Hervé BRAMI

8, boul. Montmartre, 75009 PARIS - Tél. : 824.93.39

Abonnements : 28, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS

10 numéros : 200 Francs

DRIT SCIENCES ECO.
Documentation sur demande

IPEC Enseignement supérieur privé
45, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 633.81.23/329.03.71/354.45.87

Année
• Préparation 2^e session
• Septembre
• Stage de pré-rentree
• Octobre
• Stages annuels d'assistance

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D, G2)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

école lémania lausanne

3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/2015 01, Tél. 26600

SOCIAL

Les négociations sur la durée du travail

(Suite de la première page.)

Sous la pression des syndicats, mais aussi des institutions gouvernementales, le C.N.P.F. — treizième par le P.M.E. — a consenti par petites doses quelques concessions jugées notoirement insuffisantes y compris par le gouvernement. Et il a fallu la mission de M. Giraudet, désigné en janvier 1980 par M. Barre, pour bousculer un peu le patronat.

Judi matin 3 juillet, la C.G.T. qui avait en vain proposé la suspension des discussions, estimait encore le projet d'accord « inacceptable » et « inacceptable ». La C.F.T.C., moins sévère, jouait « inacceptable » l'extension du travail le dimanche. F.O., aussi critique, estimait les « avantages patronaux » mentionnés par le projet d'accord, plus étoffés que ceux qu'il était prévu d'accorder aux salariés. Même la C.F.D.T. — détracteur d'habitude d'un accord — admettait que le C.N.P.F. avait fait certaines concessions, mais affirmait que les résultats de la nuit « ne permettaient pas de porter un jugement plus positif ». La C.G.C., plus nuancée, confiait que « l'ensemble paraissait à la limite de l'acceptable ».

Qu'apporait le projet d'accord ? Pour la C.F.D.T., il réduit les inégalités entre salariés, puisque le texte réduit assez considérablement le nombre maximal d'heures supplémentaires que supportent encore 15 à 30 % des ouvriers, si l'on inclut les petites entreprises. Il améliore un peu la situation des personnes affectées à des postes pénibles. Il répond à l'attente de certains travailleurs, qui souhaitent les horaires variables.

Quant aux insuffisances, selon F.O., mais aussi la C.F.D.T. et la C.G.C. — la C.G.T. parle de mesures « insuffisantes » et parle de « concessions » — elles sont multiples : la « cinquième semaine » de congés ne mérite ni son nom ni un grand intérêt car elle exclut tous ceux qui ont déjà des congés supplémentaires (certains plus de 50 % des salariés) ; les « trente-neuf heures » de travail hebdomadaire prévues pour ceux qui effectuent des travaux pénibles ne constituent pas une réduction effective de la durée des tâches, mais simplement l'octroi d'une « neuvième heure » payée en heure supplémentaire (la quatrième semaine) ; les horaires souples, l'aménagement annuel du travail et toutes les formules d'extension du travail la nuit et le dimanche sont considérées par les syndicats comme autant de dangers. La C.G.T. parle d'un « recul grave » pour les conditions de travail, avec d'autres, que la cinquième semaine ne sera accordée qu'en 1983 (1) et sous conditions, alors que M. Giraudet d'Estang l'avait promise pour... bientôt.

Les dirigeants du C.N.P.F. sérieusement surveillés, durant toute la nuit, par une vingtaine de représentants des fédérations patronales — le groupe des pleu-

reuses, a ironisé M. Henri Krasucki (C.G.T.) — affirmant que, dans le contexte actuel, ils sont « allés à la limite des concessions possibles ». Ce que contestent véhémentement les syndicats. Personne ne signera-t-il l'accord ? F.O., la C.G.C. et surtout la C.F.D.T. ont cependant souligné l'importance des concessions obtenues dans la nuit du 3 au 4 juillet : délibération obligatoire du comité d'entreprise sur la durée du travail et non plus simple information ; réduction de l'amplitude de la semaine à horaires variables (37,43 heures au lieu de 35,46 heures) ; légère amélioration du calendrier de réduction des horaires supplémentaires et du repos de quarante heures (2) et diverses autres modifications, jugées « imperceptibles » par la C.G.T.

Signeront ? Signeront pas ? Se gardant de tout triomphalisme, certains employeurs pensent que, après d'ultimes changements (3), certains syndicats parviendront le texte. Pour ces derniers, le projet d'accord — outre les avantages énumérés ci-dessus par la C.F.D.T. — peut susciter un double dynamisme. Une loi, annoncée pour l'automne, devra autoriser certains bonifications réglementaires et obtenus par le C.N.P.F. ; or les parlementaires pourraient, à la veille des élections présidentielles, ajouter un peu de baume en faveur des salariés ; de ce fait, F.O. pourrait être tenté de s'en remettre aux élus de la nation et faire la leçon aux cédistes. En revanche, le texte conventionnel s'il est ratifié, sera un simple accord-cadre ; la C.F.D.T. notamment entend doubler la mise lors

des discussions au niveau des branches industrielles et des usines.

Seul surprise, un, deux, peut-être trois syndicats pourraient se lancer dans l'avenue réforme des horaires qui, pour l'instant, satisfait en priorité les revendications patronales.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) En 1985 pour le salaire des entreprises de moins de onze personnes.
(2) En début de nuit, le C.N.P.F. propose pour la 5^e semaine 2 jours en 1981 au lieu de 3 par la suite et 30 heures en 1982, puis en 1983, etc.
(3) Le texte définitif — après concertation étroite — sera envoyé aux syndicats vendredi 4 juillet.

Les principales dispositions de l'accord

	Situation actuelle	Le projet d'accord (objectif 1983)			
		Travaux non pénibles		Travaux pénibles	
DURÉE ANNUELLE					
— Durée légale	1 920 h	1 816 h	1 816 h	1 770 h	1 770 h
— Heures supplément.	294 h	116 h	140 h	116 h	140 h
— Total	2 204 h	1 932 h (1)	1 956 h (1)	1 886 h (1)	1 910 h (1)
CONGÉS (en semaines)					
— Congés payés	4	4	4	4	4
— Jours fériés	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6
— Total	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
— Congés supplément.	—	—	—	—	—
— Total	4 à 5,6 (2)	5,6	5,6	5,6	5,6
SEMAINES DE TRAVAIL	48 à 46,4	45,4	45,4	45,4	45,4
HORAIRE HEBDOMADAIRE MOYEN					
— Durée légale	40 h	40	40	39	39
— Durée moyenne actuelle	40,6 h	40,6	40,6	40,6	40,6
— Durée maximale moyenne (2)	42,6 h	42,6	42,6	42,6	42,6

(1) A cette durée s'ajoute le volant de 33 heures exceptionnelles que le patronat peut utiliser après autorisation de l'inspection du travail. D'autre part, quand l'enveloppe des heures supplémentaires est fixée à 140 heures, les salariés ont droit à un repos compensateur de 47 heures non payées.
(2) Durée annuelle maximale divisée par le nombre de semaines de travail.

Voici les grandes lignes du projet d'accord dont la rédaction définitive sera mise au point dès vendredi 4 juillet avec de légères modifications :

● **La durée annuelle du travail :** 1 816 heures (40 heures par semaine) pour les travailleurs ordinaires et 1 770 heures (39 heures par semaine) pour les travaux pénibles (intempéries, chaleur, travail posté et de nuit), chiffres proposés par le rapport Giraudet. Le C.N.P.F., durant les négociations précédentes, avait accepté de ramener cette durée de 1 920 à 1 850 heures. La semaine légale de 39 heures serait accordée en deux étapes : 30 minutes en moins en 1981, 30 nouvelles minutes en moins en 1982.

● **Les heures supplémentaires :** une option — présentée par M. Girau-

det — est proposée : soit 116 heures par an au maximum, soit 140 heures, dont 47 récupérables mais non payées. Ces objectifs seraient atteints en trois ans par étapes (208 heures le 1^{er} janvier 1981, 192 en 1982 et 116 en 1983) ; et pour la deuxième option, respectivement 251, 195, 140. Mais ces étapes pourraient être amoindries lors de la rédaction finale.

Actuellement, le volant maximal des heures supplémentaires — sauf dérogations exceptionnelles — est de 384. Au fil des discussions, le C.N.P.F. avait amoindri ses propositions : 280 heures ramenées par étapes à 180 en trois ans ; puis ramenées à 150 en quatre ans avant la mission Giraudet.

Ces heures supplémentaires seraient décidées par l'entreprise, sans autorisation de l'inspection du travail, mais après délibération du comité d'entreprise lors de la programmation de ces horaires et de toute modification.

● **Les heures exceptionnelles :** actuellement prévues à la semaine jusqu'à 60 heures, sont fixées à 93 heures par an. Elles nécessitent une autorisation de l'inspection du travail et impliquent, partiellement, un repos compensateur rémunéré.

● **Les horaires variables :** En prévoyant que désormais la durée du travail sera calculée à l'année, le projet d'accord officialise les horaires variables : il permet aux salariés de travailler moins ou plus de quarante heures, selon les semaines, d'accroître pendant un temps leur durée du travail pour faciliter ultérieurement les « ponts » etc. Afin d'éviter de trop grandes variations — travailler quarante-huit heures une semaine pour obtenir la semaine suivante un jour de repos par exemple — il est prévu que l'amplitude des horaires hebdomadaires sera de trente-sept à quarante-trois heures.

● **Les congés :** Outre la décision d'étendre à tous les salariés le principe de la non récupération des jours fériés — déjà retenus dans certains secteurs, ce qui équivaut à 1,6 semaine de congés (fractionnés bien entendu) — le projet accorde par étapes quarante heures de repos supplémentaire : trois jours en 1981, quatre en 1982 et cinq en 1983. Ces heures pourront être prises sous forme de réduction d'horaire, de journées de repos ou d'une cinquième semaine de congés, sans pouvoir être accolées aux quatre semaines déjà reconnues. Le salarié n'est pas maître de ce choix, mais la rédaction finale prévoiera

que l'employeur ne peut refuser deux fois le choix du salarié.

Ces cinq jours seraient accordés en fonction de la durée effective du travail (un douzième par mois travaillé). Sont compris dans la durée effective les pauses, les congés formation. En sont exclus les absences pour maladie et les journées de grève. Ce droit à quarante heures de repos ne s'ajoutait pas aux congés supplémentaires (cinquième semaine, ancienneté) déjà prévus dans certaines entreprises, mais il s'ajoutait sans doute aux congés pour événements familiaux et à ceux des jeunes mères de famille.

● **Les cadres :** — Pour le personnel d'encadrement et les salariés payés en forfait, le projet n'a aucun effet, mais une clause stipule que l'adaptation de l'accord aux cadres sera négociée au niveau des entreprises.

● **L'utilisation des machines :** Afin d'accroître cette utilisation, les employeurs pourront, sous conditions, étendre de vingt-deux heures à vingt-quatre heures le travail de nuit des femmes, en maintenant un repos nocturne de sept heures. Ils pourront aussi mettre en place des équipes chevauchantes et exceptionnellement des équipes de salariés qui ne travailleront que le samedi et le dimanche à raison de deux fois douze heures payées quarant.

● **Les entreprises dérogatoires :** Ne seraient pas assujetties à l'accord les entreprises de transport (routiers, aériens, navigation fluviale, marine marchande, manutention maritime et services de transport des entreprises), les sidérurgie, le gardiennage, les laboratoires de développement photographique.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans
\$ E.-U.	4,9740	4,9720	+ 90 + 115	+ 130 + 220	+ 130 + 220	+ 130 + 220	+ 130 + 220	+ 130 + 220
\$ Can.	2,5400	2,5350	- 35 - 5	- 5 - 35	- 5 - 35	- 5 - 35	- 5 - 35	- 5 - 35
Yen (100)	1,8540	1,8530	- 20 - 0	- 20 - 5	- 20 - 5	- 20 - 5	- 20 - 5	- 20 - 5
DM	2,3130	2,3110	+ 45 + 60	+ 110 + 130	+ 110 + 130	+ 110 + 130	+ 110 + 130	+ 110 + 130
Francs	2,1170	2,1150	+ 25 + 40	+ 60 + 80	+ 60 + 80	+ 60 + 80	+ 60 + 80	+ 60 + 80
£ S. (100)	16,9750	16,9650	- 225 - 150	- 480 - 290	- 480 - 290	- 480 - 290	- 480 - 290	- 480 - 290
£ (1 000)	1,6945	1,6935	- 965 - 600	- 1420 - 850	- 1420 - 850	- 1420 - 850	- 1420 - 850	- 1420 - 850
£ (1 000)	2,0100	2,0090	- 450 - 375	- 520 - 375	- 520 - 375	- 520 - 375	- 520 - 375	- 520 - 375

TAUX DES FINCO-MONNAIES

	10 J		15 J		1 M		3 M		6 M		12 M	
	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans	avec + sans
DM	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
\$ E.-U.	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
£ S. (100)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
£ (1 000)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
£ (1 000)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
£ (1 000)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Notes données ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Après quatre ans de conflit à Fougères

La fabrique de chaussures Rehault redémarre avec un nouvel acquéreur

Après quatre ans et quatre mois d'occupation, le conflit de la fabrique de chaussures Rehault à Fougères (Ille-et-Vilaine) — où quelques six cents salariés avaient été licenciés en 1976 — a pris fin le mercredi 3 juillet, avec la remise des clés de l'usine au nouvel acquéreur, la société Barbier, une autre usine fougéroise de chaussures. La liquidation des biens de l'entreprise Rehault, prononcée le 10 février 1976 par le tribunal de commerce de Rennes, avait marqué le début de la crise de la chaussure à Fougères.

A l'image des Lip, les travailleurs de Rehault, en majorité des femmes de moins de trente ans, avaient multiplié les manifestations et les ventes sauvages pour autofinancer leur lutte. Le 31 janvier 1978, la cour d'appel de Rennes ordonnait l'expulsion immédiate des occupants. Cet arrêt resta lettre morte. Mercredi, le dernier carré des occupants — une quinzaine de syndicalistes de la C.F.D.T. — a quitté les lieux, l'objectif étant atteint : le non-démantèlement de l'entreprise.

● **Chaz Rhône-Poulenc,** les ouvriers des usines de Plé-de-Roussillon (Isère) et de Saint-Fons (Rhône) ont repris le

LE SMIC A 14 FRANCS

5 centimes de plus que la hausse des prix

Les syndicats estiment insuffisant le relèvement du SMIC, que le conseil des ministres a porté, le 3 juillet, de 13,50 F à 14 F l'heure, soit 3 480 F brut par mois pour quarante heures de travail par semaine. La C.F.D.T. rappelle qu'elle demandait un minimum de 4,60 F pour atteindre le retard pris depuis 1974, et comme première étape vers les 3 000 F mensuels. La C.G.T. réclame, elle, 3 100 F sans délai.

Par rapport à l'application stricte de la loi, le « coup de pouce » du gouvernement ne représente, en effet, que 5 centimes : la majoration a été de 2,49 %, soit 0,37 % de plus que la hausse des prix, qui était de 2,13 % depuis le dernier ajustement. Compte tenu du supplément de 1 % appliqué en novembre dernier, le SMIC, en un an, aura progressé de 1,37 % de plus que la hausse des prix.

LES ÉLECTRICIENS PEUVENT PRENDRE DES CONGÉS SANS SOLDE

Les agents de l'E.G.E.F. peuvent désormais prendre un congé supplémentaire non rémunéré de vingt jours ouvrables ouvrés maximum. Une retenue correspondante étant opérée sur la gratification de fin d'année qui correspond à un trentième mois.

Une circulaire en ce sens vient d'être établie par la direction, après la réunion, le 3 juin, du conseil supérieur du personnel. La durée des congés payés est actuellement de vingt-cinq jours ouvrés (la semaine de travail étant de cinq jours). Un jour supplémentaire est attribué après la vingt-cinquième année de présence dans l'entreprise, jusqu'à cinq jours à la trentième année.

D'autre part, tous les agents, sans distinction de fonction ou de zone, peuvent travailler à trois quarts ou à quatre cinquièmes de temps après mise au point des modalités avec la direction.

Ces mesures avaient été proposées le 28 mars aux organisations syndicales (le Monde date 30-31 mars 1980). Celles-ci se sont montrées très réservées, car ces dispositions ne répondent pas à leurs objectifs accompagnant la réduction de la durée du travail : pas de perte de salaire et embauche du personnel correspondant au temps non effectué.

travail, le mercredi 3 juillet, après un mois de grève. Des mesures très diverses ont été accordées en faveur des plus basses catégories, ainsi qu'une « prime de redémarrage » de 360 francs, le paiement d'un jour de grève et la possibilité de récupérer les autres journées perdues dans un délai de trois mois.

● **La direction des usines Toul-**bot a été condamnée le mardi 1^{er} juillet par le tribunal de Poissy (Yvelines) à réintégrer dix-sept « caristes » qu'elle voulait licencier après un conflit, et à leur payer 300 francs par journée perdue. La société a fait appel devant la cour de Versailles.

L'AUGMENTATION DU TRAITEMENT DES FONCTIONNAIRES EST PRESQUE ÉGALE À CELLE DES PRIX

L'augmentation des traitements de la fonction publique de 3,15 %, décidée par le conseil des ministres du 2 juillet, à compter du premier de ce mois, porte à 7,40 % le total des relèvements depuis le 1^{er} janvier. La hausse des prix ayant été de 6,37 % durant les cinq premiers mois, et celle de juin ayant probablement été inférieure à 10 %, le pouvoir d'achat, mesuré selon l'indice officiel des prix, est maintenant pour plus de quatre millions d'actifs et de retraités de la fonction publique et des collectivités locales.

Toutefois, la C.G.T. affirme que ce pouvoir d'achat n'est pas préservé, car, selon son propre indice, les prix se sont élevés de 7,50 % durant le premier semestre. Comme les autres syndicats, elle prévoit que les hausses de juillet seront lourdes.

Le conseil des ministres, conformément à l'accord signé avec F.O., la FEN, la C.F.T.C. et la C.G.C., a décidé d'autres mesures pour les petites catégories : relèvement de 5 points (environ 50 francs) du minimum de pension et majoration de l'indemnité mensuelle spéciale, qui passe de 100 francs à 130 francs, ou de 150 francs à 180 francs.

M. RAYMOND BARRE ANNONCE À LA C.F.T.C. QUELQUES MESURES CONTRE LE CHOMAGE

L'aggravation du chômage a dominé l'entretien de deux heures trente qui a eu lieu, le 2 juillet, entre le premier ministre et la délégation C.F.T.C. conduite par M. Jacques Tessier et Jean Bernard, respectivement président et secrétaire général.

Selon les syndicalistes, M. Barre a annoncé, ou confirmé, diverses mesures pour y faire : soutien à l'habitat, majoration des crédits de recherche, octroi de nouveaux moyens aux comités de bassin d'emploi, aux comités régionaux tripartites pour l'emploi et à la formation professionnelle (actuellement au ralenti).

La C.F.T.C. a renouvelé ses suggestions sur la création d'emplois dans l'artisanat et les possibilités de « dégroupement » pour les mères de famille et les travailleurs vieillissants.

D'autre part, la discussion aurait été vive entre le premier ministre et les syndicalistes chrétiens qui se sont élevés contre la hausse continue des prix. M. Barre a déclaré croire à la concurrence, le renforcement de l'action des consommateurs évitant les abus.

ÉNERGIE

● **Baisse des prix du pétrole** sur le marché libre. — L'importance des stocks et les réductions de consommation dans les pays industrialisés ont entraîné une baisse importante des prix sur le marché libre. Pour la première fois depuis deux ans, le prix du pétrole libyen à Rotterdam est inférieur à son prix de vente officiel. Il est à noter, cependant, que les transactions sur les marchés libres sont très faibles.

● **Arrêt de la production** sur les gisements d'Éthiopie, Frigg et Statfjord, du fait d'une grève. Après la rupture, par les employeurs, des négociations sur les salaires et les conditions de travail, le syndicat norvégien indépendant O.F.S. a décidé de cesser le travail et d'interrompre la production à compter du 3 juillet. La grève peut coûter à la Norvège quelque 50 millions de dollars par jour. — (A.F.P.)

CONJONCTURE

M. JACQUES CHARDEAU PRÉSIDENT DE LA COUR DE DISCIPLINE BUDGÉTAIRE

Le conseil des ministres a nommé mercredi 3 juillet, sur proposition du ministre du budget, M. Jacques Chardeau président de la cour de discipline budgétaire et financière.

Instituée par la loi du 25 septembre 1948, modifiée par les lois du 31 décembre 1963 et du 13 juillet 1971, la cour de discipline budgétaire a pour mission de sanctionner les infractions aux règles budgétaires et comptables commises par les fonctionnaires civils et militaires de l'État, les membres des cabinets ministériels et les agents des établissements publics et entreprises nationales, des collectivités locales, des organismes de sécurité sociale et, sous certaines conditions, des organismes subventionnés. Les membres du gouvernement et autorités éligibles échappent à la compétence de la cour. Elle peut être saisie, notamment par le premier ministre, le ministre du budget et les ministres intéressés, les présidents des assemblées législatives et la Cour des comptes. Elle peut prononcer des amendes pouvant atteindre le montant et même, dans certains cas, le double du montant du traitement brut annuel du fonctionnaire ou agent incriminé.

M. Jacques Chardeau, ancien président, est né le 4 mai 1917 à Paris. Il a occupé successivement les fonctions suivantes : auditeur puis maître des requêtes au Conseil d'État, commissaire du gouvernement près le tribunal des conflits, président adjoint de la section du contentieux au Conseil d'État (1977), enfin, président de la section des finances du Conseil d'État.

L'INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION A AUGMENTÉ DE 13,35 % EN UN AN

L'indice trimestriel du coût de la construction s'est établi au premier trimestre 1980 à 569 (base 100 au quatrième trimestre 1979). Par rapport à l'indice du quatrième trimestre 1979, qui était de 542, la hausse est de 13,35 %. En un an (par rapport au premier trimestre 1979, dont l'indice était de 502), la progression a été de 13,35 %.

Cet indice, qui est publié au « Journal officiel » du 26 juin, est très souvent utilisé comme référence dans les baux locatifs des appartements à loyer libre.

● **ERRATUM.** — Une parenthèse mal placée a rendu peu intelligible, dans nos éditions datées du 3 juillet, le tableau des hausses des loyers encore soumis à la loi de 1948 et paru, en page 30, sous le titre : « Escalade de hausses en juillet ». Rappelons que les appartements de la catégorie I A sont, depuis longtemps, rendus au secteur libre ; que les loyers des appartements de la catégorie II A sont également libérés, sauf si ils sont occupés par des locataires âgés de plus de soixante-cinq ans et disposant de ressources limitées ; dans ce cas-là, et dans ce cas-là seulement, la hausse des loyers sera limitée à 13 %. Les loyers de toutes les autres catégories de logements soumis à la loi de 1948 restent réglementés et leur hausse ne devra pas dépasser 12 % (catégorie II B), 12 % (catégorie II C), 11 % (catégorie III A et III B), la catégorie IV ne subissant aucune hausse.

AFFAIRES

Les Neuf et le Japon

(Suite de la première page.)

Dernière manifestation de leur capacité à négocier : on s'attend que les Japonais rendent bientôt public l'engagement d'autoriser leurs exportations de voitures vers les Etats-Unis. Ceci constitue une raison d'inquiétude supplémentaire pour les constructeurs européens, qui risquent de devoir faire face à une pression accrue de leurs concurrents japonais.

Pour enrayer la dégradation de la situation, les services de la Commission voudraient combiner deux opérations. L'une concrète, sectorielle, immédiate : il s'agit de sauver ce qui reste de l'industrie européenne de la télévision en couleurs. Les Japonais, en concurrence avec les Européens, ont obtenu des Japonais qu'ils modèrent leurs exportations vers la C.E.E. pendant une période de temps limitée, l'autre, de plus longue haleine, intéressante pour Tokyo, consisterait à « communautariser » la politique commerciale menée par les Etats membres à l'égard du Japon, en acceptant l'idée d'une élimination progressive des restrictions quantitatives actuellement appliquées par plusieurs pays de la C.E.E. (surtout l'Italie, la France, le Benelux).

La première opération est rendue nécessaire par la crise aiguë que connaît le secteur de la télévision en couleurs. Les Japonais ont déjà mis au point une bonne partie des produits européens. La nécessaire restructuration de l'industrie communautaire autour de Philips et de Thomson, les deux principaux survivants — exige que les Japonais, au moins pour quelques années, allègent leur pression. Comme le leur a expliqué M. Davignon, le commissaire chargé de la politique industrielle lors du voyage qu'il a effectué à la mi-mai à Tokyo, ils n'ont pas tellement le choix. On bien ils se présentent à une

solution contractuelle où ils pourront trouver leur compte, ou bien la Communauté, prise à la gorge, va être obligée d'adopter des mesures de protection unilatérales. Les Japonais sont disposés à conclure un arrangement sur la T.V. en couleurs et sur les tubes ; mais ils réclament, en contrepartie, une réévaluation de la politique commerciale européenne à leur égard, incluant l'élimination des restrictions quantitatives. La Commission, tout en leur expliquant que le lien entre ces deux opérations de nature différente ne peut pas être défini avec une grande précision, s'est déclarée prête à tenter l'expérience, entrement dit à essayer de convaincre les gouvernements membres de la nécessité d'un changement de stratégie.

Patchwork

Actuellement, contrairement à ce que voudrait le traité de Rome, il n'y a pas de politique commerciale commune à l'égard du Japon, mais un éventail de restrictions bilatérales. Le niveau de protection varie considérablement d'un Etat membre à l'autre. Certains pays membres appliquent un nombre important de restrictions quantitatives. D'autres ont négocié plus ou moins officiellement des arrangements d'autolimitation avec les Japonais. Selon les services de M. Davignon, vice-président de la Commission, chargé des relations extérieures, et M. Davignon, ce patchwork aboutit à une situation à la fois confuse et peu conforme à l'intérêt bien compris des industriels de la C.E.E.

Le rapport préparé par les services souligne ainsi que les restrictions quantitatives décidées dans les années 50 ou 60 sont, dans bien des cas, inutilisées et peu adaptées aux besoins de l'industrie européenne des années 80 ; que le dispositif protectionniste

actuel, tout anachronique qu'il soit, constitue une source croissante de tension avec les autorités japonaises ; que la négociation avec celles-ci ne pourra être efficace que si la Communauté s'y présente unie avec en tête une stratégie d'ensemble impliquant, par exemple, des possibilités de coopération industrielle. Le rapport ajoute que le dispositif actuel ne permet pas de mettre en œuvre, à l'intérieur de la Communauté, les politiques de restructuration nécessaires pour rendre au secteur industriel menacé la compétitivité internationale qui est indispensable. Il signale que, d'une certaine manière, ce dispositif pourrait constituer une menace pour l'unité du Marché commun dans la mesure où certains Etats membres, en l'absence d'une stratégie globale, pourraient être conduits à vouloir se protéger contre l'invasion des produits japonais transitant par d'autres Etats membres.

La Commission insiste sur le fait qu'elle n'agit d'aucune manière pour des raisons de doctrine, mais qu'elle agit en vertu d'un principe pragmatique et opérationnel de sa démarche. Elle va inviter les Etats membres à accepter la négociation avec Tokyo d'une nouvelle politique commerciale unifiée, faisant remarquer que bon nombre de restrictions quantitatives

actuelles aujourd'hui existantes pourraient être supprimées rapidement sans aucun dommage pour la Communauté. En revanche, dans certains secteurs sensibles, il faudrait envisager une suppression graduelle. Dans un nombre limité de secteurs très sensibles, il faudrait obtenir des Japonais qu'ils modèrent temporairement leurs exportations vers la C.E.E. afin de donner le temps à la Communauté de mener à bien les opérations de restructuration nécessaires (l'arrangement sur la télévision en couleurs serait le premier exemple du genre). Par ailleurs, un accord global devrait permettre également d'obtenir des contreparties, autrement dit de favoriser les exportations communautaires vers le marché japonais.

PHILIPPE LEMAITRE.

Une antenne des F.M.E. françaises sera inaugurée à Varsovie par M. Jean-Pierre Frouzet, secrétaire d'Etat auprès de la petite et moyenne industrie, lors de son voyage en Pologne du 3 au 5 juillet. C'est la première fois qu'une telle structure est créée au sein d'un poste commercial ou diplomatique français, souligne le secrétaire d'Etat. La coopération avec la Pologne dans le domaine des F.M.E. date de 1977 et s'exerce en particulier dans l'industrie des biens de consommation.

L'imprimerie Braun à Mulhouse est rachetée par le groupe ouest-allemand Burda

La Société d'imprimerie et d'édition Braun S.A., de Mulhouse, vient de passer sous le contrôle de la firme ouest-allemande Burda G.M.B.H. d'Offenbourg, puisant groupe d'éditions, qui emploie 4700 salariés, édite neuf magazines dont l'hebdomadaire d'information *Frankfurter Allgemeine*, et a réalisé un chiffre d'affaires de 143 millions de D.M. (environ 1,7 milliard de francs) en 1979.

La société Braun, qui compte 271 employés et réalise un chiffre d'affaires situé entre 45 et 60 millions de francs, était entrée dans le groupe de la Neogravure au cours des années 60, pour s'en séparer totalement en 1971, lors de la mise en règlement de la S.D.F. holding du groupe Desfosses Neogravure, ayant été rachetée par son P.D.G. actuel, M. Claude Heitz, avec le concours de personnalités régionales représentant notamment le groupe textile SCIAFFRER et la Caisse de retraite C.A.P.F.C.A. Après une succession de résultats décevants entre 1968 et 1974, elle a réussi à équilibrer sa gestion en 1977, puis à éponger toutes ses dettes au terme de deux exercices bénéficiaires en 1978 et 1979.

Dans une conférence de presse tenue à Mulhouse, M. Heitz, qui reste à la tête de l'imprimerie, a précisé que 99 % des actions avaient été cédées à Burda et qu'une nouvelle usine serait construite dans la banlieue de la ville sur un terrain de 2,5 hectares au prix de 35 millions de francs, ce qui permettra d'embaucher 60 à 70 personnes dans un premier temps et, peut-être, plusieurs centaines par la suite. M. Heitz a réitéré que nul dans la région Alsace n'ait voulu ou pu participer à cet effort constructif. A vrai dire, l'imprimerie Braun, spécialisée en hélio gravure, avec une excellente réputation dans les éditions d'art, n'a pu trouver de concours auprès des autres imprimeries alsaciennes qui ne font que de l'offset et ont leurs propres problèmes. Quant aux investisseurs alsaciens, notamment la S.A.D.E. S.D.R. locale, ils étaient prêts à contribuer pour qu'il y ait un partenaire industriel. Apparemment, Burda, qui fait également de l'héliogravure et travaille depuis longtemps avec Braun, a voulu que son action M. Heitz Braun continuera à fabriquer des catalogues de vente par correspondance et de nombreux périodiques, tout en donnant un nouvel essor aux éditions d'art qui ont fait sa renommée.

LES CONSTRUCTEURS EUROPEENS D'AUTOMOBILES ATTIRENT L'ATTENTION DE LA COMMISSION DE BRUXELLES SUR LA PROGRESSION DES EXPORTATIONS JAPONAISES

Le Comité des constructeurs du Marché commun, qui regroupe les principales firmes automobiles des Neuf, demande à la Commission européenne et aux gouvernements des Etats membres de prendre en compte leur inquiétude devant l'offensive japonaise. Dans le communiqué publié à cet effet, le Comité note la part de marché prise par les produits japonais dans certains Etats membres à fortement progressé : de 10,9 % en 1979, elle atteint 13,8 % pour la période comprise de 1980 en Grande-Bretagne, de 5,6 %, elle monte à 10,1 % en Allemagne fédérale, et de 19,5 % aux Pays-Bas.

Cette situation doit être appréciée, estime le Comité, les constructeurs européens, « dans le contexte de sérieux déséquilibres des échanges commerciaux entre la C.E.E. et le Japon (5 milliards de dollars en 1979) » dans celui des chiffres du chômage dans les pays membres de la Communauté, qui varient de 3,7 % en Allemagne à 8 % en Italie, tandis que le chiffre n'est que de 2,1 % au Japon.

Les constructeurs européens indiquent encore que la dépréciation du yen de près de 20 % sur les dix-huit derniers mois a placé les produits japonais en position indubitablement favorable : le déséquilibre dans la structure des prix s'ajoutant aux déséquilibres déjà existants dans les conditions des échanges. En 1979, 604 000 voitures japonaises ont été immatriculées dans la C.E.E., contre 38 000 voitures européennes exportées au Japon.

Aussi les constructeurs européens demandent-ils aux autorités politiques et à la Commission européenne d'examiner une situation qui ne correspond sans doute plus à un concept de réciprocité dans les possibilités d'échanges commerciaux, tel qu'il figure dans l'accord général sur les tarifs et les échanges » (G.A.T.T.).

Cette réaction des constructeurs automobiles européens s'inscrit bien dans le cadre de la nouvelle stratégie commerciale que la commission européenne propose aux Etats membres à l'égard du Japon, puisqu'il s'agit de « communautariser » la négociation en demandant peut-être à Tokyo un accord d'autolimitation, identique à celui qu'il s'apprête à passer avec les Etats-Unis et que la Grande-Bretagne a déjà tenté d'obtenir. La partie sera plus difficile dans la mesure où les Etats-Unis ont une longueur d'avance sur une éventuelle riposte euro-

péenne. A Washington, la commission du commerce international a décidé d'entamer une enquête sur les importations de camions, automobiles et chassis aux Etats-Unis, afin de déterminer si celles-ci constituent une cause substantielle de préjudice sérieux ou de menace de préjudice sérieux pour l'industrie automobile américaine.

Du côté japonais, on s'apprête à résister au sonnerie la vaste offensive lancée sur tous les marchés mondiaux. Le géant Toyota a annoncé mercredi qu'il réduisait de 6 % ses objectifs de production pour cette année, décision qui est le résultat de la crainte des restrictions aux exportations, mais aussi pensent-on par la baisse des ventes intérieures. On notera toutefois que, selon les estimations de la Société Ford, la production totale de voitures et de camions japonais, en constante progression depuis 1974, rejoindra au cours de cette année 1980, celle des Etats-Unis en déclin depuis 1973.

Cinq jours de chômage chez Citroën

En France aussi, pour s'adapter à la contraction du marché et faire diminuer les stocks, les constructeurs ralentissent la production. Après Peugeot, c'est au tour de Citroën d'annoncer des journées de chômage technique, cinq jours associés aux congés d'été. Selon la direction, les salariés concernés (trente mille sur cinquante et un mille) percevront 90 % de leur rémunération normale et toucheront une prime exceptionnelle de 350 francs en septembre. Les réactions syndicales traduisent l'inquiétude que fait naître la décision.

Le C.R.L. majoritaire chez Citroën, accuse le patronat de vouloir imposer l'imprévoyance du gouvernement d'imprévoyance du patronat ; pour le C.F.D.T., la garantie de l'emploi passe par la diversification des activités des groupes automobiles et la satisfaction des aspirations de la population en matière de transports individuels et collectifs. La C.G.C. demande que les charges qui pèsent sur l'automobile en France soient allégées. Le C.G.T., enfin, qui avait annoncé 10 000 licenciements chez Citroën, souligne que la firme, « placée sur la défensive, hésite à licencier massivement devant les explications et solutions de la C.G.T. et le mécontentement des travailleurs ».

30 ans, P.D.G. de F.M.E. créant, fabriquant, commercialement, exportant un produit sous différentes marques, se désengageant pour des raisons personnelles, recherche dans une équipe dynamique un poste de responsabilité où ses qualités pourraient s'exprimer.

Ecrire n° 10.197 « Le Monde » - Publicité.

NOUVEAU REBONDISSEMENT A SAINT-ETIENNE

Un industriel parisien va tenter de mettre au point un plan de reprise global des activités de Manufrance

Un nouveau rebondissement vient d'intervenir dans l'affaire Manufrance. A l'issue d'une réunion du conseil d'administration de la Société nouvelle Manufrance, qui s'est tenue le 2 juillet à Paris, son président, M. Yvon Bénard, après avoir annoncé qu'il avait décidé de démissionner, a en effet précisé qu'il conserverait cependant son poste jusqu'au 16 juillet afin de permettre à un industriel parisien, M. Bernard Tapie, de procéder à une « étude approfondie » de l'entreprise et de remettre à cette date un plan d'action au conseil d'administration.

M. Bernard Tapie, qui préside le groupe qui porte son nom, est spécialisé dans le redressement des entreprises en difficulté. Il s'est rendu célèbre en achetant les propriétés de l'ex-empereur Bokassa en France, affaire qui fait l'objet d'une procédure judiciaire (« Le Monde » du 1^{er} novembre 1979 et du 1^{er} février 1980). M. Tapie va donc procéder à un examen de la situation de Manufrance, et pourrait éventuellement proposer, à l'issue de cette étude, un projet de reprise globale des activités de l'entreprise stéphanoise avec d'autres industriels.

Si la mission confiée à M. Tapie échouait, tout porte à croire que le dépôt de bilan de Manufrance ne pourrait être évité, avec tous les risques de réactions violentes des travailleurs qu'une telle solution ne manquerait sans doute pas d'entraîner.

M. Bernard Tapie sauvera-t-il Manufrance ? Tant de médecins se sont relayés au chevet de la vieille dame de Saint-Etienne qu'on ne peut qu'être prudent. M. Tapie se veut raisonnablement optimiste. Il est vrai que cet ingénieur-conseil souriant, décontracté, sûr de lui, n'a pas froid aux yeux. N'a-t-il pas eu l'idée de racheter à des conditions exceptionnelles les biens français de l'ex-empereur Bokassa, pour, affirme-t-il, « les revendre et affecter le produit de la transaction à l'UNICEF » ? Un « coup » exceptionnel. Pourtant, ce n'est pas à ses qualités de négociateur de biens immobiliers que M. Tapie doit aujourd'hui d'intervenir dans l'affaire Manufrance, mais bien plutôt à ce qui est son activité principale : le redressement des entreprises en difficulté.

Ingénieur-conseil, cet homme de trente-huit ans, fils d'un ajusteur de La Courneuve, a créé il y a quatre ans sa propre firme, spécialisée dans la remise à flot des entreprises viables et leur revente. M. Tapie n'est pas un philanthrope. Ne déclare-t-il pas tout de go : « Nous reprenons des affaires en difficulté pour gagner de l'argent » ? Plus facile à dire qu'à faire. Mais M. Tapie a, semble-t-il, réussi. Le bilan qu'il présente est en tout cas fort honorable : en quatre ans, onze entreprises sauves, dont Digue-Denis (refrère industrielle, brochage), la SAPAP (papier), Duverger (papier) ; et mille sept cents emplois préservés. C'est ce savoir-faire qui a amené M. Tapie à se lancer dans l'affaire Manufrance, dont il avait la charge, à lui demander de s'intéresser à la société stéphanoise. Rendez-vous fait pour le 1^{er} juillet avec les représentants de la MACIF, mutuelle d'assurance qui détient 30 % de la

Des an sur

L'affaire, on le voit, est loin d'être faite et le recours à M. Tapie semble bien à coup de poker. Mais les responsables de la Société nouvelle Manufrance avaient une autre carte à jouer ? Il ne le semble pas. Les pouvoirs publics, à qui a été présentée le 2 juillet une demande d'urgence de 49 millions de francs pour sauver de l'asphyxie la firme, qui ne dispose ni de crédits de campagne ni de crédits fournisseurs, sans succès.

Dès lors, accepter le concours d'un homme spécialisé dans le redressement des entreprises en difficulté pour se pencher sur le cas de la firme stéphanoise était tentant, ne serait-ce que dans la mesure où, pensent sans doute les responsables de Manufrance, son intervention pourrait être de nature à amener enfin des investisseurs industriels et commerciaux à s'intéresser à elle. Car c'est bien là le problème essentiel, comme l'a rappelé le président, M. Bénard, à une firme stéphanoise, à certes, basée d'argent, mais plus encore de crédibilité. Banquiers et fournisseurs n'accepteront de jouer le jeu que s'ils constatent que des professionnels s'engagent. Là est le véritable enjeu de la mission de M. Tapie.

Mission de la dernière chance ? Les rebondissements ont été nombreux dans cette affaire que l'on hésite à employer une telle formule. Pourtant, il semble bien que Manufrance soit aujourd'hui le dos au mur. A ceux qui souhaitent voir la MACIF s'engager plus avant, M. Pierre Juvin, son président, a clairement indiqué qu'il n'en était pas question et qu'elle limiterait à un effort financier « consenti dans un but uniquement social ». Cette déclaration, venant après celle du président Bénard annonçant qu'il avait décidé de mettre fin à son mandat après avoir constaté qu'il n'avait pas été possible de convoquer l'assemblée générale qui aurait dû procéder à la réforme de statut qu'il estimait souhaitable, avait un faux air de testament. Tout laisse supposer que l'intervention de M. Tapie a été en extrême le dépôt de bilan. Certains, on le sait, sont favorables à une telle solution qu'ils considèrent comme inévitable. C'est faire peu de cas des travailleurs de Saint-Etienne.

PHILIPPE LABARDE.

Les difficultés de la Société franco-belge pourraient entraîner une restructuration de l'industrie du matériel ferroviaire

Les graves difficultés de la société Franco-Belge de matériel de chemins de fer, l'un des principaux fabricants français de matériel de chemins de fer, qui va très probablement déposer son bilan dans les prochains jours après avoir obtenu le bénéfice de la suspension provisoire de poursuite (voir le Monde du 3 juillet), posent tout le problème de la restructuration de l'industrie nationale du matériel ferroviaire. Cette industrie, qui emploie onze mille cinq cents personnes avec 3 milliards de chiffre d'affaires environ, réalisés par la Franco-Belge, filiale du groupe Heitz, à Valenciennes, par de Valenciennes ; la société Arbel à Douai ; Atelier du Nord de la France (A.N.F.), dans le Nord ; Alstom, du groupe C.G.E. et de Dietrich, près de Strasbourg, souffre de surcapacité.

Son principal client, la S.N.C.F., a bien mis en route un ambitieux programme de rénovation de ses voitures de voyageurs (Covis), mais a réduit notablement ses commandes de wagons de marchandises avec un rythme annuel de 1 500 unités contre 5 000 à 6 000 auparavant. Un ballon d'oxygène est venu de l'exportation avec les commandes massives de la R.D.A. 35 000 wagons depuis 1968 et 3 400 en décembre 1979.

A cette surcapacité sont venues s'ajouter les difficultés propres de la société Franco-Belge, qui a accumulé les pertes avec un très fort passif et dont le dossier est depuis de nombreux mois auprès des pouvoirs publics. Ces derniers, envisageant une restructuration de la profession, avaient, en février dernier, fait pression sur les banques, et notamment sur le Crédit lyonnais, chef de file, pour maintenir les concours accordés à la Franco-Belge, et assurer ses échéances. Le problème se compliquait du fait de l'existence d'un gros contentieux

avec la R.A.T.P. et la S.N.C.F. sur le marché des voitures pour le R.E.R. Nord-Sud (plus de 1 milliard de francs), en outre d'extension, et qui a subi des retards avec des frais d'étude considérables : les réclamations de la Franco-Belge atteignent 100 à 200 millions de francs et apparaissent bloquées depuis un certain temps pour des raisons diverses.

De plus, la profession, à savoir les A.N.F., Arbel, Alstom et Dietrich, a toujours à la demande des pouvoirs publics, mis au point un plan de restructuration qui entraînerait le partage des activités de la Franco-Belge, avec ou sans dépôt de bilan.

En haut lieu, où l'on est préoccupé des conséquences de cette affaire sur l'emploi dans le Valenciennois (la Franco-Belge y emploie 2 300 personnes), on affirme qu'on ne laissera pas tomber le dossier, et qu'il y aura un dépôt de bilan, les activités de la société pourront être maintenues dans le cadre d'une solution qui sauvegarderait le potentiel de production et limiterait les licenciements.

Reste qu'un certain nombre de pouvoirs publics, qui hésitent sur la décision à prendre. Devant le trou financier se creuser, ont jeté l'éponge, prenant apparemment tout le monde de court. En attendant, le sort de nombreux marchés en jeu, notamment celui d'Atlanta, et l'inquiétude règne parmi les deux mille quatre cents salariés de Valenciennes.

FRANÇOIS RENARD.

La hausse des prix de détail en juin a été de 0,9 % par rapport à mai, selon l'indice de la C.G.T. En un an (juin 1980 par rapport à juin 1979) l'augmentation est de 14,7 %.

LOS ANGELES

A louer dans immeuble grand standing, situé quartier affaires et financier, 3 étages de bureaux 500 m² par étage. Téléphone : Paris 256-08-10, de 14 h. à 18 h.

La Residence

RIYADH, ARABIE SAOUDITE

RESIDENCE HOTELIERE DE 1ère CLASSE
AVEC 3 TYPES D'APPARTEMENTS MEUBLES

L'endroit idéal comme
base d'attache pour hommes d'affaires
logement temporaire
invités de Sociétés

Téléphone et TV Vidéo dans chaque chambre, service de
télé, Piscine, Sauna, Salle de billard
Restaurant l'Orangerie Mövenpick

Notre clientèle est prise en charge à l'aéroport

Pour réservations contacter *La Residence*

téléphone 4780183 — 4789764 Riyadh

télé 201 665 Reside sj

adresse : East of Airport Road, behind King

Abdel-Aziz University Hospital

Idéalement situé près des départements gouvernementaux

PIPER-HEIDSIECK

L'assemblée générale, réunie à Reims le 26 juin 1980, sous la présidence de M. François d'Amboise, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice 1979, qui se soldent par un résultat net ajusté et consolidé de 13,9 millions.

Elle a décidé la distribution d'un dividende net de 11 F par action (15,50 F avec l'impôt déjà versé au Trésor), qui sera mis en paiement le 12 septembre.

Le président a indiqué que les perspectives de l'entreprise en Champagne se présentent, à ce jour, favorablement et que, d'autre part, les conditions d'exploitation de la Société restent satisfaisantes. Piper-Heidsieck accomplit une progression de 20 à 25 % de son chiffre d'affaires et, au niveau du résultat net ajusté et consolidé, une progression de 30 %.

Il a été annoncé, par ailleurs, qu'il entrait dans les intentions de la Société d'acquiescer une partie de la réserve de réévaluation et de procéder à une distribution d'actions gratuites, à raison d'une action nouvelle pour quatre anciennes. Cette distribution serait effectuée dans le courant du second semestre 1980, à une date fixe ultérieurement par le conseil.

Le président a, d'autre part, indiqué que la Société, qui possède une forte position aux Etats-Unis d'Amérique, étudie la possibilité d'une implantation en Californie.

L'assemblée ordinaire du 27 juin a approuvé les propositions du directeur concernant l'affectation des résultats de l'exercice. Elle a approuvé l'imputation d'une somme de 30.733 F au compte « plus-values à long terme », par prélèvement sur le compte « Réserves financières », ainsi que le report à nouveau d'une perte de 33.854.319 F, formant un total déficitaire reporté de 131 millions 678.113 F.

Le chiffre d'affaires des quatre premiers mois de l'exercice 1980 est en augmentation de 30 %.

Le chiffre d'affaires 1979 a été de 1.539.000.000 F contre 1.535.000.000 F en 1978, soit une augmentation de 13 %.

Le développement relativement satisfaisant de l'économie française en 1979, ainsi que le régime de liberté des prix de vente ont conjugué favorablement leurs effets sur les résultats des entreprises au cours de cet exercice. Cette évolution favorable a été également constatée dans les diverses branches d'activités de la société.

L'industrie des pneumatiques, en revanche, a continué à rencontrer de très sévères difficultés. Malgré l'activité soutenue des constructeurs d'automobiles et la libération de ses prix de vente.

Les conditions d'exploitation s'est aggravée pour l'exercice une aggravation des charges exceptionnelles due à la poursuite des actions destinées à alléger les structures.

L'année 1979 s'est terminée avec un résultat net déficitaire de 33 millions 854.319 F après dotations de 34.169.478 F aux amortissements dont 5.882.973 F liés à la réévaluation contre une perte, en 1978, de 44.282.172 F après 44.722.588 F d'amortissements, dont 4.343.295 F pour réévaluation.

DUNLOP S.A.

Chiffres caractéristiques 1979

(en millions de francs)

C.A. hors taxes	1.539.742
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	— 28.121
Amortissements (dont 5.882 provenant de la réévaluation)	34.169
Résultat de l'exercice	— 33.854
Investissements	37.539
Salaires au 31 décembre	7.288

Perspectives d'avenir

Les causes profondes auxquelles peuvent être largement attribuées les difficultés que connaît l'industrie du pneumatique depuis ces dernières années ne pourront être que progressivement surmontées par un effort constant et prolongé d'adaptation.

Ce processus, dans lequel notre entreprise se trouve très activement engagée, continuera en 1980 à comporter des charges exceptionnelles.

Malgré celles-ci, les conditions d'exploitation de notre division « pneumatiques » ont été en amélioration dans les premiers mois de cet exercice. La progression des volumes de production et de vente, due en particulier au marché et remplacement, a contribué, avec l'ensemble des programmes d'économie, à réduire l'importance relative des charges de cette division.

Quelques baisses de cadences de production chez certains constructeurs d'automobiles ont affecté nos propres livraisons de pneumatiques et d'articles Dunlopillo en polyester moussé et l'activité de ce secteur industriel jouera un rôle important dans la réalisation de nos objectifs en 1980.



SCRE6

L'assemblée générale, réunie le 27 juin 1980 sous la présidence de M. Jean-Pierre Bussière, a approuvé les comptes de l'exercice 1979. Le chiffre d'affaires consolidé a atteint 6.882 millions, en progression de 8,3 % sur celui réalisé au cours de l'exercice précédent. Cette progression résulte d'une croissance de 7,7 % en France et de 9,3 % à l'étranger.

La part de l'étranger dans l'activité consolidée représente 37 % du total, et se répartit géographiquement comme suit :

Afrique	83 %
Europe	10 %
Extrême-Orient	10 %
Moyen-Orient	10 %
Etats-Unis	5 %

Après 297 millions d'amortissements, le bénéfice net consolidé du Groupe SCRE6 passe de 34,5 millions en 1978 à 67,6 millions en 1979. Le marge brute d'autofinancement s'est élevée ainsi à 253,3 millions. La part de SCRE6 dans ce résultat est de 55,4 millions, représentant par action un bénéfice de 23,17 contre 14,50 pour l'exercice précédent.

Le groupe a maintenu un important effort d'investissement : ces derniers ont atteint 375,7 millions.

Le carnet de commandes s'étend actuellement à plus de 7 milliards. L'assemblée a décidé la mise en paiement, à partir du 16 juillet 1980, contre remise du coupon n° 38, d'un dividende de 12,35 F par action, soit un total de 4,75, soit un revenu global de 14,25, contre un revenu global de 12,35 au titre de l'exercice précédent.

Appelons que la société a procédé récemment à l'émission, au prix de 125 F, de 688.220 actions nouvelles de 100 F nominal, à raison de 2 actions nouvelles pour 5 anciennes.

Le Monde

DI MANCIE

Au sommaire du prochain numéro :

LA RUÉE VERS L'URANIUM

La France a la fièvre de l'uranium.

On prospecte, on creuse. Mais les paysans résistent.

Une enquête de Richard Clavaud

POLOGNE : FÉMINISTES ? PAS DU TOUT

Des féministes en Pologne ? Certainement pas.

Et pourtant les femmes bougent...

Par Maryse Wolinski

SOCIÉTÉ ROUTIÈRE COLAS

Les comptes de l'exercice 1979 ont été approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 26 juin 1980.

Le chiffre d'affaires de la Société Colas s'est élevé à 4,30 milliards de francs, en progression de 14,3 % par rapport à 1978. Constitué par des millions de chantiers exécutés dans une trentaine de pays, il est réparti à concurrence de 58 % en France, 22 % en Afrique, 14 % en Amérique, et 4 % en Europe (hors France).

Le bénéfice net consolidé est passé de 67,5 millions de francs à 73 millions de francs en 1979, dont 60 millions de francs revenant au groupe (soit 70,5 F par action), tandis que la marge brute d'autofinancement passant de 246 millions de francs à 288 millions de francs, est restée supérieure à 6 % du chiffre d'affaires.

Pour la Société Routière Colas, année de la 50^{ème} de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé de 51 millions de francs contre 47,7 millions de francs en 1978. Il représente 94,5 F par action.

Le dividende de 20 F par action, contre 18 F l'année précédente, procurera un revenu global de 30 F, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor. Il sera mis en distribution à partir du 7 juillet 1980 et sera représenté par le coupon n° 22. Rappel-

quant à un nombre d'actions anoré de 20 %, la distribution globale passera de 14 millions de francs à 16,7 millions de francs, soit une progression d'un tiers.

Dans son allocution, le Président Robert Chazal a confirmé que les comptes de la Société des Grands Travaux de l'Est s'intégreront, cette année, dans ceux du Groupe Colas soit par rattachement, soit, plus probablement, par fusion avec la Société Routière Colas à la suite de l'assemblée générale extraordinaire qui devrait se tenir fin juillet. Cette assemblée générale extraordinaire sera prochainement convoquée pour prendre une décision au sujet du traité de fusion conclu entre la Société Routière Colas et la Société des Grands Travaux de l'Est, prévoyant que les actionnaires de cette dernière auront une action Société Routière Colas, jouissance 1^{er} janvier 1980, contre quinze actions des Grands Travaux de l'Est.

Le Président Robert Chazal a indiqué que les données actuelles permettent d'attendre une bonne année pour le groupe en 1980 un chiffre d'affaires d'environ 4,5 milliards de francs, dont 1,5 milliard de francs correspondant à l'activité Grande Tra-

voux de l'Est. Par rapport aux 4,4 milliards de francs réalisés en 1978, l'augmentation prévue, hors Grands Travaux de l'Est, est de 25 % et proviendra de la toute nouvelle filiale Barret Pavage, aux Etats-Unis, des premiers chantiers exécutés à Dubaï au Venezuela et dans plusieurs autres territoires, ainsi que de la progression du chiffre d'affaires en France.

Le bénéfice net 1980 du groupe devrait être voisin du montant de 73 millions de francs réalisés en 1979 avec une M.B.A. de l'ordre de 300 millions de francs, après prise en compte des résultats des Grands Travaux de l'Est qui seront globalement déficitaires du fait de leur activité en France.

Le Président a exprimé sa confiance au sujet de l'évolution future du groupe, qui continuera sous le signe de la diversification.

Géographiquement, les agences et filiales Colas seront, à fin 1980, implantées dans près de quarante pays. Cette expansion multiplie les sources de flux bénéficiaires et assure une répartition équilibrée des risques.

Ainsi, dans les résultats consolidés de 1979, sept pays ont dégagé un bénéfice, dont 4 milliards de francs correspondant à l'activité Grande Tra-

française, admises et appréciées dans les pays d'accueil, constitue certainement un atout des plus précieux : dans le marché mondial des travaux publics, concurrentiel mais qui reste porteur, le groupe peut s'assurer pour une part croissante grâce à la qualification et à l'expérience internationale de ses cadres.

De par la nature de son activité, le groupe s'est depuis longtemps diversifié par rapport à ses spécialités routières traditionnelles en acquérant de nombreuses références dans les travaux d'aménagement agricole, la construction de voies ferrées, l'exploitation de gisements miniers, les lignes de transport d'électricité, les terrassements, les ouvrages d'art, etc.

Avec les Grands Travaux de l'Est, cette diversification s'accroît vers le bâtiment et le génie civil en France et surtout à l'étranger où les propositions commerciales menées depuis un an vont se traduire par une expansion dans les années à venir.

La dénomination sociale de Société Routière Colas, déjà trop limitative, ne peut plus être maintenue, c'est pourquoi il sera proposé, à la prochaine assemblée générale extraordinaire, de la remplacer par « Colas ».

LE GAZ DE FRANCE EN 1979

Pour le Gaz de France, l'année 1979 restera celle des satisfactions imparfaites. Au sein du mouvement qui l'entourait, l'entreprise a pu obtenir des résultats satisfaisants sur le plan du service rendu, et améliorer sur celui des résultats financiers. Mais le caractère éminemment provisoire de cette situation fait apparaître des problèmes sérieux pour l'avenir.

L'année 1979 a été particulièrement sévère en ce qui concerne les prix de l'énergie. Exprimés en dollars, les prix du pétrole brut importé ont doublé au cours de l'année, tandis que les prix des fuels sur le marché international connaissent une hausse plus accentuée encore. Dans le même temps, les prix de détail en France ont progressé de près de 12 %.

C'est dans ce contexte que le Gaz de France a pu assurer une croissance des livraisons de gaz à l'économie française du même ordre que celle de l'année précédente et conforme aux objectifs tout en réalisant l'équilibre de son compte de pertes et profits.

Ce dernier résultat ne doit cependant pas faire illusion : les circonstances qui y ont conduit ont d'ores et déjà cessé d'exister.

En 1979, comme l'année précédente, le Gaz de France a pu fournir à l'économie française des quantités de gaz en augmentation sensible sans rencontrer dans cette tâche de difficultés particulières. Les quantités de gaz livrées sont passées de 297,1 milliards de kWh à 299,1 milliards de kWh en 1979, soit une augmentation voisine de 11 %.

Les achats de gaz ont été en augmentation de 4,7 % par rapport à 1978. Ils ont atteint 228,5 milliards de kWh, dont 227,8 milliards de kWh de gaz naturel. L'augmentation des stocks a été limitée à 1,5 milliard de kWh compte tenu de l'importance mise en stock de l'année précédente (14 milliards).

Les achats en France se sont élevés à 35,7 milliards de kWh, satisfaisant ainsi à 15,8 % des approvisionnements du Gaz de France, tandis que les importations de gaz atteignent 192 milliards de kWh, en progrès de 7,4 % par rapport à l'année précédente.

Pour plus de la moitié (58 %), le gaz importé

est provenu du gisement de Groningue où les enlèvements ont été de 110,6 milliards de kWh.

Malgré les progrès réalisés dans le fonctionnement de l'usine de Skikda, l'Algérie n'a pu fournir les quantités attendues. Les enlèvements n'ont pas dépassé 34,5 milliards de kWh, soit 17 % du total du gaz importé.

Les livraisons à Emden de gaz de la mer du Nord norvégienne nous revenant ont atteint un total de 23,2 milliards de kWh pour les quatre gisements d'Eldfisk, Eldfisk, Albuskjell et Tor. Déduction faite de 6,4 milliards de kWh restitués à Gascogne sur des avances antérieures, le reliquat a représenté 11 % des quantités importées.

Les livraisons de gaz soviétique ont été de 27,4 milliards de kWh, représentant 14 % du total du gaz importé. Depuis la fin de 1978, ce gaz, qui faisait l'objet d'un échange avec l'Italie, a franchi physiquement la frontière française après avoir emprunté la grande Maginot construite en commun avec la Société Ruhrgas.

Les négociations en vue de la conclusion de nouveaux contrats d'approvisionnement en gaz se sont poursuivies en Algérie, en Norvège, en U.R.S.S., au Canada, à la Trinité-Tobago. Elles sont entrées dans une phase décisive au Nigeria où le Gaz de France anime un consortium d'acheteurs réunissant les sociétés Snam (Italie), Distrigaz (Belgique), Gasunie (Pays-Bas), Enagas (Espagne), ainsi que Ruhrgas, Briggita et Thyssen (R.F.A.) et où il détient environ un quart des parts.

La coopération technique avec la Sonatrach résultant du protocole du 25 avril 1978 s'est poursuivie dans des conditions satisfaisantes.

En 1979, les ventes du Gaz de France et de ses filiales ont atteint 257,7 milliards de kWh, dépassant de 10,7 % celles de l'année précédente. Si on ajoute à ces ventes celles de la Société Nationale Elf-Aquitaine (Production) à ses clients directs, le total atteint 269 milliards de kWh et la progression 10,4 % par rapport à 1978. La part du gaz naturel dans le bilan national de l'énergie primaire s'est établie pour 1979 à 12 %.

La répartition de l'ensemble de ces ventes est la suivante :

— Secteur résidentiel et tertiaire	45,5 %
— Secteur industriel	47,8 %
— Centrales électriques	6,7 %

En ce qui concerne le seul Gaz de France, la croissance des ventes, toujours en relation avec le niveau des approvisionnements, ressort à 11,1 % alors qu'elle avait été l'année précédente de 10,8 %.

Les ventes au secteur résidentiel représentent 38,9 % des ventes totales ; elles sont en augmentation de 7,1 % correspondant à une progression de 5,5 % pour les usages individuels et de 13 % pour les usages collectifs ; corrigés des effets du climat, ces progressions sont respectivement de 5,1 %, 3,7 % et 10,5 %.

Les ventes au secteur tertiaire, qui comprennent les commerces et les collectivités, se montent à 13,7 % des ventes totales. Elles progressent de 4 %, soit une croissance de 2,4 % après correction des effets climatiques.

Les efforts sensibles de la clientèle en vue d'économiser l'énergie ont entraîné une moindre croissance des ventes pour le chauffage. L'estimation de ces économies est difficile mais avoisine probablement 7 %.

Les ventes au secteur industriel atteignent 41,2 % du total. Elles augmentent de 12,8 % alors que les fournitures aux centrales électriques sont réduites à 52 millions de kWh.

Par rapport à l'année précédente, les dépenses d'achat de gaz ont augmenté de 1,147 milliards de francs. Cette augmentation importante est due pour 300 millions à l'accroissement des quantités et pour 847 millions à l'augmentation du prix unitaire d'achat.

Les charges de personnel, les autres charges d'exploitation et les frais des services centraux augmentent de 600 millions de francs environ, les charges financières et les dotations aux amortissements et aux provisions augmentent respectivement de 122 et 111 millions de francs.

L'augmentation des charges est, au total, de 16,3 %, soit environ 2 milliards de francs.

Pour faire face à cet accroissement des charges, des hausses de tarifs importantes ont été nécessaires. Elles ont revêtu la forme d'une hausse en pourcentage accompagnée d'une hausse en valeur absolue, applicables à toutes les catégories de tarifs, et ont connu deux étapes. Le 9 juin 1979, la hausse en pourcentage a été de 5 % et la hausse en valeur absolue de 0,20 c/kWh ; le 1^{er} décembre, la hausse en pourcentage a été de 3 % et celle en valeur absolue de 0,45 c/kWh.

Compte tenu de ces mesures, le prix de vente moyen est passé de 6,64 en 1978 à 6,63 c/kWh pour 6,55 de prix de revient moyen, conduisant à un résultat d'exploitation déficitaire de 277 millions de francs que la reprise effectuée en compte de pertes et profits sur la provision spéciale née de la réévaluation des amortissements transforme en un résultat global bénéficiaire de 4.851.000 F, le déficit cumulé demeurant voisin de 2 milliards de francs.

Il faut cependant noter que les facteurs ayant influencé favorablement l'exercice écoulé se sont profondément modifiés depuis.

En vertu du mécanisme des contrats d'achat de gaz, la hausse du prix des fuels intervenue en 1979 affectera pleinement le prix de revient du gaz au cours de l'année 1980, conduisant à une augmentation à ce seul titre de l'ordre de 60 %.

Qui plus est, les renégociations de prix actuellement en cours dans le cadre de certains contrats d'achat ne pourront qu'entraîner des charges nouvelles qui devront avoir pour corollaire des hausses supplémentaires de tarifs. Celles-ci ne permettront d'équilibrer les comptes que si elles interviennent suffisamment rapidement.

Il apparaît d'ailleurs que la dépendance des prix d'achat du gaz vis-à-vis de ceux des produits pétroliers et l'évolution rapide de ces derniers rendent de plus en plus nécessaires la mise en place de mécanismes répercutant promptement sur les tarifs de vente les augmentations des prix de revient, sans à devoir supporter les graves conséquences qu'engendrerait l'apparition d'un déficit chronique.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
2 JUNI ET

LONDRES

NEW-YORK

Nouvelle avance

La progression des cours poursuivie mercredi à Wall Street se poursuit aujourd'hui de façon toujours assez déclinée et en ordre décroissant.

L'or au plus haut depuis février

Conformément aux indications à la hausse parvenues des États-Unis et, par conséquent, de la City de Londres, l'on pourrait, mercredi, son ascension à la hausse de Paris, notamment de la bourse de Paris, se situer à un niveau plus haut que celui qui a été enregistré, jeudi, à la veille avoir franchi la barre des 86 000 F, est, cette fois, passé au-dessus des 87 000 F pour se situer à 87 200 F, soit plus haut qu'il n'a été à la veille d'aujourd'hui (86 500 F). A partit, le métal a toutefois valu moins cher à 1 000 (866 dollars) l'once contre 1 005 (871 dollars) l'once contre 655,41 dollars.

(672 dollars). Le napoleon a lui aussi monté, s'élevant jusqu'à 748,50 F avant de reculer de 20 F à 728,50 F, soit en échangeant à un prix aussi élevé. Toutefois, le volume des transactions n'a pas été en rapport avec cette hausse : 20,20 millions de F contre 20,20 millions.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CHOUKRE. — M. Roger Champetier, député, a été nommé président du conseil d'administration de la Chouk्रे le 1^{er} octobre prochain à M. Julien-Devin, qui se retire pour raisons de santé.

ETABLISSEMENTS NEU. — Dans le cadre de la prise de participation de la Neu, les actionnaires de cette société ont voté le 1^{er} octobre, les décisions suivantes : 1^{re} la Neu a été autorisée à émettre des obligations de 500 000 F, à raison de 100 000 F de la valeur nominale des actions de 60 F à 20 F, de manière à réduire de 100 000 F le montant des obligations de 500 000 F.

Les satellites de l'or, essentiellement les emprunts $\pm 1/2$ % 1973 et 7 % 1973, les mines d'or étant étroitement irrégulières, ont atteint de nouveaux sommets.

Ce nouvel accord de fiducie sur l'or a un peu détourné l'attention du marché des actions. Un marchand, qui demeurait modérément actif, mais moins tenu que hier, malgré la baisse des cours, a constaté irrégulièrement dans les cours instantanés affichés même un modestes gain légèrement supérieur à 0,2 %.

Beaucoup imputaient l'ambition constatée à la reprise de Wall Street. Mais les « sousempes de sécurité », cela ne fait guère de doute, ont probablement fonctionné. Des banques comme Sinc-Memory ont été enregistrées et la Caisse des dépôts, affirmant certains, aurait, elle aussi, procédé à quelques emplettes.

la conviction qu'un desserrement du crédit et une réduction des impôts seront inévitables dans l'avenir, a valu à la couronne l'esprit de confiance qui se traduit par une récession majeure. Au moins est-ce l'avis formulé par de nombreux spécialistes. Du côté de l'annonce d'une forte baisse des commandes de produits manufacturés (moins de - 2,5 %) n'a eu qu'un très minime effet sur la compréhension : le chômage demeure, dit qu'il aurait encore sensiblement augmenté ces dernières semaines.

Sur 1 878 valeurs traitées, 320 sont montées, 400 ont baissé et 418 n'ont

	COURS	EQU
VALUES	1/6	2
Alcoa	58 3/4	37
A.T.&T.	82 1/4	52
Basing	35 3/8	25
Chas. Manhattan Bank ..	44 2/4	44
Consolidated Natural Gas ..	59 1/2	37
Dartmouth	67	57
Drexel	67	57
Ford	54 7/8	25
General Electric	54	31
General Motors	31	31
IBM	68 7/8	47
I.L.W.	13	13
K.Y.T.	27 3/4	27
Kousserit	28 1/4	27
Mobil Oil	54	54
Pfizer	41 1/8	47
Schlumberger	117 1/8	117
Tucson	50	50
U.S. Steel	17 1/8	18
Union Carbide	43	42
U.S. Steel	19	18
W.R.G. Inc.	54	54
Xerox	54 1/4	54

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1970)
1^{er} juil. 2

Valeurs françaises ..	106,2
Valeurs étrangères ..	186,9
CIS DES AGENTS DE CRAN6 (Base 100 : 29 déc. 1961)	
Indice général ..	147,9

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	Cours précéd.	Dernier cours		Cours précéd.	Dernier cours		Cours précéd.	Dernier cours		Cours précéd.	Dernier cours
Nord			Nord			S. Magasin	66 50	65 53	SICAV 1 ^{re} catégorie 9123 10 9126 78		
Orléans	140	143 10	Nord-Ouest	225	225	M.P.C.	150	176 10			
Paris-Grande	222	222 70	Paris (G. et S.)	218	242	S.P.F.-G.P.-Paris	330	324			
Paris-Grande	182	182 50	Paris (G. et S.)	146 50	146	Sarcel	76	76			
Paris-Grande	218	215	Paris (G. et S.)	78	78	Sarcel-Labrousse	329	322			
Paris-Grande	176	182 10	Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	250	254 46			
Paris-Grande	126 90	122 10	Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			
			Paris (G. et S.)	78	78	Wattmire S.A.	56	55 56			

BOURSE DE PARIS - 2 JUILLET - COMPTANT

[illegible]

Saviniforme	100	(Ly) Gertand	376	33.7	Sales H. (Ger.)	68	80	Rothschild-Exp.	412	36	393	66
SMAC Acidobal	123	Gerviot	96	20	S.K.F. Akliehoag							
		Grande-Poisson	12	94	Sperry Rand		180					
			95	125	Steel Cy of Can.	189	110					

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

COTE DES CHANGE

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COUS 2/7	Actual	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 2/7
Etats-Unis (50 \$)	4 898	4 883	4 ...	4 218	Or fin (dix en barre)...	82550	87290
Allemagne (100 mks)	231 9	231 980	228 ...	237 ...	Or fin (en lingots)...	96228	97390
Belgique (100 fr.)	14 885	14 836	14 858	14 769	Plata 900 (20 fr.)...	576	582
Canada (100 \$)	74 748	74 546	71 589	76 588	Plata française (10 fr.)...	488	495
Danemark (100 kr.)	34 828	34 830	32 889	37 899	Plata suisse (20 fr.)...	576	582
France (100 fr.)	211 ...	211 ...	8 456	8 552	Pièces latines (20 fr.)...	576	582
Italie (1 000 lire)	8 339	8 459	4 758	5 180	Sovereign...	760	761
Suisse (100 fr.)	251 258	251 259	244 ...	256 ...	Pièces de 50 dollars...	3888	3910
Union (100 £)	211 ...	211 ...	318	318	Pièces de 10 dollars...	122	122
Autriche (100 sch.)	33 658	32 33	33 889	33 480	Pièces de 5 dollars...	551	560
Espagne (100 pes.)	5 327	5 328	5 798	6 180	Pièces de 50 peses...	3648	3688
Grèce (100 dr.)	3 357	3 354	3 470	3 790	Pièces de 10 florins...	578	582
Canada (en can.)	1 382	1 384	1 379	1 385			

MARCHÉ LIBRE DEL'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COUS 2/7	Actual	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 2/7
Etats-Unis (50 \$)	4 898	4 883	4 ...	4 218	Or fin (dix en barre)...	82550	87290
Allemagne (100 mks)	231 9	231 980	228 ...	237 ...	Or fin (en lingots)...	96228	97390
Belgique (100 fr.)	14 885	14 836	14 858	14 769	Plata 900 (20 fr.)...	576	582
Canada (100 \$)	74 748	74 546	71 589	76 588	Plata française (10 fr.)...	488	495
Danemark (100 kr.)	34 828	34 830	32 889	37 899	Plata suisse (20 fr.)...	576	582
France (100 fr.)	211 ...	211 ...	8 456	8 552	Pièces latines (20 fr.)...	576	582
Italie (1 000 lire)	8 339	8 459	4 758	5 180	Sovereign...	760	761
Suisse (100 fr.)	251 258	251 259	244 ...	256 ...	Pièces de 50 dollars...	3888	3910
Union (100 £)	211 ...	211 ...	318	318	Pièces de 10 dollars...	122	122
Autriche (100 sch.)	33 658	32 33	33 889	33 480	Pièces de 5 dollars...	551	560
Espagne (100 pes.)	5 327	5 328	5 798	6 180	Pièces de 50 peses...	3648	3688
Grèce (100 dr.)	3 357	3 354	3 470	3 790	Pièces de 10 florins...	578	582
Canada (en can.)	1 382	1 384	1 379	1 385			

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LES ÉTATS-UNIS ET NOUS : « Où l'Amérique triomphe », par André Fontaine ; « Sortir de l'équivoque », par Jean Daviden ; « Un pays qui ne fonctionne pas bien », par Jean-Claude Barreau.

ÉTRANGER

3-4. DIPLOMATIE

— La visite de M. Barre à Madrid. — Le sommet de l'O.U.A. à Free-town.

4. PROCHE-ORIENT

— JORDANIE : mort du premier ministre M. Abdel Hamid.

4-5. ASIE

— CORÉE DU SUD : vingt-sept ans après l'armistice, le traumatisme provoqué par la guerre et la division du pays alimente encore de nombreuses œuvres littéraires, par Roger Laverrier.

6. EUROPE

— POLOGNE : des mouvements de grève sont signalés après l'augmentation du prix de la viande. — IRLANDE DU NORD : voir Belfast et mourir.

7. AFRIQUE

8. LE VOYAGE DU PAPE AU BRÉSIL.

POLITIQUE

10. La préparation de l'élection présidentielle.

11. La situation aux Nouvelles-Hébrides.

SOCIÉTÉ

12. LE PROCÈS DE LA PROSTITUTION : « L'Etat protège les prostituées », point de vue par Georges Richard-Molard.

— Aux assises de la Loire-Atlantique : le crime de quatre « dé-boussés ».

22. ÉDUCATION

— FAITS DIVERS

26. MÉDECINE

— SPORTS

— CYCLISME : le Tour de France

— TENNIS : Navratilova et King vedettes de Wimbledon.

JOURS D'ÉTÉ

13. « L'Hexagone en diagonale », par Jean-Marc Théollier.

14. Jeux : Informations « Services » : Rétrospective ; Méthodologie.

LE MONDE DES LIVRES

15. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : Trente Mille Jours, de Maurice Genevoix ; Bienheureux appartenance, — Les lacs de la Guillaud.

16. LA VIE LITTÉRAIRE

17. CRITIQUE : Qui est Marcel Arland ?

18. RECITS : Maurice Roche peintre de la mort.

19. LETTRES ÉTRANGÈRES : Miguel Otero Silva et l'épopée de Lope de Aguirre.

20. HISTOIRE : l'aristocratie contre la monarchie.

21. SOCIÉTÉ : la croisée d'Elizabeth Peckard.

CULTURE

23. ROCK : Bob Marley.

— ARCHÉOLOGIE : la Louvre et ses fouilles en Égypte.

THÉÂTRE

ÉQUIPEMENT

28. TOURISME : une vingtaine de points noirs sur la carte des plages.

— TRANSPORTS : la S.N.C.M. prend le pari du confort et de la rapidité.

29. ENVIRONNEMENT : la centrale nucléaire de Cattenom inquiète les Luxembourgeois.

ÉCONOMIE

30. SOCIAL : la négociation sur la durée du travail.

— CONJONCTURE

31. AFFAIRES : les constructeurs euro, sans d'automobiles attirent l'attention de la Commission de Bruxelles sur la progression des exportations japonaises.

RADIO-TELEVISION (25)

— Annonces classées (27 et 28) ;

— Carnet (25) ; Loterie nationale et Loto (14) ; Mots croisés (14) ;

— Programmes spectacles (24) ; Bourse (33).

Le numéro du « Monde » daté 3 juillet 1980 a été tiré à 512 579 exemplaires.

A B C D E F G

Les résultats des entretiens de M. Schmidt à Moscou

L'U.R.S.S. est prête à ouvrir des négociations sur les euromissiles avant même la ratification de « SALT 2 » révèle le chancelier ouest-allemand

Parlant jeudi 3 juin devant le Bundestag sur les résultats de ses entretiens de Moscou, M. Helmut Schmidt a annoncé que M. Brejnev s'était déclaré disposé, à engager des négociations sur la limitation des armements nucléaires à moyenne portée installés en Europe avant même la ratification de « SALT 2 » par le Sénat américain. Le chancelier ouest-allemand a cependant précisé que, dans l'optique soviétique, les accords résultant de telles négociations ne pourraient entrer en vigueur qu'après la ratification de ces accords SALT 2. En outre, les pourparlers seront conduits exclusivement entre l'U.R.S.S. et les États-Unis.

Selon M. Schmidt, cette disposition des Soviétiques a créé « une situation nouvelle ». « Désormais, a-t-il dit, l'exigence soviétique de suspendre la décision de modernisation adoptée par l'O.T.A.N. en décembre 1979 ne s'oppose plus à l'ouverture de pourparlers sur une limitation réciproque des armements nucléaires tactiques ». M. Brejnev de « nouvelle et constructive », il a ajouté : « Ces pourparlers devraient porter sur les armes nucléaires tactiques des deux camps en tenant compte de tous les facteurs qui exercent dans ce domaine une influence sur la situation stratégique ». M. Brejnev a indiqué, a poursuivi le chancelier, qu'il consentait d'inclure dans cette négociation également les systèmes américains avancés, autrement dit les armes nucléaires tactiques américaines déjà stationnées en Europe, à bord des porte-avions de la VI^e flotte en Méditerranée et capables d'atteindre le territoire de l'U.R.S.S.

« Je ne dis pas qu'il s'agit déjà d'une période, puisque le succès de telles conversations n'est pas assuré », a déclaré M. Schmidt. Mais il me semble que la chance existe d'empêcher une course aux armements effrénée dans ce domaine. Et je voudrais me ranger à l'avis de M. Brejnev qui a déclaré que l'ouverture même de telles conversations peut servir à la stabilisation de la situation mondiale. »

MOSCOU : les négociations se tiendraient dans le cadre de SALT 3

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique serait disposée à envisager des négociations sur les euromissiles dans le cadre de SALT 3. Tel est, selon des sources dignes de foi, le principal résultat de la visite du chancelier Schmidt à Moscou. La formule doit être considérée avec une grande prudence, car les deux parties ne sont exprimées avec beaucoup de réserve sur ce sujet.

L'indication donnée par M. Schmidt selon laquelle Moscou aurait abandonné la condition posée à l'ouverture de la négociation n'est pas une nouveauté : l'agence Tass a diffusé, mercredi 3 juillet, un article qui doit être publié à la fin de la semaine dans l'hebdomadaire Temps nouveaux. Ce texte indique que « Washington fait tout son possible pour exclure (...) toute éventualité de voir qu'émergent à l'O.T.A.N. réfléchir sérieusement à l'initiative des pays du pacte de Varsovie en vue d'adopter, ou tout au moins de suspendre la décision de produire et de déployer des euromissiles, ce qui créerait les conditions d'un dialogue ».

M. Schmidt a cependant rencontré chez ses interlocuteurs soviétiques une volonté égale à la sienne de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve actuellement les négociations Est-Ouest sur la limitation des armements. Le meilleur moyen d'y parvenir, sans qu'aucun des protagonistes ne perde la face, est évidemment, de trouver un nouveau cadre, et d'élargir le champ de la négociation. C'est ce que semble avoir permis d'entendre les dirigeants de Moscou.

Pour eux, l'opération ne présente aucun désavantage fondamental. Tout résultat obtenu avec SALT 3 ne pourra entrer en vigueur avant la ratification

encore incertaine du traité SALT 2. Pendant ce temps, ils pourront continuer à installer leurs fusées à moyenne portée SS-20. D'autre part, un élargissement de SALT 3 à tout le système de « défense avancée » de l'O.T.A.N., y compris les bases américaines en Europe, et éventuellement aux forces de frappe française et britannique, correspond à une vieille idée du Kremlin qui, dès le début du processus des négociations SALT, aurait souhaité parler de tous les systèmes d'armes en même temps.

Enfin l'idée est doublement habile : 1) Elle revient à renvoyer à leur position passée les gouvernements d'Europe occidentale, et notamment celui de Bonn. Ces derniers avaient en effet proclamé haut et fort à l'automne 1979 que la ratification de SALT 2 était une condition préalable à toute décision sur la production et le déploiement des euromissiles. 2) Elle place le chancelier Schmidt dans une situation à la fois importante et peu confortable d'intermédiaire entre Moscou et Washington. Le chef du gouvernement fédéral allemand doit en effet, non seulement rendre attrayantes les propositions soviétiques, mais insister auprès des Américains pour que la ratification de l'accord SALT 2 intervienne aussi vite que possible.

DANIEL VERNET.

Le colonel de gendarmerie, Armend Wautrin, vient d'être nommé, par arrêté paru au Journal officiel du 3 juillet, au secrétariat général de la présidence de la République en qualité de commandant militaire. Il remplacera à ce poste le général de brigade de gendarmerie Pierre de Laroche Lambert, nommé commandant de la Garde républicaine.

EN S'ATTAQUANT AUX BASES ARRIÈRE DE LA SWAPO

Pretoria veut offrir un répit aux autorités de Windhoek

Dressant le bilan de l'intervention militaire sud-africaine dans le Sud de l'Angola contre les bases de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest Africain), le général Geldenhuys, commandant en chef des forces sud-africaines au Namibie, a déclaré mercredi 3 juillet que trois cent soixante guérilleros avaient été tués et que le quartier général de la SWAPO avait été détruit. Pretoria a rejeté les informations diffusées à Lusanda selon lesquelles ses troupes ont tué quelque quatre cents civils et militaires angolais au cours d'une « invasion » qui se poursuivait encore mercredi. Le général Geldenhuys a affirmé que ses troupes n'avaient eu que deux accrochages avec des Angolais au cours des trois semaines de juin qu'elles ont passé en Angola. — (A.F.P.)

On ne négocie qu'en position de force, telle semble être la raison de la vaste opération de « rattrapage » menée par les Sud-Africains contre les camps de la SWAPO dans le Sud angolais. Pretoria entend, en effet, offrir un répit à ce « conseil de cabinet » présidé par son protégé, M. Dirk Mudge, mis en place mardi à Windhoek (le Monde du 3 juillet). Prudent, les Sud-Africains ont déclaré qu'ils s'attendaient à des

attaques de la SWAPO « en quête d'un regain de prestige ». Mais ils calculent qu'il faudra plusieurs mois à M. Sam Nujoma et à ses hommes pour réorganiser une guérilla qui s'était visiblement renforcée ces derniers mois.

La réaction sud-africaine ne brille guère par son originalité. Désorientés par la victoire électorale de M. Mugabe au Zimbabwe, aux prises chez eux avec une renaissance de la contestation de l'apartheid et de plus en plus gênés devant la perspective d'un règlement international du conflit namibien, les Sud-Africains en restent à la tactique du coup de poing : encore une fois, en tirant sur un rapport de forces favorable sur le terrain, ils espèrent modifier les données d'une équation essentiellement politique.

S'ils peuvent peut-être ainsi gagner du temps, ils risquent de nouveau de déchanter dans quelques mois, quand la SWAPO aura repris son souffle. Leur choix demeurerait alors le même : soit accepter les propositions, plus conciliantes, de M. Wandheim, soit déclencher l'épreuve de force avec la communauté internationale en proclamant unilatéralement l'indépendance d'un territoire qu'ils ne sont plus mandatés, depuis de longues années, pour gérer. — J.-C. P.

MORT DE LORD SNOW SAVANT ET ÉCRIVAIN

Nous apprenons la mort de lord Snow, savant et homme de lettres britannique survenue le 1^{er} juillet à Londres. Il était âgé de soixante-quatorze ans.

Né en 1905, Charles Percy Snow, qui devint lord Snow en 1964, était comme H.G. Wells et Arnold Bennett dans une famille pauvre de provinciaire. Il fit des études de sciences physiques et chimiques, puis de littérature anglaise. Il entra au Christ College de Cambridge en 1924 et fut élu « Fellow » en 1926. Il fit des recherches sur les infra-rouges spectroscopiques et en tira un roman intitulé The Search publié en 1934 et traduit en français l'année suivante sous le titre la Quête. Il se consacra dès lors à l'administration et à l'écriture. Il fut, entre autres, directeur des Communications, du Corridor, et Power (les Colonnades du pouvoir) qui précèdent ses livres dans le monde de la politique et de l'administration. Ses livres les plus connus sont The Corridor, et Power. Ses livres les plus connus sont The Corridor, et Power.

Conseiller du gouvernement au début de la seconde guerre mondiale, lord Snow fut directeur personnel de l'English Electric Company, puis il travailla pour le ministère de la Technologie sous le gouvernement travailliste de Harold Wilson. C'est ce dernier qui le fit anoblir. Lord Snow avait épousé la romancière Pamela Blunsford Johnson et leur demeure à Londondowne de Eaton Terrace était un lieu de rencontre célèbre et international.

HAUSSE DE 5 % A 8 % DU PRIX DU PAIN

La plupart des boulangers détalants ont augmenté leur prix du pain, dans le cadre de l'accord de modération passé entre le ministre de l'Économie et la Confédération nationale de la boulangerie. Selon les données de la Confédération, la hausse du prix du pain a été de 5 % à 8 %.

Depuis le 1^{er} juillet, la majorité des boulangers ont effectué des hausses comprises entre 5 et 8 %, qui, à Paris, portent le prix de la baguette à 1,10 F ou 1,15 F. Un seul accusa une hausse mineure à certains d'entre eux d'afficher la baguette à 1,00 F.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un maître tailleur COSTUMES MESURE A partir de 998 F dans un choix de 3 000 drapés Fabrication traditionnelle ROBES ET TAILLEURS SUR MESURE Prêt-à-porter Homme Boutique Femme LEGRAND Tailleur 27, rue de la République, PARIS (9^e) Tél. : 742-75-01

LA COUR D'APPEL DE GRENOBLE CONFIRME LES PEINES DE DEUX PROXÉNÈTES

(De notre correspondant.)

Grenoble. — La cour d'appel de Grenoble a confirmé, mercredi 2 juillet, le jugement du tribunal correctionnel de cette ville qui avait condamné, en février, M. Christian Jamet, trente et un ans, à quatre ans d'emprisonnement pour proxénétisme aggravé. Il avait obligé une jeune femme à se prostituer sur les quais de l'Isère. Estimant qu'elle ne lui rapportait pas suffisamment d'argent, Christian Jamet la battait souvent. Une nuit, les coups avaient été si violents qu'il lui avait brisé une côte et fracturé le nez. Malgré ses blessures, il avait obligé la jeune femme dès le lendemain matin à retourner sur le « trottoir » : un client pris de plus pour la prostituée alerta la police. La cour d'appel a condamné le proxénète à verser également à son ancienne « protégée » 8 000 F de dommages et intérêts. Les équipes d'Action gréviste contre le proxénétisme qui s'étaient portées partie civile, ont obtenu 1 000 F de dommages et intérêts.

D'autre part, les quatre années d'emprisonnement et les 2 000 F d'amende infligés, le 17 mars 1980, par le tribunal correctionnel de Grenoble à M. Antoine Pacchiano, trente-cinq ans, membre du clan » des proxénètes italo-grenoblois, ont été également confirmés par la cour d'appel. — C. F.

ROCHE-BOBOIS

SOLDE

certaines modèles de sa collection.

Du 27 juin au 11 juillet.

10 à 18, rue de Lyon - Paris (parking assuré).

92-98, bd de Sébastopol - Paris (parking assuré).

LONGCHAMP 80 3-6 JUILLET CONCOURS HIPPIQUE INTERNATIONAL ANIMATIONS SPECTACLE de 14 h. à 23 h. 45 Cavaliers de 15 nations stands, jeux attractions le Cadre Noir la Garde Républicaine le Cirque, 200 poneys les Écuries de dressage les feux d'artifice les grandes eaux de lumière

Tilbury SOLDE chaussures sacs sportswear

23 rue du Four

solde dans la limite des stocks disponibles Chemises unies 85 F Chemisettes 60 F Blousons pour lavable 890 F Costumes lavables 350 F Veste de sport 290 F Ensemble plein été 590 F Pantalons coton 170 F 2, boulevard de la Madeleine Paris 7^e r. Cammarini

هكذا من الأصل